La Coopération Sud-Sud : Un défi pour le système de l'aide ?

The Reality of Aid

RAPPORT SPÉCIAL SUR LA COOPÉRATION SUD-SUD - 2010

IBON BOOKS

La Coopération Sud-Sud : Un défi pour le système de l'aide ?

The Reality of Aid

Rapport spécial sur la coopération Sud-Sud - 2010

The Reality of Aid

IBON BOOKS

La coopération : un défi pour le système de l'aide ?
est publié au Philippines en 2010 par IBON Books,
IBON Center, 114 Timog Avenue, Quezon City, 1103 Philippines
editors@ibon.org
www.ibon.org

Copyright @2010 par le Comité de Direction de Reality of Aid

Traductrice: Marie-Gabrielle Denizet
Maquette : Jennifer T. Padilla
Photos de la couverture : unescap.com, xanthis.files.wordpress.com

Imprimé et relié aux Philippines par la Fondation IBON, Inc.

Tous droits réservés

ISBN 978-971-0483-51-8

Le réseau Reality of Aid

Le réseau Reality of Aid existe pour promouvoir des politiques nationales et internationales qui contribueront à de nouvelles et efficaces stratégies pour éradiquer la pauvreté, basées sur la solidarité et l'équité. Reality of Aid, créé en 1993, est une initiative collaborative, sans but lucratif, à laquelle participent des organisations non-gouvernementales du Nord et du Sud.

Reality of Aid publie régulièrement des rapports fiables sur la coopération internationale en matière de développement et sur le degré auquel les gouvernements, du Nord et du Sud, prennent des mesures pour corriger les extrêmes inégalités de revenus et les injustices structurelles, sociales et politiques qui enferment les gens dans la pauvreté.

De 1993 à aujourd'hui, Reality of Aid a publié toute une série de rapports et de « Reality Checks » sur l'aide et sur la coopération en matière de développement.

Le Comité de Direction de Reality of Aid est constitué des représentants régionaux de toutes les organisations membres.

Président/ Représentant des OSC partenaires d'Asie et du Pacifique	**Antonio Tujan Jr.** Fondation IBON / Président du Comité de pilotage de RoA-Asie-Pacifique
Vice-Président / Représentant des OSC partenaires des pays non-européens	**Brian Tomlinson** Canadian Council for International Cooperation (CCIC)
Représentant des OSC partenaires d'Afrique	**Vitalice Meja** Coordinateur du Secrétariat de RoA-Afrique
Représentant des OSC partenaires d'Amérique latine	**Ruben Fernandez** Asociación Latinoamericana de Organizaciones de Promoción al Desarrollo, A.C. - ALOP
Représentant des OSC partenaires des pays européens	**Bodo Ellmers** European Network on Debt and Development (EURODAD)

Secrétariat de Reality of Aid : Josephine Dongail et Ava Danlog
E-mail : secretariat@realityofaid.org
Site Internet : www.realityofaid.org

Remerciements

La *coopération Sud-Sud : Un défi pour le système de l'aide ?* est un rapport spécial de Reality of Aid, écrit par des auteurs appartenant à des OSC du Sud. Leurs travaux s'appuient sur les savoirs et l'expertise des agences de l'aide, des institutions académiques et des organisations de terrain.

Le contrôle éditorial de la publication a été assuré par le Comité de Direction de Reality of Aid et les opinions et les vues exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles du Comité de Direction ou celles de la Fondation IBON qui a publié ce rapport.

Le Comité de Direction de Reality of Aid a été assisté par Paul Quintos de Ibon International et par Rosario Bella Guzman et Jose Enrique Africa pour l'édition des contenus, l'artiste Jennifer Padilla pour la maquette et Josephine Dongail pour la gestion de la publication. Les traductrices ont Marie-Gabrielle Denizet pour la version française et Rosa Inés Ospina Robledo pour la version espagnole.

Nous remercions tous ceux qui nous ont généreusement fait bénéficier de leurs connaissances et de leurs conseils.

Préface

Le paysage économique mondial évolue rapidement. La première décennie du 21e siècle a été marquée par la croissance économique rapide des grands pays émergents du tiers monde, éclipsant les performances des vieux pôles industriels du Nord. Il est fort probable que la Chine supplantera le Japon en tant que deuxième puissance économique mondiale au cours de cette année. La production économique de l'Inde devrait dépasser le PIB du Canada d'ici un an. Le Brésil connait la croissance économique la plus rapide de toute l'Amérique.

Alors que le ralentissement économique se profile à l'horizon dans les pays développés, les pays pauvres se tournent davantage vers les autres pays en développement à la recherche d'une coopération accrue en matière d'échanges commerciaux, d'investissement et de développement. La montée de la coopération régionale, ou le régionalisme, est également un effet secondaire de la mondialisation.

Un certain nombre de pays à revenu intermédiaire du Sud sont récemment passés de bénéficiaires nets de l'aide extérieure à donateurs net, bien que la vaste majorité des populations pauvres du monde se trouve toujours dans ces pays. La croissance rapide de l'aide au développement fournie par les fameux «donateurs émergents» suscite un intérêt accru pour la coopération Sud-Sud, en particulier au sein des cercles gouvernementaux.

Selon un article consacré à l'importance de la coopération Sud-Sud pour l'efficacité de l'aide du Programme d'Action Accra, on compte beaucoup qu'il pourra être tiré des leçons des bonnes pratiques de la coopération Sud-Sud et qu'une nouvelle architecture de l'aide sera édifiée au bénéfice de l'efficacité de la coopération en matière de développement.

Ce nouveau rapport du réseau Reality of Aid qui vient s'ajouter à la littérature de plus en plus fournie sur le sujet porte un regard critique sur la nature, les points faibles et le potentiel de la coopération Sud-Sud en matière de développement du point de vue de la société civile du Sud.

Ce rapport est constitué d'une sélection d'études qui vont de l'émergence de nouveaux donateurs tels que l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, à la mise en place d'une nouvelle architecture financière internationale en Amérique du Sud, et à leurs effets sur différentes économies d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. Il décrit la situation générale des pays du Sud, ainsi que les cas particuliers du Zimbabwe, de l'Ouganda et des Philippines, et illustre la viabilité ainsi que les insuffisances de la coopération Sud-Sud en matière de développement. Le rapport contient également deux études relatives à Cuba, l'une sur son action remarquable au Timor Oriental et dans le Pacifique Sud Ouest, l'autre sur sa coopération actuelle avec le Venezuela.

Il contient des enseignements importants pour les acteurs du développement, non seulement pour l'amélioration de la coopération Sud-Sud, mais aussi pour le renforcement de l'efficacité de la coopération internationale en matière de développement dans son ensemble.

Antonio Tujan, Jr.
Président
Comité de Direction
Reality of Aid Network

Table des matières

1 **La coopération Sud-Sud en matière de développement : Un défi pour le système de l'aide ?**
Le Comité de Direction de Reality of Aid

27 **La coopération Sud-Sud ou la nouvelle hégémonie du Sud ? L'Afrique du Sud : une "superpuissance" et un donateur en Afrique**
Moreblessings Chidaushe, ex-Coordinatrice de Reality of Aid Africa Project

37 **Une évaluation du rôle croissant de la Chine en Afrique et de son impact sur le développement : Une perspective africaine**
African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)

49 **Les contradictions de l'aide au développement : le cas du Zimbabwe**
Godfrey Chikowore, Institute of Development Studies, University of Zimbabwe

59 **La coopération Sud-Sud pour le développement– un défi pour les relations d'aide traditionnelles ?**
Edward Ssenyange, Uganda Debt Network

69 **L'Inde : son nouveau rôle de donateur mondial**
C. R. Bijoy, Campaign for Survival and Dignity

81 **La coopération cubaine dans le domaine de la santé au Timor oriental et dans le Pacifique Sud Ouest**
Tim Anderson, Aid Watch-Australia

91 **L'aide chinoise déraille aux Philippines**
Roel Landingin, Philippine Center for Investigative Journalism (PCIJ)

101 **La Banque du Sud : Progrès et défis**
Isabel Ortiz et Oscar Ugarteche, Red Latinoamericana de Deuda, Desarrollo y Derechos (LATINDADD)

115 **La coopération Sud-Sud entre le Venezuela et Cuba**
Carlos A. Romero, Universidad Central de Venezuela

124 **Annexe : Déclaration des OSC sur la coopération Sud-Sud**
Présentée lors de la conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (Nairobi, Kenya, 1-3 décembre 2009)

127 **Liste des membres**

La coopération Sud-Sud en matière de développement : Un défi pour le système de l'aide ?

Le Comité de Direction de Reality of Aid

Introduction

La coopération internationale pour le développement est généralement associée aux relations Nord-Sud. Selon le discours dominant sur le développement, le Nord qui est développé possède les ressources financières et les compétences techniques dont manque le Sud qui est pauvre. Et c'est ce manque qui explique le sous-développement du Sud. En conséquence, le Nord peut, et doit, concourir au développement international en fournissant son aide économique, financière et technique au Sud.

Ces derniers temps, comme les pays en développement ont de plus en plus de poids dans l'économie mondiale, la coopération Sud-Sud en matière de développement a fait l'objet d'une plus grande attention. Les économies dites BRIC – Brésil, Russie, Inde et Chine – avec 40 % de la population du monde sur trois continents, comptent déjà pour 25 % du PIB mondial. Goldman Sachs pense que ces quatre économies émergentes pourraient collectivement avoir une production supérieure à celle du Groupe des sept pays les plus riches d'ici 2032, la Chine devenant la plus grande économie du monde avant 2030.[1] En termes d'Aide publique au développement (APD)[2], les pays développés appartenant au Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont toujours à l'origine de la majeure partie de l'aide internationale au développement, avec 121,5 milliards de dollars en 2008. Mais la part des donateurs non-CAD a augmenté, en particulier celles des pays en développement à revenu intermédiaire comme la Chine et l'Inde.

Une estimation du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) l'évalue à entre 9,5 et 12,5 milliards de dollars en 2006, c'est-à-dire à entre 7,8% et 9,8% de l'APD totale pour cette année-là, une augmentation d'environ 5% par rapport aux années 90 – sans compter les contributions du Sud aux agences multilatérales.[3] Depuis 2008, malgré la crise économique et financière mondiale, la coopération Sud-Sud pour le développement a continué à progresser. Les défis mondiaux comme les crises énergétiques et alimentaires, le changement climatique et les pandémies comme celle de la grippe A(H1N1) ont conduit les pays du Sud à mettre en place des dispositifs interrégionaux, régionaux et sous-régionaux pour renforcer leurs partenariats. L'instabilité des marchés financiers, l'insécurité alimentaire et énergétique, et le désir de trouver des alternatives aux demandes de secours financier au Fonds monétaire international (FMI), poussent les pays en développement à trouver de l'aide entre eux, surtout du fait du déclin économique des pays développés auxquels traditionnellement ils s'adressaient pour obtenir de l'aide.

Ces contributions entre pays en développement créent un nouveau dynamisme dans la coopération internationale pour le développement. De fait, l'importance de la coopération Sud-Sud pour le développement ne tient pas tant à l'ampleur de l'APD ou des ressources financières qui

transitent entre les pays en développement, qu'aux types de relations que traduisent ces échanges, en particulier par comparaison avec la classique coopération pour le développement Nord-Sud.

Les pays en développement et la société civile ont à maintes reprises critiqué la façon dont souvent les pays développés se servent de l'aide comme d'un outil néocolonial -- en imposant des conditionnalités politiques aux pays en développement et en liant leur aide aux intérêts commerciaux, politiques ou militaires des donateurs. En revanche, la coopération Sud-Sud pour le développement est souvent présumée se baser sur des principes de solidarité plutôt que sur le clientélisme. Par exemple, le Programme d'action d'Accra (PAA) du 3e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide de 2008, affirme que : « *La coopération Sud-Sud dans le domaine du développement vise à garantir le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, l'égalité entre les partenaires au développement et le respect de leur indépendance, de la souveraineté nationale, la diversité des cultures, l'identité et le contenu local. Elle joue un rôle important dans la coopération internationale pour le développement et constitue un précieux complément à la coopération Nord-Sud.* »[4]

Il est indispensable de mieux comprendre la nature, les points faibles et le potentiel de la coopération Sud-Sud pour le développement, pour instruire et renforcer le plaidoyer des OSC pour une plus grande efficacité de l'aide au développement, qu'il s'agisse des relations Sud-Sud ou Nord-Sud. Cet article étudie les pays moteurs de la coopération Sud-Sud pour le développement et dans quelle mesure les motivations des nouveaux donateurs du Sud reposent sur des principes de solidarité et de bénéfice mutuel plutôt que sur leurs propres intérêts stratégiques. Il étudie aussi les implications des politiques de bénéfice mutuel et de non-ingérence des donateurs du Sud sur la qualité de l'aide et sur son impact pour le développement. Enfin, il dégage quelques leçons pour améliorer la coopération internationale en matière de développement.

Notre parti pris de ne traiter que de l'APD

La coopération Sud-Sud a une longue et remarquable histoire. Elle a pris naissance dans les années 50, dans le cadre du combat commun des ex-colonies pour parvenir à une véritable indépendance et au développement. En 1955, la conférence de Bandung a réuni 29 pays d'Asie et d'Afrique pour promouvoir la coopération économique et culturelle sur leurs continents « *sur la base de l'intérêt mutuel et du respect de la souveraineté nationale.* » Cette Conférence pionnière Sud-Sud a ouvert la voie à la mise en place du Mouvement des non alignés en 1961 et au Groupe des 77 en 1964.[5]

Depuis, la coopération Sud-Sud a été pratiquée de nombreuses façons qui vont de l'intégration économique à la formation de blocs de négociation au sein des institutions multilatérales, en passant par des alliances militaires et des échanges culturels. Elle a concerné l'aide humanitaire et la coopération technique mais aussi l'octroi de prêts à taux bonifiés pour des projets de développement, les programmes, le soutien budgétaire ou la consolidation de la balance des paiements. Il s'est noué des relations aussi bien au niveau des gouvernements et de leurs agences qu'entre les entreprises privées et les organisations de la société civile. Tous ces efforts ont contribué à améliorer le développement social et économique des pays engagés dans cette cooperation

Encadré 1. Des exemples de coopération Sud-Sud

Un bloc de négociation : le G77 (depuis 1964)
A la fin de la première session de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement à Genève en 1964, un groupe de 77 pays en développement a signé la Déclaration conjointe des soixante-dix-sept pays créant le G77, la plus grande coalition de pays en développement ou de pays les moins développés dans le système des Nations Unies. Le G77 comporte actuellement 131 pays membres. Les buts de ce bloc sont de donner aux pays du Sud les moyens d'articuler et de promouvoir leurs intérêts économiques collectifs, d'augmenter leur capacité de négociation commune au sein des Nations Unies sur les grandes questions économiques au niveau international, et de promouvoir la coopération Sud-Sud pour le développement.

Une intégration économique : l'Alternative bolivarienne pour les peuples de nos Amériques (ALBA)
Lancée en 2004, l'Alternative bolivarienne pour les peuples de nos Amériques (ALBA) est une initiative d'intégration pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle a été proposée par le Venezuela en 2001 comme alternative à la Zone de libre échange des Amériques proposée par les États-Unis. Le projet repose sur l'aide sociale, l'équité et l'aide mutuelle dans le domaine économique et non sur la libéralisation du commerce. A l'origine, l'ALBA comportait deux États membres, le Venezuela et Cuba. Un certain nombre de nations d'Amérique latine et des Caraïbes s'y sont jointes en signant le Traité de commerce entre les peuples dont le but est la mise en application des principes de l'ALBA. L'ALBA a maintenant 8 membres : Antigua-et-Barbuda (depuis 2009), la Bolivie (depuis 2006), Cuba (depuis 2004), la Dominique (depuis 2008), l'Équateur (depuis 2009), le Nicaragua (depuis 2007), Saint-Vincent-et-les-Grenadines (depuis 2009) et le Venezuela (depuis 2004).

Des financements de projets : la Chine et la construction d'infrastructures en Afrique
La voie de chemin de fer de 1 200 miles de long Tanzanie-Zambie (TAZARA ou «Tanzam Railway»), construite entre 1970 et 1975, qui a coûté quelques 500 millions de dollars est le plus important des projets que la Chine ait jamais financé au titre de l'aide. Aujourd'hui, la Chine continue à financer des projets de construction de routes en Afrique, comme la voie expresse de 79 kilomètres reliant la capitale Addis Ababa et Nazret (Adama) en Éthiopie. Le projet qui est financé par un prêt à taux zéro, doit être terminé en 2014 et sera la première autoroute d'Éthiopie.

Une coopération sectorielle : le soutien de Cuba à l'agriculture et à la sécurité alimentaire
Cuba soutient activement et participe au Programme spécial pour la sécurité alimentaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en fournissant des experts et des techniciens dans le domaine de l'agriculture et dans celui de la pêche. Ceux-ci font profiter les producteurs d'autres pays en développement de leurs savoirs et de leurs technologies. Dans le cadre de ce programme, Cuba a signé des accords avec des pays d'Afrique (le Cap-Vert, la Guinée équatoriale, la Guinée-Bissau) et des Caraïbes (la Guyane, Grenade, Haïti, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, la Dominique, Saint-Christophe-et-Niévès, Antigua-et-Barbuda, et la République Dominicaine). Par exemple, l'accord de coopération Sud-Sud entre Cuba et le Cap-Vert signé en 2000 a ouvert la voie à l'introduction sur l'île par des experts et des techniciens cubains de la technique de la micro-irrigation ou «goutte à goutte» qui s'est avérée être un investissement rentable, et qui est bien adaptée à la sécheresse du Cap-Vert.

Un exemple d'assistance technique : Le programme de coopération technique et économique de l'Inde
Le programme de coopération technique et économique de l'Inde (ITEC), établi en 1964, a pour objet la mise à niveau des compétences, le renforcement des capacités et l'autonomisation dans les pays en développement. L'ITEC fournit une assistance technique à 158 pays d'Asie et du Pacifique, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants (CEI). Le programme a quatre composantes, la formation, les projets et les activités liées à ces projets, l'envoi d'experts indiens et les voyages d'étude. L'Inde alloue 5 000 créneaux de formation par an dans plus de 200 cours à 42 grandes institutions, beaucoup d'entre elles étant spécialisées dans les technologies de l'information et de la communication (TIC). Le budget annuel de l'ITEC est d'environ 12 millions de dollars et depuis sa création en 1964, l'assistance technique fournie par l'Inde correspond à plus de 2 milliards de dollars.

Des échanges dans le domaine de l'Éducation : la coopération Sud-Sud du Brésil en matière d'éducation
Le programme de coopération du Brésil dans le domaine de l'éducation qui porte sur l'enseignement scolaire et la lutte contre l'analphabétisme a concerné principalement les pays du Mercosur. Un Centre pour la formation et le développement des entreprises a été créé à Luanda, en Angola, en 1999, et l'Agence brésilienne de coopération a mis en place un Centre d'excellence pour la formation professionnelle au Paraguay. L'Argentine et le Brésil ont signé un accord qui rend obligatoire l'enseignement du portugais dans les écoles publiques d'Argentine et celui de l'espagnol dans les écoles publiques brésiliennes. D'autre part, un programme intitulé Bolsa Escola (Bourse scolaire) qui consiste à donner des bourses aux familles des enfants qui vont à l'école a été implanté dans des pays lusophones comme le Mozambique.

Des prêts bonifiés : l'aide de la Thaïlande au Cambodge
La Thaïlande offre des prêts bonifiés aux pays en développement de la région par l'intermédiaire de son Agence de coopération pour le développement économique des pays voisins (NEDA). Par exemple, en août 2009, la Thaïlande a octroyé un prêt bonifié de 40 millions de dollars au Cambodge pour la modernisation d'une autoroute à la frontière khmère-thaï. Le pays avait déjà précédemment fait deux prêts bonifiés au Cambodge de 99 millions de dollars au total. Les analystes considèrent que ces prêts renforcent la coopération entre les deux pays.

Petrocaribe au Venezuela
PetroCaribe est une alliance entre les pays des Caraïbes et le Venezuela, lancée en 2005, qui permet aux pays des Caraïbes d'acheter du pétrole au Venezuela à des conditions de paiement préférentielles – seule un certain montant est à verser comptant et le reste peut-être payé en 25 ans avec un taux d'intérêt de 1%. Cet accord permet aux pays des Caraïbes d'acheter jusqu'à 185 000 barils de pétrole par jour. Il leur permet aussi de s'acquitter d'une partie du prix sous forme de produits tels que des bananes, du riz et du sucre qu'ils fournissent au Venezuela. Les membres de PetroCaribe sont Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, le Belize, Cuba, la Dominique, la République Dominicaine, la Grenade, la Guyane, la Jamaïque, le Nicaragua, le Suriname, Sainte Lucie, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent-et-les-Grenadines (2005), Haïti (2006), le Honduras (2007) et le Guatemala (2008).

Un exemple d'assistance humanitaire : l'aide d'urgence de la Turquie
La Turquie a dépensé plus de 31 millions de dollars au titre de l'aide d'urgence en 2008, ce qui correspond grosso modo à 5,6% de l'APD turque, cette année-là. Lors du tremblement de terre survenu au Pakistan, elle a fourni de la nourriture, des kits sanitaires et des logements préfabriqués. L'aide humanitaire de la Turquie au Pakistan s'est élevée à 2,68 millions de dollars. La Turquie a aussi porté secours aux Palestiniens victimes de l'offensive dans la bande de Gaza en décembre 2008. Elle a fourni de la nourriture, des vêtements, des équipements médicaux et des ambulances, pour un total de 3,52 millions de dollars. En 2008, le plus grand bénéficiaire de l'aide d'urgence de la Turquie a été l'Iraq qui a reçu 11,73 millions de dollars ou 37,7% de toute l'aide d'urgence, principalement en ballots de nourriture et en installations sanitaires.

Note: *Comme expliqué dans l'étude de l'ECOSOC utilisée pour ce tableau, les données ont été récoltées auprès de chacun des contributeurs séparément, en utilisant leurs rapports annuels (comme celui qui a été utilisé pour actualiser la contribution de l'Inde dans ce tableau) et d'autres documents à diffusion publique comme les budgets des gouvernements, ou en s'adressant directement aux hauts-fonctionnaires des gouvernements, aux instituts de recherche et aux ONG. Les principales limites de cette approche sont que : (a) les données ne sont pas toujours comparables, par exemple parce que peu de ces rapports utilisent la définition du CAD de l'APD, et (b) il y a un nombre substantiel d'informations manquantes. Un petit nombre de contributeurs du Sud fournissent des informations au CAD de l'OCDE et celles-ci ont aussi été utilisées pour actualiser ce tableau.*

Sources : Le site Internet de Petroleos de Venezuela SA www.pdvsa.com ; Le rapport de la Turquie sur l'aide au développement de 2008, Agence turque pour la coopération internationale et le développement ; le site Internet du Groupe des 77 www.g77.org ; « Éthiopie : un prêt de la Chine pour une autoroute », Africa News.com, 11 novembre 2009 ; le site Internet du Programme spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO www.fao.org/spfs ; « La diversification des donateurs : les changements dans le paysage de l'aide publique dans le domaine de l'humanitaire –l'aide publique de l'Inde », Price Gareth, septembre 2005 ; la déclaration du Ministre d'État des Affaires étrangères indien à la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, Nairobi, Kenya, 2 décembre 2009 ; site Internet de Intellectual Network for the South www.insouth.org ; « La Thaïlande consent 40 millions de dollars de prêts bonifiés au Cambodge », Deum Ampil, 28 août 2009 disponible sur khmerization.blogspot.com

A proprement parler, la coopération Sud-Sud est un concept qui dépasse largement la seule aide extérieure. Mais l'étude exhaustive de la coopération Sud-Sud sous ses diverses formes et ses multiples facettes dépasse le cadre de cet article. Pour rétrécir le champ de l'analyse et permettre des comparaisons (en particulier avec l'APD des donateurs de l'OCDE/CAD) - pour le moins en termes d'ordre de grandeur et de qualité-, le focus de l'article est la coopération Sud-Sud pour le développement dans le cadre de l'aide publique au développement (APD) fournie par des gouvernements du Sud à d'autres pays du Sud.

Néanmoins, il faut préciser et insister sur le fait qu'en se limitant à l'APD, on exclut de nombreux accords de coopération qui peuvent être dans l'esprit des pays en développement à la fois véritablement profitables au développement et dans la ligne de leurs stratégies nationales et de leurs priorités, notamment en ce qui concerne la coopération avec d'autres acteurs comme les organisations de la société civile, les universités ou les médias (voir **l'Encadré 1**). Une autre mise en garde est qu'il n'existe pas de définition universelle de l'APD que les gouvernements du Sud pourraient utiliser dans leurs rapports sur leurs programmes d'aide. Une étude analytique

de l'ECOSOC en 2009, propose de définir l'APD Sud-Sud comme étant : « *les subventions et les prêts bonifiés (dont les crédits à l'export) octroyés par un pays du Sud à un autre, pour financer des projets, des programmes, de la coopération technique, des remises de dette et de l'aide humanitaire, ainsi que les contributions financières aux institutions multilatérales et aux banques régionales de développement.* »[6] Mais cette définition est encore sujette à discussion et n'est pas utilisée de façon systématique dans les rapports officiels ou les études existantes sur la coopération Sud-Sud.

Les contributeurs les plus importants de la coopération Sud-Sud pour le développement

Dans une étude officielle de 2008 pour le Forum pour la Coopération en matière de développement (DCF) concernant les 18 plus grands contributeurs du Sud, il est estimé qu'en 2006, les décaissements de l'APD Sud-Sud avaient atteint entre 9,5 et 12,1 milliards de dollars, soit entre 7,8% et 9,8% du total de l'aide internationale au développement.[7] Si l'on prend comme référence le montant de «l'aide réelle» fournie par les donateurs du CAD de l'OCDE en 2006, l'APD Sud-Sud représente pas moins de 15% de l'aide réelle du CAD pour cette année-là.[8] Ces chiffres, comme le reconnaît l'étude, ne sont que des estimations, étant donné le manque de données disponibles concernant beaucoup de plus petits contributeurs, et les définitions différentes utilisées par ceux qui publient leurs contributions à l'aide de ce qui est à imputer à la coopération pour le développement et ce qui est à imputer à l'APD.

A partir de ces estimations et compte tenu des dernières données disponibles (2008), les décaissements relatifs à la coopération Sud-Sud pour le développement sont passés depuis 2006 à au moins entre 12,1 et 13,9 milliards de dollars (voir le **Tableau 1**). Ces chiffres sont proches des projections antérieures basées sur les promesses de dons selon lesquelles cette aide au développement devrait atteindre 15 milliards de dollars avant 2010.[9] Ces chiffres ne tiennent pas compte des contributions du Sud via des systèmes multilatéraux, ni de la coopération triangulaire impliquant des contributeurs du Nord.

Selon les données disponibles, les contributeurs bilatéraux les plus importants, non membres de l'OCDE, sont le Royaume d'Arabie saoudite, la République populaire de Chine, la République bolivarienne du Venezuela et l'Inde ; tous ont jusqu'ici fourni au moins 0,5 milliards de dollars par an chacun. Ensemble, ces quatre pays ont contribué à plus de 76% au total estimé de l'APD provenant des 16 premiers contributeurs du Sud en 2008.

L'Arabie saoudite

L'Arabie saoudite a été le plus grand donateur au monde depuis 1973, à l'aune du ratio APD/RNB.[10]

Pratiquement toute l'aide saoudienne est bilatérale (95%), principalement sous forme de prêts, et elle est en grande partie versée aux autres pays arabes.[11] Mais ces dernières années, son aide à l'Asie du Sud, en particulier au Pakistan et au Bangladesh, et à l'Asie orientale a augmenté. Par exemple, la Chine a reçu environ 15% des nouveaux engagements du Fonds saoudien depuis 2003 (précédemment elle n'en avait reçu aucun).[12] Le Fonds saoudien qui joue un rôle relativement mineur dans l'APD de l'Arabie saoudite, mais qui compte toujours pour une part substantielle de l'aide totale en provenance des pays arabes, prétend qu'aujourd'hui 50% seulement de son aide va aux pays arabes.[13]

Tableau 1. Les décaissements d'un panel de contributeurs au titre de l'APD Sud-Sud (en millions de dollars US)

	Montant	% du RNB	% de l'aide Sud-Sud totale
Arabie saoudite /3	5 564	1,5 /a	40
Chine /1	1 500 - 2 000	0,06 - 0,08	14,4
Venezuela /1	1 166 - 2 500	0,71 - 1,52	18
Turquie /3	780	0,11	5,6
Corée du Sud /3	802	0,09	5,8
Inde /2	568,6	0,05	4,1
Taiwan /3	435	0,11	3,1
Brésil /1	356	0,04	2,6
Koweït /3	283	…	2
Afrique du Sud /1	194	0,07	1,4
Thaïlande /3	178	…	1,3
Israël /3	138	0,07	1
Émirats Arabes Unis /3	88	…	0,6
Malaisie /1	16	0,01	0,1
Argentine /1	5 - 10	0,0025 - 0,0050	0,07
Chili /1	3 - 3,3	0,0026 - 0,0029	0,02
TOTAL	**12 076,6 - 13 915,9**		

Sources :
/a – Les données relatives au RNB sont celles de 2007
/1 – ECOSOC, Étude préliminaire pour le Forum pour la Coopération en matière de développement – Tendances de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement, avril 2008 (en anglais) – Tableau 2
/2 – Rapport 2008-2009 du ministère des Affaires étrangères de l'Inde – Annexe VII
/3 – OCDE/CAD, 2009 – Tableau 33 (Annexe statistique du rapport 2010 sur la coopération pour le développement)

Même si l'aide de l'Arabie saoudite et des autres pays arabes a été très conséquente au fil des années, elle a aussi été très capricieuse – du fait à la fois de l'instabilité des revenus provenant des exportations de pétrole et de gaz, et de son utilisation stratégique par ces pays pour soutenir leurs politiques extérieures (voir plus-bas).

La Chine

L'aide chinoise en faveur d'autres pays a commencé au milieu des années 50, a augmenté dans les années 60 et 70, puis diminué dans les années 80, pour remonter de nouveau dans les années 90. Au début son soutien a porté essentiellement sur l'agriculture et l'assistance technique ainsi que sur quelques projets d'infrastructure comme la ligne de chemin de fer Tanzanie-Zambie de 1 200 miles de longueur – le plus important des projets auxquels elle n'ait jamais participé.

Les estimations concernant l'aide chinoise diffèrent beaucoup de l'une à l'autre. D'après une

étude citant des données de l'Annuaire statistique de la Chine 2003-2006, l'aide fournie par la Chine s'est élevée à 970 millions de dollars en 2005, ce qui correspond à 650 millions de dollars de plus que trois ans plus tôt. D'autres ont estimé que l'aide chinoise à la seule Afrique pourrait atteindre quelques 2 milliards de dollars.[14] Selon l'estimation de l'ECOSOC en 2006, ce montant serait compris entre 1,5 et 2 milliards de dollars, alors qu'une autre étude fait état d'une augmentation spectaculaire de « l'aide et des investissements liés à l'aide » et l'évalue à pas moins de 27,5 milliards de dollars en 2006 et 25 milliards en 2007[15] (voir le **tableau 2** ci-dessous). La dernière étude est basée sur de nouveaux rapports concernant l'aide extérieure et les projets économiques financés par le gouvernement en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, qui couvrent des activités qui s'apparentent plus à des investissements étrangers directs qu'à de l'APD au sens où l'entend le CAD de l'OCDE.[16]

Tableau 2. L'aide de la Chine selon ses rapports entre 2002 et 2007 (en millions de dollars US)

Année	Aide totale
2002	51
2003	1 482
2004	10 485
2005	10 106
2006	27 518
2007	25 098

Source: NYU Wagner School, "Understanding Chinese Foreign Aid: A Look at China 's Development Assistance to Africa, Southeast Asia, and Latin America", 25 avril 2008.

De fait, il est difficile de faire la part entre ce qui relève de l'aide chinoise au développement et ce qui relève de l'investissement ou des opérations commerciales promotionnelles. L'aide extérieure de la Chine est principalement constituée de prêts bonifiés, ou à faible intérêt, soutenus par le gouvernement, ou d'investissements subventionnés dans le domaine des infrastructures et des ressources naturelles. L'éventail des estimations concernant l'aide chinoise montre combien ces différentes interprétations de ce qui relève de l'APD rend difficile le travail des analystes.

Néanmoins, il semble qu'il y a un consensus sur le fait que l'aide chinoise est conséquente et qu'elle est en augmentation ces dernières années, en particulier en Afrique. Selon certaines informations, la Chine prévoirait de doubler son aide à l'Afrique en 2009. En mai 2007, la Chine a annoncé qu'elle fournirait environ 20 milliards de dollars à l'Afrique pour financer ses infrastructures et son commerce au cours des trois années à venir. Elle a aussi mis en place un fonds de développement Chine-Afrique de 5 milliards de dollars pour stimuler les investissements chinois en Afrique.[17] La Chine a aussi effacé les dettes de ses débiteurs et, selon les estimations les plus basses, ces annulations de dette atteindraient quelques 2,13 milliards de dollars dans 44 pays, dont 31 pays d'Afrique. D'après d'autres rapports, la Chine a dépassé le G8 pour ce qui est des remises de la dette, car les annulations de dette qu'elle a consenties à des pays Africains s'élèvent au total à environ 10 milliards de dollars.[18]

Le Venezuela

Le Venezuela est devenu un acteur important de la coopération Sud-Sud depuis quelques années, en particulier sous la Présidence de Hugo Chavez. Selon les rapports, entre 1999 et mi-2007, le gouvernement vénézuélien a engagé environ 43 milliards de dollars en investissements directs ou indirects, subventions, allocations ou dons, et plus de 40% d'entre eux peuvent être classés comme investissements sociaux.[19]

Les dépenses sociales extérieures du pays entre 2004 et 2007 comprennent la vente de

pétrole à un tarif de faveur à Cuba ; des dons en espèces à la Bolivie ; des dons d'équipements médicaux au Nicaragua ; la fourniture de fuel à prix réduit à plus d'un million de foyers américains ; 20 millions de dollars à Haïti pour des investissements dans le domaine de l'éducation, de la santé et du logement. On dit que le Venezuela a donné 2 milliards de dollars à Cuba[20] et fourni 364 tonnes de nourriture à Haïti lors des émeutes de la faim de 2008.[21] Il a acheté des obligations d'État à l'Argentine pour qu'elle puisse rembourser de façon anticipée le prêt du FMI et se dégager des conditionnalités que celui-ci lui imposait. Il a entamé avec la Chine et l'Iran des négociations portant sur des investissements de plusieurs millions de dollars pour promouvoir le développement.[22]

Par l'intermédiaire de Petrocaribe, le Venezuela fournit aux petits pays des Caraïbes, à des taux préférentiels, près de 200 000 barils de pétrole et de produits pétroliers par jour. Cette subvention est estimée à environ 1,7 milliards de dollars par an, ce qui suffit pour que l'aide vénézuélienne se place au même niveau que celle fournie par certains pays de l'OCDE.[23]

L'Inde

Il est courant lorsque l'on fait référence à l'Inde de la placer, comme la Chine, dans la catégorie des donateurs émergents. Et pourtant ses programmes d'aide internationale au développement remontent aux années 50 lorsqu'elle a commencé à fournir de l'aide au Népal. Le programme de coopération technique et économique de l'Inde (ITEC) a été établi en 1964, et par son intermédiaire l'Inde a dépensé plus de 2 milliards de dollars en assistance technique en faveur d'autres pays en développement. Elle a un long passé de formatrice des fonctionnaires de l'administration publique dans d'autres pays en développement.[24]

L'Inde contribue au Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), depuis 1982. Plus récemment elle a renforcé son aide au développement en Afrique.

Lors du Sommet du Forum Inde-Afrique en avril 2008, le gouvernement indien s'est engagé à étendre ses programmes de formation de médecins et de professionnels de la santé en Afrique. D'autres projets communs concernent, entre autres, l'extension des réseaux de chemin de fer, le développement des capitales régionales et des marchés boursiers, la sécurité alimentaire et la santé, l'agriculture (sécurité alimentaire, éradication de la pauvreté, moyens de subsistance) et le développement rural, un projet pilote concernant la création de micro, petites ou moyennes entreprises, et les technologies de l'information et de la communication. De plus, l'Inde a procédé à des annulations de dette dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTE) et à la restructuration de certaines dettes commerciales. Selon la Banque mondiale, ses annulations de dette s'élèvent au total à environ 37 millions de dollars et de nombreux accords de remise de dette sont en cours de signature.[25]

Il n'y a pas d'estimations agrégées de l'aide extérieure au développement de l'Inde, car il n'y existe pas d'agence qui centralise l'administration des programmes d'aide. Cependant, son allocation budgétaire pour les activités liées à l'aide, qui recouvre les dons, les contributions aux organisations internationales et aux institutions financières internationales (IFI), les prêts directs et les subventions pour les prêts bilatéraux bonifiés, s'est élevée à 547 millions de dollars en 2008. De plus, même si ceci ne devrait pas être compté dans l'APD, elle a aussi accordé, par l'intermédiaire de la banque Exim,

des lignes de crédit de 704 millions de dollars en 2007-2008.[26]

Les autres

Les autres pays en développement qui fournissent une aide substantielle au développement sont des membres de l'OCDE : il s'agit de la Turquie et la Corée du Sud, cette dernière étant membre du CAD depuis le 1er janvier 2010. Même si les analystes s'accordent pour dire qu'il est difficile de tracer l'aide fournie par les pays donateurs arabes, le Koweït et les Émirats Arabes Unis sont aussi des contributeurs importants.

Le Brésil, l'Afrique du Sud et la Thaïlande sont aussi des économies émergentes qui contribuent de façon significative à la coopération Sud-Sud au développement, spécialement au sein de leurs régions respectives. Depuis les années 50, Cuba a participé à la coopération Sud-Sud dans plus de 167 pays en Asie, en Afrique, et en Amérique latine et Caraïbes. Il est difficile de comparer les niveaux de l'aide extérieure de Cuba avec d'autres, car Cuba ne chiffre pas financièrement son aide dans ses rapports. Mais d'après un rapport du gouvernement cubain, il y a aujourd'hui 37 000 professionnels de la santé cubains dans 98 pays et 4 territoires d'outre-mer, qui travaillent dans la formation technique ou dans l'aide humanitaire.[27]

En 2003, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont mis en place le «forum trilatéral IBSA», créant ainsi une plate-forme où ces trois pays peuvent examiner comment développer leur coopération, en particulier dans les domaines de l'agriculture, du commerce, de la culture et de la défense. Il y a beaucoup d'initiatives multilatérales relatives à la coopération Sud-Sud pour le développement dans l'air, telles que l'ALBA (voir l'article de Romero) ou la Banque du Sud (voir l'article d'Ortiz et Ugarteche). La prolifération de ces initiatives pour développer la coopération régionale Sud-Sud tient en partie à la recherche d'alternatives aux institutions financières internationales (IFI) néolibérales dominées par le Nord et aux accords de libéralisation des marchés.

Les moteurs de la coopération Sud-Sud en matière de développement

Dans cette section, nous étudions les principaux moteurs de la coopération Sud-Sud en matière de développement, en prêtant une attention particulière aux politiques et aux pratiques des quatre plus importants pays donateurs non-OCDE – l'Arabie saoudite, le Venezuela, la Chine et l'Inde (voir le **tableau 3**). Comme pour les donateurs traditionnels du Nord, il est important de distinguer le discours officiel des gouvernements donateurs émergents et leurs pratiques actuelles concernant la coopération pour le développement, en termes de type d'aide fournie et de conditions auxquelles sont soumis les versements.

Les politiques publiques de l'aide

La plupart des pays en développement considèrent toujours que les principes d'égalité et d'intérêt mutuel – énoncés lors de la Conférence de Bandung de 1955 -- sont les dogmes de la coopération Sud-Sud pour le développement. Aussi, les pays donateurs du Sud font-ils tout pour qu'il ne soit pas dit qu'ils reproduisent les relations hiérarchiques traditionnelles entre donateurs et bénéficiaires.

La politique de la Chine en matière d'aide au développement repose toujours officiellement sur huit principes énoncés pour la première fois par l'ancien Premier Ministre Zhou Enlai dans les années 60 (voir l'**encadré 2**), au premier rang desquels on retrouve les principes d'égalité et d'intérêt mutuel.

De la même façon, les programmes d'aide de l'Inde remontent aux années 50. En tant que

Tableau 3. Les plus importants contributeurs de la coopération Sud-Sud en matière de développement, leurs principaux bénéficiaires, le type d'aide et les secteurs visés en priorité

Pays	Montant de l'aide (2008) (en millions de dollars US)	Principaux pays ou régions bénéficiaires	Type d'activités	Secteurs ou projets visés en priorité
Arabie saoudite	5 564	Principalement les pays arabes, mais aussi l'Asie du Sud (spécialement le Pakistan et le Bangladesh) et la Chine.	Le Fonds saoudien donne majoritairement aux projets d'investissement (mais pas à la coopération technique), l'aide-programme représentant traditionnellement 4% du total. Le soutien bilatéral direct comprend du soutien budgétaire et des remises de dette.	Les transports et les communications, puis la santé, l'éducation et l'agriculture, l'énergie.
Chine	1 500 - 2 000	86 pays. 40% pour l'Asie, 25% pour l'Afrique, 13% pour l'Amérique latine et l'Amérique centrale et 10% pour les autres pays. [IDRC, CHINE]	L'aide concerne majoritairement des projets d'investissements, des contributions en nature, de la coopération technique et des remises de dette.	Principalement l'énergie, les transports et les communications, mais aussi l'éducation et la santé (souvent construction d'écoles ou d'hôpitaux).
Venezuela	1 166 - 2 500	Amérique latine & Caraïbes.	Les accords d'aide concernant le pétrole constituent essentiellement un soutien à la balance des paiements. Le Venezuela fournit aussi de l'aide humanitaire et une aide aux projets d'investissement par l'intermédiaire de la BANDES.	Principalement, dans le domaine de l'énergie, mais aussi dans la santé, l'éducation, le logement, l'eau et le développement du secteur privé.
Inde	568,6	Bhutan (45.6%), Maldives (19.08%), Afghanistan (15.82%) Principalement l'Asie.	L'aide est essentiellement orientée-projets (dont la coopération technique), sauf au Bhutan, au Népal et en Afghanistan. Quelques remises de dette.	Finance principalement le développement rural, l'éducation, la santé, la coopération technique, des prêts pour les infrastructures (ex. énergie, transports), et fournit aussi des secours d'urgence aux victimes des catastrophes.

Sources : ECOSOC, Étude préliminaire pour le Forum pour la Coopération en matière de développement – Tendances de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement, avril 2008 (en anglais) ; Rapport 2008-2009 du ministère des Affaires étrangères de l'Inde

Encadré 2. Les huit principes de l'aide chinoise au développement

a. Le gouvernement chinois se base toujours sur les principes d'égalité et d'intérêt mutuel lorsqu'il fournit une aide à d'autres pays. Il ne considère jamais cette aide comme une sorte d'aumône unilatérale, mais plutôt comme quelque chose de mutuel.

b. Lorsqu'il fournit une aide à d'autres pays, le gouvernement chinois respecte de façon stricte la souveraineté des pays bénéficiaires ; il ne lui attache jamais aucune condition, ni ne demande aucun privilège.

c. La Chine fournit une aide économiques sous forme de prêts à taux zéro ou à faible taux et, s'il en est besoin, recule la date limite de remboursement, afin d'alléger au maximum les charges qui pèsent sur les pays bénéficiaires.

d. Lorsqu'il fournit une aide à d'autres pays, le but du gouvernement chinois n'est pas de rendre les pays bénéficiaires dépendants de la Chine, mais de les aider à avancer peu à peu sur la voie de l'autonomie et de l'indépendance économique.

e. Le gouvernement chinois fait de son mieux pour aider les pays bénéficiaires à élaborer des projets nécessitant peu d'investissements et pouvant cependant apporter des résultats rapides, afin que les gouvernements bénéficiaires puissent augmenter leurs revenus et leurs réserves de capitaux.

f. Le gouvernement chinois fournit des équipements et des matériels de haute qualité, produits dans ses usines, au prix du marché international. Si les équipements ou les matériels fournis ne sont pas conformes aux spécifications du contrat ou présentent un défaut de qualité, le gouvernement chinois se charge de les remplacer.

g. S'il est fourni une assistance technique, le gouvernement chinois veille à ce que le personnel du pays bénéficiaire acquière une parfaite maîtrise des techniques concernées.

h. Les experts envoyés par la Chine dans les pays bénéficiaires recevront la même rémunération que les experts du pays. Les experts chinois ne sont pas autorisés à formuler des demandes spéciales, ni à bénéficier d'avantages spéciaux.

Source: Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, Premier Zhou Enlai's Three Tours of Asian and African countries http://www.fmprc.gov.cn/eng/ziliao/3602/3604/t18001.htm

pilier du Mouvement des non alignés, l'Inde promeut la coopération et les partenariats entre les pays du tiers monde dans leur intérêt mutuel et en toute autonomie.

Des quatre grands de l'APD du Sud, le gouvernement d'Arabie saoudite est peut-être le plus franc quant à sa politique officielle. Les objectifs déclarés du Fonds saoudien sont : de financer le développement des autres pays en développement et de promouvoir les exportations non-pétrolières de l'Arabie Saoudite.[28]

L'actuel gouvernement vénézuélien présente son aide en termes plus politiques. Il professe d'être le champion de l'internationalisme fondé sur la tradition socialiste bolivarienne. Il cherche à augmenter son autonomie et son espace politique afin d e mettre en œuvre des stratégies de développement différentes, respectueuses

de la souveraineté de la région, réceptives aux besoins des citoyens, et libérées de l'influence dominante du consensus de Washington.[29]

Mais l'examen des priorités des donateurs émergents montre que l'APD peut être un outil stratégique et avoir d'autres fins que la pure solidarité.

Les intérêts géopolitiques

La plupart des contributeurs du Sud privilégient leurs voisins dans leurs programmes d'aide au développement.[30] Ce peut être dû à des affinités culturelles et historiques qui font que cette coopération est plus productive. Ce peut être aussi une façon de promouvoir la stabilité et la sécurité au niveau local tout en rehaussant la stature et l'influence du donateur dans la région.

Par exemple, pratiquement la moitié de l'aide de l'Arabie saoudite va aux autres pays arabes de la région où la population est en majorité musulmane, et seulement 15% va à l'Afrique sub-saharienne qui comprend beaucoup des pays les plus pauvres du monde. Les pays qui votent en tandem avec l'Arabie saoudite aux Nations Unies reçoivent 68% d'aide en plus que les autres. Lorsque l'Iraq a envahi le Koweït en 1990, l'Arabie saoudite a suspendu son aide aux pays qui soutenaient l'invasion, et, après la guerre, elle a augmenté son aide aux pays qui soutenaient l'invasion de l'Iraq menée par les États-Unis. La Turquie, l'Égypte et le Maroc sont devenus les plus importants bénéficiaires de l'aide saoudienne, même si ce sont tous des pays à revenu intermédiaire.[31]

L'aide de la Chine pendant la période maoïste n'était pas non plus indépendante de toute motivation politique. Son but était d'aider les régimes post-coloniaux à se moderniser et à devenir autonomes tout en lui permettant de garder le leadership des combats du Tiers-monde anti-impérialiste, du Mouvement des non alignés et de l'Internationale communiste. Elle visait aussi à atténuer l'influence du gouvernement du Kuomintang à Taiwan et à contrer ses menées diplomatiques pour que la communauté internationale continue à le reconnaître en tant que gouvernement de la Chine.[32] De nos jours encore, la Chine demande à ses partenaires d'adhérer à sa politique d'une seule Chine même si, à l'ère post-Mao, ses intérêts commerciaux constituent la première motivation de son aide.[33]

La promotion agressive de la coopération Sud-Sud par le Venezuela peut aussi bien relever d'une stratégie défensive contre les efforts des États-Unis pour déstabiliser et isoler le gouvernement de Chavez que d'un engagement en faveur de la solidarité et de l'autodétermination des peuples du Sud.[34] De fait, le gouvernement vénézuélien semble vouloir instamment nouer d'autres alliances, notamment avec la Russie, l'Iran et d'autres gouvernements qui à l'évidence ne partagent pas ses idéaux socialistes mais n'en sont pas moins critiques de l'impérialisme des États-Unis.

L'Inde s'est longtemps considérée comme une puissance régionale. Pour preuve, son habitude de cantonner ses programmes d'aide à son voisinage immédiat. Mais dans la foulée de sa rapide croissance économique depuis les années 90, elle veut maintenant se projeter sur la scène internationale, par exemple, en briguant un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies. A ce titre, l'Inde a commencé à étendre son aide à d'autres qu'à ses voisins immédiats — de l'Asie centrale aux îles du Pacifique, à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique -- pour développer son commerce, assurer son approvisionnement en énergie, promouvoir son idéologie et bâtir des alliances militaires.[35]

Les intérêts commerciaux

Comme déjà dit, l'un des principaux objectifs de l'aide saoudienne est de promouvoir les exportations du pays et de contribuer à la diversification de ses sources de revenus, au-delà de ses exportations de pétrole. Dans le cas de la Chine, la première motivation de son aide au développement aujourd'hui semble être de trouver les sources supplémentaires d'énergie et de matières premières dont elle a besoin pour sa stratégie industrielle de fabrication pour l'exportation.

Par exemple, la Chine consent des prêts à faible intérêt, à long terme, avec de confortables périodes de grâce, que les pays débiteurs peuvent rembourser avec leurs exportations de ressources naturelles.[36]

Selon une analyste du rôle de la Chine en Afrique :

> « *Depuis 2004, la Chine a conclu de tels accords dans au moins sept pays d'Afrique riches en ressources, pour un total de presque 14 milliards de dollars. Par exemple, la reconstruction de l'Angola détruit par la guerre a été aidée par trois emprunts garantis par le pétrole, grâce auxquels des sociétés chinoises ont construit des routes, des voies de chemin de fer, des hôpitaux, des écoles et des systèmes d'adduction d'eau. Le Nigeria a fait deux emprunts similaires pour financer des projets qui utilisent le gaz pour produire de l'électricité. Des équipes chinoises sont en train de construire une centrale hydraulique en République du Congo (à rembourser en pétrole) et une autre au Ghana (à rembourser en fèves de cacao).* »[37]

Les intérêts commerciaux chinois sont manifestes dans beaucoup de ses projets. Par exemple, en 2008, la Chine a investi 100 millions de dollars pour reconstruire la ligne de chemin de fer Tanzanie-Zambie (la TAZARA) qui était dans un état lamentable faute de crédits et faute d'entretien. La reconstruction de la ligne va permettre de relier deux zones économiques spéciales chinoises, celle de Chambishi (la ceinture de cuivre de la Zambie où la Chine a fait d'énormes investissements) et celle de Dar es Salam où elle a investi dans la modernisation et l'extension du port. Elle reliera aussi la Zambie avec la ligne de chemin de fer de Benguela qui traverse l'Angola jusqu'à la côte atlantique et qui a aussi été reconstruite par la Chine. Ces deux projets financés par la Chine vont créer le premier corridor ferroviaire est-ouest à travers l'Afrique ayant jamais fonctionné et vont faciliter la circulation des biens depuis le territoire enclavé de la Zambie jusqu'au port de Dar es Salam.[38]

L'aide indienne pour des projets d'infrastructure chez ses voisins, le Bhutan, le Népal et l'Afghanistan relèvent autant de la promotion de la sécurité régionale et de l'amitié, que du besoin de l'Inde d'assurer ses ressources hydroélectriques et énergétiques. Maintenant, comme la Chine, elle a les yeux tournés vers l'Afrique où son ingénierie légère, ses biens de consommation et ses produits intermédiaires devraient bien se vendre du fait de leurs faibles coûts et de leur adaptabilité aux conditions locales. Les offensives diplomatiques de l'Inde se font particulièrement sentir dans le Golf de Guinée d'où est extrait 70% du pétrole africain. L'Inde s'est engagée sur un total de 500 millions de dollars de facilités de crédit à des taux de faveur, dans huit pays riches en ressources naturelles : le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée équatoriale, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Côte d'ivoire, le Mali et le Sénégal.[39]

Au nombre des autres initiatives récentes qui passent pour avoir rendu l'Inde extraordinairement populaire auprès des gouvernements africains, il y a le Mouvement d'approche technico-économique pour l'Afrique et le réseau informatique panafricain.

Dans une étude de 2008 des pratiques en matière d'APD de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et du Brésil, Rowlands conclut :[40]

> « *Les pratiques des donateurs émergents laissent entendre que l'aide qui repose sur des motivations politiques est particulièrement importante au niveau régional, alors que le poids des intérêts commerciaux semble être proportionnel à l'éloignement géographique des bénéficiaires. Quoi qu'il en soit, les motivations économiques continuent de jouer dans l'aide régionale dans la mesure où l'intégration économique peut être une priorité clé, comme c'est le cas pour l'Afrique du Sud. … On retrouve ce schéma dans le comportement de certains donateurs traditionnels, par exemple avec l'accent mis par les États-Unis sur l'Amérique latine et les Caraïbes, ou par l'Europe sur l'Afrique. … On ne doit pas nécessairement considérer cet exemple comme indésirable ou comme une preuve de duperie de la part des donateurs émergents… Il s'agit plutôt d'une affectation logique des ressources afin d'assurer les propres intérêts immédiats en matière de développement des donateurs émergents. ... Bien sûr, il est vrai aussi que plus le donateur est puissant, plus ses intérêts politiques sont géographiquement dispersés et étendus.* »[41]

Ce comportement est, bien sûr, conforme aux pratiques des donateurs traditionnels du Nord. Les faits prouvent que les montants réels des apports de l'APD Nord-Sud reposent autant sur des considérations politiques ou stratégiques des pays donateurs que sur les besoins économiques ou sur l'efficacité des politiques des gouvernements bénéficiaires. Par exemple, selon une étude d'Alesina et Dollar (2000), les grands donateurs bilatéraux du Nord fournissent sensiblement plus d'APD à leurs ex-colonies qu'aux autres pays. Ils fournissent aussi plus d'aide aux pays qui votent comme eux aux Nations Unies.[42] Une autre étude de Neumayer (2003) montre que l'APD tant bilatérale que multilatérale des pays occidentaux a tendance à aller aux pays vers lesquels ils exportent leurs produits. Certains donateurs, en particulier la France, mais aussi l'Allemagne et le Japon, versent une aide plus importante aux pays qui importent une plus grande partie de leurs biens.[43]

Si parallèlement à l'APD, on tenait compte aussi de l'aide militaire et des crédits à l'export, alors pour ce qui est de la motivation première de l'aide traditionnelle, la différence entre le poids des intérêts propres du donateur du Nord et celui des besoins du bénéficiaire serait encore plus décisive. Pour faire simple, pour les grands pays donateurs, y compris maintenant pour les nouveaux pays donateurs du Sud, l'aide est un outil de promotion de leur diplomatie, leurs investissements et leurs exportations.

La coopération Sud-Sud en matière de développement et l'efficacité du développement

Si les motivations des fournisseurs traditionnels de l'aide du Nord et celles des grands donateurs émergents sont les mêmes, peut-on en dire autant de la qualité de leur aide au développement ?

Les conditionnalités

La critique principale et récurrente à l'encontre de l'aide traditionnelle concerne l'utilisation de conditionnalités politiques. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux du Nord lient souvent leur aide au développement à des conditions macroéconomiques et à des conditions de gouvernance, même s'ils ont signé la Déclaration de Paris qui met en avant le principe de l'appropriation de l'aide par le pays bénéficiaire. L'utilisation persistante des conditionnalités politiques dans l'aide au développement constitue une violation du droit souverain des peuples à décider de leurs priorités nationales et de leurs stratégies de développement.

Les donateurs du Sud n'imposent habituellement pas de conditionnalités, ni macroéconomiques, ni sur la gouvernance des pays partenaires. Leurs exigences procédurales étant moindres, les décaissements sont plus rapides et les financements sont plus prévisibles, ce que les pays partenaires apprécient. En général, les versements ne sont suspendus que si le programme pays a du retard dans ses remboursements.[44] Les pays du Sud invoquent les principes de la non-ingérence et du respect de la souveraineté pour justifier cette approche.

Mais cette approche a aussi fait l'objet de beaucoup de critiques tant de la part des donateurs traditionnels que de la société civile. Les donateurs multilatéraux comme le FMI et la Banque mondiale sont mécontents car un pays qui refuse d'appliquer leurs prescriptions peut maintenant se tourner vers les donateurs du Sud et bénéficier d'une aide au développement «sans attaches». Fait intéressant, après que sous la pression de donateurs et du FMI, la République Démocratique du Congo ait demandé la révision d'un conséquent prêt chinois, «minerais contre infrastructures», s'élevant à 10 milliards de dollars, elle a reçu un nouveau paquet d'aides de ceux-ci.[45]

Mais surtout, la Chine et à un degré moindre l'Inde, ont été fortement critiqués d'ignorer les épouvantables bilans en termes de droits de l'homme de certains de leurs partenaires. Par exemple, Human Rights Watch a soulevé la question à propos d'investissements récents de la Chine en Angola, rapportant que les troupes angolaises stationnées dans la riche enclave pétrolière de Cabinda torturent les civils pour contrôler leurs mouvements. Les OSC ont aussi exprimé leurs préoccupations concernant les mauvaises conditions de travail et le non-respect des règles de sécurité. Les accidents à répétition dans les mines de Zambie sont dédaigneusement minimisés. Au Mozambique des activistes écologistes s'en sont pris à des marchands de bois tropicaux chinois qui coupaient les arbres des forêts semi-arides du pays. Dans le même ordre d'idées, un projet de barrage à Mphanda Nkuwa au Mozambique a été critiqué pour la médiocrité des évaluations de son impact social et environnemental et par crainte de ses possibles effets sur le delta du Zambèze.[46]

Dans leur esprit, fournir une aide en se désintéressant complètement des droits de l'homme et des questions sociales et environnementales, c'est tolérer ou même soutenir la perpétuation de la mauvaise gouvernance, dans le seul but de s'emparer des ressources et des marchés des pays bénéficiaires.

L'aide liée

Même si les donateurs du Sud évitent de s'ingérer ouvertement dans la politique intérieure et les processus politiques des pays bénéficiaires, cette politique du respect de la souveraineté nationale ne va pas jusqu'à l'utilisation de l'aide au développement pour acheter des biens et des services locaux ou régionaux. L'étude du DCF montre que l'aide des donateurs du Sud est au premier chef liée à l'achat de biens du pays donateur et à l'embauche de ses entrepreneurs. Ceci est particulièrement vrai pour la Chine, l'Inde et le Venezuela.

Par exemple, dans la majorité des projets chinois d'aide au développement en Afrique, Beijing exige que 70% des contrats concernant la construction d'infrastructures soient confiés à des sociétés chinoises «approuvées», principalement des sociétés appartenant à l'État, le reste étant confié à des entreprises locales, dont beaucoup sont en joint–venture avec des groupes chinois.[47] Beaucoup de projets ont été réalisés avec de la main d'œuvre importée de Chine.

Les donateurs arabes constituent une exception dans la mesure où leurs directives concernant la passation de marchés prescrivent de faire des appels d'offre et de les ouvrir aux fournisseurs locaux. D'après le Rapport 2008 de l'ECOSOC, de récentes déclarations de la Chine montreraient qu'elle est désireuse de se mettre à faire des appels d'offres restreints.

En revanche, les donateurs de l'OCDE/CAD se sont mis d'accord pour délier l'aide bilatérale. La plupart des donateurs du CAD ont fait des progrès sensibles à cet égard, à l'exception notable des États-Unis. Mais, les programmes d'assistance technique et d'aide alimentaire des donateurs du CAD qui ne sont pas concernés par cette décision restent très fortement liés.[48]

De nombreuses études sur l'aide des pays du CAD ont montré que lier l'aide, non seulement fragilise les systèmes nationaux, mais en plus augmente de 15 à 30% les coûts des projets de développement. Néanmoins, d'après l'étude de l'ECOSOC, un certain nombre de pays indiquent que les biens et les services fournis par l'aide liée venant de donateurs du Sud, tels que la Chine ou l'Inde, sont meilleur marché et de qualité satisfaisante. Mais il est aussi prouvé que ce n'est pas toujours le cas.[49] L'assistance technique des pays du Sud est aussi considérée comme mieux adaptée aux conditions et aux demandes locales que celle des pays du Nord qui est en outre plus onéreuse.

L'article sur AFRODAD laisse entendre que peut-être si certains projets d'aide au développement (par exemple, les projets de la Chine en Zambie) sont moins coûteux et d'exécution plus rapide, c'est au prix de quelques arrangements avec les normes du travail et les normes sociales et environnementales. Landingin montre que les projets chinois enfreignent les législations nationales et les règles de passation de marchés, et parle de prix surestimés et de corruption.

La transparence

La transparence est un autre point problématique de l'aide au développement fournie par les pays du Sud car il y a un sérieux manque d'informations accessibles et exhaustives. Ce n'est pas surprenant dans la mesure où même les plus grands donateurs du Sud n'ont pas d'agence centrale coordinatrice qui gère et contrôle l'aide au développement au niveau national. La Chine a un Département de l'Aide aux pays étrangers au sein du Ministère du Commerce, mais c'est la banque China EXIM qui s'occupe des prêts (et des remises de dette). La plupart des autres pays ont des points focaux différents pour chacun des aspects de l'aide au développement, dans différentes agences (comme les ministères des Affaires étrangères, des Finances, ou de la Planification économique), ou plusieurs divisions dans le même Ministère, parfois avec des mandats différents et diverses sources de financement.[50] Comme les donateurs du Sud refusent explicitement au CAD le droit de définir des normes pour l'APD, le problème est du même type que celui de l'absence d'une définition commune à tous les donateurs émergents de l'aide extérieure ou de la coopération internationale pour le développement.[51]

Cette incohérence se combine avec le goût immodéré pour le secret de beaucoup de gouvernements du Sud, qu'ils soient donateurs ou bénéficiaires. Par exemple, la Chine ne publie pas de statistiques officielles sur son aide extérieure. Les fonctionnaires saoudiens et les fonctionnaires chinois refusent de divulguer des renseignements, par exemple sur les coûts des projets, les termes des prêts ou les conditions de remboursement.[52]

Au niveau international, il n'y a pas d'équivalent du CAD où les donateurs du Nord décident collectivement de normes puis font leurs

rapports annuels en respectant ces normes, et où il existe un système qui permet de regrouper les données transmises, puis de les mettre à la disposition du public par l'intermédiaire de la presse et de bases de données en ligne. Peu nombreux sont les donateurs du Sud qui font un rapport au CAD (la Corée du Sud et la Turquie). Les donateurs arabes ont leur propre Secrétariat de Coordination, qui publie un rapport sur les prêts et sur l'assistance technique deux fois par an. Mais dans leur grande majorité, les donateurs du Sud ne sont pas tenus d'envoyer un rapport à un organisme régional ou international.[53]

D'après certaines informations, les OSC ont dénoncé le manque de transparence dans l'utilisation des fonds de la coopération Sud-Sud pour le développement et ont instamment demandé que l'on puisse avoir plus d'informations sur les investissements des donateurs du Sud. Le manque de transparence et la rareté de l'information encourage la corruption. Comme le montre Landingin dans son article, l'APD chinoise à bas prix a beau jeu de s'assurer le soutien de fonctionnaires corrompus, même pour des projets d'intérêt contestable, et ce sont les citoyens qui devront assumer le remboursement des prêts liés à ces malversations.

Le développement durable

Les apports financiers de la coopération Sud-Sud pour le développement, contrairement aux allocations sectorielles des donateurs du CAD, sont majoritairement utilisés pour les infrastructures et les secteurs de production. Selon l'ECOSOC (2008), les financements relatifs aux transports, aux communications et au développement des infrastructures énergétiques ou autres, correspondent à 50% du total de l'APD des principaux donateurs du SUD, alors que seulement environ un cinquième est alloué aux secteurs de l'éducation et de la santé.

Dans beaucoup de pays qui ont de sérieuses contraintes budgétaires, ceci est très apprécié, d'autant plus que depuis le début des années 2000 l'aide au développement du Nord privilégie les secteurs sociaux.

Les dépenses pour les infrastructures et les secteurs économiques peuvent procurer des gains immédiats aux pays bénéficiaires, en accroissant leur production et leurs échanges commerciaux ou éventuellement en leur procurant des revenus à l'exportation. Par exemple, certaines des études citées dans l'article sur l'AFRODAD, créditent le développement des liens entre l'Afrique et la Chine d'une augmentation des exportations, d'une amélioration des termes de l'échange, d'une plus forte croissance du PIB, d'un accroissement des recettes publiques et d'une amélioration de la solvabilité des pays africains.

Mais certains critiques, comme Samir Amin, posent la question de savoir ce qu'il se passera lorsque les matières premières à exporter viendront à s'épuiser.[54] En d'autres termes, si la coopération Sud-Sud pour le développement, ou tout autre dispositif d'aide, ne débouche pas sur une stratégie nationale pour développer l'agriculture, l'industrie et les services de façon équilibrée, intégrée et durable, alors les gains à court terme, quels qu'ils soient, sont illusoires. De fait, ils peuvent même être contre-productifs dans la durée, dans la mesure où les habitants des pays en difficulté peuvent se retrouver encore

plus pauvres, plus gravement endettés et avec des ressources de base dégradées. Rocha et al (2007) fait remarquer aussi que les investissements réalisés dans le cadre de la coopération Sud-Sud pour le développement ont échoué à créer des emplois dans les pays de destination, tandis que les OSC signalent que la réalité des transferts de technologie est encore à prouver dans la mesure où la plupart des sous-traitants sont des entreprises du pays de départ.[55]

L'appropriation démocratique et la responsabilisation

Si l'on veut respecter le principe de l'appropriation et celui de la souveraineté nationale, la responsabilité de dessiner une stratégie nationale de développement incombe nécessairement au pays bénéficiaire, pas au donateur. Cependant dans la plupart des bilans de la coopération Sud-Sud pour le développement, il n'est presque jamais fait mention d'une participation des citoyens, ni même d'une participation des parlementaires, à une telle initiative. L'APD des prêteurs émergents a été réduite à une affaire entre gouvernements, menée comme une simple entreprise commerciale, et à laquelle les OSC ont peu l'occasion de participer.

Le sérieux manque de transparence dont nous avons déjà parlé empêche toute réelle appropriation démocratique de la coopération Sud-Sud pour le développement. Sans informations, il ne peut y avoir de participation digne de ce nom à la définition des politiques et au suivi des résultats. Les citoyens sont empêchés d'exercer leur droit de présenter des requêtes à leur gouvernement et à son prétendu partenaire. Ceci affecte gravement la responsabilisation des institutions impliquées dans la coopération Sud-Sud vis-à-vis des citoyens de chacun des deux pays du partenariat.

Le développement des capacités

Le domaine où la coopération Sud-Sud est réellement bénéfique pour les gens des pays partenaires est celui du développement des capacités. De fait, c'est sur l'éducation, la santé ou la coopération technique que portent la majorité des projets de coopération Sud-Sud de donateurs du Sud moins riches, comme le Brésil et Cuba. Comme l'a noté le G77, la coopération technique Sud-Sud n'est pas tributaire de la richesse économique des pays puisque tous les pays en développement ont à des degrés divers des capacités et des expériences qu'ils peuvent partager avec d'autres pays.[56]

En matière de coopération technique, le grand avantage qu'ont les pays donateurs du Sud sur ceux du Nord est qu'ils ont la possibilité de s'appuyer sur leurs propres expériences et leur vécu de situations très similaires à celle que vivent leurs partenaires. Les consultants du Sud sont aussi sensiblement moins chers que ceux du Nord.

Selon l'étude d'Anderson sur la coopération cubaine dans le domaine de la santé au Timor oriental (voir son article), les programmes de coopération technique de Cuba ont une nouvelle dimension, de par « *leur ampleur, leur caractère systématique, leur vocation à former les masses et l'esprit du service public qui les sous-tend* ». Le développement des capacités devient accessible à toutes les couches de la population et par là, la coopération Sud-Sud contribue mieux à habiliter les pauvres et les exclus à revendiquer leur droit au développement.

A ce sujet, il serait instructif d'étudier aussi les initiatives de développement des capacités d'autres acteurs comme les OSC, les universités ou les médias, mais ceci pourra faire l'objet d'une étude ultérieure.

Messages Clés

1. La coopération Sud-Sud pour le développement doit être encouragée et favorisée à tous les niveaux -- bilatéral, sous-régional, régional et interrégional ainsi qu'au plan multilatéral et au plan sectoriel. Elle peut être renforcée par un soutien approprié et structuré des pays développés et des Nations Unies.

   Le niveau de la coopération Sud-Sud pour le développement est en hausse, et pour quelques contributeurs comme l'Arabie Saoudite, la Chine, le Venezuela et l'Inde, les sommes en jeu sont considérables. Toutefois, globalement, les donateurs émergents ne fournissent qu'une petite part de l'aide internationale. Néanmoins, compte tenu de la possible diminution des apports financiers du Nord du fait de la crise financière, la coopération Sud-Sud fournit aujourd'hui aux pays en développement des fonds supplémentaires pour le développement non négligeables.

2. La coopération Sud-Sud peut se développer en tant qu'alternative à l'aide traditionnelle et non simplement en tant qu'apport additionnel pour le développement dans le Sud. Étant donné les conditionnalités et les procédures complexes associées à l'aide fournie par le DAC ou par les IFI, il est absolument indispensable qu'il existe des aides au développement dont les termes soient meilleurs et moins rigides et les conditions moins incommodantes. De même, il serait tout à fait opportun de financer le développement des secteurs qui actuellement ne sont pas financés ou sont sous-financés par l'aide.

3. Le caractère démocratique et respectueux des droits de l'homme de la coopération Sud-Sud pour le développement doit être renforcé afin que la supériorité tant vantée des donateurs du Sud en termes de respect de la souveraineté nationale et de non-ingérence ne soit pas un abus de confiance. Respecter la souveraineté nationale ne signifie pas ignorer les violations flagrantes des droits de l'homme, la destruction de l'environnement, la corruption ou les abus de pouvoir caractérisés dans les pays partenaires. D'après le présent rapport, la preuve est faite que ces considérations n'ont pas fait partie des soucis premiers des donateurs du Sud. Mais ceci ne doit pas conduire non plus à attacher des conditionnalités à l'aide au développement. Tous les pays de la communauté des nations doivent assumer leurs obligations au titre du Droit international, des Conventions internationales et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les droits de l'homme ne doivent pas faire l'objet de conditionnalités attachées à l'APD ; ce sont des obligations qui incombent à tous les gouvernements et qui doivent donc instruire les dialogues et les accords concernant la coopération internationale.

   L'aide, qu'elle vienne des donateurs du CAD ou des donateurs du Sud, est un «bien public mondial», qui doit développer les capacités des pays à satisfaire à leurs obligations relatives aux droits de l'homme, et celles des individus à faire valoir leurs droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels. A ce titre, la coopération pour le développement doit renforcer les capacités des États à appliquer les conventions et les normes internationales, à en répondre publiquement, et à développer les systèmes

de reddition des comptes au niveau national. Et elle doit aider les groupes de la société civile locale à se développer et à améliorer leurs capacités à conscientiser l'opinion de façon que les gens puissent demander des comptes à leurs gouvernements. Il n'est pas certain que jusqu'ici, la coopération Sud-Sud pour le développement ait insisté sur ces aspects de sa coopération.

4. La coopération Sud-Sud pour le développement doit adhérer fermement au principe de l'intérêt mutuel et à celui de l'égalité, en tenant compte du déséquilibre entre les deux partis au sein des partenariats qui est souvent la règle même si les deux pays sont du Sud. Ceci suppose que soient délibérément respectés les intérêts du pays le plus faible, dans un souci de véritable solidarité, de mutualisation et d'égalité. Cependant, bien qu'ils professent l'intérêt mutuel et la non-ingérence, il n'est pas certain que les pays du Sud apportent leur aide sans y attacher de conditions. Même si le souci de l'intérêt mutuel ne se traduit pas nécessairement par des «ingérences», la coopération Sud-Sud pour le développement se caractérise souvent par des relations extrêmement inégales avec les pays les plus pauvres, dans lesquelles l'intérêt du donateur peut facilement être prédominant. Les intérêts des donateurs du Sud peuvent aller de l'établissement de bonnes relations diplomatiques ou la conquête d'alliés fidèles, à la promotion des ventes et des investissements des entreprises (publiques) de leur pays, ou au soutien de leurs ambitions hégémoniques naissantes.

   L'APD, en tant que bien public mondial est un mécanisme permettant de redistribuer les richesses au niveau mondial, spécialement pour les donateurs du Nord, du fait de leur responsabilité écrasante des politiques qui perpétuent les inégalités. Dans le cas de la coopération Sud-Sud, où le pays du donateur lui-même souffre d'une pauvreté terrifiante et de difficultés de développement, on peut peut-être penser que les donateurs du Sud, à ce stade de la coopération Sud-Sud, ont eu tendance à être plus sélectifs et plus stratégique dans le choix de leurs partenaires. Mais les donateurs, qu'ils soient du Nord ou du Sud, ne doivent pas s'abriter derrière la rhétorique de la promotion du développement ou de la non-ingérence alors qu'en réalité leurs motivations premières sont le mercantilisme et leurs intérêts géopolitiques.

5. Les organisations de la société civile ont le rôle crucial d'assurer que le boom de la coopération Sud-Sud pour le développement est géré de façon à contribuer à l'éradication la pauvreté ainsi qu'à la croissance économique durable et au développement. Mais, dans pratiquement tous les grands pays impliqués dans la coopération Sud-Sud pour le développement, la relation entre les OSC et l'État n'est en rien propice à ce qu'elles jouent ce rôle. La législation encadrant les OSC et le pouvoir discrétionnaire de l'État se conjuguent pour écarter les OSC du débat. Leurs craintes concernant les conséquences néfastes du point de vue des droits de l'homme ou de l'environnement de certaines initiatives de la coopération Sud-Sud sont balayées et qualifiées d'anti-développement. D'autre part, les OSC n'ont pas réellement les capacités de se coordonner et de se mobiliser autour de ces problèmes, tant et si bien qu'elles sont beaucoup moins engagées sur le sujet de la coopération Sud-Sud qu'elles ne le sont pour l'agenda de l'efficacité de l'aide sous l'égide de l'OCDE.

6. Les organisations de la société civile prêtent plus d'attention aux pratiques des donateurs émergents du Sud, et sur ce que celles-ci impliquent pour les politiques visant à promouvoir l'efficacité du développement. La position des OSC est que l'APD, qu'elle soit du Nord ou du Sud, est efficace pour le développement si elle renforce les capacités des populations pauvres et vulnérable des pays les plus pauvres à faire valoir leur droits politiques, sociaux, économiques et culturels. En prenant en compte aussi l'importance fondamentale de l'égalité entre les sexes et des droits des femmes pour les progrès du développement. Les OSC du réseau Reality of Aid et de Better Aid, venant du Sud aussi bien que du Nord, ont appelé à réformer l'aide en se fondant sur les leçons relatives à l'efficacité du développement, que l'on peut tirer de décennies de pratique de l'aide.[57] (Voir la Déclaration des OSC sur la coopération Sud-Sud en annexe)

A cet égard, les OSC qui ont été associées à ce rapport appellent les donateurs et les bénéficiaires de la coopération Sud-Sud à contribuer à renforcer l'efficacité du développement en respectant les points suivants :

- **L'alignement avec les stratégies nationales de développement et de réduction de la pauvreté,** qui ont été mises au point à travers des processus décentralisés et avec la participation des parlements, d'OSC, d'institutions académiques et de médias indépendants. Ces acteurs, en particulier ceux des secteurs défavorisés et marginalisés, doivent avoir des rôles clés dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des initiatives de la coopération Sud-Sud pour le développement.
- **Une plus grande transparence** en particulier en ce qui concerne les termes des projets, des prêts et des accords sur les crédits à l'export à taux préférentiels. Il faut développer des indicateurs pour évaluer les risques sur le plan social et sur celui de l'environnement, et les impacts réels de la coopération Sud-Sud sur le développement, en ventilant les chiffres selon les différents secteurs de la population.
- **Renforcer les obligations mutuelles** des donateurs du Sud et des pays partenaires les uns envers les autres, et à l'égard de leurs citoyens, en élargissant l'éventail des acteurs impliqués dans l'évaluation de l'aide et de l'efficacité du développement, en particulier au niveau des pays. Ce processus doit impliquer des élus au plan national, des représentants locaux, des OSC nationales et des OSC de terrain. Il faut encourager l'organisation d'audits par les citoyens sur la coopération Sud-Sud.
- **Le déliement inconditionnel de l'aide** doit aussi s'appliquer aux donateurs du Sud qui doivent être à la fois transparents et ouverts vis-à-vis des pays en développement partenaires en ce qui concerne les avantages comparés des biens et des services fournis dans le cadre de l'aide. Quels que soient les avantages que présentent les personnels techniques ou de production du Sud par rapport à leurs homologues du Nord, les gouvernements bénéficiaires doivent avoir la liberté d'appliquer leurs propres systèmes et leurs normes aux projets de coopération Sud-Sud selon leurs priorités et leurs besoins.

- **L'annulation des dettes** qui s'avèrent odieuses ou illégitimes par les pays créanciers du Sud, ce qui est dans la lignée de l'appel mondial des OSC à annuler toutes les dettes de ce type.
- **Les processus et engagements multipartites** au niveau national et international, doivent être facilités par les gouvernements et les institutions multilatérales. Ceci peut contribuer à harmoniser les politiques d'aide dans le respect des obligations en matière de droits de l'homme et des objectifs de développement agréés au niveau international, tout en respectant l'appropriation démocratique et locale du processus du développement. La coopération Sud-Sud pour le développement basée sur les individus contribuera mieux à la réalisation progressive des droits de l'homme, de l'égalité hommes-femmes, du travail décent, de la durabilité écologie et de la justice sociale.

7. Il faut promouvoir les meilleures pratiques de la coopération Sud-Sud pour le développement pas seulement dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés et les institutions multilatérales. Déterminer les meilleures pratiques exige que les gouvernements du Sud, tant les donateurs que les bénéficiaires, soient plus transparents et divulguent publiquement les niveaux et les termes de l'aide, en temps et en heure, et de façon accessible. Le Secrétariat du Forum de la coopération en matière de développement des Nations Unies (DCF) occupe une excellente position pour être le dépositaire central des informations fournies par les gouvernements et pour mener des études techniques sur la coopération Sud-Sud au développement. Ceci renforcera la transparence, les mécanismes de reddition des comptes, la cohérence des politiques et l'établissement de normes dans le domaine de la coopération internationale au développement, et permettra à tous les donateurs de mieux promouvoir les objectifs de développement agréés au niveau national et au niveau international. Les meilleures pratiques de l'APD Sud-Sud et de la coopération technique doivent concerner tout l'éventail des différents types de coopération Sud-Sud.

8. Avec la participation croissante de nouveaux donateurs du Sud à la coopération internationale pour le développement on peut présager que ces normes et ces pratiques vont être modifiées. Dans la mesure où ces donateurs émergents acquièrent de l'expérience, se joignent plus souvent aux efforts multilatéraux et souhaitent être mieux reconnus sur le plan international, ils seront amenés à prendre en considération les réformes envisagées par d'autres donateurs et par le CAD/OCDE. Le DCF peut être le point focal au sein du système des Nations Unies pour l'apprentissage mutuel et une meilleure harmonisation des politiques de l'aide dans le respect des obligations en matière de droits de l'homme et des objectifs de développement agréés au niveau international. Il a le potentiel de permettre une approche plus holistique et plus équilibrée de la réforme de la coopération internationale pour le développement ; mais il faut aussi renforcer la participation des autres acteurs du développement (OSC, parlementaires) aux travaux et aux délibérations du DCF, et les considérer comme des partenaires à part entière et sur un pied d'égalité.

Notes

[1] Alan Beattie, *BRICS: The changing faces of global power*, Financial Times, January 17, 2010 accessed at http://www.ft.com/cms/s/0/95cea8b6-0399-11df-a601-00144feabdc0.html

[2] Dans tout l'article, les termes «APD», «aide au développement» et «aide» sont interchangeables.

[3] United Nations Economic and Social Council, *Background Study for the Development Cooperation Forum: Trends in South-South and Triangular Development Cooperation*, April 2008.

[4] Le Programme d'action d'Accra en français est en ligne sur : http://siteresources.worldbank.org/ACCRAEXT/Resources/4700790-1217425866038/FINAL-AAA-in-French.pdf

[5] Final Communiqué of the Asian-African conference of Bandung, 24 April 1955, accessible at http://www.ena.lu/final_communique_asian-african_conference_bandung_24_april_1955-020000556.html

[6] United Nations Economic and Social Council, *South-South and Triangular Cooperation: Improving Information and Data*, 4 November 2009

[7] ECOSOC 2008, op.cit., p. 10

[8] Les donateurs du CAD de l'OCDE ne comptent pas dans l'aide réelle les annulations de dette, les coûts estimés des réfugiés dans les pays donateurs durant la première année, les coûts imputés concernant les étudiants du Sud qui font leurs études dans les pays donateurs. Voir dans le rapport de Reality of Aid de 2008, le chapitre « World Aid Trends » disponible en ligne sur www.realityofaid.org

[9] Ibid.

[10] Selon les données officielles qui excluent les transferts de fonds faits par la famille régnante Saoud au travers de canaux officiels, pour construire des mosquées, des écoles, des hôpitaux, etc. et qui ne font l'objet d'aucun rapport. (Villanger 2007)

[11] Ibid.

[12] Ngaire Woods. *Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution in development assistance*, International Affairs Vol. 84, Issue 6, 2008.

[13] Selon Villanger (op. cit.), le Fonds saoudien a distribué entre 2% et 7% du total de l'aide saoudienne sur la période 1973-1989, mais il représente 9% du total de l'aide arabe sur 1974-2006

[14] Carol Lancaster. *The Chinese Aid System*, Center for Global Development Essay, June 2007.

[15] Thomas Lum; Hannah Fischer; Julissa Gomez-Granger; and Anne Leland. *China's Foreign Aid Activities in Africa, Latin America and Southeast Asia*, Congressional Research Service (United States Congress), February 2009.

[16] L'OCDE définit l'APD comme : Les apports de ressources émanant d'organismes publics, ayant pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement et qui sont assortis de conditions favorables et comportent un élément de libéralité au moins égal à 25% (sur la base d'un taux d'actualisation de 10%). Par convention, les apports de l'APD comprennent les contributions des agences des gouvernements donateurs, à tous les niveaux, aux pays en développement (APD bilatérale) et aux institutions multilatérales. Les recettes de l'APD comprennent les décaissements des donateurs bilatéraux et des institutions multilatérales. Les prêts accordés par les agences de crédit à l'exportation --dans le seul but de favoriser les exportations --sont exclus de la définition de l'APD. Glossaire des termes statistiques de l'OCDE (en anglais seulement) sur http://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=6043

[17] United Nations Development Programme Special Unit for South-South Cooperation, South Report 2009: Perspectives on South-South Cooperation for Development, 2009.

[18] Woods, op.cit.

[19] Javier Corrales. Using Social Power to Balance Soft Power: Venezuela's Foreign Policy, The Washington Quarterly, October 2009.

[20] Woods, op.cit.

[21] Klarreich, Kathie. Food Riots Lead to Haitian Meltdown, Time.com, April 14, 2008 accessed at http://www.time.com/time/world/article/0,8599,1730607,00.html#ixzz0dhwHxBdV

[22] Ibid.

[23] Ibid.

[24] Indian Technical And Economic Cooperation Division, Ministry Of External Affairs, Government Of India accessible at http://itec.nic.in/about.htm

[25] German Development Institute. India's Development Cooperation – Opportunities and Challenges for International Development Cooperation, Briefing Paper, March 2009.

[26] Dweep Chanana, India as an Emerging Donor, Economic & Political Weekly, March 21, 2009, Vol. Xliv, No. 12

[27] Report of Cuba to the High-level UN Conference on South-South Cooperation, Nairobi, Kenya, December 1-3, 2009.

[28] Saudi Fund for Development. Basic Information. Accessible at http://www.sfd.gov.sa/english/basic_info.htm

[29] Martin Hart-Landsberg, Learning from ALBA and the Bank of the South: Challenges and Possibilities, Monthly Review, September 2009.

[30] DCF 2008, p. 16

[31] Villanger, ibid.

[32] Gregory Chin and B. Michael Frolic. Emerging Donors in International Development Assistance: The China Case. IDRC, December 2007

[33] Penny Davies, China and The End of Poverty in Africa: Towards mutual benefit? Diakonia, Sweden, September 2007

[34] Petras 2009

[35] Chanana, op.cit.

[36] Même si ces prêts ne peuvent être considérés comme de l'APD selon la définition du CAD beaucoup d'entre eux sont finalement convertis en remise de dette. Par exemple, durant le Sommet Chine-Afrique qui a eu lieu en Égypte en novembre, le Premier Ministre chinois Wen Jiabao s'est engagé à annuler certaines des dettes arrivant à échéance à la fin de 2009 des pays les plus endettés et des pays africains les moins avancés.

[37] Deborah Brautigam, Africa's Eastern Promise, Foreign Affairs, January 5, 2010, accessed at http://www.foreignaffairs.com/articles/65916/deborah-brautigam/africa%E2%80%99s-eastern-promise

[38] http://www.pambazuka.org/en/category/africa_china/60030/print

[39] Agrawal (2007). Emerging Donors in International Development Assistance: The India Case. IDRC

[40] Dane Rowlands, Emerging Donors in International Development Assistance: A Synthesis Report, International Development Research Center, Canada, January 2008

[41] L'étude est disponible en français : http://www.crdi.ca/uploads/user-S/12447282201Rapport_de_Synthese.pdf

[42] Alberto Alesina and David Dollar, Who gives foreign aid to whom and why?, National Bureau for Economic Research (NBER) Working Paper No. 6612, Issued in June 1998.

[43] Eric Neumayer, The Pattern of Aid Giving: The Impact of Good Governance on Development Assistance, New York: Routledge, 2003.

[44] ECOSOC 2008, op.cit.

[45] Barney Jopson and Willian Wallis, "Congo cuts back aid deal with China", Financial Times (London), November 11, 2009. China agreed to eliminate the DRC state guarantee of China's $3 billion mining project and to reduce the overall amount to $6 billion from $10 billion. In exchange the IMF will request Paris Club rescheduling of the DRC's official debt.

[46] A. Lemos, D. Ribeiro and M Chan-Fishel in F. Manji and S. Marks (eds) 2007: 67, 147

[47] http://www.ft.com/cms/s/0/908c24f2-2343-11dc-9e7e-000b5df10621.html?nclick_check=1>

[48] Reality of Aid, *Aid Effectiveness: Democratic Ownership and Human Rights*, The Reality of Aid 2008.

[49] Voir http://www.railwaysafrica.com/2009/07namibia%E2%80%99s-chinese-locomotives/ Ce rapport a conclu que « la décision d'acheter [quatre locomotives chinoises] était

justifiée sur le plan économique, mais qu'à cause d'une erreur du fabricant chinois dans son analyse technique et d'un manque de contrôle de qualité, ces locomotives n'étaient pas adaptées à l'environnement namibien dans lequel elles devaient fonctionner. »

[50] Rowlands, op.cit; ECOSOC 2008, op.cit.

[51] Davies, op.cit.

[52] Villanger, op.cit.

[53] ECOSOC 2008, op.cit.

[54] Samir Amin, *Aid for Development*, in Aid to Africa: Redeemer or Coloniser? Edited by Hakima Abbas and Yves Niyiragira. Pambazuka Press, pp. 59-75

[55] Manji Rocha, Manuel Marks and S. Alves eds. (2007) *African Perspectives on China in Africa*, Fahamu, Nairobi

[56] Statement on behalf of the Group of 77 and China by H.E. Dr. Altigani Salih Fidail, Minister of International Cooperation and Head of the Delegation of the Republic of Sudan, at the High Level Conference on South-South Cooperation, Nairobi, Kenya, 1 December 2009.

[57] See the 2008 Global Reality of Aid Report and related Reality Checks at www.realityofaid.org and the Better Aid policy paper for the 2011 Seoul High Level Forum at www.betteraid.org.

La coopération Sud-Sud ou la nouvelle hégémonie du Sud?
L'Afrique du Sud : une «superpuissance» et un donateur en Afrique

Moreblessings Chidaushe
ex-Coordinatrice de Reality of Aid Africa Project

Introduction

Les principes de Bandung, légitimement ambitieux dans leur nature, montrent une forme idéale de la coopération Sud-Sud pour le développement à laquelle tous aspirent, et recouvrent les éléments fondamentaux de la collaboration notamment l'intérêt mutuel, la coexistence pacifique, le respect de la souveraineté nationale, la non ingérence dans les affaires internes, l'égalité des partenaires pour le développement, le respect de l'indépendance nationale, de la diversité culturelle et identitaire et du contexte local. Avec l'application et le respect de ces principes, les pays du Sud qui ont été exploités pendant des décennies par les superpuissances riches et dominantes peuvent se rassembler et construire une force solidaire qui soutienne leurs initiatives de développement et leur permette de se soustraire aux brimades des anciens pays colonisateurs. Cette force serait fondamentale pour réduire les déséquilibres du système actuel de gouvernance mondiale qui mine les pauvres et fait perdurer leur état de pauvreté et d'inégalité.

Les décennies d'exploitation, de marginalisation des pauvres et d'aide inefficace (entre autres) ont fini par lasser le Sud et l'ont incité à réfléchir à une structure alternative de l'engagement au niveau mondial d'où la multiplication des discussions sur la coopération Sud-Sud au développement. L'intégration régionale (bien qu'elle soit largement infiltrée par les donateurs qui utilisent le levier de l'aide) constitue un effort pour construire et renforcer l'approche d'une Afrique parlant d'une seule voix. Dans tout le continent africain, la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Maghreb et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) font de cette approche une priorité, et concourent avec l'Union africaine à raffermir la voix, la position et les actions de l'Afrique.

Au niveau international, la création récente du groupe Brésil, Inde, Chine (BRIC) et du groupe Inde, Brésil, Afrique du Sud (IBSA) mérite d'être notée. Ces pays ont de nombreux points communs : des enjeux socio-économiques similaires, un passé colonial, des économies qui se développent et un positionnement stratégique au niveau géographique et sur la scène mondiale. Par l'intermédiaire de ces groupes, les pays du Sud collaborent sur un grand nombre de sujets comme la science, le développement des technologies, l'éducation, la santé et les échanges culturels. A ce jour, certaines des initiatives et des leurs prestations vont du partage d'expériences, à la collaboration sur le plan technologique et économique, à l'adoption de positions communes lors de forums internationaux, au lancement de coopérations trilatérales et à des financements de projets comme l'introduction d'une nouvelle variété de riz en Guinée-Bissau, la réalisation d'un système de collecte des ordures ménagères à Haïti, la rénovation d'un centre de santé au Cap Vert et le développement d'un nouveau complexe sportif en Palestine (WWICS 2009). Malgré certaines difficultés, particulièrement à propos des ressources et du positionnement inégal, ces pays sont déterminés à se faire les champions de la coopération Sud-Sud en matière de développement sur le long terme.

Ce rapport a pour objet de s'interroger sur la nature de la coopération Sud-Sud pour le développement existante. Il reconnaît que l'esprit de Bandung est noble et plein de bonnes intentions. Cependant, le rapport pose la question de savoir si ces principes sont le cadre idéal pour réaliser la vision de la coopération Sud-Sud pour le développement qui est de muscler les pays pauvres sur la scène internationale et d'encourager le développement autodéterminé dans le Sud. Il étudie aussi dans quelle mesure les relations Sud-Sud sont véritablement égalitaires et mutuellement profitables, et plus important encore, si elles constituent réellement une force pour le Sud ou ne sont en fait qu'une nouvelle forme d'hégémonie qui ne cherchent qu'à fragiliser encore plus les nations les plus pauvres et les plus faibles, et par là entretenir les déséquilibres mondiaux actuels. Le rapport met l'accent sur le rôle de l'Afrique du Sud en tant qu'avocat de la coopération Sud-Sud et en tant que donateur pour les autres pays d'Afrique.

Le «Big Brother»

L'Afrique du Sud est la plus grande puissance économique d'Afrique avec un PIB d'environ 467 milliards de dollars en 2007. Sa croissance a été rapide sous le régime de l'apartheid grâce à la découverte d'importants gisements d'or au 19ème siècle dans la région de Johannesburg, souvent appelée «Egoli», la ville de l'or. Selon le classement pour l'Indice de développement humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Afrique du Sud est un pays à revenu intermédiaire. Le pays occupe une position unique dans la communauté SADC mais aussi dans tout le continent africain et sur la scène internationale où il représente souvent l'Afrique. Il a un pouvoir stratégique économique et militaire en Afrique, est politiquement stable et, à ce titre, la responsabilité de promouvoir et de diriger la coopération Sud-Sud en Afrique lui incomberait naturellement. Le autres pays africains sont dans le bas du classement de l'IDH, ont de petites économies, de faibles capacités administratives et institutionnelles, sont pour la plupart dépendants de l'aide étrangère et sont des pays dans lesquels plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté ce qui leur laisse peu d'espoir d'être les champions de la coopération Sud-Sud.

L'Afrique du Sud pourrait être pour les Africains ce que les États-Unis sont pour le reste du monde – une terre d'opportunités. La plupart des économies de la SADC ne peuvent contribuer, qu'à minima, sinon pas du tout, aux partenariats de coopération Sud-Sud pour le développement sans être fragilisées ou marginalisées par des économies plus importantes et plus fortes comme celle de l'Afrique du Sud. Dans la mesure où elle resserre les liens des plus forts des faibles, le cadre actuel de la coopération Sud-Sud s'apparente plus à un club pour l'élite du Sud plutôt qu'à une véritable alliance Sud-Sud destinée à renforcer les faibles.

Les efforts de l'Afrique du Sud comme pays donateur datent de la période de l'apartheid lorsqu'elle aidait des pays africains en échange de faveurs et de votes en sa faveur au sein des Nations Unies. Ceci a changé de façon significative durant la période post-apartheid et plus spécialement sous l'administration du Président Thabo Mbeki. Mbeki a été le pionnier de l'agenda de la renaissance africaine, et il souhaitait que l'Afrique du Sud y joue un rôle nouveau et moteur pour la régénération du continent africain. Le Fonds de la renaissance africaine (FRA), par le biais du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), a donné de l'aide à plusieurs pays africains, entre autres, pour le maintien de la paix,

le développement des technologies, la recherche et l'éducation. Des projets dans le domaine de l'agriculture, la justice, le service public, les travaux publics, le commerce et l'industrie ont également reçu un soutien.

Il faut souligner cependant que l'aide de l'Afrique du Sud a rarement été coordonnée. Le pays ne possède pas de système officiel de coordination de l'aide au développement qu'elle soit interne ou externe, aussi il est difficile d'avoir les statistiques et de connaître son impact. Les chiffres de l'aide sortante du pays ont été estimés entre 1 et 3 milliards de ZAR en 2006 (environ 500 000 dollars), ce qui correspond approximativement à 0,18% du budget annuel. D'autre part, l'aide qui arrive dans ce pays ne correspond qu'à 1% du budget national. En comparaison des autres pays africains qui dépendent de l'aide au développement pour jusqu'à 50% de leur budget, l'aide externe n'est donc pas déterminante pour l'Afrique du Sud.

En plus de ses efforts pour mettre en place des mécanismes de gestion de l'aide entrante et sortante, le pays mène les discussions sur l'efficacité de l'aide et siège dans les comités techniques de l'OCDE qui travaillent sur ce sujet. Il y a aussi des discussions en cours sur la création d'une agence du développement, l'Agence Internationale du Développement d'Afrique du Sud (SAIDA).

Grâce à sa puissance économique et militaire, l'Afrique du Sud a endossé un rôle de «grand frère» en Afrique. Ce rôle est plus reconnu à l'extérieur du continent qu'à l'intérieur. La communauté internationale fait pression pour que l'Afrique du Sud dirige et guide le reste du continent et elle y compte. On attend de l'Afrique du Sud qu'elle soit le chantre de la démocratie, de la sécurité et du développement socio-économique. Le pays s'est saisi de cette opportunité d'utiliser sa position et les attentes exprimées pour étendre ses ailes sur tout le continent, par exemple en prenant en charge des opérations de maintien de la paix au Burundi, au Soudan, dans la Corne de l'Afrique, en RDC et au Zimbabwe, entre autres. Sur le plan économique, les opérations de ses entreprises comme Game, Woolworths, Engen, Shop-rite et des conglomérats miniers Anglo American et DeBeers se développent comme des champignons sur tout le continent. Selon Bond et Kapuya, ce rôle et cette expansion sont à imputer au pouvoir de l'État de l'Afrique du Sud qui est utilisé pour faciliter l'accès à certains marchés difficiles (Bond and Kapuya 2006).

Selon les interlocuteurs, ce rôle a suscité des réactions diverses, il a été tour à tour qualifié d'arrogant, d'inquiétant, de distant, de négligent, d'exemplaire, de nécessaire et de consolidant à différents niveaux et à différents endroits. Le rôle de l'Afrique du Sud est donc soit rejeté soit loué. La question clé pour la plupart des Africains est de savoir si oui ou non les grandes entreprises sud-africaines déverrouillent la production africaine et son potentiel commercial et si elles renforcent le secteur privé africain. Les analyses effectuées sur le comportement de ces grandes entreprises pour savoir si elles se différencient des multinationales montrent qu'elles ne sont pas intéressées par le renforcement du secteur privé et des ressources humaines mais uniquement par les bénéfices qu'elles peuvent faire. Des rapports soulignent l'exploitation des travailleurs sous-payés par les grandes entreprises sud-africaines qui sont de surcroît peu soucieuses d'améliorer leurs très mauvaises conditions de travail. Presque tous les produits et services importés d'Afrique du Sud sont des produits manufacturés ce qui étouffe la production locale et les opportunités d'industrialisation et qui étrangle les petits producteurs et les PME qui sont souvent acculés à la faillite. Les postes de direction clés sont souvent occupés par des Sud-Africains.

Les intérêts de l'expansion économique de l'Afrique du Sud ne valent pas mieux que les visées exploratrices des multinationales. Aussi le rôle de l'Afrique du Sud n'est-il pas toujours perçu de manière positive en Afrique et ceci met à mal son soi-disant rôle de pilote dans la création de partenariats dans l'esprit de la coopération Sud-Sud pour le développement.

Par contre, l'élite africaine semble apprécier le rôle de l'Afrique du Sud car elle en retire des postes de direction, des opportunités de formation, des biens et des services auxquels normalement elle n'aurait pas accès dans son pays. La population pauvre, quant à elle, rejette ce rôle car elle se sent exploitée surtout sur les lieux de travail ; elle se sent déconsidérée et non intégrée par les Sud-Africains et leurs entreprises tant en Afrique du Sud qu'à l'extérieur et en particulier avec l'extension des opérations des entreprises sud-africaines sur le continent.

L'explosion des agressions «afrophobiques», généralement qualifiées de xénophobes, en Afrique du Sud en 2008 et 2009, au cours desquelles des Africains (Zimbabwéens, Mozambicains, Congolais ou Somaliens), en particulier ceux qui vivaient dans des baraques ou des bidonvilles, ont été brutalisés et qui a fait 70 victimes, est un exemple du rejet de leurs frères Africains par certaines couches de la société sud-africaine (et par extension des entreprises sud-africaines). Ce type d'agressions n'a pas concerné d'autres races malgré une présence importante d'étrangers de race blanche, de chinois, etc., en Afrique du Sud. Cette attitude dite «l'Afrique du Sud aux Sud-Africains» est en contradiction avec l'esprit de la constitution qui spécifie que l'Afrique du Sud est pour tous ceux qui y habitent, et qui est à l'origine du terme de nation arc-en-ciel. La situation actuelle du pays met à mal les nobles intentions de la constitution qui est largement considérée n'être vraie que sur le papier. Le gouvernement sud-africain n'a pas encore pris de mesures pour lutter contre cette xénophobie et ces agressions ont continué tout au long de 2009 et au début de l'année 2010.

L'Afrique du Sud est consciente de l'attitude du reste de l'Afrique à son égard, qui la décrit parfois comme une nouvel puissance impérialiste et hégémonique. Déjà en 2004, le gouvernement sud-africain a publiquement, et avec inquiétude, reconnu que « ….*de nombreuses entreprises sud-africaines qui travaillent dans le reste de l'Afrique apparaissent comme étant arrogantes, irrespectueuses, distantes et négligentes dans leur comportement envers les entreprises locales, les demandeurs d'emploi et même les gouvernements* ». Malgré cela, le gouvernement sud-africain n'a pas fait grand-chose pour corriger cette image. Comme on a pu le voir récemment dans les débats sur l'exploitation minière, l'environnement ou le changement climatique, l'Afrique du Sud semble donner la priorité à son programme de développement économique à coûts élevés tant au plan intérieur qu'au plan extérieur. Cet agenda l'emporte largement sur le développement social et sur toute préoccupation à l'égard des citoyens africains et permet aux entreprises sud-africaines de se comporter de façon agressive vis-à-vis des autres pays africains. Il fait peser un lourd tribut sur les pauvres d'Afrique du Sud, sur le continent tout entier et sur l'esprit de la coopération Sud-Sud pour le développement.

Dans leur article, «l'Afrique du Sud en Afrique», Adebayo, et. Al soulèvent la question fondamentale de la nature du leadership qu'exerce l'Afrique du Sud et de ses partenariats, ainsi que des interactions qu'elle a ou qu'elle devrait avoir avec ses voisins et le reste de l'Afrique. Premièrement, ils remettent en question son aptitude à gouverner le reste du continent alors que le pays lui-même n'est pas encore libéré de l'héritage du régime de l'apartheid. L'apartheid est encore extrêmement présent dans ses structures administratives et opérationnelles.

En 2009, une étude de l'Institut International sur les Relations entre les Races a montré que 60% de l'économie est aux mains des blancs et que la majorité des postes de management dans le secteur privé sont occupés par des hommes blancs. En 2009, d'importants mouvements de grève ont eu lieu dans le pays au cours desquelles de grandes entreprises ont été accusées de différentier les rémunérations de leurs employés selon leurs races pour des postes similaires, et ceci 15 ans après l'avènement de la démocratie.

La thèse des auteurs est qu'à moins d'un réel changement de ceux qui détiennent les moyens de production, l'apartheid ne peut que se répandre à travers le continent, au nom du développement du rôle de l'Afrique du Sud en Afrique, (Adebajo et al 2007).

L'initiative «Black Economic Empowerment (BEE)», un programme de discrimination positive dont l'objectif était d'insérer les Sud-Africains de race noire au cœur de l'économie a lamentablement échoué, et son effet a été de créer une nouvelle élite noire, localement appelée les «diamants noirs» qui ne fait que remplacer une élite blanche tout en marginalisant encore plus la grande majorité pauvre. Les noirs, sans pouvoir ni influence, servent de façade à l'élite blanche des grandes entreprises d'Afrique du Sud, et par extension de toute l'Afrique. Ainsi, à moins qu'elle ne soit revisitée, l'expansion de l'Afrique du Sud en Afrique sous cette forme recrée les conditions d'un colonialisme économique et social et s'éloigne de manière significative de l'esprit et de la vision de Bandung en mettant de nouveau l'Afrique dans les bras d'une petite élite blanche qui contrôle les ressources et les économies. Clairement, alors que l'Afrique du Sud vise à jouer un rôle déterminant pour l'aide au développement et pour la coopération Sud-Sud sur le continent africain, il ne paraît pas infondé de conclure que pour le moment, elle n'est peut-être pas prête pour ce rôle crucial. L'Afrique du Sud doit d'abord se transformer et se renforcer pour ne pas risquer de propager ses faiblesses structurelles sur le continent, ce qui diminuerait grandement les chances de l'Afrique d'adopter un modèle de coopération pour le développement véritablement fidèle aux principes de Bandung.

L'aide sud-africaine diffère-t-elle de l'aide occidentale classique ?

Comme mentionné ci-dessus, la consolidation du rôle de grand frère de l'Afrique du Sud a nécessité qu'elle apparaisse comme un grand pays donateur sur le continent. Environ 70% de l'aide sud-africaine concerne les pays membres de la SADC et le reste est consacré à « *une amélioration générale de la gouvernance et à des priorités locales comme la prévention, la résolution et la médiation des conflits, le maintien de la paix, la reconstruction post-conflit et la recherche pour le développement* » (SAIIA, 2008). Par ailleurs, l'aide occidentale traditionnelle a été largement critiquée comme étant inefficace et non souhaitée, pilotée par les donateurs, liée, et assujettie aux intérêts politiques et économiques des pays donateurs plutôt qu'aux besoins des populations pauvres. Malgré des décennies de milliards d'aide, aucun changement positif et significatif, ni aucun impact, ne sont visibles sur le terrain.

De plus en plus d'appels se font entendre qui demandent un nouveau cadre pour améliorer l'efficacité de l'aide. Cherchant à être un pays donateur d'un nouveau type, l'Afrique du Sud est sous pression pour promouvoir un modèle différent de la fourniture de l'aide et elle essaie « *d'éviter de reproduire les hiérarchies Nord-Sud traditionnelles des donateurs en soutenant l'engagement coopératif avec ses partenaires Africains* » (SAIIA, 2008). Cette ambition n'est pas couronnée

de succès dans la mesure où l'expertise et les apports de l'Afrique du Sud sont souvent plus visibles voire dominants, y compris dans le cas de projets où sont impliqués plusieurs pays, ce qui indique que largement comme dans le cas de l'aide occidentale traditionnelle liée, ce sont les intérêts et les priorités du grand frère qui sont en jeu dans l'aide de l'Afrique du Sud. A propos de l'assistance technique, des rapports comme les études «Real Aid» d'Action Aid indiquent qu'un tiers de l'aide au développement retourne aux pays donateurs sous forme d'aide liée ou d'expertises techniques. En imposant son expertise, même dans les projets collaboratifs, l'Afrique du Sud est malheureusement en train de perpétuer les mécanismes d'octroi de l'aide des pays occidentaux et elle doit s'en garder si elle souhaite être le défenseur de l'esprit de respect mutuel conformément aux principes de Bandung.

En ce qui concerne la gouvernance et la démocratie, la prévention et la résolution des conflits, le développement socio-économique, l'intégration, l'assistance humanitaire, le développement des ressources humaines, l'Afrique du Sud a soutenu un certain nombre de projets en Afrique au travers de prêts, de subventions ou d'autres aides financières ou techniques dans le cadre du Fonds pour la renaissance africaine (FRA) mis en place par l'ex Président Thabo Mbeki. (voir les **tableaux 1 et 2**)

D'autres projets dans le domaine de l'agriculture, des finances (la formation des employés de la Banque Centrale de la République Démocratique du Congo), de l'éducation, et de la réforme du secteur public ont été lancés sur le continent. Bien qu'encore mineur, le commerce est un autre domaine sur lequel se porte l'aide au développement de l'Afrique du Sud en Afrique. L'Afrique du Sud est le plus grand partenaire commercial de la plupart des pays africains, spécialement dans la région SADC.

Malgré les problèmes posés par la médiocrité de son aide en termes de capacité, de structures et d'impact, l'Afrique du Sud fait des efforts

Tableau 1. Subventions FRA– 2004-2005

Subvention	Valeur (R'000)
Projet de renforcement des capacités et des institutions pour le Soudan austral	7 100
Processus de paix au Burundi	10 000
Soutien pré-électoral en RDC	3 500
Dialogue entre les femmes sud-africaines	3 500
Observateurs pour les élections législatives au Zimbabwe	5 000
Reconstruction et développement post-conflit en RDC	25 000
Total des subventions	**54 100**

Tableau 2. Subventions FRA – 2005-2006

Subvention	Valeur (R'000)
Institut Africain d'Afrique du Sud, Commission Terrorisme	1 700
Désarmement et élections au Libéria	25 750
Commission électorale indépendante, Mission d'observation en RDC	11 000
Assistance humanitaire au Sahara occidental (SADR)	10 000
Soutien pré-électoral en RDC	10 000
DPSA	1 400
Total des subventions	**59 850**

SAIIA 2008, extrait des rapports annuels 2004-2005 et 2005-2006 du Fonds pour la renaissance africaine

pour être un meilleur partenaire de l'aide au développement. Il faut souligner qu'elle doit en faire plus pour consolider ses efforts et ses possibilités de participer véritablement à la coopération Sud-Sud pour le développement. Sa proposition de créer une agence de l'aide au développement et sa présence active dans les plates-formes sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE sont des initiatives positives pour que son aide soit plus performante et conforme aux principes d'harmonisation, d'appropriation, d'alignement et de gestion des résultats de la Déclaration de Paris.

A l'heure actuelle, comme jusqu'ici l'aide sud-africaine n'était pas coordonnée, il est difficile de se faire une idée claire de son fonctionnement et de son impact. Par exemple, les chiffres sur le total des sommes versées et des informations sur le type de projets financés, sur les taux d'intérêts des prêts et sur les échéances qui y sont associées ne sont pas disponibles. Il semble que les différents départements du gouvernement aient eu toute latitude de cibler et de financer des projets avec peu de coordination avec le reste du gouvernement sur les progrès effectués, peu de rapports et pas d'évaluation d'impact. Le parti au pouvoir a décidé en 2007 d'augmenter l'aide au développement et de passer de 0,2% du PIB à 0,5% (SAIIA 2008). Il est possible d'espérer une meilleure efficacité de cette aide avec la création d'une agence de l'aide pour le développement qui sera chargée de coordonner l'octroi et la gestion de l'aide. Cependant, pour l'instant, il n'est pas clair de savoir si l'Afrique du Sud impose ou non des conditionnalités, hormis l'assistance technique. Étant donné que l'Afrique du Sud doit de façon pressante développer ses ressources humaines et développer ses intérêts stratégiques, il est hautement probable que son aide soit assortie de conditionnalités.

S'inspirer d'autres partenaires de la coopération Sud-Sud ?

A un niveau plus général, l'aide au développement des autres ténors de la coopération Sud-Sud pour le développement, comme le Brésil, l'Inde, ou la Chine, est plus importante et plus contestée que celle de l'Afrique du Sud. Par exemple, les motivations de l'aide chinoise se servent peu du déguisement du discours sur le partenariat et sur la coopération Sud-Sud. Comme le note Davies and Jansson dans leur article «Are African governments ready for China (Les gouvernements africains sont-ils prêts pour la Chine)», le besoin en matières premières et la recherche de nouveaux marchés sont les principales raisons de l'engagement de la Chine en Afrique. Le commerce de la Chine avec l'Afrique a augmenté pour atteindre le niveau record de 106,84 milliards de dollars en 2007, ce qui correspond à une hausse de 45,1% (China Daily) suite au lancement de la politique Chine-Afrique et au Sommet Afrique-Chine de 2007 où presque tous les chefs d'État africains ont applaudi et souhaité «bienvenue au libérateur» des donateurs occidentaux traditionnels.

La politique étrangère agressive de la Chine met l'accent sur les liens commerciaux et sur l'accès aux matières premières dont elle a besoin pour alimenter sa croissance économique. Son engagement avec les Africains ne fait pas de concession sur « *les trois vecteurs que sont les échanges commerciaux, les investissements directs, et les transferts de technologies* » (Davies et Jansson 2008). Le discours Chine-Afrique reste contesté alors que l'élite africaine a adopté la «Look East Policy» pour contrer l'aide occidentale traditionnelle. D'autre part, la société civile voit la corruption et l'exploitation dans ces relations qui ne bénéficient qu'à l'élite africaine au travers

d'arrangements douteux. L'élite africaine a également choisi de saluer l'aide chinoise et son absence de conditionnalités, car la Chine a choisi d'ignorer les affaires intérieures et les violations des droits de l'homme, au grand soulagement de ceux qui sont au pouvoir.

Même si les principes de Bandung prônent le respect de la souveraineté nationale et la non-ingérence dans les affaires internes, l'Afrique du Sud a été, ces dernières années, fortement critiquée pour avoir adopté le même principe et l'approche «quiet diplomacy»» (diplomatie douce) à propos du Zimbabwe. La société civile sud-africaine soutient que la crise au Zimbabwe a inutilement engendré des souffrances, des morts et des atteintes aux droits de l'homme pour des millions de Zimbabwéens alors que l'Afrique du Sud, médiateur en chef, a choisi de ne pas s'ingérer dans les affaires internes de ce pays et de chercher une «solution durable», au mépris du véritable esprit de partenariat et de bon voisinage. Un bon voisin et un partenaire ne peut cependant pas rester sans rien faire en regardant son voisin souffrir et mourir sans lui proposer son aide simplement parce qu'il ne souhaite pas être impliqué dans ses affaires internes. Le principe de non-ingérence réduit à néant l'esprit de communauté africain, l'esprit de solidarité et celui de la philosophie Ubuntu, et par extension l'esprit de la coopération Sud-Sud pour le développement et celui de Bandung. L'Afrique du Sud a également été critiquée pour son approche en Angola, où son appétit pour le pétrole l'a conduite à ignorer les violations des droits de l'homme dans ce pays, car l'Afrique du Sud recherche « *du pétrole d'abord, les droits de l'homme plus tard* » (Mail & Guardian 21-27 août 2009), ce qui prouve que son approche est la même que celle de la Chine.

D'autre part, la politique étrangère de l'Inde et son engagement en Afrique sont clairement déclarées et motivés par sept points essentiels : « *L'Inde recherche une autonomie stratégique, aspire à un changement de statut, désire jouer un rôle dans la construction du système mondial, a besoin d'accéder aux technologies, a faim d'énergie, est soumise à des impératifs régionaux, a l'ambition d'avoir un rôle continental et a le souci de sa diaspora* » (Sahni 2007). Clairement, parmi ceux qui souhaitent être des champions de la coopération Sud-Sud, l'Inde et la Chine sont sur la même longueur d'onde et ont les mêmes ambitions alors que la position de l'Afrique du Sud est moins précise –d'un côté, elle tend à avoir le comportement de la Chine, de l'autre côté elle est tentée de s'engager avec ces collègues africains dans des partenariats noués sur des bases équitables. Ce dilemme est dû en grande partie aux différents niveaux de développement des pays de la région SADCC et du reste de l'Afrique.

Le terrain sur lequel peut s'établir la coopération Sud-Sud pour le développement est inégal et défavorable à l'Afrique du Sud et à l'Afrique qui ne sont pas des entités aussi fortes économiquement et politiquement que les pays partenaires de cette coopération comme l'Inde, la Chine et le Brésil. Malgré le potentiel de collaboration que cette plate-forme de coopération laisse entrevoir, elle possède de nombreux défauts et doit être renforcée pour garantir que les partenaires de la coopération Sud-Sud puissent s'engager sur une base équitable pour éviter d'affaiblir encore plus les pays les plus faibles et de favoriser la formation d'une nouvelle hégémonie du Sud sous les traits rassurants d'un pseudo agenda de la coopération Sud-Sud.

Malgré tout, les partenaires de la coopération Sud-Sud ont beaucoup à apprendre les uns des autres. Prenons l'exemple du Brésil qui a un programme de développement social qui favorise l'intégration des plus pauvres avec un mélange de « *politiques sociales fines et de mesures économiques progressistes qui avec le temps est devenu un modèle en matière de développement réussi* ». (Mail &

Guardian 21-27 août 2009) L'Afrique a beaucoup à apprendre de ce modèle, et particulièrement l'Afrique du Sud qui occupe une des premières places selon l'indice des inégalités. La politique «Faim zéro» du Président Lula da Silva est un programme de lutte contre la faim et la malnutrition qui a donné des résultats positifs et qui à long terme a pour ambition de rendre leur autonomie aux nécessiteux et de les intégrer dans l'économie formelle. C'est une approche que l'Afrique du Sud devrait adopter de toute urgence. La croissance économique soutenue du Brésil a donné confiance dans ses marchés qui ont bien résisté à la crise mondiale. Au Brésil, le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a diminué de 21%, passant de 15,4 millions à 11,3 millions entre 2003 et 2008 (M&G, 2009). Il est clair que l'Afrique du Sud et l'Afrique peuvent tirer des leçons de l'expérience brésilienne dans l'esprit de Bandung. L'enjeu pour les partenaires de la coopération Sud-Sud est d'apprendre les uns des autres et d'appliquer les leçons tirées pour aller vers un Sud meilleur.

Une définition simple de «collaborer» est «travailler conjointement sur une activité ou un projet», ce qui suppose une même vision et les mêmes priorités avec la volonté et la capacité de travailler ou d'apporter quelque chose pour atteindre l'objectif fixé. Ceci implique également que les parties aient les mêmes capacités de contribuer à l'activité sans que l'une domine l'autre. Dans un monde régi par le capital, sur des terrains inégaux et où la compétition et les pressions entrent en jeu, l'esprit de Bandung est souvent mis à mal car chacun met en avant ses propres priorités et intérêts stratégiques, ce qui rend la vision de Bandung encore plus chimérique.

La philosophie africaine d'*Ubuntu* est sans doute l'approche la plus conforme à l'esprit de Bandung tel qu'il a été formulé à l'origine. La philosophie Ubuntu repose sur les notions de partage et d'égalité entre tous ainsi que sur la notion de responsabilité collective de la société. Le défi est de savoir jusqu'à quel point les pionniers de la coopération Sud-Sud souhaitent adhérer à l'esprit de collaboration que renferme la philosophie Ubuntu. Il s'agit bien d'un défi car c'est un secret bien partagé que ce que recherchent certains des soi-disant pionniers de la coopération Sud-Sud comme l'Inde et la Chine – et ce qui guide leurs politiques extérieures – est leur autonomie stratégique, un rôle clé dans l'édification d'un nouveau système mondial, et l'accès aux ressources internationales, tout spécialement aux ressources africaines. En Afrique, l'Afrique du Sud cherche à jouer un rôle dominant sur le continent.

Dans son livre «The Architects of poverty» (Les architectes de la pauvreté), Moelesti Mbeki décrit comment l'élite africaine (l'Afrique du Sud étant le pays phare de cette élite) est responsable de l'installation et du maintien de la pauvreté et de l'exploitation du continent africain. Étant donné les intérêts économiques de l'Afrique du Sud, dans quelle mesure peut-elle apporter de l'aide et entretenir des liens forts avec le reste de l'Afrique dans le respect des principes de Bandung ?

Conclusion

La nécessité de mettre en place une structure alternative de la collaboration pour le bénéfice des populations pauvres pour contrer la nature exploitante des engagements Nord-Sud ne fait pas de doute. La coopération Sud-Sud pour le développement est une alternative. Bandung repose sans aucun doute sur de nobles intentions, dont les principes peuvent être utilisés comme base de départ pour un meilleur Sud, mais 50 ans après leur conception, ces principes doivent être revisités à la lumière des réalités actuelles de l'agenda du développement. Les principes de la coopération Sud-Sud doivent mieux prendre en compte des problèmes critiques comme le

changement climatique, l'environnement, la justice de genre, les droits de l'homme, l'efficacité de l'aide et présenter des actions plus concrètes aux pays qui décident d'y souscrire. Le problème du manque de ressources doit être posé pour faire en sorte que les solutions proposées puissent être implémentées. Il faut veiller à ce que les partenaires les plus faibles soient correctement intégrés pour éviter la constitution d'un club d'élite du Sud. Le Sud doit participer au système mondial sur un pied d'égalité avec le Nord et doit considérer qu'il est de sa responsabilité d'atteindre cet objectif. Les efforts déployés pour atteindre ce rêve et cette vision sont loués mais il reste beaucoup à faire comme par exemple, renforcer les capacités des ressources humaines et des structures administratives et améliorer le contrôle des ressources avant que des progrès réels ne puissent être enregistrés.

Pour le continent africain, l'Afrique du Sud pourrait être bien placée pour prendre le rôle de leader en tant que partenaire et donateur de la coopération Sud-Sud pour le développement mais elle doit encore transformer son modèle de développement économique asymétrique, hérité de la période de l'apartheid, et remédier à ses faiblesses institutionnelles avant de pouvoir assumer ce rôle et sa présence en Afrique. Son échec à opérer de véritables changements structurels nuit effectivement à son approche de la coopération Sud-Sud et il en résulte qu'en général elle est considérée par ses pairs Africains comme un grand frère arrogant qui installe une nouvelle forme d'impérialisme sur le continent.

Moreblessings Chidaushe *est passionnée par les questions relatives à l'aide et a été la coordinatrice de Reality of Aid Afrique. Elle a travaillé dans des organisations internationales qui participent à l'aide comme DANIDA, de l'Ambassade du Danemark, AFRODAD et l'organisation norvégienne Church Aid. Elle est titulaire d'un Master en développement international de l'Université de Bath. Elle est actuellement Conseillère Programme/Directrice au bureau de Church Aid en Afrique du Sud, basé à Pretoria. Elle a écrit cet article en son nom propre.*

Bibliographie (en anglais)

Adebajo et al. "South Africa in Africa, the post-apatheid era", University of KwaZulu Natal Press, 2007

Bond Patrick and Kapuya Tapera. "Arrogant, disrespectful, aloof and careless" South African Corporations in Africa, Openspace 2006.

China Daily. "China-Africa trade uo 45% in 2008 to $107 billion", 15 Feb, 2010.

Davies Martyn and Jansson Johanna. "Are African governments ready for China", Openscape, 2009

Mail & Guardian. "Oil first, human rights later, South African is drumming up business deals in Angola despite a record of recent abuses there", August 21 to 27, 2009.

Mail & Guardian. " How Brazil beats poverty trap" South Africa can learn from the successes achieved by good planning and leadership", August 21-27, 2009.

Mbeki Moeletsi. "The architects of poverty: Why African Capitalism needs changing", Pcador Africa, 2009.

Sahni Varun. "India's foreign policy: key drivers" in South African Journal of International Affairs, Volume 14, Issue 2, Winter/Spring 2007, Special Issue: India in Africa.

SAIIA, South African Institute of International Affairs, "Emerging Donors in International Development Assistance: The South Africa Case", 2009.

Woodrow Wilson International Centre for Scholars "Emerging Powers: India, Brazil and South Africa (IBSA) and the future of South-South Cooperation", May 2009

Une évaluation du rôle croissant de la Chine en Afrique et de son impact sur le développement Une perspective africaine

African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)

Introduction

La coopération économique, en particulier pour promouvoir le commerce intra-Sud, est de longue date inscrite dans les relations entre les pays du Sud. La reprise du commerce Sud-Sud durant la dernière décennie, (qui avait marqué le pas au début des années 80 en raison du net ralentissement de l'économie mondiale suite à la hausse des prix du pétrole et à la crise de la dette qui s'ensuivit, en particulier en Amérique latine et en Afrique) a vu l'émergence d'économies telles que la Chine.

Ces dernières années, les relations entre la Chine et l'Afrique ont fait l'objet de nombreuses spéculations et controverses. En janvier 2006, la Chine a annoncé son désir d'accroître la coopération avec les pays africains en publiant un document intitulé «La politique de la Chine en Afrique», qui dresse les grandes lignes de ses relations avec le continent en poursuivant « *une stratégie non-interventionniste et non-idéologique* ». L'article préconise des liens plus forts avec l'Afrique, à travers notamment le renforcement du commerce, de l'aide au développement et de l'allégement de la dette. Lors du Forum sur la coopération Chine-Afrique (FOCAC), en 2006, le Président Hu a également promis de créer un centre de conférences pour l'Union Africaine pour « soutenir les efforts africains, les consolider à travers le rassemblement et soutenir le processus d'intégration africaine »[1]. En 2006, le 50ème anniversaire des relations diplomatiques entre la Chine et les pays d'Afrique a de nouveau attiré l'attention sur le rôle de la Chine en Afrique, rôle qui fait l'objet d'une analyse approfondie et d'un débat sans précédent.

La Chine en Afrique

La montée de la Chine comme donateur en Afrique a inscrit les projets d'infrastructures dans les programmes de développement. Ceci est le cas dans les pays ravagés par la guerre tels que l'Angola et la République Démocratique du Congo (RDC), lesquels, bien que riches en ressources naturelles, sont sous-développés et ont besoin d'infrastructures pour revitaliser leurs économies.

Plus précisément, l'aide au développement ou les échanges avec l'Afrique ont traditionnellement concerné les domaines des transports, de la communication, de la conservation de l'eau, de l'électricité, de la technologie et de la coopération en matière de gestion. Ces projets sont généralement menés par des entreprises d'État chinoises, conformément à la stratégie d'exportation – suivie par le gouvernement chinois pour promouvoir l'internationalisation des sociétés chinoises[2].

Par le biais des prêts à des conditions de faveur de la Banque EXIM de Chine, un financement conséquent a été alloué à la rénovation et la construction des réseaux d'infrastructure dans de nombreux pays africains. Comme le fait remarquer Lucy Corkin[3], l'aide au développement de la Chine en Afrique sous forme d'infrastructures a une longue histoire et remonte au chemin de fer Tazara, achevé et livré au gouvernement zambien en 1976. L'implication actuelle de la Chine en Afrique, bien que de nature plutôt commerciale, demeure axée sur la rénovation et le développement des infrastructures.

En 2000, lors d'un forum de coopération Chine-Afrique, les participants ont conclu un accord sur un programme commun économique et social fondé sur la doctrine de développement – « *les cinq principes de la coexistence pacifique : à savoir gagnant-gagnant, non-ingérence, respect de la diversité, développement économique et souveraineté* ». Lors de la Conférence sino-africaine de décembre 2003, la Chine a annulé une dette de 10 milliards de dollars due par des pays africains, bien avant que le G8 réuni en 2005 ait commencé à discuter la fameuse initiative multilatérale d'allègement de la dette (IADM).

Comme l'a remarqué Xinhua (2007) à l'assemblée annuelle de la Banque Africaine de Développement tenue en mai 2007 à Shanghai, le Conseil des Affaires de l'État chinois a approuvé la création d'un Fonds de Développement Chine-Afrique de 5 milliards de dollars, géré par la Banque de développement de Chine afin d'assurer le financement des entreprises chinoises impliquées dans le développement, l'investissement et les activités économiques et commerciales en Afrique. Le fonds offre également un soutien à aux pays africains dans le secteur agricole, industriel et énergétique, ainsi que pour leurs infrastructures urbaines et leurs industries minières.

Les avantages pour la Chine

Le partenariat sino-africain actuel, marqué par le pouvoir croissant de la Chine dans les sphères géopolitiques et économiques, a été décrit par certains comme un nouveau cas de colonialisme dans lequel les pays africains fournissent leurs matières premières à la Chine qui, elle, vend ses produits manufacturés en Afrique sur le modèle du libre échange. Les signaux d'alarme qui retentissent dans différents cercles politiques, dans le milieu académique et dans les groupes d'activistes, se font entendre en raison de ce qui ressemble bien à une reproduction par la Chine du modèle économique destructeur au niveau social et environnemental, déjà appliqué par l'Occident. L'absence de repères pour les investissements et le financement chinois du développement est en effet préoccupante. Toutefois, certains se demandent si l'inquiétude exprimée concerne réellement l'Afrique et le bien-être des peuples africains ou s'il ne s'agit en réalité que de protéger les intérêts de l'Occident dans la région.

La course pour l'Afrique est certainement due en large partie aux mêmes raisons que celles qui sous-tendaient la ruée européenne du 19ème siècle en Afrique. La Chine est en train de devenir une des plus grandes puissances économiques et commerciales mondiales. Elle surenchérit sur la plupart des contractants occidentaux sur des projets importants d'infrastructure, en accordant des prêts à des conditions de faveur et d'autres avantages pour renforcer sa compétitivité. Lors d'une table ronde sur le commerce de la Chine avec l'Afrique au Forum Économique Mondial de 2006, il a été reconnu que la Chine est en train de devenir le troisième plus gros partenaire commercial de l'Afrique[4].

L'accélération considérable des besoins énergétiques de la Chine au niveau interne, couplée avec la baisse de la production chinoise de pétrole et la production insuffisante de charbon, a poussé Pékin à rechercher à l'étranger des sources stables d'approvisionnement en hydrocarbures. La consommation chinoise de pétrole a augmenté de 10% par an au cours de la décennie 1980, tandis que la part des importations pétrolières et gazières sur le total des besoins en gaz et en pétrole de la Chine devrait passer de 33% actuellement à 60% en 2020[5]. La Société nationale de pétrole de Chine (CNPC) a investi des milliards de dollars pour prendre le contrôle

de la production de pétrole au Soudan, estimée aujourd'hui à 15 000 barils par jour et en constante augmentation. En janvier 2006, une autre société chinoise a offert 2,3 milliards de dollars pour une part importante d'une exploitation pétrolifère au Nigéria. L'Afrique du Sud et le Zimbabwe restent les fournisseurs principaux de Pékin en minerais de platine et de fer[6]. Pékin multiplie ses investissements dans de nombreuses régions d'Afrique, d'une raffinerie de pétrole au Soudan à un partenariat de ferrochrome en Afrique du Sud.

Par ailleurs, pour la Chine, s'impliquer en Afrique est un moyen de faire face au chômage sur le plan national. Lindsey Hilsum, une journaliste de *Granta*, a tiré une conclusion pertinente dans son article «We Love China» (Nous aimons la Chine), écrit après une visite en Afrique de l'Ouest. Elle écrit : « *l'Afrique regarde la Chine et voit un modèle de réussite. Les chinois ont sorti 400 millions des leurs de la pauvreté au cours des deux dernières décennies* ». Néanmoins, personne n'a forcé le gouvernement chinois à organiser des élections ou à permettre aux opposants de créer des journaux.

« *De nombreux leaders africains aimeraient faire à leurs opposants ce que les chinois ont fait aux leurs à Tiananmen Square, mais s'ils veulent obtenir de l'aide financière de l'Occident, ils doivent suivre les règles du jeu de l'Occident* ».[7] En Angola, la construction d'une autoroute importante a amené plus de 700 travailleurs chinois, et en Zambie, avec l'augmentation du nombre de projets chinois, la population chinoise est passée entre 1991 et 2006 de 300 à 3 000 personnes[8].

Pour la plupart des investisseurs chinois, la motivation principale pour se lancer dans les affaires en Afrique est de contourner la compétition sur le marché chinois et de faire baisser les coûts de production à des niveaux plus bas encore que ceux de la Chine. En Zambie, les mines chinoises et indiennes emploient du personnel sur la base de contrats temporaires et, dans certains cas, les ouvriers zambiens sont obligés, avant de descendre dans les mines, de signer des décharges déclarant qu'ils travaillent à leurs risques et périls, pour qu'aucune réparation ne leur soit due en cas d'accident.[9]

L'Afrique est un marché croissant pour les exportations chinoises et une bonne piste de lancement pour les multinationales chinoises «contrôlées» par l'État. En effet, selon les statistiques chinoises relatives au commerce, la plupart des économies africaines importent déjà plus de la Chine qu'elles n'y exportent. Dans le secteur des constructions, l'Angola est un marché particulièrement favorable aux multinationales chinoises. L'Angola a besoin d'investissements étrangers massifs et il y a peu de compétition. De ce fait, la Chine y a fait de bonnes affaires.

La vision chinoise du couple sino-africain paraît fondée sur le besoin de nouveaux marchés et d'opportunités d'investissement, l'approvisionnement en ressources naturelles, le besoin d'une diplomatie symbolique, l'assistance et la coopération pour le développement et la création de partenariats stratégiques. Nul n'ignore que la croissance de l'économie chinoise est la plus rapide au monde, avec un appétit énorme pour les ressources naturelles et les matières premières bon marché, et qu'elle recherche des marchés pour son industrie et ses entreprises. Les intérêts conséquents de la Chine en Afrique sur le plan énergétique, commercial, politique, diplomatique et même militaire risquent de saper les efforts des américains et des européens pour promouvoir des sociétés « *pacifiques, pluralistes et prospères* » dans la région.

Les avantages pour l'Afrique ?

De façon ironique, il semblerait que l'appétit de la Chine pour les ressources naturelles est une bénédiction pour l'Afrique. Après tout, les besoins de la Chine en matières premières ont considérablement contribué aux exportations africaines. Entre 1996 et 2006, les exportations de la région sont passées de 86,3 milliards de dollars à 172,4 milliards de dollars, soit une croissance de 99,7%. L'exportation de matières premières vers la Chine a compté pour 21,2% du total des exportations susmentionnée, soit 18,2 milliards de dollars. Entre 1996 et 2005, la Chine a acheté des matériaux bruts pour une valeur cumulée de 40 milliards de dollars.[10]

La Chine joue également un rôle croissant en matière d'investissement direct étranger. Les apports en capitaux chinois aux projets d'extraction sont tout sauf excessifs en comparaison avec les investissements des leaders mondiaux, mais les gouvernements africains savent que la Chine est prête à offrir beaucoup pour des profits incertains ou faibles.

Les besoins en ressources de la Chine ont généré des hausses du produit intérieur brut (PIB) dans de nombreux pays africains. Le PIB réel de l'Afrique sub-saharienne a augmenté en moyenne de 4,4% entre 2001 et 2004, comparé au 2,6% au cours des trois années précédentes. L'économie africaine a connu une croissance de 5,5% en 2005 et s'est portée encore mieux entre 2006 et 2009[11]. Les entreprises chinoises construisent des routes, rénovent les infrastructures et apportent des systèmes de communication sans fil là où il n'y a pas de lignes fixes, en particulier dans les zones rurales. La Chine s'est chargée de la formation de milliers d'étudiants africains et envoie des centaines de travailleurs qualifiés en Afrique.

Grâce aux liens commerciaux intensifiés avec la Chine, l'Afrique a bénéficié de meilleures conditions d'échange, de volumes d'exportations accrus et de revenus publics plus élevés.[12] Certains observateurs soutiennent que la Chine a empiété sur le domaine d'influence et sur le contrôle des économies africaines traditionnellement réservé aux Institutions financières internationales (IFI), grâce à des prêts à des conditions moins strictes. Un des buts importants des programmes chinois d'allégement de la dette est de restaurer la réputation de bon payeur de l'Afrique, et d'encourager ainsi de nouveaux investissements pour renforcer le potentiel économique. Les conditions favorables des prêts chinois affaiblissent le contrôle traditionnel exercé par l'Occident sur la politique et les affaires internes des nations débitrices.

Il y a rarement eu un investissement aussi rapide et intense dans les infrastructures africaines que celui des Chinois. La Chine investit en particulier dans les infrastructures d'extraction de ressources, de télécommunication et de transport. Comme les transactions sont souvent menées sur la base du troc[13], il est difficile d'évaluer la transparence financière. Citons à titre d'exemple l'*Angola Mode*, où les fonds ne sont pas directement prêtés au pays bénéficiaire, mais où le gouvernement chinois, après accord du pays bénéficiaire, envoie une société chinoise de construction, avec en général un financement de la Banque Exim de Chine, pour entreprendre les travaux de construction. Ensuite, en échange de la construction de l'infrastructure, le gouvernement emprunteur donnera à une entreprise chinoise intervenant dans le secteur des ressources naturelles (surtout du pétrole et des minerais) un droit d'exploitation des ressources naturelles, par le biais de l'acquisition d'actions dans la société nationale de pétrole concernée ou par le biais d'une licence de

production accordée par l'État d'accueil. Tel était le cas au Gabon, où Sinopec a donné une seconde vie à deux puits de pétrole abandonnés par Total et Agip.

En 2006, la Chine a versé 2 milliards de dollars pour la reconstruction de la raffinerie de pétrole Kaduna en délabrement au Nigéria. La décision de Minmetals de commencer l'extraction de minerai de fer dans la région éloignée de Belinga, au Gabon, a été prise après que le gouvernement local ait essayé pendant des années d'attirer d'autres investisseurs. La même chose est arrivée en Zambie, où la mine de cuivre Chambishi a été fermée en 1988 en raison de la sous-production. En plus des profits directs, les pays africains sont également bénéficiaires de manière indirecte. La croissance économique de la Chine a facilité la hausse des prix des matières premières d'Afrique puisque la Chine ne pose pas de limites au paiement selon les règles de l'OMC.[14]

En ce qui concerne le problème de la « *capacité de faire face à la dette* », la Chine est devenue, de loin, le plus gros créditeur du groupe des «nouveaux» donateurs à l'Afrique. Les «anciens» donateurs accusent la Chine de profiter des efforts de développement déployés par la communauté internationale et d'affaiblir la capacité des pays pauvres à faire face à leurs dettes (bien que la Chine ait également accordé des allègements de dette). Pour cette raison, ses concurrents occidentaux soutiennent que la corruption a augmenté, que la démocratie est malmenée, et que la capacité de remboursement de la dette a été affaiblie, alors que des recherches empiriques ont montré que la Chine a eu un impact positif sur la capacité de remboursement de la dette, en augmentant les exportations, les infrastructures, l'investissement et le Produit national brut.[15]

La Chine en matière de gouvernance et démocratie

Pour la plupart des pays africains qui semblent davantage soucieux de se débarrasser de l'ingérence de l'Occident dans leurs affaires internes et de préserver leur souveraineté nationale, la Chine apparaît comme une alternative aux conditions économiques et à l'ingérence étrangère superflue imposées par l'Occident en échange de son aide, qui semblent toujours aller à l'encontre de leur souveraineté nationale. Avant tout, c'est la politique de non-ingérence de la Chine dans les affaires de gouvernance et de droits de l'homme qui séduit.[16]

De façon générale, la Chine elle-même a un dossier affligeant en matière de droits de l'homme. Sur le long terme, les différences en matière de respect des droits de l'homme et des droits civiques et politiques fondamentaux vont s'accentuer entre la Chine et les démocraties occidentales accomplies. Par exemple, en septembre 2004, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté la Résolution 1564, qui condamnait les massacres des civils dans la région de Darfour mais n'est pas allé jusqu'à imposer des sanctions sur les exportations de pétrole si Khartoum n'agissait pas pour mettre fin au massacre. La Chine s'est abstenue de voter et a menacé d'utiliser son droit de veto contre toute étape supplémentaire vers l'adoption de sanctions.[17] Le gouvernement chinois a activement prêché aux pays africains le modèle chinois de développement économique, fondé sur un système de marché fermé, dominé par le maintien d'un gouvernement totalitaire à parti unique. De nombreux régimes autoritaires africains, désespérés à la fois de revigorer leurs

économies fragiles et de garder une mainmise forte sur le pouvoir politique, semblent considérer le modèle chinois de développement économique et de réforme préférable à la politique de libre échange et de gouvernement représentatif soutenue par les États-Unis et l'Union Européenne.[18]

Dans la plupart des régions d'Afrique où le ressentiment contre l'Occident domine, la Chine est perçue par les gouvernements comme le nouveau «messie économique», un nouvel investisseur et un nouvel ami dans un monde où il existe un malaise croissant au sujet de ce que les gouvernements africains perçoivent comme des attitudes condescendantes et moralisatrices de l'Occident. En effet, la Chine profite du ressentiment croissant contre le Nord et se présente comme une alternative.[19] La Chine a offert de l'aide sans imposer les conditionnalités onéreuses des donateurs occidentaux. C'est du pain béni pour les pays africains, qui reprochent depuis longtemps aux pays occidentaux l'hypocrisie qui consiste à insister sur l'ouverture des marchés des pays africains, alors que ces mêmes subventionnent massivement leurs secteurs agricoles et maintiennent des droits de douane si élevés qu'ils en sont prohibitifs.

Il est également vrai que l'intérêt de la Chine pour l'Afrique a offert aux pays africains plus de latitude pour négocier de meilleurs accords commerciaux avec les concurrents occidentaux. Désormais, les entreprises et les gouvernements occidentaux ont de la concurrence. Ceci pourrait donner aux États africains plus de marge de manœuvre et une alternative à l'acceptation des dictats des IFI. Par le passé, les pays africains ont dû accepter les conditions désavantageuses que les pays occidentaux leurs imposaient. En termes de politique mondiale, de nombreux africains aujourd'hui considèrent la Chine comme un allié potentiel dans un monde où les intérêts africains sont soit ignorés soit rejetés par les grandes puissances.

Une des préoccupations de la société civile et des mouvements sociaux africains quant aux relations sino-africaines est la crainte de la résurgence du problème de la dette qui a été, durant des années, à l'origine de la fermeture d'écoles, de cliniques et d'hôpitaux. La Chine n'est pas encore suffisamment transparente quant au montant et au rythme de ses prêts commerciaux, à des conditions de faveur, accordés à l'Afrique, pour permettre le calcul de l'accumulation de la dette envers la Chine. La transparence n'est pas dans l'intérêt de la Chine qui veut plutôt « *que la fête continue* ».[20] Bien que la Chine vérifie la viabilité des projets et exige des pays bénéficiaires qu'ils proposent un plan valable de remboursement avant de procéder à tout versement de prêts, ces derniers sont souscrits sans que les organisations civiles soient consultées. Pour la Chine, les affaires se font entre les gouvernements sans prendre en compte l'impact qu'elles pourraient avoir sur la vie actuelle ou future des citoyens ordinaires.[21] En cela, l'attitude de la Chine ne se distingue guère des «péchés» des institutions ayant participé aux accords de Bretton Woods qui s'arrangeaient avec les gouvernements africains pour faire porter à leurs citoyens le poids des privations inhérentes aux programmes d'ajustement structurel et aux emprunts irresponsables.

Le soutien idéologique de la Chine aux despotes africains leur confère d'une certaine façon une légitimité et une influence internationale au sein des Nations Unies et dans d'autres cercles internationaux. Cela contribue à affaiblir la pression des démocraties occidentales en matière de droits de l'homme, de libre échange et de libertés politiques. Dans le même temps, lorsque cela est dans l'intérêt de la Chine, Pékin vole aux secours de chefs potentiels de juntes militaires et

de rebelles autoritaires en quête de pouvoir, qui feraient régresser les réformes politiques dans les jeunes démocraties. Par exemple, la Chine subvient aux besoins militaires de Mugabe sans intervenir dans les «affaires intérieures» et acclame Mugabe comme « *un homme ayant accompli beaucoup, dévoué à la paix dans le monde et un bon ami du peuple chinois* ».[22] En 2004, malgré l'embargo sur les armes imposé par les États-Unis et l'UE contre le Zimbabwe, la Chine a vendu au Zimbabwe pour 200 millions de dollars d'avions de chasse et de véhicules militaires.[23] En plus, la Chine a fourni un brouilleur d'ondes radio que le gouvernement de Harare a utilisé pour bloquer la diffusion de rapports anti-gouvernementaux par des sources médiatiques indépendantes pendant la campagne des élections parlementaires de 2005.

Les convergences et les divergences entre les objectifs de la communauté internationale en matière de développement et l'implication de la Chine

Alors que l'expansion de la Chine en Afrique a été accueillie par nombre de pays africains comme une source moins intrusive de financement, des donateurs traditionnels et des groupes de la société civile soutiennent que cela pourrait frustrer les efforts visant à développer un consensus international sur les réformes, la responsabilité, la transparence, et la régulation des projets des agences chargées du soutien à l'exportation, projets qui risquent de faire glisser l'Afrique dans un nouveau piège de la dette et une nouvelle phase de dégradation environnementale.

L'aide de la Chine dans le cadre de la coopération Sud-Sud va au delà du concept d'aide ou d'aide publique au développement (APD) tel que défini par les donateurs traditionnels. Elle inclut plusieurs formes de coopération économique et politique, dont certaines correspondent au concept d'APD et d'autres non, comme l'aide, les prêts, les crédits à l'exportation, le commerce et les investissements.

La Chine inclut aussi l'allègement de la dette dans la panoplie de ses mesures d'aide à l'Afrique. Depuis 2000, elle a pris des mesures importantes pour annuler la dette bilatérale de 31 pays africains. En 2000, elle a annulé des dettes à hauteur de 1,27 milliards de dollars et a fait de même en 2003 à hauteur de 750 millions de dollars.[24] Les recherches sur ce sujet montrent que l'allègement de la dette, parallèlement aux prêts à faibles taux d'intérêt et aux projets d'infrastructure à grande échelle, représente un des principaux types d'aide aux pays concernés, et, de ce fait, constitue une incitation pour ces pays à développer et entretenir des relations étroites avec les Chinois. L'allègement par la Chine de la dette africaine a consisté surtout dans l'annulation de prêts à taux zéro, et dans une moindre mesure, dans la remise de dettes à des conditions privilégiées. En dispensant les gouvernements du remboursement du principal (et des intérêts) des prêts bonifiés, le gouvernement chinois a en réalité converti ces prêts en dons. Lors de sa visite au Mozambique au début de l'année 2007, le Président chinois Hu Jintao a annoncé l'annulation de toute la dette de ce pays à la Chine, soit un total de 20 millions de dollars.[25]

Contrairement à l'aide des pays occidentaux, l'aide chinoise est utilisée de conserve avec l'allègement de la dette, les accords commerciaux, l'IDE et d'autres instruments, et constitue un «paquet» destiné à promouvoir les objectifs stratégiques de la Chine dans chacun des pays africains impliqués.[26] L'aide étrangère chinoise est ainsi tellement liée à la facilitation des intérêts commerciaux étatiques, en particulier là où les ressources minérales et énergétiques

de l'Afrique sont en jeu, qu'il est difficile de distinguer l'aide de l'investissement. De telles distinctions sont difficiles à établir, surtout en raison de l'absence de consensus au sein même des autorités chinoises impliquées. Par conséquent, les chiffres exacts de l'aide chinoise en Afrique restent difficiles à estimer.[27]

Il faut toutefois rappeler que les différents pays africains n'abordent pas leurs relations avec la Chine sous le même angle et avec les mêmes objectifs. Lorsque le gouvernement du pays africain en question est démocratique et développé, comme en Afrique du Sud, c'est la rhétorique sur les relations Sud-Sud qui sert de fondement à une véritable coopération.[28] En revanche, lorsqu'il s'agit de régimes africains plus répressifs, ces derniers se plaisent à voir dans le modèle chinois la réfutation du postulat que la démocratie est une condition préalable essentielle au développement.[29] Le retour de la Chine dans la région avec son credo non-interventionniste va à l'encontre de la notion de démocratie participative et en particulier de la lettre et de l'esprit du Nouvel Accord de Partenariat Economique pour le Développement (NEPAD) qui cherche à promouvoir la transparence, la responsabilité et la bonne gouvernance.

La plupart des régimes africains poussés à des réformes par des dissidences internes ou par des pressions extérieures, voir même sanctionnés par l'Occident, trouvent souvent refuge dans les relations sino-africaines. Pour cette raison, la plupart des défenseurs des droits de l'homme et des militants pour la bonne gouvernance et la démocratie regardent avec méfiance le rôle que la Chine semble jouer en soutenant des régimes considérés comme non-démocratiques. Cela rappelle l'époque des programmes d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), quand bon nombre de citoyens s'opposant à ces politiques économiques impopulaires se sont heurtés à la répression des gouvernements africains soutenus par ces deux Institutions internationales. L'argent a servi pour payer l'armée et les agences de sécurité pour manipuler ou contrôler les opposants.

Le cas de Sani Abacha durant ses derniers jours au pouvoir au Nigeria en est un exemple typique. Plus récemment, le président zimbabwéen Robert Mugabe, encore secoué par les sanctions de l'Occident s'est tourné vers l'Orient, « *Nous avons tourné le dos à l'Occident où le soleil se couche et nous regardons maintenant vers l'Orient où le soleil se lève* ».[30] Le gouvernement soudanais a reçu le soutien de la Chine lorsque des militants des droits de l'homme et de la justice économique ont demandé au Conseil de Sécurité des Nations Unies des sanctions contre le régime. Ainsi, la montée de la Chine en tant que partenaire du développement en Afrique est controversée non seulement en raison de la vitesse avec laquelle la Chine s'est imposée comme un donateur important pour l'Afrique, mais aussi parce que la politique d'aide et les priorités chinoises ne sont pas forcément conformes à celles des organisations humanitaires traditionnelles.[31]

Quelques recommandations de changements de politique

- Les gouvernements africains doivent profiter de l'aubaine que représentent les revenus des exportations de biens pour développer leurs capacités locales afin de saisir les opportunités de relance des infrastructures et de l'économie. Il est nécessaire de créer un cadre politique pour faciliter l'émergence d'un secteur privé qui pourrait stimuler la diversification économique plutôt que de maintenir une économie dirigée par l'État et fondée sur la mono-exportation.

- La Chine est un acteur étatique motivé par un intérêt national, et il est important pour les États africains de maîtriser les liens commerciaux et politiques croissants avec la Chine afin de favoriser une croissance interne durable.

- Sur fond d'amélioration de la coopération Sud-Sud en matière d'intégration commerciale et économique, les pays en voie de développement doivent se pencher sur l'émergence de nouveaux réseaux commerciaux qui pour la première fois comprennent des pays du Nord comme du Sud. Les implications que ces grands réseaux commerciaux peuvent avoir pour la coopération subrégionale et régionale entre les pays en voie de développement en particulier, et pour la coopération économique et commerciale Sud-Sud en général, doivent être attentivement examinées, puisqu'elles peuvent être étendues et profondes.[32]

- Pour que les relations entre la Chine et l'Afrique renforcent le développement durable et la démocratie participative, il est souhaitable de se pencher sur les points suivants :

  I. Les gouvernements chinois et africains doivent s'engager, entre autres, en matière de droits de l'homme, de protection de l'environnement, et de l'impact des projets communs de développement sur les communautés. Par ailleurs, la Chine doit être poussée à respecter les Conventions internationales et les standards internationaux.

  II. La communauté internationale doit continuer à s'opposer à la politique non-interventionniste de la Chine dans les relations sino-africaines. La Chine serait bien inspirée de suivre les critères communs régissant l'octroi de prêts et de participer à l'élaboration de recommandations pour une possible « *Initiative pour la Transparence de la Dette* » qui pourrait concerner les prêteurs publics et privés.

  III. Il n'y a aucune participation des citoyens dans les relations sino-africaines. Pour sensibiliser le public sur les dangers et les opportunités que suscite la présence de la Chine en Afrique, il est nécessaire d'assurer une meilleure information au sein des organisations de la société civile, des journalistes et d'autres. Ce n'est qu'à partir du moment où les organisations de la société civile peuvent engager un dialogue avec leurs propres autorités publiques, qu'un débat public plus large sur la nature des transactions entre les gouvernements africains et la Chine pourra avoir lieu.

  IV. Il est nécessaire d'équilibrer les rapports de force. Lors des réunions de travail à la recherche de solutions, l'Afrique est toujours présentée comme le maillon faible. Il est nécessaire de redéfinir les relations et d'accentuer le rôle du peuple.

  V. Afin de bâtir des relations de confiance et d'harmonie entre les sociétés chinoises et africaines, des programmes d'échanges et des interactions à différents niveaux sont nécessaires. Ceux-ci pourraient inclure la promotion d'activités sportives et culturelles, des échanges entre les Universités, des projets communs de missions sur le terrain, des événements en marge des rencontres annuelles, et des conventions sino-africaines. Les échanges et la planification permettront ainsi d'identifier les domaines et les stratégies d'intervention et d'influence pour la réalisation des projets futurs de coopération et de solidarité entre la société civile chinoise et des groupes internationaux.

  VI. Les organisations de la société civile (OSC) des deux pays doivent renforcer l'échange des connaissances, des

expertises et des ressources (cela inclut le partage avec leurs pairs des exemples, des expériences et des leçons). Des partenariats peuvent être noués et des programmes mis en place pour mieux comprendre comment les OSC peuvent influer sur les processus de prise de décisions politiques, améliorer l'information et la communication, etc.

VII. Il est nécessaire de pousser les gouvernements africains à répondre de façon plus marquée aux besoins des citoyens et de défendre leurs intérêts. Il est nécessaire d'éviter les problèmes d'exploitation que l'Afrique a connu avec de nombreuses Institutions de la gouvernance mondiale telles que la Banque Mondiale ou le FMI. Il est impératif de s'assurer que ces écueils ne se reproduiront pas au sein des relations sino-africaines. Dans le même temps, la relation historique entre la Chine et l'Afrique doit être bien comprise, contrôlée et orientée par les citoyens.

VIII. L'Union Africaine a un centre à Pékin, mais il n'y a aucun bureau de liaison pour les organisations non-gouvernementales (ONG). L'Union Africaine doit être incitée à en créer un.

Il ressort de l'ensemble de ces recommandations un certain nombre de défis majeurs : que peut-on faire pour changer de façon positive les relations entre le gouvernement chinois et les ONG ? La Chine changera-t-elle sa politique étrangère et commerciale et les ONG peuvent-elles la pousser à le faire ?

L'implication de la Chine en Afrique repose sur une multitude de facteurs, notamment le besoin de nouveaux marchés et d'opportunités d'investissement. Mais la question de l'endettement envers la Chine sur le long terme soulève des points d'interrogation quant à la responsabilité des autorités et la transparence de la coopération. Afin d'éviter à l'Afrique de nouveaux écueils, il est nécessaire de poursuivre une recherche approfondie et une évaluation critique du rôle de l'Occident en général et de la Chine en particulier, ainsi que des impacts de leurs politiques sur les ressources, les économies et les sociétés africaines.

Le African Network and Forum on Debt and Development (AFRODAD) *est une organisation de la société civile née du désir d'obtenir des solutions durables au problème de la dette de l'Afrique qui a nui au processus de développement du continent. AFRODAD aspire à une société juste (avec un accès égal aux ressources et une répartition équitable de ces ressources), en Afrique et dans le monde entier, respecte les droits de l'homme et promeut la participation populaire en tant que droit fondamental des citoyens (Déclaration d'Arusha de 1980). La mission d'AFRODAD est d'obtenir que soient mises en place des politiques pour résoudre le problème de la dette africaine qui reposent sur les droits de l'homme.*

Notes

1 FOCAC(2006)China's African Policy: FOCAC: http://www.fmprc.gov.cn/zflt/eng/zt/zgdfzzcwj/ t230479.htm

2 Selon le site internet de la Banque EXIM de Chine, les projets susceptibles d'être financés par des prêts à des conditions privilégiées du gouvernement chinois sont les projets d'infrastructure, les projets de nature industrielle ou des projets à finalité sociale. Les projets doivent aussi « avoir des impacts sociaux positifs ». Cf.: http://english.eximbank.gov.cn/business/government.jsp [07-09-2007]

3 Interviews avec Lucy Corkin, ancien Directeur de Projets au Centre d'Etudes Chinoises de l'Université Stellenbosch, Afrique du Sud. Cf. aussi son article dans Corkin, Lucy, (2006) "Chinese Multinational Corporations in Africa" *Inside AISA*, October – December, pp. 10

4 Forum Économique Mondial (2006): http://www.weforum.org/en/index.htm

5 Peter S. Goodman, "China Invests Heavily in Sudan's Oil Industry," The Washington Post, décembre 23, 2004,

sur http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A21143-2004Dec22 (August 22, 2005).

[6] Jaffe, Amy & Steven Lewis, (2002) "Beijing's Oil Diplomacy" *Survival*, 44(1), Spring, pp 115; Naidu, Sanusha & Martyn Davies (2007) "China Fuels its Future with Africa's Riches", *South African Journal of International Affairs*, 13(2), Winter/Spring, pp. 80

[7] Hilsun Lindsey, "We love China", *in www, granta.com*

[8] Manji, F and Marks, S eds. (2007) African Perspectives on China in Africa, Fahamu, Nairobi p.114

[9] 'Zambians Wary of 'exploitative' Chinese Employers', *IRIN*, 26 November 2006.

[10] Sautman, Barry and Hairong, Yan (2007), Friends and Interests: China's Distinctive Links with Africa in African Studies Review, Vol 50 No 3, December 2007

[11] The Economist (2006) "Never too late to Scramble", 26th October 2006. www.economist.com/world/africa/displaystory.cfm?story_id=8089719>

[12] Goldstein, A; N. Pinaud; H. Reisen, and X. Chen (2006). The Rise of China and India: What's In It for Africa? OECD Development Centre, Paris.

[13] L'échange de biens ou de services sans utilisation d'argent.

[14] Sur l'impact de la Chine sur les prix internationaux du pétrole, voir: OECD, Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses, OECD Economic Outlook n° 76, OECD, Paris; African Development Bank Group (2006), High Oil Prices and the African Economy, Concept paper prepared for the 2006

[15] Helmut Reisen, "Is Chain Actually Helping Improve Debt Sustainability in Africa?" in G24 Policy Brief No. 9

[16] Tjønneland, E, Brandtzæg,B; Kolås,A, and Le Pere,G (2006) China in Africa. Bergen: Christian Michelsens Institute

[17] Wang, Jian-ye (2007) "What drives China's growing role in Africa" (Working Paper) *IMF* Working paper

[18] See China's Influence in Africa: Implications for the United States at www.heritage.org/about/staff/Peterbrookes

[19] Muchena Deprose (2006) "The China Factor in Southern Africa: New Partner or Patron" in Osisa (2006) ed. Alice Kwaramba Open space Vol. 1, no. 4, www.osisa.org/node/2086

[20] Ibid

[21] Mutasa, C. (2009) 'Aid Effectiveness and the Question of Mutual Accountability' in Abbas, H & Niyiragira, Y (2009) Aid to Africa-Redeemer or Coloniser?, London, Pambazuka Press.

[22] Mure Dickie and John Reed, "China Hails Mugabe's 'Brilliant' Diplomacy," *Financial Times*, July 27, 2005, at *http://news.ft.com/cms/s/c9fd6d06-fe4a-11d9-a289-00000e2511c8.html* (September 26, 2005).

[23] Cash-Hungry Zimbabwe Splashes Out on Fighter Jets," *Business Day* (Zambia), June 10, 2004, at *http://www.bday.co.za/bday/content/direct/1,3523,1635614-6078-0,00.html* (August 22, 2005).

[24] Edinger, Hanner, Herman Hayley and Jansson Johanna ed. (2008) New Impulses from the South: China's Engagement of Africa, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch, South Africa

[25] Davies, Martyn, Edinger, Hanner, Tay Nastasya and Naidu Sanusha (2008) How China delivers development assistance to Africa, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch, South Africa

[26] Kaplinsky, Raphael, et al (2007)"Asian Drivers and Sub-Saharan Africa: The Challenge to Development Strategy", report prepared for the Rockefeller Foundation, July, pp 21.

[27] Moss, Todd & Sara Rose (2006) "China Exim Bank and Africa: New Lending, New Challenges" *Centre for Global Development*, Washington, November.

[28] Chris Melville and Olly Owen (2005) 'China and Africa: a new era of South-South cooperation', Open Democracy, 8 July.

[29] Stephen Marks (2006) 'Introduction" in African Perspectives on China in Africa, London, Pambazuka publications. www.pamabzuka.org

[30] John Karumbidza (2006) in African Perspectives on China in Africa, Pambazuka.www.pamabzuka.org

[31] Burke, Christopher and Lucy Corkin, *China's Interest and Activity in Africa's Construction and Infrastructure Sectors*, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch University, November 2006:

[32] AFRODAD (2007) Mapping Chinese Development Assistance in Africa –*An Analysis of the experiences of Angola, Mozambique, Zambia and Zimbabwe.* Harare, AFRODAD Publications.

Bibliographie (en anglais)

AFRODAD (2007) Mapping Chinese Development Assistance in Africa –*An Analysis of the experiences of Angola, Mozambique, Zambia and Zimbabwe.* Harare, AFRODAD Publications.

Broadman, H (2006) Africa´s Silk Road – China and India´s New Economic Frontier. Washington: World Bank.

Campos, I and Vines, A (2008) Angola and China: A pragmatic Partnership, Chatham House, London.

Chidaushe, M (2007) China's grand re-entrance into Africa - mirage or oasis? in Manji, F and Marks, S eds. (2007) African Perspectives on China in Africa, Fahamu, Nairobi.

Corkin, L and Burke, C (2006) China´s Interest and Activity in Construction and Infrastructure Sectors, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch: Stellenbosch University.

Davies, M and Corkin, Lucy (2007) 'China's entry into Africa's construction sector; Angola as a case study', *China in Africa: Mercantilist Predator or Partner in Development?* Garth le Pere (ed), Braamfontein: Institute for Global Dialogue & South African Institute for International Affairs.

Davies, M, Edinger, H, Tay, N and Naidu, S (2008) How China delivers development assistance to Africa, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch, South Africa.

Edinger, H, Hayley, H and Jansson, J ed. (2008) New Impulses from the South: China's Engagement of Africa, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch, South Africa.

Folke, S. et al. (1993) South-South Trade and Development, St. Martin's Press, New York.

Goode, R. (2006) Impact of China and India on Sub-Saharan Africa Metals, Ores and Minerals – Issues and Challenges. December 2006.

Holslag, J. et al. (2007) Chinese Resources and Energy Policy in Sub-Saharan Africa. Report for the Development Committee of the European Parliament. Brussels, March 2007.

Ikenberry, J. (2008) The Rise of China and the Future of the West, in Foreign Affairs, In Foreign Affairs, Jan/Feb 2008, Vol. 87, No 1, Foreign Affairs, New York.

Manji, F and Marks, S eds. (2007) African Perspectives on China in Africa, Fahamu, Nairobi.

Moss, T and Rose, S (2006) "China Exim Bank and Africa: New Lending, New Challenges" *Centre for Global Development*, Washington, November.

Deprose, M. (2006) "The China Factor in Southern Africa: New Partner or Patron" in Osisa (2006) ed. Alice Kwaramba Openspace Vol. 1, no. 4, www.osisa.org.

Mutasa, C. (2009) 'Aid Effectiveness and the Question of Mutual Accountability' in Abbas, H & Niyiragira, Y (2009) Aid to Africa-Redeemer or Coloniser?, London, Pambazuka Press.

Sautman, B. and Hairong, Y. (2007), Friends and Interests: China's Distinctive Links with Africa in African Studies Review, Vol 50 No 3, December 2007.

Snook (2006) The China Factor rethinking Democracy and economic development, unpublished conference paper, April 2006.

The Non-Aligned Movement, The Jakarta Message: A Call for Collective Action and the Democratization of International Relations, NAM, Jakarta, 1992.

Tjønneland, E, Brandtzæg,B; Kolås,A, and Le Pere,G (2006) China in Africa. Bergen: Christian Michelsens Institute

Tonder Ben van (2006), "the effects of extractive Industries in Southern Africa," in Osisa (2006) ed. Alice Kwaramba Open space Vol. 1, no. 4, www.osisa.org/node/2086.

Wang, Jian-ye (2007) "What drives China's growing role in Africa" (Working Paper) *IMF* Working paper, August, pp 8-10.

Xinhua (2007). ADB Meetings Promote Financial Co-op between China and Africa. http://english.cri.cn/2946/2007/05/16/272@227802.htm

Les contradictions de l'aide au développement : le cas du Zimbabwe

Godfrey Chikowore
Institute of Development Studies, University of Zimbabwe

Résumé

Considérant les opportunités inhérentes aux initiatives Sud-Sud aussi bien que Nord-Sud éminemment propices aux réformes, cet article critique la façon dont ces opportunités n'ont pas été exploitées au maximum par le Zimbabwe durant les décennies 1990 et 2000, et même depuis 1980 en profitant de l'augmentation des offres d'aide au développement de la communauté des donateurs depuis l'indépendance.

Le déclin ininterrompu des conditions socio-économiques au Zimbabwe durant ces décennies est le résultat combiné de la manipulation néocoloniale de l'aide au développement, de l'intolérance politique du gouvernement du Zimbabwe et de l'inefficacité des Institutions internationales, continentales et régionales. Cet article insiste sur la nécessité pour le Zimbabwe de définir sa politique de l'utilisation de l'aide au développement et un plan national de grande ampleur de développement socio-économique. Enfin, il souligne le bien-fondé de l'Accord politique global (GPA) conclu en 2009 entre le ZANU PF, le MDC-T et le MDC-M, et du «Plan de redressement d'urgence à court terme», points de départ historiques vers une utilisation efficace et transformative de l'aide au développement au Zimbabwe et vers sa pleine reconnaissance par la communauté internationale.

Introduction

La société civile a souvent formulé la critique que l'aide est un outil néocolonial utilisé par les pays développés, dans la mesure où ceux-ci imposent aux pays en développement des conditionnalités politiques rédhibitoires et où les donateurs la lient à leurs intérêts commerciaux, politiques et militaires. On y voit souvent l'une des raisons de la pauvreté, de la faim, des maladies et du recul des pays en développement, notamment en Afrique, et en particulier au Zimbabwe.

De plus, dans une large mesure, ce qui a rendu l'aide inefficace et a fait augmenter la pauvreté c'est la façon choquante dont les États du monde en développement, en particulier de l'Afrique, permettent aux donateurs de mener en toute impunité leur politique de non-ingérence dans les affaires intérieures. Les donateurs ne se sentent pas concernés par les violations des droits de l'homme, la corruption et les actes inhumains à l'encontre des communautés rurales et urbaines majoritairement constituées de pauvres et de démunis, ni même par les menaces contre la souveraineté nationale.

Il y a aussi l'impuissance manifeste des blocs régionaux (la SADC et la COMESA), des blocs continentaux (l'Union Africaine) et des Institutions internationales (les Nations Unies) à assurer, entre autres, l'efficacité de l'aide au développement.

Dans ce contexte les principes de la coopération Sud-Sud restent de la théorie pure pour la majorité des gens. Le discours sur l'aide au développement reste «classieux», car l'aide est toujours un outil néocolonial, les États continuent à être tyranniques et les Institutions internationales n'en ont cure.

Si l'on examine de plus près les indicateurs macroéconomiques du Zimbabwe, notamment sa dette et sa mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), ainsi que ses plans de développement et ses programmes, on touche du doigt le caractère problématique de l'aide au développement. La dette a atteint 365 dollars

US par habitant en 2000. Le Produit intérieur brut (PIB) par habitant est passé de 663 dollars US en 1996 à 568 dollars US en 2003. La pauvreté modérée dont le seuil est de 2 dollars US par jour concernait 88% de la population en 2007. Tout ceci pose la question de l'efficacité de la soi-disant aide au développement.

Le Zimbabwe est resté un pays à faible revenu depuis 1980. Tant les progrès vers les OMD, que les impacts des programmes du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), de la «Look East Policy», de la Banque centrale du Zimbabwe (Reserve Bank of Zimbabwe), que l'Accord politique global (GPA) de 2009, montrent l'incapacité de l'aide au développement à se traduire par des conditions de vie décentes et durables pour la majorité pauvre.

Cette situation désastreuse est exacerbée par les réformes économiques néolibérales comme les politiques de libéralisation, les privatisations et les dérégulations imposées par la communauté des donateurs, qui, par surcroit, font le lit des États corrompus et tyranniques. D'autre part, les États se soustraient à toute obligation de rendre des comptes sur leurs économies saignées à blanc et en rejettent la responsabilité sur les suppôts du capitalisme. Donc, ni les donateurs, ni les États ne peuvent porter secours à la majorité pauvre et sans défense qui subit les assauts des réformes néolibérales. De fait, l'aide et le néolibéralisme semblent être main dans la main pour perpétuer des relations néocoloniales inéquitables, des régimes totalitaires et des institutions inutiles.

Des indicateurs socio-économiques déprimants

La thèse de cet article est que c'est la combinaison de trois facteurs majeurs qui fait que l'utilisation de l'aide au développement durant les décennies 1990 et 2000 a eu des résultats indésirables au Zimbabwe. Premièrement, à l'évidence l'aide a servi d'outil néocolonial et ceci a détourné l'Afrique de la voie de l'émancipation. Deuxièmement, l'aide a institué le principe de la non-ingérence des donateurs et des gouvernements, même si l'oppression est flagrante. Troisièmement, les Institutions régionales, continentales et internationales sont inefficaces comme le prouve la perpétuation de la misère.

Durant les décennies 1990 et 2000, le Zimbabwe a reçu de l'aide de grandes puissances économiques comme le Japon, l'Australie, le Brésil, Taiwan, l'Inde et la Chine, et même de pays frères d'Afrique comme le Botswana, l'Afrique du Sud, la Namibie et le Swaziland. Cette aide au développement n'a guère eu d'effets positifs comme le montre la comparaison entre le montant de la dette durant la dernière décennie de la période coloniale (1970) et son montant durant la décennie actuelle (2000) de l'indépendance (voir le **Tableau 1**).

En 2001, la dette extérieure du Zimbabwe était 19,4 fois plus élevée que durant la période coloniale en 1970 et 5,7 fois plus élevée qu'en 1980. Cet accroissement inquiétant tient principalement à l'incompétence de l'État, à l'inefficacité caractérisée de l'administration, et au recyclage apparemment sans fin des mêmes cadres depuis l'indépendance en 1980. L'état de la dette est aussi en grande partie imputable à l'incapacité du gouvernement à innover et à accepter de nouvelles idées. Il a rendu impossible tout investissement stratégique de l'aide au développement pour rendre l'économie du Zimbabwe auto-suffisante et lui permettre de passer du stade de pays pauvre très fortement endetté, ne serait-ce qu'à celui de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, en 30 ans (1980-2009).

Comble de l'ironie, le parti dominant qui est au gouvernement et qui a institutionnalisé la corruption a même failli à s'acquitter des remboursements de la dette. Il en est arrivé au point où pour apurer la dette, il dispute aux autres pays des fonds qui auraient pu être consacrés à des

investissements productifs dans le domaine de la santé ou dans le domaine social. La continuelle détérioration de l'économie depuis 1980, de plus en plus prononcée depuis 1998, a encore creusé le déficit budgétaire (voir le **Tableau 2**).

La Banque mondiale a suspendu ses prêts au Zimbabwe en octobre 2000, à cause de sa mauvaise gestion de la dette et de son échec à s'acquitter de ses obligations sur le service de la dette. De la même façon, mi-septembre 2001, le FMI après la consultation annuelle au titre de l'Article IV, a signifié au Zimbabwe que tant qu'il n'aurait pas apuré ses arriérés auprès de ses différents créanciers, il ne lui verserait plus d'aide financière. En 2000, le Sénat américain a voté le Zimbabwe Democracy and Economic Recovery Act (ZDERA) (Loi sur la relance économique et la démocratie au Zimbabwe) dont l'objet était de définir la politique extérieure des États-Unis et de l'Union européenne (UE) à l'égard du Zimbabwe et des nations du Sud qui soutenaient le Zimbabwe. Le Zimbabwe a été soumis à des sanctions économiques –punition collective infligée à cause de l'incompétence du parti au pouvoir– pour son piètre bilan en matière de droits de l'homme et sa réforme agraire irréversible bien que très controversée.

Entre 1980 et 2001, la dette par habitant était passée à 670 dollars – chaque citoyen zimbabwéen devait effectivement 670 dollars à la communauté des donateurs. Il est évident que les emprunts au titre de l'aide au développement auraient pu transformer l'économie du Zimbabwe et améliorer le bien-être de la majorité des gens. Mais elle a seulement développé la corruption et l'absence de toute planification appropriée par le gouvernement. Le ratio de la dette extérieure totale sur le PIB était de 12,5% en 1970, mais il s'est accru de façon phénoménale pour atteindre 56% en 2000. Si l'économie zimbabwéenne avait été bien gérée, si le gouvernement avait épargné et investi, le ratio de la dette extérieure totale sur le PIB n'aurait pas dépassé 25%. A ce moment-là, l'aide au développement venait de la Chine, de l'Inde, du Japon, de l'Indonésie, de l'Iran, d'Afrique du Sud et même du Botswana, mais elle ne pouvait rien faire contre le lourd fardeau du surendettement qui a fait plonger la nation dans la pauvreté, la faim et les maladies.

Le classement du Zimbabwe comme économie à faible revenu ne s'est pas amélioré. Le PIB à prix constant reste bas, allant de 20 280 à 23 640 millions de dollars zimbabwéens entre 1994 et 2002. L'économie a reculé malgré l'augmentation des apports d'aide du Sud et du Nord.

Entre 1990 et 2003, le PIB par habitant n'a cessé de diminuer, les taux de diminution allant de 5,5% à 14,1%, signe évident du désengagement du gouvernement. L'indice de pauvreté humaine (IPH), qui est calculé à partir du risque de mourir avant 40 ans, du taux d'analphabétisme parmi les adultes, de la sous-nutrition chez les enfants de moins de cinq ans, des populations n'ayant pas accès à l'eau potable, et de celles qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, a empiré de 23,9% en 1995 à 28,2% en 2001 (voir le **Tableau 3**). Les zones rurales ont été les plus touchées, selon les chiffres du Rapport sur le développement humain pour le Zimbabwe, elle est passée de 21,12% à 31,1% entre 1998 et 2003. Mais l'augmentation de l'IPH dans les zones urbaines a été encore plus forte que pour la moyenne nationale ou pour les zones rurales de 12,35% en 1995 à 26,4% en 2001.

Il en est de même pour l'Indice du développement humain (IDH), qui est calculé à partir de la durée moyenne de la scolarité, de l'éducation et du revenu. Du fait que le parti au pouvoir n'a pas investi les fonds de l'aide, il est passé de 0,507 en 1995 à 0,444 en 2001. L'IDH le plus faible étant celui des zones rurales qui a diminué de 0,505 points tandis que celui des zones urbaines a diminué de 0,086 points.

La faiblesse scandaleuse de l'IPH et de l'IDH montrait les graves échecs du parti au pouvoir et son incompétence à planifier l'économie à court ou à long terme pour les zones rurales et urbaines, aggravée par son manque de culture en matière d'investissements stratégiques et de gestion financière dans le cadre des programmes de coopération Sud-Sud ou Nord-Sud.

Outre la dette et les indicateurs du revenu national, il y avait d'autres variables importantes qui, d'une façon générale, reflétaient l'incompétence notoire du parti au pouvoir dans la gestion de l'aide au développement (prêts, dons et assistance technique). L'aide aurait dû être affectée à différents secteurs comme les infrastructures et les services dans le domaine social, les infrastructures économiques et la production, l'assistance multisectorielle, les marchandises et les programmes généraux, l'allègement de la dette, les secours d'urgence et la rentabilité de l'administration. Mais à l'évidence, elle n'a pas été injectée dans ces secteurs de base. Durant les décennies 1990 et 2000, le Zimbabwe aurait pu bénéficier de programmes comme celui des OMD, celui du NEPAD, celui du Plan indicatif de développement stratégique régional (RISDP), ou celui de la «Look East Policy (LEP)». Ces programmes étaient concomitants avec le ZDERA, c'est-à-dire l'ensemble des sanctions économiques à l'encontre du Zimbabwe, qui jusqu'à maintenant n'ont pas été abrogées, et qui empêchent le Zimbabwe de pleinement exploiter les opportunités de la coopération Sud-Sud.

Ainsi depuis 1990, les aides que reçoit le Zimbabwe sont prudemment présentées comme de l'aide humanitaire et ne sont pas d'un type propre à couvrir les besoins du pays en termes d'assistance technique, de prêts ou de dons. En d'autres termes, le Zimbabwe ne pourra bénéficier pleinement de la coopération Sud-Sud et de sa relation organique avec les initiatives Nord-Sud que lorsque son bilan en matière de droits de l'homme se sera nettement amélioré, et que ses processus électoraux satisferont aux normes de transparence de la région et de la communauté internationale.

Toutes ces considérations permettent de comprendre pourquoi, même si le Zimbabwe bénéficie de la coopération Sud-Sud, son baromètre socio-économique est au plus bas, et pourquoi que la détresse humaine y est très grande, dans un climat politique conflictuel et incertain.

Comme les finances publiques n'ont pas bénéficié des ajustements rendus nécessaires par l'inflation, même ses augmentations en volume se sont traduites par une diminution du PIB réel (prenant en compte l'inflation) de -8.2% en 2000 à -13.9% en 2003, de même par une diminution du PIB réel par habitant de -9.5% en 2000. Les principaux secteurs économiques étaient en déclin, la réserve de devises étant passée de 595,5 à 254 millions de dollars US entre 1994 et 2004, et les réserves en or ayant chuté de 139 à 22,7 millions de dollars US sur la même période.

Cet échec à investir l'aide au développement de façon productive durant les décennies 1990 et 2000 s'est aussi soldé par un affaiblissement de plus en plus important de la monnaie nationale dont la parité par rapport au dollar américain a lourdement diminué : 8,45 Z$ = 1 US$ (en 1995) ; 5,069 Z$ = 1 US$ (en 2004) et 500000000000 Z$ = 1 US$ (en 2009).

Une analyse plus détaillée de la pauvreté montrerait que d'une façon générale la gestion de l'aide au développement a été défectueuse. Entre 1995 et 2001, pour les 10 provinces, l'IPH a diminué de façon considérable dans 5 provinces, a augmenté de façon marginale dans 4 provinces et est resté stable dans une province. De même pour l'IDH, qui a baissé dans 4 provinces sur 10, a augmenté de façon minime dans 4 d'entre elles, et est resté stable dans l'une (voir le **Tableau 4**).

Malgré les «bonnes intentions» qui ont pu accompagner les relations économiques du

Zimbabwe avec la Chine, l'Inde, le Japon, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, la Malaisie, l'Australie, la Nouvelle Zélande, etc., l'incompétence du parti au pouvoir a gâché les opportunités de la coopération Sud-Sud. Il en est résulté une coûteuse *désynchronisation* des différentes sphères, politiques, économiques, sociales, culturelles, historiques, scientifiques, technologiques et traditionnelles, et par-dessus tout, cela a ruiné la bonne réputation que s'était acquise le Zimbabwe depuis 1980, et ruiné son capital de confiance et de sympathie dans la communauté internationale.

Trouver des solutions

La question fondamentale aujourd'hui est de savoir comment réconcilier la demande objective depuis l'indépendance en 1980 jusqu'à maintenant en 2009, de rendre l'aide au développement plus significative pour la majorité et le fait que les conditions de vie de la majorité pauvre ont empiré. Le point de départ est certainement le GPA, conclu entre les trois partis politiques qui s'étaient violemment opposés au parti au pouvoir, à savoir le ZANU PF, le MDC-T et le MDC-M, et d'autres partis plus progressistes qui ont encore à se faire une place dans le paysage politique du Zimbabwe.

Aux termes du GPA, les opposants politiques s'attachent à mettre fin à la polarisation, aux divisions, aux conflits, et à l'intolérance qui a caractérisé la vie politique et la société zimbabwéenne ces derniers temps. Cet accord historique signé le 15 septembre 2008, a conduit à la mise en place d'un «gouvernement de cohabitation» puis à l'élaboration d'un document détaillé et complet relatif à des transformations socio-économiques, surnommé le STERP, qui a été adopté en mars 2009.

Le STERP a été révisé le 16 juillet 2009 et refondu dans un autre document intitulé «2009 Mid Year Fiscal Policy Review Statement: STERP in Motion (Déclaration sur la révision de la politique à la mi-année budgétaire : le STREP évolue)». Quelque part, ces documents historiques sont pour la majorité pauvre zimbabwéenne la garantie qu'un environnement politique plus satisfaisant est en place pour que la gestion de l'aide au développement et de la planification stratégique de l'économie soit assurée de façon plus compétente. Ceci est renforcé par le «Integral Homegrown National Socio-Economic Development Plan (IHNSEDP) (Plan national de développement socio-économique développé et pris en charge par le pays)».

L'Honorable Tendai Biti, député et Ministre des Finances a déclaré lors de la révision du STERP que « …*notre pays (le Zimbabwe) a sombré à des niveaux de fragilité inacceptables qui ont mené l'État au bord de la faillite complète... aussi le gouvernement de cohabitation doit, entre autres tâches, réhabiliter et reconstruire ce pays (le Zimbabwe)… en un mot, le rôle fondamental du gouvernement de cohabitation est de re-bâtir les fondations d'une Démocratie africaine normale, fonctionnelle et pleine de vigueur* … » Les fondations sur lesquelles repose le STERP sont :

- L'affermissement de la paix et de la stabilité dans le pays ;
- La poursuite du programme de réconciliation nationale ;
- La révision de la Constitution et l'agenda de la démocratisation ;
- La fourniture des services sociaux élémentaires appropriés et de qualité, la création de systèmes de protection sociale, et l'implémentation de programmes visant à assurer une protection sociale globale ;
- La stabilisation macroéconomique ;
- La transformation socio-économique du Zimbabwe via un développement institutionnel donnant une place centrale aux technologies de l'information et de la communication

Quelles sont alors les façons envisageables d'utiliser l'aide au développement en Afrique, et au Zimbabwe en particulier, dans le cadre de la coopération Sud-Sud ? La proposition développée dans la Figure 1, qui s'appliquerait à court, moyen et long terme, pourrait renverser les tendances socio-économiques négatives que reflètent les Tableaux 1, 2, 3 et 4. L'argumentation développée dans cet article est que si au cours des 30 dernières années, il y avait eu une politique de l'utilisation de l'aide au développement réunissant la majorité des suffrages, alors on aurait pu voir le Zimbabwe passer peu à peu de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et même probablement devenir un pays donateur. Pour le moment, dans la région ce sont l'Afrique du Sud et le Botswana qui ont le bénéfice d'être aux commandes dans le domaine économique.

Selon la Figure 1, toute l'aide au développement quelle que soit sa source au Niveau 1 (1) sera, dans le cadre du IHNSEDP, investie de façon productive selon les priorités des entités du Niveau 2 (2), bien gérée par des comités institutionnels multipartites (3) selon l'orientation prioritaire des investissements (4). Les orientations des investissements seront rationnalisées selon des secteurs et sous-secteurs prioritaires (5), à différents niveaux de projets (6), et ces projets devront être suivis et évalués (7) par les comités multipartites qui comprendront des représentants locaux et des représentants internationaux. Dans des endroits ciblés (8) pour assurer un développement uniformisé de l'économie, les évaluations devront être effectuées régulièrement afin de pouvoir changer de solutions tout au long de la période concernée (9), et il devra être établi des cibles pour les taux de croissance, par secteur ou sous-secteur (10) afin de déterminer à la fin de la période impartie les progrès réalisés vers les résultats cherchés (11).

La Figure 1 montre que le programme de développement composite IHNSEDP constitue pour le Zimbabwe en particulier, et pour l'Afrique en général, la base à la fois solide et idéologique, d'une utilisation efficace et transformative de l'aide au développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Conclusion

Depuis la seconde guerre mondiale, dans le cadre de la coopération pour le développement, beaucoup de pays souverains à travers les continents ont mis peu de temps pour passer de l'état d'économie à faible revenu, à celui d'économie à revenu intermédiaire, puis à celui d'économie à revenu élevé, et la plupart d'entre eux sont devenus des pays donateurs, en particulier l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Botswana, le Japon, le Brésil, l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Le Zimbabwe va certainement devoir tourner la page, en particulier en ce qui concerne sa politique de l'utilisation de l'aide au développement. Même si l'aide au développement est soumise aux valeurs idéologiques de la communauté des donateurs, il y a certainement des opportunités que le pays bénéficiaire peut exploiter à son avantage. Les pays bénéficiaires doivent être ouverts à la tendance globale actuelle qui repose sur l'idée que la communauté internationale donne toujours une place honorable aux institutions démocratiques, politiquement inclusives et tolérantes.

Le Zimbabwe n'aurait pas connu ces conditions socio-économiques déplorables de pauvreté, de faim et de maladies si un gouvernement fort et honnête avait su se saisir des opportunités. Tout autant qu'une bonne politique concernant l'aide, l'ouverture aux apports du développement est un facteur essentiel à une utilisation saine et durable de l'aide au développement, qui sera à coup sûr propice à l'intronisation du Zimbabwe en tant que nation développée et progressiste.

Le Dr. Godfrey Chikowore *est titulaire d'un doctorat en géographie, spécialisation intégration régionale et coopération. Il est actuellement Directeur de l'Institut de recherche sur le développement de l'Université du Zimbabwe. Il était avant Président du Département des Relations internationales et du développement social de cette Université.*

Bibliographie (en anglais)

AFRODAD. 2003. Africa`s External Debt. An analysis of African Countries' External Debt Crisis. Printset. Harare. p 101.

Chikowore G. 2004. Japan`s Official Assistance Policy in a Perspective of the Southern Africa`s Millennium Development. VRF series No. 391. IDE- JETRO. Japan. p 67.

Dambisa Moyo. 2009. Dead Aid. Why aid is not working and there is another way for Africa. London. Penguin Group.

Japan`s Official Development Assistance. White Paper 2001. Economic Cooperation Bureau. MOFA. p 354.

Joseph Stiglitz. 2006. Making Globalization Work. London. Penguin Books.

John S Saul. 2006. Development after globalization: Theory and practice for the embattled South in a New Imperial Age. NY. ZED Books.

Population and Economic Development Linkages Data Sheet. 2007. Population Reference Bureau. Washington DC.

Short Term Economic Recovery Program (STERP). 2009. Getting Zimbabwe Moving Again. March. Harare. Ministry of Finance and Economic Development. Harare.

Tendai Biti. 2009. Economic review. Mail + Guardian. 12-18 June. Johannesburg

The South Centre. 1993. Facing the Challenge. Responses to the Report of the South Commission (Switzerland). p 319.

World Development Report. 1995. Workers in an integrating world. World Development Indicators. Oxford University Press. NY. p251.

World Population Data Sheet. 2009. Population Reference Bureau. Washington DC.

World Population Data Sheet. 2007. Population Reference Bureau. Washington DC.

Zimbabwe Millenium Development Goals. 2004. Progress Report. GoZ. Harare. p 72.

Zimbabwe Human Development Report Series 1995; 2000 and 2003. Poverty Reduction Forum- IDS-UNDP. Harare. pp 116; 256 and 232.

Zimbabwe Mid-Year Fiscal Policy Review Statement. 2009. STERP in Motion. Ministry of Finance. July 16. p 163.

Zimbabwe Global Political Agreement between ZANU PF; MDC- T and MDC-M. GoZ . Harare. p 30.

Tableaux et Illustrations

Tableau 1. Quelques chiffres concernant la dette extérieure du Zimbabwe 1970 – 2000

Variable	Unité	1970	1980	1990	1994	1996	1998	1999	2000	2001
Dette extérieure totale	US$ Milliard	0,232	0,786	3,247	4,537	4,994	4,716	4,991	4,372	4,500
Dette par habitant	US$	97	112	333	421	438	403	377	364	670
Dette multilatérale	US$ Milliard	0,41	0,3	0,637	1,520	1,575	1,715	1,622	1,484	
Dette bilatérale	US$ Milliard	0,44	0,98	0,871	1,193	1,151	1,198	1,235	1,441	
Dette privée	US$ Milliard	145	595	957	695	583	419	364	322	
Dette extérieure totale/PIB	%	12,5	11,9	38,2	68,6	59,7	79,6	88,9	56,0	

Source : AFRODAD. 2003. La dette extérieure de l'Afrique. Une analyse de la crise de la dette dans les pays africains. Printset. Harare. p 101.

Tableau 2. Principales tendances des processus socio-économiques reposant sur l'aide au développement au Zimbabwe 1990 -2004.

	Variable	Unité	1990	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1	PIB à prix constant base 1990	million Z$	...	20 280	20 237	21 696	23 174	23 646	22 022	20 95	19 176	16 702	...	...
2	PIB par habitant	US$				663	...	...	505	...	...	1,891	568	...
3	Variation du PIB par habitant	%	5,5		-1,3	...	...	...	...	-7,7	...	-14,7	-14,1	...
4	PIB	milliard US$				7,89	...	...	6,40	...	...	22,0	6,678	...
5	PIB réel	%				10,4	1,5	2,0	-6,9	-4,8	...	...	...	...
6	PIB réel par habitant	%				5,2	-1,8	-2,3	-7,0	-9,5	...	...	...	...
7	Variation du PIB réel	%	7,0		0,2	7,2	...	...	...	-8,2	...	-13,9	...	...
8	Inflation	%	15,5		22,6	...	...	...	...	55,9	...	133,2	525,8	
9	Taux de change	Z$/US$		8,45	8,66	9,92	11,89	23,68	38,17	43,29	55,1	54,95	727,88	5,069
10	Financement extérieur	million Z$			2 943	2 154	4 200	-2 918	-1 804	2 735	-602	-1 487	38	10
11	Financement intérieur	million Z$			8 613	5 920	13 575	8 274	8 806	68 232	44 88	39 175	12 044	1 638 964
12	Finances Gvt : balance totale	million Z$			-11 55	-10 106	-18 128	-5 356	-18 93	-70 97	-45 42	-12 1	-1 639 972	-1 638 964
13	Réserves en devises : or excl.	million US$			595.5	598.8	160.1	130.6	268.0	193.1	64.7	83.4	92.0	254.0
14	Réserves : Or	million US$			139.7	117.2	56.0	82,6	105.4	45.4	27.5	22.7	...	
15	Dette extérieure totale	milliard US$	3 247	4 537	4 557	5 005	...	4 716	4 991	4 372	...	...	...	
16	Commerce : Importations	million Z$ / milliard US$		18 270.7	23 048.1	28 095.1	36 556.0		2.12	2.32	1.45	1.67	0.221	
17	Commerce : Exportations	million Z$ / milliard US$		13 419.0	16 023.4	21 016.2	25 632.0		2.20	2.0	1.98	2.43	0.102	

Sources : SADC Rapports 1999, 2000, 2002, 2005 and 2006. Southern Africa Marketing Company. Gaborone.

Tableau 3. Indice de la pauvreté humaine (IPH) et Indice du développement humain (IDH) dans les zones rurales et urbaines au Zimbabwe en 1995 et 2001.

Indice	Lieu	1995	2001	Variation
1. Indice du développement humain (IDH)				
	1.1 Zimbabwe	0,507	0,444	0,063 (-)
	1.2 Zones rurales	0,505	0,388	0,117 (-)
	1.3 Zones urbaines	0,590	0,504	0,086 (-)
2. Indice de la pauvreté humaine (IPH)				
	2.1 Zimbabwe	23,9	28,2	4,3 (+)
	2.2 Zones rurales	21,12	31,1	9,98 (+)
	2. Zones urbaines	12,35	26,4	14,05 (+)

Sources : Séries du Rapport sur le développement humain au Zimbabwe 1995, 2000 et 2003.

Tableau 4. Indice de la pauvreté humaine (IPH) et Indice du développement humain (IDH) Classement des provinces du Zimbabwe entre 1995 et 2001.

Province	Année / Indice / Rang	Année / Indice / Rang	Variation	Année / Indice / Rang	Année / Indice/ Rang	Variation
	IPH 1995 rang	IPH 2001 rang		IDH 1995 rang	IDH 2001 rang	
Bulawayo	1	2	- 1	2	1	1
Harare	3	4	-1	1	2	-1
Matebeleland Sud	7	3	4	4	3	1
Matebeleland Nord	6	10	-4	5	4	1
Midlands	4	5	-1	3	5	-2
Mashonaland Est	8	6	2	6	6	0
Mashonaland Ouest	9	9	0	7	7	0
Manicaland	5	7	-2	10	8	2
Masvingo	2	1	1	8	9	-1
Mashonaland Centrale	10	8	2	9	10	1
Total			**-2**			**0,2**

Sources : Séries Développement humain pour le Zimbabwe. 1995; 2000 et 2003. Harare.

Figure 1. Utilisation ciblée de l'aide combinée avec les OMD : Programme de développement et plan IHNSEDP

Niveau 1 (1)	Niveau 2 (2)	Comité institutionnel / Rendu de comptes. (3)	Orientation prioritaire des nvestissements. (4)	Secteurs prioritaires. (5)	Échelle des projets rioritaires (6)	Périodicité de l'évaluation (7)	Endroits ciblés (8)	Terme du programme (9)	Taux de roissance inimum. ciblé en %. (10)	Résultat visé (11)
Mondial	National	Politique	Réhabilitation	Infrastructures économiques, sociales et commerciales	Grande échelle	Trimestrielle	Zones rurales (districts)	Long (9 ans)	3.5	Autonomisation + emploi des majorités locales pauvres et défavorisées
		Économique	Rénovation	Industrie Produits manufacturés	Moyenne échelle		Zones urbaines (districts)			Protection asociale : zones rurales et urbaines
Continental	Province	Social	Innovation	Agriculture	Petite échelle	Bimensuelle	Repeuplement	Moyen (4 ans)	5	PPP par secteur
		Culturel	Réorientation	Exploitations minières	Micro échelle		Fermes			PPP étranger + national
Régional	District		Liquidation	Expansion Tourisme Transport Énergie		Mensuelle	Périurbain	Court (1 an)	8	Industrialisation zones rurales
		Délégués locaux et internationaux	Commerciale	Logement Eau et assainissement	Grande échelle		Zones de croissance			Amélioration intégration économique + sociale.
National	Sous-district			Recherche & développement	Moyenne échelle		Régions économiques	Combinés.		Jumelage entre les provinces et celles de pays étrangers
				S+T	Petite échelle		Sous-régions économiques			Jumelage entre les capitales provinciales et celles de pays étrangers
	Village			ICT	Micro échelle		Zones économiques de libre échange			Jumelage entre les zones rurales + zones de croissance et celles de pays étrangers
(1)	Terrain (2)	(3)	Expansion (4)	Éducation Santé, etc. (5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	Amélioration de la paix de la stabilité et de la sécurité. (11)

Sources : Chikowore G . 2009. (Création de l'auteur). Université du Zimbabwe. Institute of Development Studies. Harare.

La coopération Sud-Sud pour le développement– un défi pour les relations d'aide traditionnelles ?

Edward Ssenyange
Uganda Debt Network

La coopération Chine-Afrique pour le développement et le cas de l'Ouganda

La Chine est un pays en développement qui a jusqu'à récemment bénéficié d'une aide au développement importante et dont le PIB a augmenté de 10% par an pour la période 1990-2007. Son PIB actuel évalué à 7,8 milliards de dollars en fait la deuxième puissance économique du monde. La Chine gagne en importance et apparaît de plus en plus comme un acteur majeur de l'économie mondiale ; c'est le premier pays à être sorti de la crise économique et financière mondiale avec un taux de croissance de 7,9% au deuxième trimestre de l'année 2009. Bien que la Chine s'oriente de plus en plus vers une économie de la connaissance, le secteur industriel reste le principal moteur de la croissance et fait de ce pays une plate-forme de production mondiale. Grâce à sa stratégie de développement économique, la croissance du PIB a eu des répercussions positives au niveau social avec une diminution du taux de pauvreté qui est passé de 53% en 1981 à 2,3% en 2005 ; l'indice de développement humain (IDH) est passé de 0,53 en 1975 à 0,78 en 2005. Le revenu par habitant est estimé à 3 180 dollars, un bon résultat contrebalancé par des inégalités sectorielles persistantes (China Haley and Naidu, 2009; En.wikipedia.org; www.chinaview.com)[1].

Parallèlement, l'Afrique et plus particulièrement les économies de l'Afrique sub-saharienne ont connu des taux de croissance qui sont passés de 2,5% en 1990 à 5,2% en 2007 sans que cette croissance ne se traduise par un progrès social. Dans ces pays, la production provient essentiellement des matières premières, notamment du pétrole et des gisements de minerais, qui constituent la majeure partie des exportations. Ces exportations de matières premières ne sont pas très diversifiées ce qui ne constitue pas le meilleur des scénarios. Les importations se portent sur les produits manufacturés chers ce qui provoque des déséquilibres persistants et aigus de la balance des paiements. Les défis stratégiques du développement de l'Afrique sub-saharienne consistent à impulser un taux de croissance sûr et pérenne qui permette de sortir de la pauvreté, de s'orienter vers des transformations sociales et structurelles, d'accéder à un développement technologique adéquat, d'améliorer la croissance dirigée par les exportations avec un accès réaliste aux marchés par le biais d'accords commerciaux privilégiés et d'éliminer les contraintes d'approvisionnement en organisant le secteur productif en une entité économique viable avec des investissements accrus dans les infrastructures et le développement humain. Ces défis placent l'Afrique (dont l'Ouganda fait partie) dans une situation désespérée qui la pousse dans les bras des partenaires de l'aide au développement (Fonds Monétaire International (FMI), 2009; UNCTAD, 2005, 2003, 2001)[2].

La Chine et l'Afrique coopèrent sur divers fronts et se réunissent régulièrement dans le cadre du Forum sur la coopération entre la Chine et l'Afrique (FOCAC) pour analyser les progrès réalisés et pour mettre en place de nouvelles stratégies. Lors de l'édition 2006 de ce Forum, la Chine s'est engagée sur les points suivants : à multiplier par deux le montant de l'aide, à accorder 3 milliards de dollars de prêts à taux préférentiels et 2 milliards de crédits acheteurs

pour les années 2006 à 2009, à créer un fonds de développement Chine-Afrique de 5 milliards de dollars pour encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique, à annuler la dette des pays pauvres très endettés et des pays d'Afrique les moins avancés (PMA) qui entretiennent des relations diplomatiques avec la Chine, à ouvrir le marché chinois aux produits africains avec des tarifs douaniers nuls pour les PMA (entretenant des relations diplomatiques avec la Chine), à construire un centre des congrès pour l'Union Africaine pour soutenir l'intégration africaine, à former 15 000 professionnels, à envoyer 100 agronomes en Afrique avec la construction de 10 centres de démonstration de technologies agricoles, à construire 30 hôpitaux, à donner une subvention de 300 millions de yuans pour l'achat d'arteminisine et pour la construction de centres de prévention et de traitement du paludisme pour consolider les efforts faits pour éradiquer cette maladie en Afrique, à envoyer 300 jeunes volontaires, à construire 100 écoles sur le continent et à augmenter de 2 000 à 4 000 le nombre de bourses du gouvernement chinois à des étudiants africains (Brautigam, D., 2008 et Broadman, H., 2007).[3]

Face aux critiques qui se font entendre et qui soulignent que la politique d'aide de la Chine est inexistante et qu'elle ne repose pas sur une définition claire, la voix officielle indique que l'objectif clé de l'aide chinoise en Afrique est d'aider à la naissance de conditions pour un développement durable et social et que pour atteindre ces objectifs, un schéma de coopération et d'aide au développement a été mis en place – le terme de «coopération» fait référence aux investissements directs chinois et à aux contrats avec des entreprises chinoises alors que l'expression «aide au développement» recouvre les prêts bonifiés, les accords commerciaux privilégiés, les remises de dette et l'octroi de subventions.[4]

Dans l'ensemble, l'aide chinoise repose sur une approche orientée marché dont les moteurs sont décrits, officiellement, comme suit : promouvoir l'alignement historique de ces pays, encourager l'attractivité des marchés, conforter la politique «Une seule Chine»[5], favoriser l'égalité de tous, et faciliter la propriété et l'autosuffisance (Gouvernement de l'Ouganda; Haley et Naidu, 2009).

L'aide de la Chine à l'Afrique, qui concerne aussi l'Ouganda, repose sur des éléments monétaires et non monétaires. Les subventions et les prêts bonifiés sont des éléments monétaires alors que les composantes non monétaires de l'aide sont constituées d'opérations d'annulation de dettes, d'assistance technique gratuite ou bon marché, de l'accès à des bourses scolaires ou à des programmes de formation, d'exemptions de frais de douanes, de dons en nature ou d'édifices, d'équipements et de dons sous forme de capitaux. Les prêts accordés par la Chine doivent être demandés par les pays bénéficiaires, requêtes qui font l'objet de discussions avec le gouvernement chinois et qui sont normalement fonction des priorités de développement des pays demandeurs (Haley and Naidu, 2009)[6].

L'aide chinoise est un obstacle au *statu quo,* la Chine étant un donateur qui n'est pas membre du CAD (Comité d'aide au développement de l'OCDE) et qui arrive sur la scène au moment où l'engagement du G8 de faire passer les montants de l'aide pour l'Afrique à une somme de 25 milliards de dollars en 2010 et la Campagne d'éradication de la pauvreté semblent se solder par un échec. Les pays africains sont séduits par l'aide chinoise pour plusieurs raisons parmi lesquelles : cette aide est considérée comme une opportunité de comprendre le modèle de développement économique qui a dans une large mesure permis de réduire la pauvreté et de mettre en place des plans de développement

nationaux ; cette aide n'est pas conditionnée à la satisfaction d'indicateurs de gouvernance ambitieux qui pourraient dans le cas contraire la bloquer, provoquer des retards pour les projets et fragiliser le développement ; les procédures d'obtention de l'aide sont simples et cette aide est structurée de sorte à fournir des infrastructures ou leur reconstruction. Bien que cette situation apparaisse idyllique, les pays africains doivent se rendre compte que cette aide est apportée en échange de l'accès aux ressources naturelles. Par ailleurs, l'aide chinoise n'encourage pas les initiatives portant sur des réformes concernant la gouvernance ou la démocratie car cette aide est offerte sans qu'aucune contrepartie ne soit exigée (Haley and Naidu, 2009).

La Chine admet que par le biais de ces projets d'aide en Afrique, elle a bénéficié d'un volume d'affaires plus important pour les entreprises chinoises qui ont obtenu des contrats pour des projets de construction et des projets commerciaux, le commerce entre les pays africains et la Chine étant passé de 6,5 milliards de dollars en 1999 à 73 milliards de dollars en 2007. Ironiquement, ces chiffres vont dans le sens des fortes critiques à l'encontre de l'aide chinoise en Afrique qui ne serait que la continuation de la course, démarrée au 21e siècle, pour l'accès aux ressources africaines. Ces mêmes critiques indiquent que c'est la raison pour laquelle la Chine investit massivement dans les infrastructures africaines. Une étude récente de la Banque Mondiale sur les investissements chinois en Afrique montre qu'ils sont passés de 1 milliard de dollars pour la période 2001-2003, à 1,5 milliards de dollars pour la période suivante (2004-2005), pour arriver à 7 milliards de dollars en 2006. Les prêts à l'Angola en 2004 dans le secteur pétrolier, ou le prêt de 9 milliards de dollars à la RDC dans le secteur minier à la même date semblent donner raison aux sceptiques (Wang, J.E, 2007; Foster, Butterfield, Chen, and Pushak, N. 2008)[7].

La coopération entre l'Ouganda et la Chine existe depuis 1962. Certains événements repères permettent de suivre cette coopération : le soutien de l'Ouganda à la réintégration de la Chine dans le cercle des Nations Unies lors de la 26e Assemblée Générale en 1971, le soutien de l'Ouganda à la position chinoise à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies en 1996 et en 1999, le soutien de l'Ouganda à la proposition chinoise de maintenir et de respecter le Traité de limitation des systèmes antimissiles balistiques des Nations Unies en 2000 (Gouvernement de l'Ouganda, 2008, 2007, 2006; ug2@mofcom.gov.cn)[8].

La coopération pour le développement de ces deux pays reposent sur une histoire politique commune, un leadership révolutionnaire, des échanges politiques, des consultations bilatérales, des positions communes sur la scène internationale et une vision commune de la paix, de la coopération, du développement et des relations amicales pour un bénéfice mutuel. Par le passé, cette coopération s'est traduite par : des investissements pour les infrastructures qui ont permis la construction d'un complexe gouvernemental estimé à 20 millions de dollars, l'accroissement des capacités de production ougandaises de ciment qui sont passées de 350 000 à 830 000 tonnes par an par le biais d'une grande entreprise chinoise de matériaux, du nom de Lafarge, qui a attribué un contrat de 105 millions de dollars à China CBMI Construction ainsi que la construction du stade national Mandela ; un accord sur l'annulation de la dette pour un montant de 17 millions de dollars, une assistance technique pour les technologies de l'information et des équipements de communication par le biais de l'Agence Xinhua News, une entreprise publique chinoise de médias pour relayer la conférence CHOGM de 2007 ; des expertises dans le domaine militaire pour l'armée ougandaise, un soutien au secteur agricole par la création

de gigantesques plantations de riz, comme par exemple la plantation Tilda and Doho Rice Scheme ; un soutien à l'industrie agro-alimentaire par le biais de la fourniture de fosses à génération de méthane à l'usine de Kampala Ice et par la fourniture d'équipements au Centre de Recherche sur la Porcelaine (Gouvernement de l'Ouganda; ug2@mofcom.gov.cn).

Dans le domaine des investissements étrangers, la Chine fait partie des 10 pays[9] qui a le plus investi en Ouganda depuis 1991. La politique du gouvernement chinois est de soutenir les entreprises chinoises qui investissent dans le secteur privé en Ouganda en leur fournissant des prêts à taux préférentiels et des crédits acheteurs. De même, le gouvernement chinois encourage les entrepreneurs ougandais à s'installer en Chine pour diminuer les déséquilibres commerciaux et il est sur le point de conclure un accord de facilitation bilatéral et de protection des investissements accompagné d'un accord fiscal qui interdit la double taxation pour les pays africains (Uganda Investment Authority (UIA), 2007)[10].

Le gouvernement chinois a adopté une politique volontariste pour améliorer la compétitivité de l'Ouganda qui passe par le partage d'informations et la coopération plus particulièrement dans le domaine des matières premières. Les accords de coopération visent à identifier et à soutenir les entreprises chinoises qui ont la volonté et la capacité d'aider au développement et à l'exploitation des ressources de l'Ouganda avec la volonté de transformer les richesses en matières premières en avantage compétitif et en promouvant la réalisation d'une croissance et d'un développement durable (Gouvernement de l'Ouganda, 2008, 2007, 2006; ug2@mofcom.gov.cn).

Dans le secteur du commerce et des échanges, les entreprises chinoises ont, au cours des années, été directement impliquées dans le secteur économique traditionnel. Les importations en provenance de Chine sont passées de 70 millions de dollars en 2003 à plus de 150 millions de dollars en 2008 alors que les exportations sont passées de 0,8 millions de dollars en 2003 à 7 millions de dollars en 2008. L'Ouganda importe de Chine des équipements électriques et mécaniques, du textile, des vêtements, des produits pharmaceutiques, de la porcelaine, de l'émail et des chaussures alors que l'Ouganda exporte du café et du plastique. Dans le cadre du Forum de Coopération sino-africaine, la Chine a mis en place des mesures d'accès au marché comme l'exemption de taxes douanières pour 25 produits, comme le café[11], en provenance de pays africains en développement (Foster, Butterfield, Chen and Pushak, 2008; Engineering News, 2008; Wang, 2007; www.chinaview.com)[12].

Pour l'ensemble du continent africain, le commerce avec la Chine a conduit à un petit excédent commercial qui se monte à 2 milliards de dollars par an depuis 2004. La balance commerciale de l'Afrique vers la Chine a augmenté de 70% grâce à l'augmentation du prix du pétrole et des minerais exportés en Chine et face à la stagnation ou à la baisse des produits manufacturés importés de Chine. Le volume des marchandises exportées en Chine a été multiplié par six en passant de 4,5 milliards de dollars en 2000 à 28,8 milliards de dollars en 2008. La Chine représente maintenant le troisième débouché pour les exportateurs africains après les Etats-Unis et l'Europe, ce qui représente une part de 26% du total des exportations. Parallèlement, les importations en provenance de Chine restent faibles et représentent 4% de l'ensemble des importations (Foster, Butterfield, Chen and Pushak, 2008; Engineering News, 2008; Wang, 2007; www.chinaview.com).

La part des importations chinoises n'est pas uniforme selon les pays de l'Afrique sub-saharienne : de 1% pour le Cameroun, l'Ouganda, la Mauritanie, le Kenya et le Ghana

à environ 10% pour la Zambie et l'Ethiopie et jusqu'à 30% dans le cas de l'Angola, du Congo et du Soudan. Le total des importations africaines en provenance de Chine a été multiplié par quatre de 6,5 milliards de dollars en 2000 à plus de 26,7 milliards de dollars en 2008. Ces importations concernent essentiellement les produits manufacturés avec les machines et les équipements pour le transport qui représentent 97,9% des importations en Ethiopie, 20% en Mauritanie, 24,9% au Ghana, 29,3% au Soudan, 39,2% à Madagascar, 59% en Gambie, 21.8% en Tanzanie, 30.6% au Nigéria et 35.5% au Cameroun (Foster, Butterfield, Chen and Pushak, 2008; Engineering News, 2008; Wang, 2007; www.chinaview.com).

De forts signaux laissent à penser que la coopération pour le développement entre la Chine et l'Afrique vont continuer pour un certain temps. Des engagements récents ont été annoncés lors de la visite du Premier Ministre chinois, Wen Jiabao au Centre international des congrès de Maritim Sharm el Sheikh en Egypte où il a annoncé un plan de 8 mesures pour renforcer la coopération entre la Chine et l'Afrique. Il participait à la quatrième réunion des ministres du Forum de Coopération Chine-Afrique (FCCA) qui avait pour ordre du jour la mise en place des activités de suivi du Sommet du FCCA de Pékin et de la troisième conférence interministérielle ainsi que l'exploration de nouvelles initiatives et de mesures pour améliorer la coopération sino-africaine dans les domaines prioritaires (Foster, Butterfield, Chen and Pushak, 2008; Engineering News, 2008; www.statehouse.go.ug; Wang, 2007; www.chinaview.com).

Parmi ces mesures, nous pouvons citer : l'établissement d'un partenariat Chine-Afrique sur le changement climatique, le renforcement de la coopération dans le domaine des sciences et technologies, le lancement d'instruments de financement par le biais d'un fonds de 10 milliards de dollars pour des prêts aux pays africains à des conditions privilégiées, le soutien aux institutions financières chinoises pour la mise en place d'un cadre de prêts spécifiques de 1 milliard de dollars destinés aux PME africaines, l'accès au marché pour les exportations africaines qui seront exemptées de taxes douanières pour 95% des produits en provenance des pays africains les moins développés et ayant des relations diplomatiques avec la Chine (cette mesure devant toucher 60% des produits dès 2010), la poursuite des progrès dans le domaine de l'agriculture, l'amélioration des soins médicaux, et le renforcement des échanges culturels (Foster, Butterfield, Chen and Pushak, 2008; www.statehouse.go.ug; Government of Uganda; Engineering News, 2008; Wang, 2007; www.chinaview.com).[13]

Plus précisément, dans le cas de l'Ouganda, le gouvernement chinois a promis de construire une autoroute à péage de l'aéroport international de Entebbe jusqu'à la capitale de Kampala, de fournir des prêts bonifiés de la Banque Exim et d'encourager les investissements chinois en Ouganda dans le secteur de l'énergie, du développement des infrastructures, dans celui de l'agro-alimentaire et dans le raffinage du pétrole (Foster, Butterfield, Chen and Pushak, 2008; www.statehouse.go.ug; Government of Uganda; Engineering News, 2008; Wang, 2007; www.chinaview.com).

Les enjeux de la coopération pour le développement entre la Chine et l'Afrique

L'attention de la Chine se porte sur les pays africains qui sont riches en matières premières et plus particulièrement sur ceux qui ont des ressources en pétrole, en bois, en coton et en minerais de grande valeur comme par exemple

l'Angola, le Cameroun, l'Éthiopie, le Ghana, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, le Tchad, le Congo, le Nigéria, le Soudan, la Côte d'Ivoire et le Mali. Ces pays riches en ressources maintiennent des balances commerciales positives avec la Chine alors que les autres ont des balances commerciales déficitaires (Haley and Naidu, 2009).

A la lumière des faits énoncés ci-dessus, les pays africains riches en ressources naturelles doivent être prudents et se préparer à l'épuisement de ces ressources et à l'inévitable départ des partenaires de développement qui s'en suivra.

Les gains commerciaux africains avec la Chine sont contrebalancés par les importations chinoises à bas prix qui ont étouffé la production locale et qui ont des conséquences sur la croissance de l'industrie locale, sur l'emploi et sur le PIB. Ces importations ont clairement eu un impact en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Lesotho, au Kenya, à Madagascar, au Swaziland, au Ghana, au Cameroun, en Mauritanie et au Nigéria et mènent à la désindustrialisation.

Les déficits commerciaux avec la Chine peuvent se résoudre en établissant des zones de coopération économique et commerciale spécifiques et si les entreprises chinoises et africaines négocient des accords de partenariat gagnant-gagnant pour améliorer la compétitivité de ces dernières.

Les opportunités pour les pays africains pauvres en matières premières sont moins évidentes mais pourront surgir lors de la transition de la Chine d'une économie basée sur la main d'œuvre et les produits manufacturés à une économie de la connaissance. Cela signifie que les pays pauvres disposant d'une main d'œuvre bon marché pourraient développer des stratégies pour attirer les industriels chinois à la recherche de faibles salaires et de personnel compétent à l'extérieur de Chine.

Pour ces pays pauvres, la négociation de partenariats adéquats entre les entrepreneurs chinois et les entrepreneurs locaux pour un bénéfice mutuel est d'une importance stratégique.

Les économies de petite taille éprouvent des difficultés à accueillir des industries modernes et ceci peut se résoudre en créant un réseau de production partagée à l'échelle régionale.

Bien que les investissements directs chinois ont amélioré les capacités d'épargne et d'investissement africaines et ont été bénéfiques dans le domaine des technologies, des connaissances et des techniques de gestion, ils ont également eu des conséquences négatives parmi lesquelles nous pouvons citer le peu de création de liens entre les économies locales, l'exploitation des matières premières sans aucune valeur ajoutée pour l'économie locale, l'exploitation des travailleurs pour obtenir un bénéfice maximal et la fabrication de produits de faible qualité.

L'aide chinoise n'encourage pas le développement en faveur des populations pauvres, ne favorise pas l'adhésion au Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (APRM), ni la démocratie participative, la responsabilité ou la transparence. La Chine a ignoré le développement des organisations de la société civile (OSC) qui est un instrument clé pour la transformation sociale de l'Ouganda et ne s'intéresse qu'à la construction et au renforcement des relations économiques en Ouganda. Les droits de l'homme et le financement des activités des OSC ne font pas partie de l'agenda. Bien que le gouvernement chinois dispose de syndicats forts et très actifs, il ne soutient pas l'Ouganda dans ce domaine. En

Ouganda, le code du travail existe et fait l'objet de déclarations publiques mais il est rarement appliqué et les travailleurs sont le plus souvent exploités et opprimés.

L'aide chinoise en Ouganda n'est pas harmonisée avec l'assistance au développement fournie par les autres donateurs et les partenaires de développement, y compris avec ceux qui sont présents localement. Cette harmonisation aurait non seulement permis de rationnaliser les activités pour optimiser l'utilisation des ressources mais aussi d'augmenter l'efficacité de l'aide elle-même.

Les défis de la coopération pour le développement Nord-Sud

La coopération pour le développement Nord-Sud est en pointe sur certains facteurs déterminants pour le niveau de développement des pays pauvres. Parmi ces facteurs, nous pouvons mentionner les droits de l'homme, la démocratie ou un cadre macro-économique stable. Cependant, malgré des années de coopération pour le développement, l'Afrique dépend grandement de ses donateurs et n'a en vue aucune stratégie de sortie de ces schémas d'aide. Parallèlement, il existe un consensus international sur l'échec de la réalisation des OMD dans les pays africains que l'on peut imputer au fait que les pays développés n'ont pas respecté les engagements énoncés lors des différentes conférences internationales[14].

De surcroit, il existe un décalage entre les engagements des donateurs et l'aide qui est effectivement versée: selon un rapport d'Oxfam International pour les années 2006 et 2007, le Fonds de Développement Européen (FDE) n'a jamais, depuis 1975, versé plus de 43% de l'aide promise aux pays du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique et pour la période la plus récente (2000 à 2007), les versements correspondaient à 28% des sommes promises (Oxfam, 2007)[15].

A ce stade, rien ne laisse penser que les promesses du G8 de doubler l'aide à destination de l'Afrique en 2010 seront tenues alors qu'il est de notoriété publique qu'à la suite de la crise financière et économique internationale, les pays développés ont mobilisé plus de 4 milliards de dollars en quelques semaines pour sauver leurs économies (Haley and Naidu, 2009).

L'analyse de l'aide publique au développement destinée à l'Afrique permet de se rendre compte que cette aide publique comprend les aides versées dans les situations d'urgence[16], l'aide humanitaire[17] et des allègements de dette.[18] Il faut noter que l'aide au développement réelle est une petite composante de l'APD et que la plupart de l'aide octroyée au cours des années a été conditionnée à l'achat de produits ou de services du pays donateur : ce mécanisme souffre de nombreux maux comme par exemple l'achat de biens ou de services dont le prix a été surévalué, d'équipements obsolètes ou de technologies inappropriées.

Cette aide conditionnée ne peut jouer de rôle moteur pour la stimulation de l'économie et doit être considérée comme un fardeau. En considérant le coût des conditionnalités telles que la libéralisation du commerce, la privatisation, l'austérité fiscale et la réduction des dépenses de l'Etat, il a été montré que ces coûts ont largement dépassé le montant de l'aide externe octroyée par les partenaires du développement en Afrique. Des estimations montrent que l'aide et ces conditionnalités coûtent à l'Afrique 1,6 milliards de dollars par an. Un rapport publié par Action Aid en 2005[19] a révélé que seul 1/3 de l'aide promise par les pays de l'OCDE constituait de l'aide réelle et que les 2/3 retournaient dans les pays donateurs.

Plus récemment, une nouvelle difficulté est apparue avec la mise en place d'un programme «Aide pour le commerce» dont la stratégie est de transformer l'APD en un instrument de libéralisation du commerce. L'Europe, les Etats-Unis et les institutions multilatérales se rallient à l'opinion selon laquelle la solution pour l'Afrique est de s'orienter vers des politiques en faveur du commerce en mettant en place des accords de libre échange conformes aux règles de l'OMC et des stratégies de croissance dirigée par les exportations. Les politiques mises en place localement en faveur du commerce deviennent déterminantes pour choisir l'orientation des aides octroyées.

Il est nécessaire de se souvenir du modus operandi des pays qui défendent la libéralisation du commerce, qui sont pour partie membres de l'OCDE mais aussi les principaux pays donateurs pour l'Afrique. Ces pays subventionnent leur secteur agricole à des niveaux qui sont six fois supérieurs à l'aide octroyée aux pays pauvres (PNUD, 2003)[20]. Il faut également se souvenir que l'inondation des marchés africains de produits alimentaires ou de produits manufacturés, subventionnés et bon marché, détruit la production intérieure et accroît la dépendance aux importations qui sont payées grâce à de nouveaux versements de l'aide en provenance de ces mêmes pays ou institutions.

Notons qu'une politique de libéralisation absolue du commerce continuera à imposer des coûts très lourds aux pays africains car ce sont des pays qui demeurent des exportateurs de matières premières ou de matériaux non finis qui subissent des termes d'échange sur le marché international en constante détérioration et qui donc ne peuvent être soumis aux règles commerciales imposées par le libre-échange.

Selon un rapport de Christian Aid (2005)[21], la libéralisation du commerce est responsable des termes d'échange négatifs pour les pays africains et les rend de plus en plus dépendants de financements externes. Cette libéralisation a montré qu'elle était coûteuse pour les pays africains, ce coût étant estimé au montant stupéfiant de 272 milliards de dollars sur une période de 20 ans[22]. Selon un rapport de l'UNCTAD (2003)[23], le pouvoir d'achat des pays africains qui leur vient de l'exportation a diminué de 37% entre 1980 et 1990 alors que le prix des matières premières, à l'exception du pétrole, a diminué de 45% pendant la même période et de 25% entre 1997 et 2001. Avec la libéralisation des échanges, la part des exportations et des importations continue de décliner et s'approche dangereusement d'un seuil extrêmement bas, ce qui signifie qu'il serait prudent que les pays africains puissent s'orienter vers un schéma apportant de la valeur ajoutée par la fabrication de produits manufacturés avant de se lancer dans des Accords de Partenariats Économiques qui satisfont aux règles du libre-échange.

Les moteurs du développement en Afrique

Actuellement les moteurs du développement en Afrique résident dans l'essor d'infrastructures socioéconomiques de qualité, de structures de gouvernance appropriées, de la coopération commerciale durable qu'elle soit régionale ou internationale et de systèmes de production agricole à valeur ajoutée au niveau des espaces communautaires.

Conclusion et recommandations

En conclusion, la coopération pour le développement entre la Chine et l'Afrique constitue une rupture du schéma d'aide traditionnel et a introduit des améliorations des infrastructures physiques et économiques

de l'Afrique mais n'a cependant pas fait naître de nouveaux modèles de comportement. Ces nouveaux acteurs reproduisent le comportement des donateurs habituels – en appliquant les mêmes méthodes comme par exemple en privilégiant leurs propres entreprises pour travailler sur des projets, en liant l'octroi de subventions aux exportations et à l'utilisation de biens et de services en provenance des pays donateurs, et en utilisant de grosses équipes de consultants pour conseiller les pays bénéficiaires sur les différents programmes mis en place.

Les pays africains commettraient une erreur en espérant que la Chine cesse de se comporter comme un pays souverain ayant ces propres intérêts. En conséquence, l'Afrique doit développer son propre système «d'aide conditionnée» pour encourager les partenariats Sud-Sud qui permettront d'atteindre une croissance durable avec des effets positifs au niveau social.

Les limites des modèles de coopération Sud-Sud pour le développement et de la coopération Nord-Sud pour le développement se révèlent être des faiblesses qui résultent de l'incapacité des partenaires du développement à saisir l'importance des moteurs essentiels du développement socio-économique. Ces moteurs sont capables de mener à une véritable transformation sociale, c'est-à-dire l'amélioration substantielle des niveaux de vie des populations en questionnant le principal objectif des formes de coopération pour le développement.

De plus, alors que les droits de l'homme, la démocratie, l'autonomie des femmes et des communautés sont des priorités pour la coopération Nord-Sud pour le développement, ces objectifs ne sont pas dans les priorités de la coopération Sud-Sud pour le développement et ces deux formes de coopération ne portent aucun espoir de mise en place d'un développement réel.

Les pays africains doivent se considérer comme des partenaires de développement égaux en faisant de leurs intérêts un prérequis à la conclusion de partenariats de développement. La coopération pour le développement doit produire de véritables gains pour l'Afrique qui doivent se traduire par la transformation du niveau de vie et du quotidien des populations. L'Afrique doit prendre des initiatives et s'inspirer de modèles économiques comme celui de la Chine qui a dans une large mesure transformé la vie de la population chinoise. L'Afrique doit être prudente lors de la négociation d'accords commerciaux et vérifier que les systèmes proposés sont implantables en Afrique. Parmi les priorités, la nécessité de disposer de transfert de technologies appropriées ne doit pas être minimisée car les erreurs dans ce domaine sont très coûteuses pour les pays bénéficiaires.

Edward Ssenyange *est un chercheur en économie et politique à Uganda Debt Network, une ONG ougandaise en faveur des pauvres. Il a une longue expérience de l'évaluation des politiques économiques gouvernementales et de l'autonomisation des communautés pour la responsabilité sociale en Ouganda.*

Notes

1 Haley Herman and Naidu Sanusha, 2009; Africa's new development partners: China and India – Challenging the Status quo; published by Pambazuka press; En.wikipadia.org/wiki/economy of China.

2 IMF, 2009, World Economic and Financial Surveys, Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa. Washington DC; UNCTAD (2005) Economic Development in Africa: Doubling Aid: Make the 'Big Push' Work, New York and Geneva, United Nations; UNCTAD (2003) Trade and Development Report 2003, New York and Geneva, United Nations; UNCTAD (2001) Economic Development in Africa: Performance, Prospects and Policy Issues, New York and Geneva, United Nations.

3 Brautigam, D. (2008) 'China's African aid: transatlantic challenges', German Marshall Fund (GMF) of the United States, Washington DC; Broadman, H. (2007) Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier.

4 La Chine encourage ses entreprises à aller plus loin que le programme *"Go Global"* pour lequel a été annoncée, lors du sommet FOCAC 2006, la création de 5 zones économiques spécifiques. Pour soutenir cette initiative, un fonds de 5 milliards de dollars a été créé par le gouvernement chinois, dénommé "Fonds de développement Chine-Afrique" (FDCA) administré par la Banque de Développement de Chine (BDC). Ce fonds sera utilisé pour fournir des lignes de crédit aux entreprises chinoises qui investissent en Afrique.

5 Cette politique n'est pas négociable et constitue un pré-requis pour bénéficier d'une aide au développement.

6 Haley Herman et Naidu Sanusha, 2009; Africa's new development partners: China and India – Challenging the Status quo; publié par Pambazuka press).

7 Wang, J.E, 2007; 'What drives China's growing role in Africa?', IMF Working Paper WP/07/211, August, Washington DC, IMF; Foster, V., Butterfield, W., Chen, C. and Pushak, N. 2008; Building Bridges: China's growing role as infrastructure financier for Sub-Saharan Africa').

8 Government of Uganda 2008,2007, 2006, Development Cooperation, 2005/06 Report, Ministry of Finance Planning and Economic Development, Kampala Uganda

9 Les investissements chinois en Ouganda correspondent à 26% des investissements étrangers dans ce pays.

10 Uganda Investment Authority, (UIA), Annual Summary of Totals of Licensed Chinese investments, 1991 to June 2007.

11 Le café est le principal produit exporté par l'Ouganda en Chine.

12 Engineering News (2008) 'China Leads new financiers in Africa – World Bank', Reuters, 11th July

13 Government of Uganda unpublished reports and State House Website

14 Les plus récentes sont celles du Consensus de Monterrey (Mexique) en 2002, la Déclaration de Paris en 2005 et le Programme d'Action Accra (Ghana) en 2008.

15 Oxfam International (2007) 'The World is still waiting'. Broken G8 Promises are Costing Millions of Lives,' Oxfam report, London, May.

16 Dans le cadre de catastrophes naturelles comme les inondations ou les sécheresses

17 Dans le cadre de l'assistance aux réfugiés ou aux personnes déplacées

18 Within the Highly Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Donor Relief Initiative (MDRI).

19 Action Aid (2005) Real Aid: An Agenda for Making Aid Work, London, Action Aid

20 PDUN (2003) Making Global Trade Work for the Poor, Londres, EarthScan Publications.

21 Christian Aid (2005) The Economics of Failure: The Real Costs of "Free Trade" for Poor Countries, London, Christian Aid.

22 Depuis le début des années 1980 jusqu'à la fin des années 1990

23 UNCTAD (2003) Trade and Development Report 2003, New York and Geneva, United Nations.

L'Inde : son nouveau rôle de donateur mondial

C. R. Bijoy
Campaign for Survival and Dignity

L'Inde, qui abrite environ un tiers des pauvres du monde possède un peu moins d'un sixième de la population mondiale. Avec un taux de croissance de 7% en moyenne, l'Inde s'est propulsée au rang de quatrième puissance économique mondiale, derrière les États-Unis, la Chine et le Japon. Elle est devenue un exportateur net de capitaux. Elle est un leader mondial reconnu dans le domaine de l'informatique et des technologies de communication. Même si environ 250 millions d'indiens vivent avec moins d'un dollar par jour, la pauvreté dans son ensemble a officiellement reculé de 40% à 25%, l'espérance de vie moyenne atteint 63 ans, et l'Inde espère diviser par deux la part de sa population vivant dans des conditions d'extrême pauvreté d'ici 2015, en conformité avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) des Nations Unies.

Entre 1951 et 1992, l'Inde a reçu 55 milliards de dollars en aide extérieure, devenant ainsi son plus gros bénéficiaire (bien que l'on puisse relativiser son niveau de dépendance à l'aide si l'on rapporte ce chiffre à un chiffre par habitant). L'Inde est passée de principal bénéficiaire de l'aide dans le monde au milieu des années 1980, à donateur net. L'aide représente moins de 0,3% de son produit intérieur brut (PIB). L'aide multilatérale s'élève à environ 0,6 millions de dollars par an, tandis que les apports nets vers l'Inde ont chuté à 21 millions de dollars en 2004. Elle est devenue un créancier net du Fonds Monétaire International. En 2008, elle a alloué 547 millions de dollars à des activités d'aide à l'étranger, tout en accordant 2,96 milliards de dollars en lignes de crédit, dont la plus grande part est à destination de l'Afrique sub-saharienne.

L'essor de l'Inde

L'Inde est devenue une puissance économique reconnue après le phénomène des pays nouvellement industrialisés d'Asie. En 2007-2008, son PIB réel (PIB après prise en compte de l'inflation) a enregistré une forte hausse de 9%, dopée par les secteurs industriels et tertiaires. Cependant, l'économie indienne a ralenti en 2009 en raison de la crise économique mondiale. Malgré cela, le PIB par habitant en 2007-2008 demeure élevé (1064,10 dollars), tandis que le taux d'inflation est maîtrisé et se maintient à 4,7%. (voir le **Tableau 1**)

Les perspectives macroéconomiques de l'Inde demeurent favorables malgré la récession mondiale. Le commerce continue son expansion, et d'après le Ministère du Commerce et de l'Industrie, le pays devrait atteindre l'objectif de 175 milliards de dollars d'exportations, malgré le ralentissement du commerce international. Le gouvernement indien est certain que la monnaie s'appréciera modestement, que l'inflation sera maîtrisée, et que la croissance économique sera plus forte que dans la plupart des autres pays.
Depuis son indépendance, l'Inde a soutenu les luttes nationales en Afrique et en Asie, a joué un rôle proéminent dans le Mouvement des non-alignés (MNA), et a encouragé la solidarité Sud-Sud et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A la fin de la guerre froide, la croissance économique de l'Inde à partir de 1991, ainsi que ses essais nucléaires en 1998, en ont fait un acteur clé au sein des États du G77 et dans les diverses institutions de gouvernance mondiale comme les Nations Unies, en particulier le

Tableau 1. L'Inde- Indicateurs économiques

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
PIB (prix courants, US$ ML)	599,4	700,9	808,7	916,4	1170,5	1217,1
PIB Croissance (prix constant, %)	8,5	7,5	9,5	9,7	9,0	7,1
Taux d'inflation (WPI, moy. %)	5,5	6,5	4,4	5,4	4,7	3,36 (fév. 14)
Déficit fiscal brut (% du PIB)	4,5	4,0	4,1	3,5	2,7	6,0
Taux de change (Rs/US$, moy.)	46,0	44,9	44,3	45,3	40,2	50,41 (fév. 26)
Taux de change (Rs/Euro, moy.)	54,0	56,5	53,9	58,1	57,0	64,03 (fév. 26)
Exportations (US$ ML)	63,8	83,5	103,1	126,3	162,9	132,0 (avr.-déc.)
% change	*21,1*	*30,9*	*23,4*	*22,5*	*29,0*	*17,1*
Importations (US$ ML)	78,1	111,5	149,2	185,6	251,4	225,8 (avr.-déc.)
% change	*27,3*	*42,7*	*33,8*	*24,4*	*35,5*	*31,5*
Balance commerciale (US $ ML)	-14,3	-28,0	-46,1	-59,3	-88,5	-93,8 (avr.-déc.)
Solde compte courant (US$ ML)	14,1	-2,5	-9,9	-9,6	-17,0	-22,3 (avr.-sep.)
Solde compte courant, en pourcentage du PIB (%)	*2,3*	*-0,4*	*-1,2*	*-1,1*	*-1,5*	-
Réserves devises (US$ ML)	113,0	141,5	151,6	199,2	309,7	249,7 (fév. 13,'09)
Dette extérieure (US $ ML)	111,6	133,0	138,1	171,4	224,8	222,6 (avr.-sep.)
Dette extérieure/ PIB (%)	17,8	18,6	17,2	18,0	19,1	-
Dette à court terme / Dette totale (%)	4,0	13,3	14,1	15,6	20,9	22,5 (avr.-sep.)
Entrées d'IE (US$ ML)	15,7	15,4	21,5	29,8	63,8	13,4 (avr.-déc.)

Conseil de Sécurité, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI).

Alors qu'elle aspire à devenir une puissance régionale face à la Chine, l'Inde est également candidate à un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Elle participe activement à des rassemblements multilatéraux tels que le Commonwealth, le G-77, le G-20, le MNA, ainsi qu'à de nombreux autres groupes de pays en développement et de consortiums d'aide au développement.

Elle a été un fervent partisan du renforcement des Nations Unies. Elle a joué un rôle de

premier plan dans les négociations de l'OMC. Elle est déjà parmi les plus gros contributeurs au nouveau Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD). Elle a également œuvré pour rejoindre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Coopération économique pour l'Asie Pacifique (CEAP), et l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Elle a participé activement à la formation du Forum de Dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBAS) et au fonds IBAS de diminution de la pauvreté et de la faim géré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le fonds IBAS est sensé réunir l'expérience, les compétences et les ressources nécessaires pour faire face aux défis du développement. L'Inde travaille aussi à la création d'un Forum régional d'Asie du Sud. Tout ceci participe d'une affirmation de son importance grandissante sur la scène internationale et lui sert de levier pour jouer un plus grand rôle stratégique.

L'Inde est en passe de devenir un leader de la coopération Sud-Sud. L'Inde fut co-fondatrice en 2006 du Réseau mondial des banques d'import-export et d'institutions de financement du développement (G-NEXID). Elle a soutenu la création en 2007 du Forum pour la coopération en matière de développement (DCF) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). En 2008, son pouvoir de vote au FMI a légèrement augmenté. Elle est l'un des plus grands donateurs du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT) qui fournit une assistance au développement sous la forme d'ateliers et de conseillers techniques pour des missions de court ou long terme. Le FCCT permets aux États membres de renforcer leurs capacités en leur fournissant des conseils techniques appropriés à l'aide de manuels, de modèles de règlement et de codes de meilleures pratiques. L'Inde est également un important donateur du Fonds de développement de l'ASACR, qui soutient des activités dans le domaine social et économique et dans celui des infrastructures.

En 2003, L'Inde est devenue un créancier net du FMI et du Programme alimentaire mondial, après avoir été un emprunteur auprès de ces organisations pendant des années. Elle a financé le Plan des transactions financières du FMI à hauteur de 205 millions de roupies en droits de tirages spéciaux (308 millions de dollars), puis de 235 millions de roupies supplémentaires en février 2005, sans compter sa contribution au Fonds d'aide d'urgence qui aide à faire face aux conséquences des catastrophes naturelles et des conflits armés.

L'Inde a exposé sa nouvelle politique en juin 2003 ; désormais elle n'acceptera plus d'aide liée et elle n'accepterait d'aide bilatérale que de cinq pays seulement, à savoir le Royaume Uni, les États-Unis, la Russie, l'Allemagne et le Japon, ainsi que l'Union Européenne. Trois de ces pays étaient membres et trois autres étaient de futurs membres potentiels du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Mais plus tard, en septembre 2004, des pays donateurs tels que le Canada, la France, l'Italie et les pays scandinaves furent réintégrés dans la liste. La coopération bilatérale avec les autres donateurs ne serait pas reconduite après l'achèvement des programmes en cours, bien que cette aide puisse se poursuivre via des organisations non-gouvernementales (ONG) et des agences multilatérales.

En 2003, L'Inde a décidé de rembourser une partie de ses dettes bilatérales à tous ses créanciers à l'exception du Japon, de l'Allemagne, des États-Unis et de la France. Le Ministère des Finances annonça qu'il rembourserait ce qu'il leur devait à 15 pays, à savoir les Pays-Bas, le Canada, la Fédération Russe, l'Italie, la Suède, la Belgique, le Danemark, le Koweït, l'Autriche, la Suisse,

l'Espagne, l'Australie, l'Arabie Saoudite et les Républiques Tchèques et Slovaques, pour un total de 1,6 milliards de dollars. Ceci faisait suite au remboursement anticipé, en 2002-2003, des 2,8 milliards de dollars dûs à la Banque mondiale et à la Banque Asiatique de Développement (BAD). Le montant de ses dettes vis-à-vis de l'Allemagne, du Japon, des États-Unis et de la France était de 12,7 milliards de dollar. Ses réserves de devises en plein essor qui s'élevaient à 118 milliards de dollars en juillet 2004 lui ont permis de procéder au remboursement anticipé de toutes ses dettes bilatérales.

22 autres donateurs bilatéraux ont été priés de fournir leur aide par l'entremise d'ONG, d'agences des Nations Unies ou d'autres institutions multilatérales. L'Inde a annulé 24 millions de dollars de dettes dues par sept Pays pauvres très endettés (PPTE), à savoir le Ghana, le Mozambique, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, la Guyane et le Nicaragua. L'Inde a accrû sa contribution aux Nations Unies, qui est passée de 185,9 millions de roupies en 2002 à 279,9 millions de roupies en 2004.

Outre la suppression de l'aide venant de donateurs bilatéraux, le gouvernement a décidé d'établir son propre réseau d'aide au développement à l'étranger par le biais de l'Initiative Indienne pour le Développement (IID). Sous les auspices du Ministère des Finances, l'IID devait également servir de levier pour promouvoir les intérêts économiques stratégiques de l'Inde à l'étranger. Ceci fut annoncé au cours du discours de clôture du budget 2003-2004 par le Ministre des Finances du gouvernement de droite. L'idée était que l'Inde emprunte sur les marchés internationaux, puis re-prête à des conditions avantageuses à des pays moins solvables d'Afrique sub-saharienne et d'ailleurs. Au moins 85% de la valeur de ces prêts devaient être liés à l'octroi de marchés.

L'Aide publique au développement

L'Aide publique au développement (APD) de l'Inde combine des projets d'aide, des subventions à l'achat, des lignes de crédit, des frais de déplacement, et des frais de formation technique engagés par le gouvernement indien. Il est difficile d'avoir les chiffres puisque l'Inde ne communique pas ses apports d'aide au Comité d'aide au développement (CAD), le club des donateurs au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'Inde, la Chine, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, le Venezuela, la Corée, le Koweït et le Brésil n'appartiennent pas à l'OCDE. Il n'en demeure pas moins que l'aide au développement de l'Inde s'étend de l'Asie Centrale aux îles du Pacifique en passant par l'Asie du Sud-Est. Au nombre des pays qui bénéficient d'une aide conséquente, on peut citer le Sénégal, le Tadjikistan, l'Ethiopie, le Vietnam et le Cambodge.

En 2004, L'Inde a prêté plus de 400 millions de dollars au Brésil, à l'Indonésie et au Burundi dans le cadre du Plan des transactions financières du FMI. En 2007-2008, l'aide indienne au développement sous le contrôle du MEA a atteint 420 millions de dollars, soit 20% de plus que l'année précédente.

Le budget alloué au secteur de l'aide sous forme de dons, de contributions aux organisations internationales et aux Institutions financières internationales (IFI), de prêts d'État à État et de subventions aux prêts bilatéraux bonifiés, a augmenté en 2008 pour atteindre 547 millions de dollars (26,7 milliards de roupies) (voir le **Tableau 2**). Les lignes de crédit approuvées par l'intermédiaire de la banque Exim à hauteur de 704 millions de dollars en 2007-2008 ont porté le total des engagements financiers à 2,96 milliards de dollars dès mars 2008.

Tableau 2. Allocations budgétaires relatives à l'aide (en millions de roupies indiennes)

	1998-09	2008-09
Dons à l'étranger	5 604	1 92 643
Prêts à l'étranger	2 730	1 386
Total des dons et prêts	8 334	20 64 950
dont budget du MEA pour l'ITEC		650
Afrique	110	800
Afghanistan		4 450
Bhoutan	4 500	8 184
Népal	700	1 400
Birmanie	510	560
Contributions aux organisations internationales	1 621	3 531
Allocations aux IFI		171
dont AfDB		144
Péréquation d'intérêts d'emprunts de la banque Exim		2 320
Total estimé de l'aide extérieure	9 955	2 66 712
Prêts et garanties de la banque Exim	21 013	3 50 039

En Asie du Sud, l'aide indienne au développement est principalement consacrée aux infrastructures, à la santé et à l'éducation, tandis qu'en Afrique il s'agit essentiellement de la formation technique des fonctionnaires et des cadres travaillant dans des entreprises d'État ou des organismes gérés par le gouvernement tels que les hôpitaux, les chemins de fer et les universités. Alors que l'objectif de l'aide indienne aux pays d'Asie du Sud est clairement l'établissement d'un leadership régional et la poursuite d'intérêts stratégiques, l'aide à l'Afrique est à l'évidence liée à des intérêts commerciaux et politiques.

La priorité aux voisins

L'APD de l'Inde a ciblé essentiellement ses voisins immédiats, à savoir le Bhoutan, le Népal et l'Afghanistan. L'aide au Bhoutan et au Népal a concerné principalement les infrastructures, l'éducation, la santé, les projets relatifs aux infrastructures tels que les projets hydroélectriques étant en tête. Les motivations premières de cette aide sont plus d'ordre économique et politique que d'ordre humanitaire, ce qui explique qu'elle soit cataloguée comme coopération économique plutôt que comme aide extérieure. (voir le **Tableau 3**)

Le gouvernement indien met volontiers l'accent sur les avantages que l'aide extérieure procure à l'Inde. L'essor de l'économie indienne est présenté comme le résultat de cette aide. Sont citées à titre d'exemples des entreprises telles que Tata Motors (appel d'offres de la Banque Mondiale à hauteur de 19 millions de dollars pour fournir 500 bus à Senbus, une compagnie de transport au Sénégal), l'entreprise publique RITES (ventes de locomotives à Sudan Railways, et d'autres activités en Tanzanie, en Éthiopie et en Ouganda), et des compagnies pétrolières telles que ONGC Videsh (investissements pétroliers au Soudan à hauteur de 750 millions de dollars) et l'Indian Oil Corporation Ltd. (IOC).

Le commerce entre l'Inde et l'Afrique, à l'exclusion du pétrole, s'est envolé de 967 millions de dollars en 1991 à plus de 10 milliards de dollars en 2007 (voir **Graphique 1**). Pour la période d'avril 2006 à janvier 2007, le commerce de l'Inde avec le continent a été estimé à 19,3 milliards de dollars. Toutefois, ses exportations vers l'Afrique n'ont constitué que 7% de l'ensemble de ses exportations en 2006 qui se sont élevées à 103 milliards de dollars. Les exportations vers l'Afrique concernent principalement des produits manufacturés, des

Table 3. Donations et prêts hors aide-projet et aide-programme du Ministère des Affaires (Rs m)

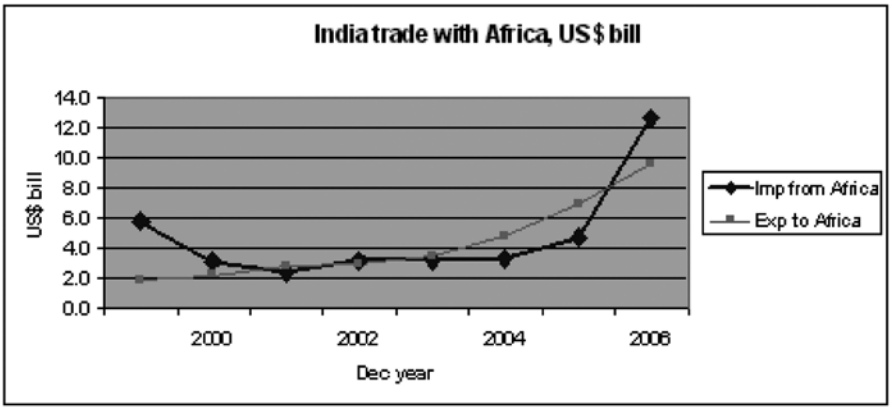
	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05
Bangladesh	310	110	300	850	1 140	900	400	50
Bhoutan	1 650	2 000	1 900	2 000	2 100	2 310	2 420	2 450
Nepal	750	700	650	650	1 090	1 070	920	590
Afrique	100	110	110	70	50	50	90	1 050
Maldives	130	80	100	100	90	90	80	80
Birmanie	200	510	350	235	210	180	90	100
Sri Lanka	60	80	90	145	160	180	200	150
Autres pays en voie de développement	450	500	600	550	560	1 170	1 710	2 490
Total (autres inclus)	3 650	4 090	4 100	4 620	5 430	6 010	6 000	5 750

Source : Ministère des Finances
Note : Une partie de la catégorie "Autres pays en voie de développement" renvoie à l'Afghanistan. Les apports hors aide-projet et aide-programme comprennent l'aide humanitaire ainsi que l'assistance technique et économique.

produits chimiques et des équipements pour les transports. Les principaux marchés sont l'Afrique du Sud avec des exportations qui ont atteint 2 milliards de dollars en 2006, suivie du Kenya avec 1,3 milliards de dollars, du Nigéria avec 936 millions de dollars, de l'Égypte avec 739 millions de dollars, et de l'île Maurice avec 539 millions de dollars. En 2006, la majorité des importations venaient du Nigéria à hauteur de 5,6 milliards de dollars, suivi de l'Afrique du Sud avec 2,5 milliards de dollars, l'Égypte avec 1,4 milliards de dollars, l'Algérie avec 532 millions de dollars et le Maroc avec 517 millions de dollars. Les importations en Inde sont principalement des matières premières (produits miniers) c'est-à-dire du pétrole, de l'or, des engrais phosphatés, des noix, et du minerai de cuivre. Cependant, ces échanges commerciaux demeurent négligeables en comparaison avec la Chine dont le commerce avec l'Afrique s'élève à 55 milliards de dollars.

Le poids de la politique extérieure et des intérêts économiques de l'Inde dans ses relations actuelles avec l'Afrique de l'Ouest est évident et ouvertement reconnu. 70% des gisements de pétrole en exploitation en Afrique sont dans le Golfe de Guinée, en Afrique de l'Ouest, qui n'a jamais été historiquement un partenaire régional de l'Inde, que ce soit sur le plan stratégique ou économique. Huit pays francophones riches en ressources naturelles (principalement le pétrole), à savoir le Burkina Faso, la Guinée Équatoriale, le Tchad, la Guinée-Bissau, le Ghana, le Mali, la Côte d'Ivoire et le Sénégal ont formé conjointement avec l'Inde le «Mouvement d'approche technico-économique pour l'Afrique (TEAM-9)». En 2004, par l'intermédiaire de la banque Exim, l'Inde a affecté 500 millions de dollars à des facilités de crédits à ce projet pour resserrer leurs relations au vu de leur richesse en pétrole et en minerais. Le TEAM-9

Graphique 1



Source: World Trade Atlas (Atlas du Commerce Mondial)

cible les activités agricoles, l'amélioration des infrastructures et l'achat d'équipements fabriqués en Inde. L'Inde a accordé encore 200 millions de dollars en lignes de crédit au NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) par le biais du Fonds Inde-Afrique, créé pour promouvoir l'intégration économique de l'Afrique.

Les 2 milliards de dollars de dons et de lignes de crédits accordés par l'Inde aux pays africains au cours des cinq dernières années ont servi pour des projets aussi variés qu'un centre de formation aux technologies de l'information (Lesotho), l'électrification des zones rurales (Mozambique, Ethiopie), la construction du bâtiment de l'Assemblée Nationale (Ghana), des chemins de fer (Sénégal, Mali), des casernes militaires (Sierra Leone), et une usine de ciment (Congo). L'Inde soutient l'Afro-Asian Rural Development Organisation (AARDO ou Organisation Afro-Asiatique pour le Développement Rural) formée par la Chine, l'Égypte, l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Malaisie, le Nigéria et les Philippines. Elle a offert 600 000 dollars aux pays membres de l'AARDO pour 2009-2011 pour le renforcement des capacités via des formations dans des pôles d'excellence en Inde ou des voyages pour découvrir des modèles innovants et couronnés de succès de développement rural et de diminution de la pauvreté.

Parallèlement, les investissements privés par des entreprises indiennes ont également progressé. Entre 1995 et 2005, ONGC a augmenté le nombre de ses filiales de 2 à 14 avec des investissements au Soudan, au Nigéria, en Côte d'Ivoire, en Libye, en Egypte et au Gabon. En 2005, OVL a établi un partenariat commercial avec Mittal Steel pour former ONGC Mittal Energy (OMEL), qui a passé un accord de 6 milliards de dollars avec le Nigeria pour un projet d'infrastructure en échange de deux permis offshore. ONGC/OVL a investi au Nigeria, au Soudan, en Égypte, en Libye, en Côte d'Ivoire, et au Gabon. Le groupe Essar s'intéresse à l'exploration des ressources pétrolières et gazières à Madagascar. En 2007, l'IOC a débuté ses activités au Kenya, en Tanzanie et au Mozambique. ONGC, la plus importante société pétrolière d'État indienne, a investi 10 millions de dollars pour construire un chemin de fer au Nigéria.

L'aide actuelle de l'Inde à l'Afrique est détaillée ci-dessous :

Bénéficiaire	Activités d'importance de l'aide indienne en Afrique
Angola	Ligne de crédit de 40 millions de dollar pour la reconstruction d'une ligne de chemin de fer (lié) et crédit de l'Exim de 5 millions de dollars pour l'achat d'équipements agricoles en Inde.
Bénin	Don de 60 tracteurs
Burkina Faso	Crédit de TEAM-9 de 31 millions de dollars pour l'équipement agricole
Cameroun	Don de 60 tracteurs
Djibouti	1 million de dollars d'aide alimentaire
Gambie	Crédit de l'Exim de 7 millions de dollars pour l'achat de tracteurs et l'aide pour la mise en place d'une unité d'assemblage de tracteurs en Gambie
Ghana	Crédit de l'Exim de 15 millions de dollars; Prêt privilégié de l'Exim de 27 millions de dollars pour l'électrification rurale et le soutien aux exportations non traditionnelles et 2 millions de dollars pour une assistance technique à un Centre de technologies de l'information et de la communication (TIC)
Côte d'Ivoire	Crédit de TEAM-9 de 27 millions de dollars pour 400 bus Tata
Lesotho	Crédit de l'Exim de 5 millions de dollars pour des activités agricoles
Île Maurice	Crédit de l'Exim de 100 millions de dollars pour le développement des TIC ; don de 7,5 millions de dollars pour les TIC ; crédit de l'Exim de 10 millions de dollars pour des canalisations d'égout.
Niger	Crédit de TEAM-9 de 17 millions de dollars pour l'achat d'équipements de transport en Inde.
Sénégal	Crédit de TEAM-9 de 48 millions de dollars pour des systèmes d'irrigations, le développement des TIC et un site de production d'acier ; crédit de l'Exim de 18 millions de dollars pour 350 bus Tata ; crédit de l'Exim de 15 millions de dollars pour de l'équipement agricole.
Sierra Leone	Don de 800 000 dollars pour la construction de 400 casernes (lié)
Tanzanie	Création de deux sociétés de traitement de noix de cajou et 20 millions de dollars de remise de dette bilatérale.
Togo	Crédit de l'Exim de 10 millions de dollars pour financer des importations de l'Inde.
Ouganda	Aide humanitaire de 1,7 millions de dollars ; 5 millions de dollars de remise de dette bilatérale.
Zambie	Don de 100 000 dollars pour l'accès aux médicaments ARV ; crédit de l'Exim de 10 millions de dollars pour des médicaments ARV ; 5 millions de dollars de remise de dette bilatérale.

Source: Compilation par Peter Kragelund[2] à partir des données fournies par les ambassades indiennes en Afrique et le Ministère des Affaires Etrangères (2007).

Les tendances de l'aide indienne

- L'aide indienne est perçue comme un instrument de la politique extérieure de l'Inde largement au service de ses propres intérêts.

- L'aide indienne au développement manque d'objectifs clairs et bien définis, et d'une approche clairement définie assortie de mécanismes de rendu de comptes et de suivi.

- Il y a un basculement du modèle relativement simple des exportations-importations vers des interactions plus organisées et diverses, comprenant du soutien aux gouvernements, des joint-ventures, des lignes de crédit et des garanties d'exportations. L'accent est de plus en plus sur l'aide budgétaire aux gouvernements bénéficiaires, notamment sous forme d'allègement de dette. L'octroi de dons est de plus en plus préconisé en raison de l'inquiétude croissante que suscite l'endettement des pays pauvres et de l'idée que de nombreuses formes d'aide (notamment dans le domaine social) ne portent leurs fruits que sur le long terme.

- L'Inde impose bien moins de conditionnalités et implique plus largement les bénéficiaires dans le processus. L'aide indienne est plus axée sur l'entretien de bonnes relations, le développement économique à long terme et l'accroissement de son influence que sur l'exportation d'une main d'œuvre qualifiée et le rapatriement des bénéfices. Elle vise principalement à développer les capacités locales. Cependant, certains signes tendent à montrer que l'Inde est entrain de passer du «soft power» au «hard power». Le passage de l'Inde au rang de donateur important pourrait nuire aux bonnes relations qu'elle entretenait.

- L'aide fournie à des fins politiques et économiques peut être un moyen très efficace d'améliorer les relations. Cependant, elle peut se révéler contre-productive si elle est mal adaptée.

- La remise de dette permet à de nombreux gouvernements africains d'emprunter sur les marchés financiers internationaux.

- Une grande partie de l'aide indienne au développement en Afrique relève davantage d'un mécanisme de subvention à l'exportation de ses surplus. Elle tend à être utilisée comme un catalyseur pour le commerce, l'accès aux ressources minières et l'exercice d'une influence politique, plutôt que pour contribuer au développement économique et social. Une grande part des prêts accordés ne l'est pas à des conditions privilégiées et elle est conditionnée à la passation de marchés de biens et de services dans le pays donateur. Alors que l'Inde refuse l'aide bilatérale liée des autres pays, ironiquement une grande proportion de ses propres prêts est liée. Cette situation lui vaut un certain ressentiment.

- L'aide au développement couplée au commerce ou à l'investissement est critiquée comme étant une nouvelle forme de mercantilisme. Les pays bénéficiaires y voient quelque chose de positif, puisque cela offre de nombreuses opportunités de partenariats économiques et commerciaux. De leur côté, les donateurs émergents deviennent aussi des «partenaires du développement».

- L'aide indienne en Afrique semble être liée à la présence de la diaspora dans certains pays africains tels que le Tanzanie et le Kenya.

- Alors que les donateurs du CAD tendent à délier leur aide financière, la majorité de l'aide non-CAD devient liée, ce qui réduit l'efficacité de l'aide en général. L'Inde est peu disposée à adopter les standards du CAD.

- La part de coopération technique a augmenté. La coopération technique ne permet pas, à elle seule, une plus grande autonomie du pays bénéficiaire. Il s'agit d'une forme d'aide largement contrôlée par les donateurs. Elle tend à générer d'importants bénéfices économiques pour les sociétés de conseils du pays donateurs. La plus grande partie de la coopération technique est fournie en nature. Elle est constituée par la rémunération des personnels ou des frais administratifs dont bénéficient les agents recrutés par le donateur. Le personnel recevant une formation technique de haut niveau forme une petite équipe d'élite, souvent mieux payée et travaillant dans de meilleures conditions, ce qui démoralise les travailleurs locaux. Les dépenses en personnel qui peuvent atteindre jusqu'à 40% du total, constituent l'essentiel des dépenses.

***C. R. Bijoy** est un chercheur militant au sein de «Campagne pour la survie et la dignité» (une plateforme d'organisations luttant pour les droits des Adivasi ou des autochtones et ceux des habitants des forêts). Il vit à Coimbatore, au Tamilnadu, en Inde. Il peut être contacté à cr.bijoy@gmail.com.*

Notes

1 Le PAM fournit un soutien alimentaire à l'Inde pour 2,7 millions de jeunes enfants, de femmes enceintes et en allaitement, et en rations alimentaires supplémentaires pour 815 000 personnes venant de zones tribales à faibles revenus afin de renforcer leur sécurité alimentaire.

2 Kragelund, Peter. The Return of Non-DAC Donors to Africa: New Prospects for African Development?, Development Policy Review, Overseas Development Institute 2008, 26 (5): 555-584.

Bibliographie (en anglais)

Afro-Asian Rural Development Organization. http://aardo.org/hrd.htm

Agrawal, Subhash. Emerging Donors in International Development Assistance: The India Case, Editor, India Focus, New Delhi, IDRC-CRDI Canada, December 2007.

Beri, R. India's Africa Policy in the Post-Cold War Era: An Assessment, Strategic Analysis, 27 (2), April-June 2003.

Biopact Team. South-South cooperation: Indian government provides $250 million for West-Africa's Biofuels Fund, Biopact.Com, 17 November 2006. http://news.mongabay.com/bioenergy/2006/11/south-south-cooperation-indian.html

Broadman, HG. Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier. Washington: World Bank, 2007.

Chanana, Dweep. India as an Emerging Donor, Economic & Political Weekly EPW March 21, 2009 vol XLIV no. 12, p.11-14.

Chanana, Dweep. India – Aid Recipient or Donor? September 16, 2006.

http://www.planetd.org/2006/09/16/india-aid-recipient-or-donor/

Chanana,Dweep. India Shows Split Personality as Emerging Donor, 25 March 2009. http://www.planetd.org/2009/03/25/india-emerging-donor-premature-ambitions/

Chathurbedi, Sonia. India's double standard on International aid as donor and receiver, September 27, 2004 http://www.indiadaily.com/editorial/09-27b-04.asp

DN. Aid: Old Morality and New Realities. Economic and Political Weekly, June 14, 2003.

Ehrenfeld, Daniel. Foreign Aid Effectiveness, Political Rights and Bilateral Distribution, http://www.jha.ac/articles/a128.htm

Federation of Indian Commerce and Industry. Destination Africa: India's Vision, New Delhi, July 2005.

Gupta, Sanjeev, Catherine Pattillo, and Smita Wagh. Are Donor Countries Giving More or Less Aid? IMF Working Paper WP/06/1, IMF, January 2006.

India to help Pacific Island states deal with climate change, The Economic Times, 7 Aug 2009. http://economictimes.indiatimes.com/Environment/Global-Warming/India-to-help-Pacific-Island-states-deal-with-climate-change/articleshow/4868480.cms

India pushes people power in Africa, 13 July 2007, Asia Times http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/IG13Df03.html

ITEC. Indian Technical And Economic Cooperation Division, Ministry Of External Affairs, Government Of India. http://itec.nic.in/

ITEC. Projects and project related activities such as consultancy services. http://itec.nic.in/projects.htm

Jenkins, R. and Edwards, C. The Asian Drivers and sub-Saharan Africa. Asian Drivers: Opportunities and Threats. IDS Bulletin 37 (1), January 2006.

Jobelius, M. New Powers for Global Change? Challenges for International Development Cooperation: The Case of India. FES Briefing Paper 5, Berlin, March 2007.

Kragelund, Peter. The Return of Non-DAC Donors to Africa: New Prospects for African Development? Overseas Development Institute, Development Policy Review, 2008, 26 (5): 555-584.

Manning, Richard. Will Emerging Donors Change the Face of International Cooperation? OECD DAC Chair, 2006. http://www.oecd.org/dataoecd/35/38/36417541.pdf

Naidu, Sanusha (Research Fellow, Centre for Chinese Studies, Stellenbosch University, South Africa). India's African Relations: Playing Catch up with the Dragon, UCLA, May 2007. http://www.globalization-africa.org/papers/84.pdf

Pocha, Jehangir S. Look Who's Giving: India's Dalliance with Aid Diplomacy, Business World magazine, Feb 28, 2007. http://www.businessworld.in/mar1207/special_feature07.asp

Price, G. India's aid dynamics: from recipient to donor? RIIA Asia Programme Working Paper, 2004.http://www.chathamhouse.org.uk/publications/papers/view/-/id/229/

Price, Gareth (Head, Asia Programme, The Humanitarian Policy Group). Diversity in donorship: The changing landscape of official humanitarian aid, India's official aid programme, Chatham House, September 2005. http://www.odi.org.uk/resources/download/302.pdf

Ramachandran, Sudha. India pushes people power in Africa, Asia Times, 13 July 2007, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/IG13Df03.html

Sharma, Ashok B. India-Sri Lanka FTA a win-win situation: Ficci, 12 May 2008. http://www.financialexpress.com/news/IndiaSri-Lanka-FTA-a-winwin-situation-Ficci/308201/

Singh, R.I. 'India, Africa ready to embrace global destiny'. Delhi: Ministry of External Affairs, (2005). http://meaindia.nic.in/interview/2006/01/25in01.htm

Singh, S. India and West Africa: A Burgeoning Relationship, Chatham House Africa Programme, Briefing Paper, April 2007. http://www.chathamhouse.org.uk/publications/papers/view/-/id/467/

SSAS/BASAS and The British Institute in Eastern Africa. Changing Global Geographies of Power and Development: Contemporary Indian - East Africa Relations, BASIS project proposal, April 2007. http://www.basas.org.uk/projects/geographies.htm

Vines, Alex and Bereni Oruitemekai. India's Engagement with the African Indian Ocean Rim States, Africa Programme Paper:

AFP P 1/08, Chatham House, 4 April 2008. http://www.chathamhouse.org.uk/files/11293_india_africa0408.pdf

WFP welcomes India into donor family with first-ever donation of 1 million tons of wheat, News Release, 5 November 2002. http://ngin.tripod.com/071102a.htm

Woods, Ngaire. Whose aid? Whose influence? China, emerging donors and the silent revolution in development assistance, International Affairs 84: 6 (2008) 1000–1000. http://www.globaleconomicgovernance.org/wp-content/uploads/ChinaNew%20donorsIA.pdf

UN. India changes from big aid recipient into major donor, UN food agency says. 13 September 2006.http://www.un.org/apps/news/story.asp? NewsID=19813&Cr=India&Cr1=

UN Peace Keeping Forces. India's role in un peace-keeping. http://web.cecs.pdx.edu/~lusignan/Communications%20Indias%20role%20in%20UN%20peacekeeping%20forces.doc

La coopération cubaine dans le domaine de la santé au Timor oriental et dans le Pacifique Sud Ouest

Tim Anderson
Aid Watch-Australia

Résumé

Les médecins cubains et leur programme de formation à grande échelle sont arrivés au Timor oriental en 2004, puis à Kiribati, Nauru, Vanuatu, Tuvalu et aux Iles Salomon, entre 2006 et 2008. De par son ampleur et son objet, ce programme «Sud-Sud», plus que tout autre, est entrain de transformer les systèmes de santé de ces États insulaires. «L'aide solidaire» de Cuba dans le domaine de la santé et dans celui de l'éducation est célèbre en Afrique et en Amérique latine, mais elle a touché plus récemment le Pacifique Sud Ouest. En 2008, il y avait environ 350 professionnels de santé cubains dans la région, tandis que 870 Timoriens et plus de 100 jeunes Mélanésiens ou Micronésiens suivaient des études médicales.

Nous pouvons identifier les qualités particulières de ce programme. Premièrement, il est largement reconnu que les formations dispensées satisfont aux critères d'excellence internationaux. Deuxièmement, le programme est orienté vers les pays en développement, il privilégie les zones rurales, les premiers soins et la prévention, et fait plus appel aux ressources humaines qu'à des technologies onéreuses. Troisièmement, le programme est systématique, il vise à édifier des systèmes de santé publique plutôt qu'à simplement fournir une aide ponctuelle ou des formations individuelles. Quatrièmement, l'esprit de la formation prépare les étudiants à se considérer comme des membres de la communauté des travailleurs de la santé au service du public, plutôt que comme des entrepreneurs dans le domaine médical ; et ceci contribue à remédier au grave problème de la «fuite des cerveaux» - la perte des professionnels formés qui émigrent.

Ce programme pose aussi des défis, tant aux pays en développement qui en bénéficient qu'aux agences de l'aide. Les premiers doivent investir dans les médecins nouvellement formés et les intégrer avec souplesse, investir dans les infrastructures, soutenir les formations en cours et coordonner les différents programmes ou projets relatifs à la santé. Les agences de l'aide doivent tenir compte du fait que les programmes des Cubains sont systématiques et qu'ils comprennent des cours de langue et doivent saisir toutes les occasions de s'articuler à ces nouvelles capacités humaines dans les États insulaires.

Cuba, un pays en développement socialiste, a récemment mis en place dans le Pacifique Sud Ouest un programme d'aide de grande envergure dans le domaine de la santé. Les médecins cubains et leur programme de formation à grande échelle sont arrivés au Timor oriental en 2004, puis à Kiribati, Nauru, Vanuatu, Tuvalu et aux Iles Salomon, entre 2006 et 2008. Fin 2009, plus de mille étudiants du Timor oriental et des iles du Pacifique Sud étudiaient la médecine avec des professionnels cubains, pour la plupart d'entre eux à Cuba même. Ce programme «Sud-Sud» va transformer les systèmes de santé des États insulaires qui y participent. La coopération Sud-Sud, une question importante pour les pays en développement du mouvement des pays non-alignés depuis les années 60, recouvre l'idée que les pays en développement peuvent

s'aider mutuellement dans le renforcement des capacités, plutôt que de s'en remettre aux grandes puissances, avec lesquelles elles ont des relations de dépendance et asymétriques. Ce rapport décrit l'approche cubaine de la coopération Sud-Sud et les programmes d'aide de Cuba dans le domaine de la santé, puis examine les leçons à en tirer et les défis posés.

Cuba et la coopération Sud-Sud

Les idées sur lesquelles repose «l'aide» cubaine – l'importance donnée à la solidarité sociale internationale et au développement des systèmes de santé dans les zones rurales – remontent à la révolution de la fin des années 50. Le médecin argentin-cubain Ernesto «Che» Guevara, par exemple, avait été influencé par le mouvement de la «médecine sociale» en Amérique latine (e.g. Allende 1939) mais aussi par sa propre expérience sur le continent. Confronté à la malnutrition des enfants des zones rurales, il se demandait « *Que ce serait-il passé si, disons par magie, deux ou trois cents fils de paysans étaient sortis de l'Université ? …ils se seraient précipités pour venir en aide à leurs frères.* » (Guevara 1960). Ce sont ces idées que lui et les autres leaders cubains ont mis en pratique.

La Cuba révolutionnaire envoya des médecins en Algérie en 1963, à une époque où elle-même manquait de personnels de santé. Son but premier était d'aider les Africains à lutter pour leur indépendance et à utiliser des «stratégies d'auto-assistance». Beaucoup de pays africains valorisaient cette approche fraternelle :

> *« Aucun des types de coopération que nous proposaient les puissances européennes, la Chine, l'Union soviétique ou les États-Unis ne pouvait remplacer les relations spéciales que nous entretenions avec Cuba. »* (Grabendorff 1980: 6)

Aussi l'aide solidaire de Cuba était-elle étroitement liée au soutien de l'indépendance et de l'auto-détermination.

Du fait des progrès du système de santé à Cuba, de nombreux personnels de santé ont été formés et les indicateurs de santé y sont parmi les meilleurs de tout le monde en développement.[1] Des milliers de médecins cubains ont été envoyés en Afrique et en Amérique latine, et la coopération en matière de santé est maintenant l'élément clé de ses relations extérieures.

Les analystes diffèrent sur la question de savoir jusqu'à quel point l'aide médicale cubaine relève du «soft power» ; certains pensent qu'elle est une façon de créer un «capital symbolique» dont il est possible de tirer des avantages matériels ou politiques (Feinsilver 2006). L'auteur partage l'opinion de ceux qui estiment que les motivations de l'aide médicale cubaine sont plus profondes et plus complexes. L'internationalisme médical cubain est à la base une entreprise fondée sur des principes humanitaires qui, éventuellement, peut avoir des retombées diplomatiques, commerciales ou politiques, alors que ce n'était pas son objet au départ (voir Kirk et Erisman 2009 : 170-183). Il est aussi important de noter que la récente vague de programmes de santé a été reliée à la «Bataille d'idées» de Cuba (voir Kapcia 2005), un grand programme de «moralité révolutionnaire», mis en place pour promouvoir des programmes sociaux décents.

Lors du Sommet du Sud de la Havane en 2000, plus de la moitié des 120 programmes de coopération Sud-Sud présentés venaient de Cuba. Les leaders africains et le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan ont rendu hommage à la propension de ce petit Etat insulaire à partager ses modestes ressources (Gonzales 2000). Alors que les États-Unis, dans leur obsession de renverser le régime du petit Etat socialiste qui est à leur porte, se

sont systématiquement opposés à tous les programmes de santé de Cuba.[2]

C'est en 2004, lorsque Cuba et le Venezuela ont créé l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, que l'idée de la coopération Sud-Sud s'est développée dans la région Amérique latine et Caraïbes. La mission «Barrio Adentro» (dont l'objectif était de créer des dispensaires locaux) à laquelle ont participé, au bas mot, des milliers de professionnels de la santé cubains a été un exemple de réussite de la coopération Sud-Sud « *dans laquelle ont prédominé les principes de solidarité et de complémentarité* » (Muntaner et al 2008: 307). L'ALBA qui compte neuf membres a été qualifiée « d'avancée incontestable » vers l'intégration Sud-Sud (Ronda Varona 2006: 321).

Certains pays en développement ont eu quelques hésitations à nouer des relations avec Cuba. En Jamaïque et en Namibie, on a observé une certaine ambivalence vis-à-vis de l'aide de Cuba dans le domaine de l'éducation ; leurs craintes étaient de froisser la susceptibilité des professionnels locaux et de compromettre leurs relations avec les États-Unis. Mais les formations proposées par Cuba contribuent nettement à développer l'autonomie en matière d'éducation et de santé et sont en général des offres «qui ne se refusent pas». Cette aide est aussi bénéfique pour l'après-colonialisme. Ces programmes Sud-Sud : « *constituent incontestablement une approche de ces relations «radicalement nouvelles» qui sont indispensables au processus de décolonisation visant à asseoir l'indépendance et la qualité de nos réalisations en matière d'éducation et dans d'autres domaines … ils ont taclé certains des problèmes les plus aigus de l'après-colonialisme* » (Hickling-Hudson 2004: 305-9). Il a été noté que les bienfaits étaient réciproques, en particulier cela a beaucoup apporté aux professeurs cubains d'enseigner à des étudiants de cultures et de langues différentes (Hickling-Hudson 2004: 308).

A la fin de l'année 2009, « *plus de 172 000 médecins ou professionnels de la santé cubains* » avaient travaillé dans les programmes internationaux du pays. Entre 1999 et 2009, les brigades médicales de Cuba ont ouvert 160 hôpitaux et 750 centres de santé et l'on dit qu'ils ont sauvé plus de deux millions de vies. De plus, à fin 2009, plus de 21 000 étudiants avaient été formés en médecine par les Cubains (Escambray 2009). Il n'existe aucun programme dans le monde d'une telle ampleur. Le Dr. Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré que les Facultés de médecine de Cuba représentent « *l'engagement et la contribution à une meilleure formation des professionnels de santé dont le monde a besoin aujourd'hui* » (Escambray 2009).

Cuba réagit à la pénurie mondiale de personnels de santé dans ce monde de marchandisation et de privatisations. Et aussi au manque de services de santé dans les zones rurales, et à l'importante «fuite des cerveaux» (l'émigration des professionnels compétents) dans les pays en développement. Que certains émigrent dans des pays plus riches est inévitable. A Cuba même, les médecins qui quittent le pays représentent 2% de la profession (Jiménez 2007). Dans la plupart des pays en développement, les chiffres sont beaucoup plus élevés. Par exemple, entre les années 80 et la fin du 20e siècle, le Ghana a perdu 60% de ses médecins, et la Zambie a perdu 90% des médecins formés sur place après l'indépendance (Kirk et Erisman 2009: 114). Dans le Pacifique la situation est à peine un peu meilleure. D'après une étude, en Australie et en Nouvelle Zélande, il y a «presque autant» de médecins natifs de Fiji qu'à Fiji mais il y a plus d'infirmières et de sages-femmes originaires de Samoa, Tonga, Fiji et Niue que dans ces iles elles-mêmes (Negin 2008).

La nature et l'esprit de la formation pourraient freiner l'émigration. L'ex-ministre de la Santé du

Timor oriental, le Dr Rui Araujo fait observer que les formations médicales dispensées par les Cubains sont fidèles à un esprit qui les distingue de beaucoup d'autres où l'on met l'accent sur la notion d'élite. On fait appel à l'esprit communautaire des étudiants et on les prévient solennellement qu'ils sont formés « *pour servir le public et non pour faire commerce de leurs services* » (Araujo 2008). Un tel esprit peut contribuer à limiter «l'exode des médecins» du Timor oriental.

Les programmes proposés par Cuba dans le domaine de la santé

Cuba met l'accent sur l'investissement dans les individus et s'attache à développer l'esprit du service public chez les professionnels de la santé. Il est aussi souple sur le financement de son aide. Par exemple, dans les pays les plus pauvres comme le Timor oriental, c'est le gouvernement cubain qui paye les salaires des médecins cubains. Mais dans des pays plus riches comme l'Afrique du Sud ou le Venezuela, il est demandé une contribution au gouvernement du pays hôte (MEDICC 2008). A Cuba même, le niveau d'éducation est très élevé et l'enseignement, à tous les niveaux, est gratuit pour les Cubains. Comme le fait remarquer un analyste cubain : « *Dans la stratégie adoptée par Cuba lors de la création du système de santé, l'élément le plus important a été le renforcement des ressources humaines. Aujourd'hui le développement du capital humain est remarquable dans toutes les sphères du pays ; mais c'est dans le secteur de la santé qu'il est le plus remarquable* » (Rojas Ochoa 2003).

En développant ses programmes d'aide dans le domaine de la santé, Cuba peut s'appuyer sur un vécu qui est proche de celui de beaucoup d'autres pays en développement. Au début des années 60, la plupart des médecins privés avaient quitté le pays. Dans les années 90, avec la faillite de ses principaux partenaires commerciaux, le pays a subi une grave crise économique. Avec le blocus économique des États-Unis depuis le début des années 60, les pénuries ou les prix élevés de beaucoup de produits d'importation sont un problème récurrent. En d'autres termes, Cuba est un pays qui a été obligé de «faire avec», malgré son peu de ressources, en s'appuyant sur des professionnels dévoués, son «capital humain». Cette expérience est un «plus» pour sa compréhension des besoins des autres pays en développement.

Pour ses programmes d'aide dans le domaine de la santé, Cuba utilise toujours le même modèle en y apportant le cas échéant quelques adaptations. Les deux gouvernements comment par signer un accord bilatéral, où il est précisé le nombre de médecins cubains qui seront mis à disposition et le nombre de bourses d'études de médecine qui seront offertes. Ainsi est scellé le plan à long terme qui vise à remplacer les médecins cubains par les jeunes diplômés du pays hôte dans les dix ans. Les médecins cubains ont des contrats de deux ans et l'aller et retour en avion pour aller passer leurs vacances chez eux au bout d'un an leur est offert. En général, le pays hôte leur fournit le logement, la nourriture, le local où ils exercent et une allocation mensuelle (quelque chose comme 200 dollars), tandis que le gouvernement cubain continue à leur verser leurs salaires (Jiménez 2006; MEDICC 2008). Les médecins cubains bénéficient d'autres avantages, notamment d'une prime à leur retour.

Dans le cas de pays plus riches comme l'Argentine et l'Afrique du Sud, il est demandé au gouvernement une contribution aux salaires des médecins (MEDICC 2008). Dans le cas du Venezuela, il y a un accord commercial entre les gouvernements vénézuéliens et cubains portant sur un échange de biens et de services,

et en particulier de services de santé. Dans le cas du Timor oriental, dans un premier temps, le gouvernement a utilisé des fonds reçus au titre de l'aide pour régler sa contribution aux salaires des médecins, mais depuis 2006, « *le gouvernement cubain assume la totalité des salaires de ses médecins et ne fait rien payer à nos étudiants en médecine* » (PMC 2006).

Dans les pays, les médecins cubains sont des fonctionnaires employés par le Département local de la Santé. A la différence de ce qui se passe dans les «programmes d'aide» des entreprises ou des organisations non-gouvernementales (ONG), qui habituellement n'opèrent pas dans le cadre du secteur public. Même si le Département de la Santé de Cuba préfère que ses médecins soient envoyés dans les zones rurales, tout dépend de la politique du gouvernement local. Par exemple, le gouvernement des Iles Salomon a demandé, et a reçu, trois spécialistes et un chirurgien pour l'hôpital de la capitale (Mamu 2008). Au Timor oriental, les 300 professionnels de la santé cubains (en majorité des médecins) ont été plus largement répartis à travers le pays (Klaak 2008). Au Timor oriental, comme dans beaucoup d'endroits en Amérique latine, l'approche a été d'envoyer les médecins là où il n'existait pas de services de premiers soins, et de privilégier la prévention, tout en pratiquant la médecine clinique (MEDICC 2088).

Dans le cas des pays qui ne disposent pas de Faculté de médecine, le gouvernement local envoie ses étudiants à Cuba et, s'il en a les moyens, les rapatrie pour les vacances. Dans le cas des étudiants des Iles Salomon, dans un geste de complicité «Sud-Sud», l'Iran a financé leur transport à Cuba en 2008 et de nouveau en 2009 (Solomon Star 2009). Dans certains cas (en particulier au Timor oriental), les médecins cubains aideront à renforcer les capacités des Facultés de médecine locales. Tous les étudiants en médecine qui sont à Cuba ont des bourses complètes qui comprennent les droits d'inscription, la pension, la nourriture et d'autres services, ainsi qu'une petite allocation de 4 ou 5 dollars par mois. Certains gouvernements (par exemple, le Timor oriental) versent une allocation supplémentaire à leurs étudiants, mais d'autres (par exemple, Kiribati) ne le font pas. Les étudiants qui ne parlent pas l'espagnol commencent par une année préparatoire où ils suivent des cours d'espagnol et de sciences. Dans certains pays, notamment au Timor oriental, il est ajouté au programme des cours d'approfondissement de la langue locale.

Dans les années 2000, grâce au Venezuela, Cuba a développé son réseau de formation médicale à distance et à contribué à augmenter les capacités de formation des Facultés de médecine dans plusieurs autres pays. Cette approche a reposé sur l'apprentissage en petits groupes et sur l'utilisation d'ordinateurs. Beaucoup des cours théoriques ont été numérisés. Le Dr Yiliam Jimenez, vice-ministre de la Santé et Directeur de la coopération pour la Santé, déclare : « *Nous revenons au tutorat et nous utilisons les technologies de l'information et d'autres aides à l'apprentissage, afin que les étudiants dont les familles ont peu de revenus puissent recevoir un enseignement théorique et pratique dans leurs propres communautés où il est tant besoin de leurs services* » (Reed 2008). Pour la troisième année, les étudiants peuvent aller tous les jours à l'hôpital ou au dispensaire aussi bien que dans leur salle de cours. Ces méthodes d'enseignement n'ont rien d'exceptionnel, mais c'est l'aspect systématique de la formation et son esprit qui font la différence.

On peut synthétiser les éléments clés des programmes de santé cubains comme suit. Premièrement, l'excellence de leurs techniques de formation ne fait aucun doute. Les résultats de Cuba en matière de santé, les éloges de l'OMS et la reconnaissance par les États-Unis des études de

médecine à Cuba en témoignent.[3] Deuxièmement, les programmes sont orientés vers les pays en développement, ils demandent du travail plutôt que des capitaux et ils privilégient la prévention dans les zones rurales. Troisièmement, ce sont des programmes systématiques, dont le but est d'édifier des systèmes de santé durables – et non pas seulement de fournir certains services. Les médecins cubains fournissent des services de santé à très faible coût, pendant que les étudiants du pays sont en formation. Au moment du retour dans leurs pays des nouveaux médecins qui commencent à pratiquer, les formateurs cubains leur prêtent assistance et continuent à les former. Quatrièmement l'esprit de service public et l'échelle à laquelle est dispensée la formation tendent à créer des professionnels dotés de conscience sociale et dévoués à leur métier, ce qui peut ralentir la fuite des cerveaux.

Les programmes au Timor oriental et dans le Pacifique Sud Ouest

Le programme cubain au Timor oriental est parti d'une rencontre entre les leaders de Cuba et du Timor oriental au Sommet des pays non alignés à Kuala Lumpur, en 2003. A la fin de cette année-là, quelques étudiants ont été envoyés à Cuba pour y être formés, et en avril 2004, un petit groupe de médecins cubains a débarqué au Timor (Medina 2006). Tout au long de 2005, le nombre des médecins et celui des étudiants a augmenté. Après la visite à la Havane du Premier Ministre Mari Alkatiri, le Président Fidel Castro a offert au Timor oriental un millier de bourses d'études et un contingent de 300 professionnels de santé. L'idée du Président Castro avec cette offre était que le nombre de médecins rapporté à la population totale passe à 1 pour 1 000 (Araujo 2007 & 2008). Ce redimensionnement faisait du Timor oriental le pays du monde, non situé en Amérique latine, bénéficiant du plus important programme d'aide dans le domaine de la santé.

Un groupe de médecins cubains a été affecté à l'Hôpital national du Timor oriental, mais la majorité d'entre eux a été envoyée dans les petits dispensaires au niveau des sous-districts, et là ils ont été les premiers pivots de ces établissements où le médecin est au service des populations rurales y compris pour des visites à domicile (Rigñak 2007). Là-bas, la plupart du temps, ce sont eux qui ont vacciné les enfants, soigné les tuberculeux, soigné les autres malades, ou été les personnes recours lors des accouchements. Entre avril 2003 et mi-2008, les médecins cubains ont effectué plus de 2,7 millions de consultations. On estime qu'ils ont sauvé plus de 11 400 vies (CMB 2008; Anderson 2008).

De 2003 à 2006, des étudiants du Timor sont partis par vagues successives à Cuba. Pour que la formation puisse avoir lieu au Timor, une Faculté de médecine a été créée à l'Université nationale, en décembre 2005 (CMB 2008). Au début, cette Faculté fonctionnait de façon décentralisée, des petits groupes d'étudiants étaient pris en charge par les médecins en poste dans les hôpitaux et les centres de santé des districts (Rigñak 2007). En 2007-2008, elle a pu utiliser trois salles équipées d'ordinateurs à l'Université nationale. Au début de 2008 il y avait environ 700 étudiants à Cuba et 150 au Timor (Rigñak 2008).

Durant leurs deux premières années d'étude, les étudiants ont eu beaucoup de mal avec l'espagnol, mais ils avaient beaucoup d'estime pour leurs professeurs (Guimaraes 2007; Marques Sarmento 2007). Les taux de réussite étaient proches des 100% et les rapports rédigés par les enseignants étaient tous bons (Betancourt Gonzalez 2007; Infante Sanchez 2007; PMC 2006). En septembre 2009, les 18 premiers étudiants timoriens sont rentrés chez eux après six ans à Cuba pour faire leur dernière année d'études, leur Internat, dans les hôpitaux régionaux du pays. Leur Faculté de médecine devrait leur délivrer leur diplôme en 2010 (Rigñak 2008).

Suite à cela, d'autres programmes cubains dans le domaine de la santé ont été implantés dans la région. Il y avait 20 étudiants de Kiribati avec les étudiants timoriens lorsque l'auteur leur a rendu visite en 2007 et en 2008. 11 autres les ont rejoint en 2009 (Granma 2009). En 2008, 50 étudiants des Iles Salomon ont commencé leurs études et 25 autres les ont rejoint en 2009 (Mamu 2008). D'autres plus petits États insulaires ont suivi. Le gouvernement de Papouasie Nouvelle Guinée a reçu une offre de coopération dans le domaine de la santé en 2006 (Jiménez 2006; Balaguer 2006) mais à l'heure où est écrit cet article, le programme n'a pas encore démarré.

En septembre 2008, un sommet réunissant les pays du Pacifique Sud à la Havane a renforcé l'engagement de Cuba à leurs côtés. L'ex-ministre des Affaires étrangères cubain, Felipe Pérez Roque a déclaré que Cuba et les pays du Pacifique Sud « *sont confrontés aux mêmes défis dans leur lutte pour le développement, pour le renforcement des ressources humaines, ou contre les risques du changement climatique et l'augmentation des prix du pétrole et de la nourriture* » (CubaMinrex 2008). Lors d'une réunion avec le Président de Kiribati, le Premier ministre de Tuvalu et un certain nombre de ministres et d'ambassadeurs, le vice-président Esteban Lazo, a déclaré que cette rencontre avait établi « *les fondements de nos relations* » (ACN 2008).

Fin 2009, de nouveaux groupes d'étudiants venant des îles du Pacifique sont arrivés à Cuba, ce qui porte le nombre total d'étudiants du Timor oriental et du Pacifique Sud Ouest étudiant à Cuba à plus d'un millier (voir le **Tableau 1**).

Leçons et défis

La principale leçon à tirer des programmes de Cuba dans ce domaine est, semble-t-il, le potentiel ouvert par leur ampleur, leur caractère systématique, leur vocation à former les masses et l'esprit du service public qui les sous-tend. La coordination et l'intégration des services de santé en sont aussi des éléments clés. Mais, bien sûr, ces programmes posent un certain nombre de défis, tant aux pays bénéficiaires que de façon plus générale à la «communauté de l'aide».

Pour le Timor oriental et les États insulaires du Pacifique, les défis semblent tenir à des difficultés d'organisation et de rétention. Les Départements de la Santé doivent planifier le recrutement d'un plus grand nombre de professionnels de santé, d'un nombre colossal, comme dans le cas du Timor oriental. On peut espérer que l'esprit de service qui sous-tend la formation médicale à Cuba, contribuera de façon importante à réduire la fuite des cerveaux et à encourager les nouveaux médecins à continuer à exercer dans les villages

Tableau 1 : Etudiants en médecine formés par les Cubains, à la date du mois de décembre 2009

	à Cuba	sur place
Timor oriental	680 (1 000 places offertes)	190
Iles Salomon	75	
Kiribati	32	
Vanuatu	25	
Nauru	18	
Tuvalu	20	
Tonga	3 (6 places offertes)	

Sources: CMB 2008; Granma 2009; et selon des communications personnelles avec les étudiants, à la date du mois de décembre 2009

mais ceci doit être soutenu par une volonté politique. Il faut donc continuer à investir dans les infrastructures et dans les ressources humaines et prendre des dispositions pour que l'intégration des nouveaux diplômés et ou des internes soit faite avec souplesse. Dans le cas du Timor oriental, il est indispensable de soutenir et de développer la Faculté de Médecine créée par les Cubains au sein de l'Université nationale. Les autorités du Timor oriental pourraient aussi envisager d'ouvrir cette Faculté aux étudiants des îles du Pacifique diplômés à Cuba.

Pour les autres partenaires de la coopération pour le développement, le défi est d'évaluer leurs propres programmes à l'aune du programme cubain, en particulier au regard de l'engagement vis-à-vis de la formation et de son esprit, et de rechercher les complémentarités. Certains demandent que l'on s'interroge sur les types de «renforcement des capacités» à offrir, en particulier si l'on considère que le fait que les formations sont presque uniquement assurées par des consultants dont les salaires sont très élevés va à l'encontre de tout projet de formation de masse (voir AusAID 2008: 33-34). De plus, la pratique cubaine de lier l'apprentissage de la langue à la formation médicale mérite attention. On pense souvent que les étudiants des îles peuvent parvenir seuls et sans aide à maîtriser la langue étrangère dans laquelle ils suivent des cours. Un autre défi important est la coordination entre les Départements de la Santé et les nouveaux diplômés des programmes cubains.

La communauté internationale est souvent soit ignorante de ce que sont les programmes cubains dans le domaine de la santé, soit sceptique à leur égard. Les réactions négatives dans beaucoup de pays viennent de la peur de déplaire aux États-Unis ou de la crainte des professionnels locaux de voir se détériorer leurs conditions de travail (BBC 2006; MEDICC 2007; MEDICC 2008). Toujours est-il que d'ici quelques années, la grande majorité des personnels de santé du Timor oriental et beaucoup de ceux des iles du Pacifique Sud Ouest auront été formés par Cuba et parleront espagnol. C'est un superbe cadeau pour ces États insulaires et une réalité que la communauté internationale doit accepter et dont elle doit s'accommoder.

***Tim Anderson** est maître de conférences en Économie politique à l'Université de Sydney, et membre du Conseil d'administration de AID/Watch. Ses recherches portent sur la terre, les systèmes de santé et les droits en matière de développement.*

Notes

1 Depuis 2004, le taux de mortalité infantile à Cuba est inférieur à celui des Etats-Unis (PNUD 2006).

2 Les Etats-Unis imposent un blocus commercial, financier et diplomatique contre Cuba depuis 1961. Chaque année, une écrasante majorité des Etats-membres des Nations Unies condamnent ce blocus. Néanmoins les États-Unis pénalisent les sociétés dont au moins 10% des capitaux sont américains et qui ont des relations commerciales avec Cuba. Les citoyens américains qui désirent faire un voyage à Cuba doivent demander une autorisation spéciale au Département du Trésor américain.

3 Aux États-Unis, l'Educational Commission for Foreign Medical Graduates (ECFMG) reconnaît les diplômes de médecine délivrés par les 14 Facultés de médecine cubaines répertoriées dans l'International Medical Education Directory (IMED).

Bibliographie (en anglais)

ACN (2008) 'Cuban VP Esteban Lazo Meets with Pacific Islands Leaders', Cuban News Agency (Agencia Cubana de Noticias), 17 September, online: http://www.cubanews.ain.cu/2008/0917transmitelazo.htm

Allende, Salvador (1939) *La Realidad Médico-Social Chilena* [The Chilean Socio-Medical Reality], Imprenta de Lathrop, Santiago de Chile

Anderson, Tim (2008) 'Solidarity aid: the Cuba - Timor Leste health program', The International Journal of Cuban Studies, Issue 2, December, http://www.cubastudiesjournal.org/issue-2/international-relations/solidarity-aid-the-cuba-timor-leste-health-programme.cfm

Araujo, Rui (2007) Interview with this writer, Dili, September 1 [Dr Rui Araujo was Timor Leste's Health Minister for several years, and also briefly Deputy Prime Minister]

Araujo, Rui (2008) Interview with this writer, Dili, July 16 [Dr Rui Araujo was Timor Leste's Health Minister for several years, and also briefly Deputy Prime Minister]

AusAID (2008) Annual Program Performance Report for East Timor 2007-08, December, 37pp., online at: http://www.ausaid.gov.au/publications/pdf/appr_east_timor_0708.pdf

BBC (2006) 'Bolivia protest over Cuba medics', BBC News, 22 June, online: http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/5108498.stm

Balaguer, Jose Ramon (2006) Comments in discussion with Papua New Guinea Prime Minister Michael Somare [this writer was present], Havana September 13

CMB (2008) 'Cuban Medical Collaboration: Democratic Republic of Timor Leste', Cuban Medical Brigade 'Dr Ernesto Guevara de la Serna 'Che'', Dili, circa. July

CubaMinrex (2008) 'Cuba estrecha lazos de amistad con Islas del Pacífico', 16 September, online: http://www.cubacoop.com/cubacoop/2008/08-09-16-Sostiene.html

Escambray (2009) 'Cuba Promotes South-South Health Cooperation', November 19, Cuban digital newspaper of Sancti Spiritus Province, online at:http://www.escambray.cu/Eng/cuba/cooperation091119752

Feinsilver, Julie (2006) 'Cuban Medical Diplomacy: when the left has got it right', Council on Hemispheric Affairs, October 30, online at: http://www.coha.org/cuban-medical-diplomacy-when-the-left-has-got-it-right/

Gonzales, David (2000) 'Africa at the First South Summit in Havana', Review of African Political Economy, Vol. 27, No. 84 (Jun., 2000), pp. 341-346 online at: http://www.jstor.org/stable/4006608 accessed: 20/11/2009

Grabendorff, Wolf (1980) 'Cuba's Involvement in Africa: an interpretation of objectives, reactions and limitations', Journal of Interamerican Studies and World Affairs, Vol 22, No 1 (Feb 1980) 3-29

Granma (2008) 'Canciller de Timor Leste destaca relaciones con Cuba', 15 de mayo, online: http://www.granma.cu/espanol/2008/mayo/jue15/leste.html

Granma (2009) 'En Cuba nuevos estudiantes de las Islas del Pacifico', 7 October, online at: http://granma.co.cu/2009/10/07/nacional/artic15.html

Guevara, Ernesto Che (1960) 'On Revolutionary Medicine' in John Gerassi's (1969) Venceremos! The Speeches and Writings of Che Guevara, Panther Books

Guimaraes, Vilena (2007) Interviews with this writer, Sandino District, Cuba, November [In 2007 Vilena was an East Timorese second year medical student in Sandino, Cuba]

Hickling-Hudson, Ann (2004) 'South South Collaboration: Cuba Teachers in Jamaica and Namibia', Comparative Education, Vol 40, No 2 Special Issue (28) Postcolonial and Comparative Education (May 2004) 289-311

Infante Sanchez, Jorge Luis (2007) Interviews with this writer, Sandino District, Cuba, November [Jorge is a medical instructor at Policlínico Eliseo Reyes Rodríguez 'Capitan San Luis', Sandino, Pinar del Rio]

Jiménez, Yiliam (2006) Comments in discussion with Papua New Guinea National Planning Minister John Hickey [this writer was present], Havana, September 11

Jiménez Yiliam (2007) 'Salud: People in the film: Dr Yiliam Jiménez', online: http://www.saludthefilm.net/ns/yiliam.html

Kapcia, Antoni (2005) 'Educational revolution and revolutionary morality in Cuba: the `New Man', youth and the new Battle of Ideas', Journal of Moral Education, Volume 34, Number 4, Number 4/December 2005 , pp. 399-412

Kirk, John M and Michael Erisman (2009) Cuban Medical Internationalism: Origins, Evolution and Goals, Palgrave MacMillan, New York

Kla'ak (2008) 'Brigada Che Guevara Hamenus Mortalidade Iha Timor', Numeru 3, Janeiru, Dili

Mamu, Moffat (2008) 'Cuban doctors bring ease to our hospital', Solomon Star, 20 September, online: http://solomonstarnews.com/index.php?option=com_content&task=view&id=3645&Itemid=45&change=103&changeown=89

Marques Sarmento, Aquino (2007) Interviews with this writer, Sandino District, Cuba, November [In 2007 Aquino was an East Timorese pre-medical student in Sandino, Cuba]

MEDICC (2007) 'Salud', video documentary, see online: http://www.saludthefilm.net/ns/main.html

MEDICC (2008) 'Cuba & the Global Health Workforce: Health Professionals Abroad', online: http://www.medicc.org/ns/index.php?s=12&p=0

Medina, Francisco (2006) Talk at Cuban Pavilion, World Social Forum, Caracas, January 28 [Dr Medina was head of the Cuban Medical Brigade in Timor Leste between 2004 and 2006]

Muntaner, Carlos, Francisco Armada, Haejoo Chung, Rosicar Mata, Leslie Williams-Brennan, y Joan Benach (2008) 'Barrio Adentro en Venezuela: democracia participativa, cooperación sur-sur y salud para todos', Medicina Social, volumen 3, número 4, noviembre 2008, pp. 307-322, online at: http://www.socialmedicine.info/index.php/medicinasocial/article/viewFile/267/537

Negin, Joel (2008) 'Australia and New Zealand's Contribution to Pacific Island Health Worker Brain Drain', Australian and New Zealand Journal of Public Health, Vol 32, No, 6, pp.507-511

Peñalver, Nusa & Juan Diego (2008) 'Cuba-Timor Leste: una colaboración humana y efectiva', TV Granma, 25 de marzo, online: http://www.cnctv.cubasi.cu/noticia.php?idn=9337

PMC (2006) 'Timor-Leste Medical Students in Cuba "the best and most disciplined"', Prime Minister and Cabinet, Timor Leste Government, Media Release, 15 November, online: http://www.pm.gov.tp/15nov06.htm

Reed, Gail (2008) 'Cuba: More Doctors for the World', MEDICC, April 14, online: http://www.medicc.org/cubahealthreports/chr-article.php?&a=1066

Rigñak, Alberto (2007) Interview with this writer, Lahane (Dili) 25 August [Dr Rigñak was Head of the Cuban Medical Brigade in 2006-08]

Rigñak, Alberto (2008) Interviews with this writer, Dili, July [Dr Rigñak was Head of the Cuban Medical Brigade in 2006-08]

Rojas Ochoa, Francisco (2003) 'Situación, sistema y recursos humanos en salud para el desarrollo en Cuba', Revista Cubana Salud Pública v.29 n.2 La Habana abr.-jun, online: http://scielo.sld.cu/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0864-34662003000200011

Ronda Varona, Adalberto (2006) 'Centroamérica y el Caribe: neoliberalismo e integración', Observatorio Social de América Latina, año VI No 18, CLASCO, Buenos Aires, enero, 315-324, online at: http://bibliotecavirtual.clasco.org.ar/ar/libros/osal/osal18/D18RondaVarona.pdf

Solomon Star (2009) 'Iran pays for SI students to fly to Cuba', 30 November, online at: http://solomonstarnews.com/index.php?option=com_content&task=view&id=13655&change=71&changeown=78&Itemid=26

L'aide chinoise déraille aux Philippines

Roel Landingin
Philippine Center for Investigative Journalism (PCIJ)

Sur une distance de 32 km au nord de Manille, où une entreprise du gouvernement chinois construit un chemin de fer de 503 millions de dollars pour améliorer l'accès à la capitale des Philippines, l'impact des fonds chinois d'aide au développement de ce pays pauvre de l'Asie du Sud-Est est peu visible. Il n'y en a pour ainsi dire aucun.

Six ans après 2004, date à laquelle la Chine avait approuvé un prêt de 400 millions de dollars pour la construction du chemin de fer, il n'y a ni trains, ni gares, ni même un seul kilomètre de voie ferrée. De nombreuses parties de la ligne sont encore occupées par des constructions illégales, dont des bureaux à plusieurs étages et des usines. Mais même dans les parties où les occupants illégaux ont été délogés, il n'y a toujours pas d'activité de construction.

A quelques endroits seulement peut-on voir de l'équipement lourd et des ouvriers occupés à transporter ou à fixer dans la terre des blocs massifs de béton pour poser la fondation des piliers pour les parties élevées du chemin de fer.

En effet, le contractant du projet, le Groupe national chinois des machines et équipements (CNMEG), -qui utilise maintenant l'acronyme Sinomach-, a exécuté seulement 15% du travail, selon Elmer Ramoneda, vice-président de la Société des chemins de fer du Luzon du Nord (Northrail), la société d'État philippine en charge du projet. Il ajoute que le CNMEG pourrait ne pas terminer avant 2012, deux ans après la date limite qui avait été étendue à 2010.

Ce projet de chemin de fer dans le Luzon du Nord qui vise à transporter chaque jour plus de 150 000 passagers de, et vers Manille, est le bénéficiaire du plus important prêt de l'État chinois aux Philippines. Il comporte une seconde partie s'élevant à 673 millions de dollars, qui va prolonger la ligne de 48 kilomètres et va relier Manille à l'ancienne base aérienne des États-Unis dans le Luzon central qui est devenue un aéroport international et une zone économique spéciale.

La seconde partie doit être financée par un nouveau prêt de 500 millions de dollars de la Banque Exim de Chine, ce qui porterait le financement total chinois à 900 millions de dollars et qui ferait du projet du Chemin de fer du Luzon du Nord un des plus gros projets financés par la Chine dans l'Asie du Sud-Est.

Quand les autorités chinoises et philippines ont conclu un accord pour ce projet en avril 2004, le prêt de 400 millions de dollars approuvé par la Banque Exim de Chine seulement deux mois auparavant, avait été salué par les autorités chinoises et philippines comme un événement exceptionnel en termes de taille et de coût.

Le ministre Xiao Qian de l'ambassade chinoise avait décrit le projet comme « *le plus grand projet chinois en Asie du Sud-Est* » et le premier prêt bonifié sur 20 ans accordé par la Chine à un

gouvernement étranger à un taux d'intérêt de 3% et avec un délai de grâce de 5 ans.

Jose de Venecia Jr., alors Président de la Chambre des Représentants, a affirmé que les conditions privilégiées exceptionnelles du prêt de la Banque Exim de Chine étaient dues au soutien du projet par les plus hautes autorités chinoises. Il s'attribuait le mérite d'avoir « *convaincu deux présidents chinois, deux premier-ministres chinois, deux présidents du Parlement, et trois ambassadeurs chinois aux Philippines d'entreprendre le projet* ».

Il a ajouté : « *Ceci sera une contribution durable de la Présidente Arroyo au peuple philippin. Le chemin de fer va offrir plus d'opportunités d'échanges économiques et commerciaux entre nos communautés et va unir notre peuple.* »

Presque six années plus tard, non seulement le projet du chemin de fer du Luzon du Nord est extrêmement retardé mais il risque de dérailler.

Même la Présidente Gloria Macapagal Arroyo hésite à concrétiser l'accord pour la seconde tranche de 500 millions de dollars du prêt de la Banque Exim de Chine qui financerait la seconde partie du projet. L'accord sur le prêt a été négocié mais Arroyo serait réticente à activer le prêt. « *Oubliez le prêt chinois* », a-t-elle apparemment dit, selon un témoin, à des dirigeants chargés du projet lors d'une rencontre l'année dernière.

Des dirigeants de Northrail insistent toujours pour qu'elle active le prêt, mais ils étudient aussi la possibilité de demander à un partenaire du secteur privé de lever des fonds pour construire la plupart des gares et pour acheter le parc ferroviaire.

L'incertitude financière s'ajoute aux risques juridiques et politiques afférents au projet. Le candidat présidentiel présenté par les sondages d'opinion comme favori pour remplacer Arroyo en juin 2010, Benigno «Noynoy» Aquino III, est entouré de conseillers qui ont porté plainte pour contester la légalité des contrats de Northrail. Il y a lieu de penser qu'un président hostile ferait échouer le projet. En 2005, Arroyo a résilié le contrat pour un nouvel aéroport international, pourtant achevé à 95%.

Un tribunal local continue d'examiner une plainte alléguant l'irrégularité du contrat entre le CNMEG et Northrail parce qu'il n'a pas été soumis à un appel d'offres conformément à la règlementation philippine des marchés publics. En mai 2009, la Cour Suprême a rejeté la demande du CNMEG d'arrêter les procédures judiciaires. La juridiction inférieure avait jugé que le contrat de fournisseur n'était pas un contrat d'État entre les gouvernements de Chine et de Philippines, ce qui l'aurait exempté de la règlementation des marchés publics, renforçant ainsi la position de ceux qui souhaitent l'annulation du contrat.

Le déraillement

Ce projet du chemin de fer du Luzon du Nord qui après avoir été un événement exceptionnel en termes de prêt au développement, est devenu un boulet à la fois pour la Chine et pour les Philippines, pourrait être une leçon importante non seulement pour les deux pays mais aussi pour d'autres emprunteurs potentiels, en particulier dans le reste de l'Asie du Sud-Est où l'aide au développement du gouvernement chinois commence à se développer.

Étant donné le peu d'informations disponibles sur les projets financés par la Chine dans le reste de l'Asie du Sud-Est où l'accès à l'information est sévèrement encadré, une analyse plus approfondie des circonstances dans lesquelles le projet du

Chemin de fer du Luzon du Nord a pris forme et a été mis en œuvre peut être très instructif sur le fonctionnement de l'aide étrangère et des investissements chinois dans la région.

Pour l'essentiel, le projet du Chemin de fer du Luzon du Nord est l'histoire tragique de la rencontre entre un prêt chinois à bas coût et une mauvaise gouvernance dans le pays emprunteur.

Il ressort des entretiens avec d'anciens et d'actuels responsables de l'administration d'aménagement du territoire philippin et avec des dirigeants de Northrail que les conditions particulièrement avantageuses du financement chinois sont l'un des éléments moteurs importants du projet : un taux d'intérêt annuel sans précédent de 3%, une période de grâce de cinq ans et une échéance de 20 ans.

Sur fond de critiques que le projet était trop cher parce que le contrat n'avait pas été soumis à un appel d'offres, l'ancien secrétaire pour la Planification économique, Romulo Neri, a affirmé début 2004 que quand bien même le projet serait trop onéreux, le prêt était tellement bon marché que le projet serait plus avantageux que s'il était entrepris avec d'autres prêteurs ou fournisseurs.

Certains opposants au projet, comme l'avocat Harry Roque qui a porté plainte contre ce projet, soutiennent que la corruption était aussi un des éléments clé dans l'approbation du projet du Chemin de fer du Luzon du Nord. « *Les chinois ont cerné ce que les hommes politiques locaux voulaient, et c'est pour cette raison qu'il y a eu un versement initial de 30% du financement. On peut se demander pourquoi ce versement initial ? A qui devait-il bénéficier ?* » a dit Roque, cité dans l'ouvrage de Joshua Kurlantzick, «Charm Offensive: How China's Soft Power is Transforming the World» (Une offensive de charme : Comment le «soft power» de la Chine est en train de transformer le monde).

En raison de pressions exercées au plus niveau par des hommes tels que De Venecia et d'autres hommes politiques du Luzon central pressés de voir leurs circonscriptions reliées à Manille au plus vite, les Philippines commencent les négociations avec CNMEG, alors que Northrail n'est pas encore prêt. Il manque d'ingénieurs ferroviaires expérimentés et n'a même pas un bureau adapté. L'étude de faisabilité utilisée pour obtenir l'approbation de l'Autorité nationale pour l'économie et le développement (NEDA), qui supervise tous les projets d'infrastructure importants, est réalisée gratuitement par CNMEG lui-même.

En conséquence, les dirigeants de Northrail signent avec CNMEG un accord qui ne comporte ni spécifications techniques précises, ni inventaire donnant de façon précise le type et la qualité des différentes composantes du projet de chemin de fer, ni critères de performance à appliquer.

Des observateurs ont remarqué que si l'annexe technique de l'accord précise les grands paramètres des travaux de génie civil et de voirie, il ne comporte aucune précision sur le parc ferroviaire c'est-à-dire les locomotives et les wagons, leur capacité, leur vitesse, leurs performances, l'air conditionné, l'équipement secondaire et autres. Pire, l'accord semble avoir laissé à CNMEG le pouvoir de définir les paramètres car les «spécifications techniques» sont définies dans le contrat comme « *des documents préparés par le contractant, qui contiendront des obligations techniques détaillées que le contractant devra respecter, comme l'étendue des travaux, l'entreprise en charge des travaux, les spécifications pour les matériaux, l'usine, l'équipement de construction, le savoir faire, les tests, les évaluations, etc.* ».

Le regretté président de Northrail, José Cortes, interviewé en 2005, est conscient des problèmes potentiels que présente ce contrat mais il espère que tout rentrera dans l'ordre lorsque Northrail aura recruté l'équipe de gestion qui pourra réviser les plans détaillés de la construction et les spécifications techniques que proposera CNMEG.

Mais de 2004 à 2006, Northrail est dans l'incapacité de recruter des consultants pour la gestion du projet faute d'argent. Ce n'est qu'en 2007 que Northrail recrute enfin une équipe de gestion - une société française de consultants en ingénierie du chemin de fer nommée Systra.

L'arrivée de Systra provoque des conflits avec CNMEG en partie parce que Northrail, toujours à court de personnel technique, laisse plus ou moins les deux parties résoudre les problèmes toutes seules au lieu d'exercer son arbitrage et ses prérogatives en tant que responsable en dernier ressort du projet. « *Systra n'était plus juste un consultant mais exerçait certaines fonctions que Northrail n'assurait pas* », affirme quelqu'un de chez Northrail.

En février 2008, moins d'un an après le recrutement de Systra, CNMEG suspend unilatéralement les travaux en raison de conflits non résolus avec Systra et NLRC. CNMEG demande aussi une compensation de 299 millions de dollars en plus du prix initial de 421 millions de dollars.

Indigné par les demandes de CNMEG, Northrail envisage de résilier le contrat ou de demander à la société chinoise d'assigner le contrat à une autre société d'ingénierie. Mais les hauts dirigeants des deux pays interviennent fin 2008 et aident Northrail et CNMEG à conclure un nouvel accord qui modifie la conception et l'étendue du projet et augmente son coût de 99 millions de dollars.

La même année, Arroyo nomme l'un de ses conseillers politiques, Edgardo Pamintuan, à la présidence de Northrail. La société augmente finalement le nombre de ses ingénieurs qui passe de moins de 10 à 70, grâce à un prêt de 90 millions de dollars accordé plus tôt la même année par la banque Barclays.

Des facteurs personnels et culturels nourrissent les conflits. Le gestionnaire de CNMEG aux Philippines ne parle pas anglais, ce qui rend difficile la communication avec les dirigeants de Northrail et de Systra qui ne parlent pas chinois. « *Nous avions de nombreux interprètes mais nous ne sommes pas certains qu'ils traduisaient correctement* », a affirmé un employé de Northrail. « *Les interprètes philippins ne sont pas restés longtemps car ils semblaient mal à l'aise avec les dirigeants de CNMEG qui juraient beaucoup.* »

Pour Roderick Planta, le responsable du service en charge du contrôle du projet à la NEDA, la source des problèmes vient principalement de l'imprécision du contrat qui fait qu'il est sujet à des interprétations différentes par les deux parties. Disposant de peu d'ingénieurs, Northrail est même amené à demander l'aide du Département des Travaux Publics et Chaussées pour résoudre les différends dans le processus d'approbation des plans de construction de CNMEG.

Cependant, il semble que les relations entre Northrail et Systra d'une part, et Northrail et CNMEG d'autre part, se soient améliorées après que la société française ait confié la direction de son équipe aux Philippines à un

français d'origine chinoise. Northrail tente aussi d'améliorer la communication en transférant ses bureaux de Fort Bonifacio (Manille) à Bulacan, où elle partage le même immeuble que Systra et le service commercial de CNMEG. « *Désormais, nous pouvons nous retrouver et boire un motai de temps en temps* », a déclaré un ingénieur de Northrail.

Il reste à voir si une meilleure communication et coopération entre Northrail, Systra et CNMEG pourra enfin relancer le projet qui est toujours bloqué. Ce n'est pas seulement l'argent qui fait défaut au projet, c'est aussi le soutien politique, en particulier avec les prochains sondages de mai 2010 qui pourraient dévoiler l'ascension d'un nouveau Président des Philippines hostile au projet.

La montée en puissance de l'aide chinoise

Le financement par la Banque Exim de Chine du projet du Chemin de fer du Luzon du Nord, qui a commencé en 2004 et a été suivi par un seconde prêt en 2007, a propulsé la Chine au rang d'une des plus importantes sources d'aide publique au développement (APD) pour les Philippines.

D'un prêt minuscule de 60 millions de dollars en 2003, les prêts bonifiés accordés par la Chine aux Philippines sont passés à 460 millions de dollars en 2004 et ont plus que doublé pour atteindre 1,1 milliards de dollars en 2007, faisant de la Chine le quatrième plus gros prêteur pour le développement après le Japon, la Banque Asiatique de Développement (BAD), et la Banque Mondiale.

Les prêts chinois aux Philippines auraient triplé et atteint près de 3 milliards de dollars si un scandale impliquant des pots-de-vin n'avait pas entaché le contrat de la société chinoise de télécommunications, ZTE, pour le projet de Réseau national à haut débit (NBN) et poussé Arroyo à faire échouer les négociations pour plusieurs prêts chinois, dont l'un s'élevait à 1 milliard de dollars pour le barrage de Laiban - un autre projet ambitieux pour augmenter de moitié l'approvisionnement en eau potable de la métropole de Manille, la capitale.

Son secrétaire pour la planification économique a dévoilé que le chef des autorités d'adjudications qui aidait ZTE à gagner le contrat, lui a offert un pot-de-vin de 200 millions de pesos philippins pour approuver le projet NBN. Arroyo elle-même a été impliquée dans le scandale après la diffusion de photographies la montrant jouant au golf avec le chef des autorités d'adjudication et des dirigeants de ZTE en Chine. Pire, un concurrent de ZTE a accusé son époux d'essayer de lui forcer la main pour retirer sa candidature pour le projet.

L'augmentation de l'aide financière chinoise aux Philippines semble suivre le même chemin que l'APD chinoise et les investissements soutenus par le gouvernement de la Chine en Asie du Sud-Est et dans les pays en développement.

Selon une étude réalisée par la Wagner Graduate School of Public Service de l'Université de New York, analysant les comptes rendus dans la presse de l'aide étrangère économique accordée par la Chine entre 2002 et 2007, le montant de l'aide chinoise en Asie du Sud-Est est passé de seulement 36 millions de dollars en 2002 à 6,7 milliards de dollars en 2007. Au niveau mondial, l'aide chinoise est passée de seulement 51 millions de dollars en 2002 à 25,1 milliards de dollars cinq ans plus tard.

Cette étude conclut que les Philippines sont parmi les trois pays de l'Asie du Sud-Est bénéficiant d'une aide et d'investissements chinois importants. Le montant total des fonds chinois destinés aux Philippines a atteint 5,4 milliards de dollars entre 2002 et 2007, à comparer aux 3,4 milliards de dollars pour le Vietnam et aux 3,1 milliards de dollars pour la Birmanie. Aux Philippines, les projets portent en majorité sur les infrastructures, en particulier pour les chemins de fer, les exploitations minières et les installations militaires. Au Vietnam, ils portent en majorité sur l'énergie électrique, les chantiers navals et les exploitations minières. En Birmanie, il s'agit de projets d'hydroélectricité et d'extraction du nickel.

Les chiffres élevés de l'aide et des investissements peuvent être impressionnants, mais aux Philippines, de nombreux projets annoncés ne voient jamais le jour. Mis à part le prêt de 2 milliards de dollars de la banque Exim de Chine qui a échoué en raison du scandale des pots-de-vin, aucun des grands projets chinois d'investissements dans des exploitations minières aux Philippines n'a abouti en raison de différends avec les partenaires locaux.

Même de grosses sociétés d'État chinoises avec des moyens importants comme le groupe Baosteel et Jinchuan Nonferrous Metals Corp. n'ont pas réussi à faire avancer les travaux de rénovation d'une raffinerie de nickel au sud des Philippines, alors que l'accord est signé depuis plusieurs années. La rénovation de la raffinerie de nickel, estimée à 950 millions de dollars, aurait été le plus large investissement minier aux Philippines depuis des décennies et il était prévu qu'elle aurait fait augmenter les exportations de minerais des Philippines de 300 millions de dollars par an - principalement vers la Chine-, et qu'elle aurait employé au moins 3000 personnes à partir de 2010.

Malgré une croissance rapide ces dernières années, l'aide et les investissements chinois en Asie du Sud-Est restent en deçà de ceux des États-Unis, du Japon et de l'Europe. Selon les statistiques du secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'investissement direct étranger (IDE) de la Chine dans la région est passé d'un milliard de dollars en 2006 à 1,4 milliards de dollars en 2008, ce qui représente approximativement 2,4% de l'IDE total. Les sources principales de l'IDE demeurent l'Union Européenne, qui a investi 14,9 milliards de dollars en 2008, le Japon avec 7,6 milliards de dollars et les États-Unis avec 3,2 milliards de dollars.

Selon l'étude de la Wagner School de l'Université de New York, la Chine est considérée une source importante d'assistance économique pour l'Asie du Sud-Est mais celle-ci concerne plutôt les projets d'infrastructure et les entreprises d'extraction des ressources naturelles que l'aide publique au développement, telle que définie par l'OCDE. L'étude conclut que sur les 12,6 milliards de dollars d'aide économique promis aux pays de l'Asie du Sud-Est entre 2002 et 2007, 59% étaient destinés aux infrastructures, 38% à l'exploitation des ressources naturelles, et seulement 3% étaient destinés à l'aide humanitaire, militaire et aux équipements culturels et sportifs.

Toutefois, il est fort probable que l'aide étrangère chinoise aux membres de l'ASEAN continue de croître car la Chine a annoncé l'année dernière son projet de créer un fonds de coopération pour l'investissement Chine-ASEAN de 10 milliards de dollars pour les projets d'infrastructure, d'énergie, d'exploitation des ressources, d'information et de communication dans la région.

La Chine prévoit également d'accorder des crédits de 15 milliards de dollars aux pays de

l'ASEAN sur les trois à cinq prochaines années. Ce chiffre comprend des prêts bonifiés de 1,7 milliards de dollars pour des soi-disant projets de coopération.

De plus, la Chine a annoncé qu'elle accorderait 39,7 millions de dollars d'aide spéciale au Cambodge, au Laos et à la Birmanie pour faire face aux besoins urgents, qu'elle contribuerait à hauteur de 5 millions de dollars au Fonds de Coopération Chine-ASEAN, et ferait une donation de presque 1 million de dollars à un fonds commun de coopération de l'ASEAN, la Chine, le Japon et la Corée. La Chine s'est aussi engagée à fournir 300 000 tonnes de riz à la réserve d'urgence de riz de l'Asie de l'Est pour renforcer la sécurité dans la région. Les dirigeants chinois ont aussi offert 2 000 bourses d'études pour des étudiants en administration publique dans des pays membres de l'ASEAN sur les cinq prochaines années.

La croissance rapide de l'aide et des investissements chinois dans l'Asie du Sud-Est a déclenché des critiques de la communauté internationale semblables à celles exprimées après que la Chine ait investi massivement en Afrique quelques années auparavant.

En décembre dernier, Pékin a été critiquée pour avoir promis 1,2 milliards de dollars d'aide au Cambodge dans les heures qui ont suivi la déportation de 20 ouïgours de Phnom Penh vers la Chine. Ces membres de la minorité musulmane de l'extrême Ouest de la Chine avaient demandé l'asile après avoir fui des violences ethniques mais ont été renvoyés en Chine malgré l'opposition des États-Unis et des Nations Unies, qui craignaient l'incarcération voir même l'exécution des déportés.

Le vice-Président chinois Xi Jinping, arrivé sur place dans les heures qui ont suivi l'expulsion des ouïgours, dans le cadre d'une visite prévue auparavant, a promis au Cambodge 1,2 milliards de dollars et a remercié le pays pour ces expulsions. Les critiques ont poussé le gouvernement chinois à réagir publiquement, chose inhabituelle de sa part, pour expliquer que l'aide au Cambodge n'était pas assortie de conditions préalables. De son côté, le Cambodge a déclaré qu'il expulsait les ouïgours parce qu'ils étaient illégalement entrés dans le pays.

Par ailleurs, la Chine est accusée d'acheter du gaz à un prix de faveur à la Birmanie en échange de sa protection de la junte militaire contre les sanctions internationales. PetroChina Company Ltd, le bras officiel du plus gros producteur chinois de pétrole, en compétition pour s'assurer l'accès aux importantes quantités de gaz naturel du champ de gaz de Shwe, a signé au début de l'année 2006 un accord préalable avec les autorités birmanes pour l'achat de 180 millions de mètres cube de gaz, à des prix considérablement plus bas que ceux contenus dans l'offre concurrente de l'Inde. Les analystes suggèrent que ce traitement préférentiel de la Chine – qui coûterait à la Birmanie 2,35 milliards de dollars sur l'ensemble de la période d'exploitation du champ – est en réalité le prix payé pour la protection diplomatique du régime militaire par la Chine.

Comprendre l'aide chinoise

Plutôt que d'être une exception chinoise, les problèmes qui entourent l'aide et les investissements chinois – qu'il s'agisse de la corruption aux Philippines, du soutien des dictateurs en Birmanie ou de la destruction de l'environnement au Laos – s'apparentent en fait à ce qui se produit avec l'APD occidentale.

Dans un article du numéro de Monthly Review d'avril 2008 au sujet de l'aide chinoise en Afrique,

largement critiquée en Occident, Firoze Manji a affirmé: « *Tout comme les puissances occidentales, la Chine s'est stratégiquement servie de l'aide pour faciliter ses opérations commerciales et d'investissement en Afrique. L'aide a pris la forme d'investissements financiers dans des projets clés d'infrastructures, de programmes de formation, d'allégement de la dette, d'assistance technique et de suppression des droits de douane pour certains produits en provenance d'Afrique, pas très différents des accords passés par l'Afrique avec l'Europe, les États-Unis ou d'autres pays occidentaux.* »

Mais il subsiste des différences entre le système d'aide chinois et celui des pays occidentaux, et ces différences signifient à la fois des problèmes et des opportunités pour les pays emprunteurs.

Une des plus grandes différences réside dans le fait qu'en général, l'aide chinoise fait partie d'un ensemble plus large constitué d'accords de commerce et d'investissement et même d'aide pour alléger la dette. Une partie importante de l'aide économique chinoise est accordée aussi bien sous forme de fournitures que de main d'œuvre, ce qui réduit le coût des infrastructures de construction chinoise.

Benito Lim, professeur d'études chinoises à l'Athénée de l'Université de Manille, qui s'est rendu en Chine l'année dernière pour une étude dans le domaine de l'aide, a déclaré que la Chine considère que la croissance économique n'est possible qu'avec un niveau élevé de production et de commerce, et considère l'aide comme un moyen de soutenir les activités économiques dans le pays destinataire.

« *Les Chinois sont intéressés par la création d'une base économique, pas seulement par des projets* », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, la Chine ne dispose pas d'une agence centralisatrice de l'aide, affiliée au Ministère des Affaires étrangères. En effet, l'aide chinoise est gérée pour l'essentiel par le Ministère du Commerce par le biais de son Département d'aide aux pays étrangers, la Banque Exim de Chine et d'autres organismes prêteurs.

Même si les décisions les plus importantes concernant l'aide sont prises par le Conseil des Affaires de l'État, la plus haute institution gouvernementale en Chine composée du premier ministre, des vice-premiers ministres et des ministres, les Ambassadeurs chinois proposent aussi des projets d'aide pour leurs pays de résidence, qui sont examinés par les fonctionnaires du bureau de chaque pays au Ministère des Affaires Etrangères.

Aussi surprenant que cela puisse paraître pour un pays qui est en train de devenir l'un des majeurs contributeurs à l'aide économique, la Chine ne publie pas de statistiques officielles sur ses activités d'aide. De nombreux analystes estiment que la Chine ne veut pas être considérée comme un contributeur majeur de l'aide internationale parce qu'elle continue d'en recevoir elle-même. D'autre part, Pékin craint que ses propres citoyens ne contestent ces dépenses élevées dans des pays étrangers alors que l'argent fait encore cruellement défaut sur place.

Beaucoup des réformes envisagées par la Chine rapprocheraient son système d'aide du modèle occidental ; ainsi de la création d'une agence consacrée à l'aide, de la mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation et de la formation du personnel chargé de la gestion de l'aide.

Mais, la Chine revendique aussi l'exclusivité de son modèle, basé sur son expérience de la pauvreté omniprésente et de la façon dont on libère des millions de personnes de son emprise.

« *Il est évident qu'ils ne veulent pas être vus comme n'importe quel autre membre du club des donateurs des pays riches* », a écrit Carol Lancaster dans un essai de 2007 relatif au système chinois pour le Center for Global Development, un think tank basé à Washington D.C.. « *Pour des raisons politiques ils veulent créer leur propre image en Asie, en Afrique et en Amérique Latine – une image de coopération Sud-Sud, de sympathie et de compréhension particulière entre pays qui connaissent les même problèmes causés par la pauvreté, et qui ont émergé rapidement (mais pas complètement) de ces problèmes ; et une image qui leur garantit une relation particulière et privilégiée avec les gouvernements qu'ils aident et choient.* »

Une des caractéristiques de l'aide chinoise est la volonté de financer des projets dans des secteurs difficiles ou risqués tels que les chemins de fer ou les barrages que les gouvernements occidentaux et les organisations multilatérales de financement évitent en général. En effet, le Japon et la Corée ont reculé devant le projet du Chemin de fer du Luzon du Nord en raison des difficultés qu'entraînerait le délogement de milliers d'occupants illégaux des voies ferrées. Seuls les Chinois étaient ouverts à l'idée de financer le projet.

« *Et puis la Chine prête de l'argent sans imposer de conditions d'ouverture des marchés ou de libéralisation du commerce* », a affirmé Lim, offrant ainsi une alternative attractive aux prêts de la Banque Mondiale, à l'APD ou aux prêteurs occidentaux.

Dans les Philippines et ailleurs, les fonds d'aide et les investissements chinois peuvent être levés soit comme alternative, soit comme complément au financement du développement venant de l'Occident. Et même la Chine cherche à se différencier des autres donateurs et prêteurs, Pékin a commencé à réformer son système d'aide pour le rendre plus transparent et efficace à la fois pour la Chine et pour les pays en développement.

Certaines de ces réformes sont visibles aux Philippines. La Chine, par exemple, se montre davantage ouverte à la mise en concurrence des entreprises chinoises pour les projets qu'elle finance. Elle avait l'habitude d'insister pour choisir unilatéralement les contractants pour les projets qu'elle finançait. La Chine a aussi commencé à se joindre à d'autres donateurs et aux agences de planification philippines pour débattre de l'amélioration de l'aide dans le pays.

Malheureusement, ces évolutions n'auront que peu d'impact sur le projet du Chemin de fer du Luzon du Nord – extrêmement retardé et en dépassement de budget – dont le sort dépendra du prochain Président.

Roel Landingin *est un journaliste philippin free-lance qui depuis plus de vingt ans couvre le monde des affaires et l'économie aux Philippines. Il est le correspondant du Financial Time à Manille et il contribue souvent à Newsbreak, un nouveau site en ligne, et au Centre philippin pour le journalisme d'investigation. Il a gagné le prix de journalisme Jaime V. Ongpin en 2008 et 2009 pour ses rapports d'enquête sur la mauvaise gestion de l'aide aux Philippines et la corruption à l'origine de l'échec d'un important projet d'aéroport. Il a été précédemment Directeur général d'Ibon Databank, rédacteur au Manila Times, et chef du bureau de Bloomberg News à Manille.*

La Banque du Sud : Progrès et défis

Isabel Ortiz et Oscar Ugarteche[1]
Red Latinoamericana de Deuda, Desarrollo y Derechos (LATINDADD)

En Amérique du Sud, il est urgent d'augmenter les taux de croissance, de renforcer les marchés internes et d'améliorer de façon substantielle le niveau de vie des populations, pour inverser la tendance à l'émigration, réaliser la justice sociale et réduire les inégalités de revenus. A partir de 2006, plusieurs pays d'Amérique latine ont commencé à envisager la création d'une nouvelle banque alternative, «La Banque du Sud» qui utiliserait les réserves régionales existantes pour financer le développement de ses pays membres. La *Banco del Sur* doit renforcer l'intégration régionale, réduire les asymétries, la pauvreté et l'exclusion sociale, promouvoir l'emploi, et activer le cercle vertueux du développement durable, fondamental pour la transformation économique, sociale et politique de la région.

Encadré 1 : L'Acte fondateur de la Banque du Sud (décembre 2007)

Il est convenu :

- De créer la Banque du Sud avec l'objectif de financer le développement social et économique de la région ; d'utiliser les réserves régionales pour renforcer l'intégration régionale, réduire les asymétries et promouvoir une répartition équitable des investissements parmi les pays membres de la Banque.
- Siège : Caracas. Délégations à Buenos Aires et La Paz.
- Une Banque auto-suffisante.
- Une représentation égale des pays membres ; un système opérationnel démocratique.
- De mettre au point l'Accord constitutif dans les 60 jours.
- D'inviter tous les pays de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR) à participer à la création de la Banque du Sud.

Après un long processus d'accords internationaux, l'Acte fondateur de la Banque du Sud est signé le 9 décembre 2007 à Buenos Aires par les Présidents Néstor Carlos Kirchner (Argentine), Evo Morales Ayma (Bolivie), Luis Inácio Lula da Silva (Brésil), Rafael Correa Delgado (Équateur), Nicanor Duarte Frutos (Paraguay), Tabaré Vázquez Rosas (Uruguay), et Hugo Rafael Chávez Frías (République bolivarienne du Venezuela)(voir l'**encadré 1**).

Dans l'Acte fondateur de la Banque du Sud, les Présidents des pays membres de la Banque se sont fixés un délai de 60 jours pour définir ses statuts, sa structure et son fonctionnement opérationnel. Mais en novembre 2008, plus de 300 jours après, le texte constitutif de la Banque n'est toujours pas signé.

Que s'est-il passé ?

Le retard est dû à 1) des méthodes de travails inappropriées, et 2) des divergences d'opinion parmi les pays membres.

Il y a plusieurs propositions concernant l'Accord constitutif de la Banque du Sud. Ce dont il est besoin, c'est d'un nouveau consensus. Il ne faut pas oublier que la finalisation de l'Accord constitutif n'est qu'une première étape dans la création de la Banque. Plus que cet Accord, ce qui est important c'est d'opérationnaliser les principes, c'est-à-dire recruter le personnel, définir le mode de fonctionnement et commencer les opérations.

Aux réunions de l'UNASUR, il est régulièrement fait allusion à la *Banco del Sur*, qui est même appelée familièrement la BANSUR, et elle intéresse toujours les pays de la région. La question est de savoir si les pays membres vont se mettre d'accord sur l'essentiel ou s'il y a des divergences de position apparemment inconciliables.

L'importance de la Banque du Sud

Il est fondamental que les pays membres surmontent leurs différents et accélèrent leurs travaux. Ce qui est en jeu n'est pas seulement la création d'une banque de développement, c'est aussi la création d'une nouvelle structure régionale faisant intervenir trois éléments interdépendants :

1. Une union monétaire du Sud
2. Un fonds de stabilisation monétaire, le Fonds du Sud
3. Une banque du Sud utilisant les réserves existantes pour le développement régional

L'Amérique du Sud n'est pas la seule à tenter d'apporter un changement organique à l'architecture financière internationale. La triste réalité à laquelle sont confrontés actuellement tous les pays en développement est le transfert des ressources du Sud vers le Nord. Depuis l'année 2000, comme le montre le tableau ci-contre, au lieu que ce soit les pays riches du Nord qui transfèrent des capitaux et de l'aide aux pays du Sud, incroyablement c'est l'inverse : ce sont les pays pauvres qui financent les pays riches et le bilan des apports en capitaux du Nord au Sud est négatif. Il faut arrêter cela. Il est indispensable que l'épargne des pays en développement ne soit pas utilisée pour financer la consommation du Nord, mais investie pour le développement des pays du Sud.

Aussi bien les Asiatiques avec l'accord Chiang Mai, que le Moyen-Orient avec l'initiative de Bahreïn, et plus récemment l'Afrique, ont entamé des processus analogues à celui de l'Amérique latine. Il est inutile de préciser que chaque région a ses limitations. L'Asie n'a toujours pas de monnaie unique bien que celle-ci soit définie et prête à l'emploi depuis 2002. A ce jour, le marché obligataire asiatique n'émet que des obligations d'État, il n'a pas encore commencé à émettre d'obligations privées. Au Moyen-Orient, le processus est dans une phase intermédiaire et l'on ne sait pas quand il sera effectivement mis en place.

La Banque du Sud disposera d'un fonds de garanties collatéralisées pour ses émissions d'obligations, de façon à pouvoir réinjecter l'épargne sud-américaine et les réserves internationales dans la région. Aussi, il est

Encadré 1 : Les pays du Sud financent ceux du Nord: Transferts financiers nets aux pays en développement 1995-2007 (échantillon d'années, en milliards de dollars)

	1995	2000	2003	2006	2007*
Afrique	5,7	-31,6	-22,6	-86,2	-59,2
Amérique latine	-0,6	-2,9	-61,6	-127,2	-99,8
Asie	21,3	-119,7	-169,9	-369,9	-468,1
Économies en transition	-2,7	-58,0	-50,5	-135,6	-109,2
Moyen-Orient	23,0	-31,4	-43,8	-144,7	-132,7
TOTAL	41,9	-243,7	-330,4	-863,7	-869,0

* Estimation

Source : Nations Unies, 2008 : Situation et perspectives de l'économie mondiale 2008. Département du développement économique et social, New York

indispensable pour le développement de la région que la Banque du Sud aille de l'avant, tant pour l'autonomie en matière de politique économique que pour les possibilités financières qu'elle en retirerait. C'est maintenant qu'il faut le faire, à l'heure où la crise aux États-Unis est entrain de devenir une crise internationale.

Les méthodes de travail utilisées pour la création de la Banque du Sud

Jusqu'ici, le processus décisionnel concernant la Banque du Sud consiste à 1) organiser des Sommets ministériels, qui sont suivis par 2) des réunions d'experts des Commissions techniques nationales qui appliquent les décisions prises par les ministres.

Les emplois du temps des Ministres sont tellement chargés, en particulier dans les grands pays, que la première réunion ministérielle après la signature de l'Acte fondateur, le 9 décembre 2007, n'a eu lieu que 120 jours plus tard, soit le 15 avril 2008 à Montevideo. Pire encore, par la suite il n'y a eu qu'un seul Sommet des Ministres, le 27 juin à Buenos Aires, et sa date a été fixée si tardivement que seulement 4 Ministres ont pu s'y rendre, et le résultat est que les minutes de la réunion de Montevideo n'ont pas été ratifiées par tous les pays.

Ce dispositif qui consiste à d'abord réunir les Ministres, puis ensuite les Commissions, s'est avéré d'une très grande lenteur. Il serait beaucoup plus efficace et approprié de convenir d'un cahier des charges et de commissionner une équipe technique qui travaillerait sans interruption et dont les conclusions seraient ensuite approuvées et/ou modifiées par les pays membres. C'est la méthode de travail habituelle des banques multilatérales de développement et des organisations régionales et cela aurait beaucoup accéléré le processus.

Les points d'accord

Alors que ce qui était le plus difficile, c'est-à-dire parvenir à un consensus politique sur la création d'une banque du Sud, est acquis, il reste encore à régler un certain nombre de points techniques : comment édifier une banque multilatérale de développement alternative ? Comment opérationnaliser les principes sur lesquels elle est fondée dans le cadre d'une nouvelle architecture financière régionale ? L'Amérique latine a déjà diverses banques multilatérales de développement – la Corporación Andina de Fomento (CAF) (Corporation andine de développement) et la Banque interaméricaine de développement (BID), mais celles-ci n'ont pas été utilisées pour introduire un nouveau modèle de développement. Comment édifier une banque différente ?

Certains estiment qu'il ne doit pas y avoir de différence entre la Banque du Sud et les autres Institutions financières internationales (IFI), sans comprendre que ce qui a retardé le développement régional, ce n'est pas seulement le manque de ressources, ce sont aussi les politiques néolibérales imposées par les Institutions basées à Washington. C'est pourquoi les Présidents latino-américains ont préféré créer quelque chose de différent, leur donnant une autonomie et des marges de manœuvre («policy space») pour définir des politiques de développement différentes qui respectent les souverainetés nationales et qui tiennent compte de leurs citoyens. La crise alimentaire et la récession mondiale qui s'annonce, dont les politiques menées par le Nord sont responsables, rendent urgentes la mise en œuvre de nouvelles politiques.

Les points d'accord au sujet de la banque du Sud sont importants mais les différents l'emportent.

Encadré 2 : LE CAPITAL DE LA BANQUE DU SUD Fixé lors des réunions ministérielles de Montevideo (avril 2008) et Buenos Aires (juin 2008)

- Capital social : 20 milliards US$
- Capital souscrit : 7 milliards US$
- Contributions :
  - Argentine, Brésil et Venezuela : 2 milliards US$
  - Équateur et Uruguay : 400 millions US$
  - Bolivie et Paraguay : 100 millions US$
- Apport initial :
  - Argentine, Brésil et Venezuela : 20%, le reste sur 4 ans
  - Bolivie, Équateur, Paraguay et Uruguay : 10%, le reste sur 9 ans
- Lettres de crédit :
  - Argentine, Brésil et Venezuela : 4 fois le capital
  - Bolivie, Équateur, Paraguay et Uruguay : 8 fois le capital
- Limite d'exposition : trois fois le patrimoine net de la Banque (jusqu'à un maximum de quatre fois et demi)
- Limite d'endettement : deux fois et demi le patrimoine net de la Banque.

Les apports en capitaux avalisés lors du Sommet ministériel du 15 avril 2008 de Montevideo constituent un premier point d'accord. Le capital social a été fixé à 20 milliards de dollars US et le capital souscrit à 7 milliards de dollars US. Les contributions, les dispositions concernant les apports initiaux et les lettres de crédit varient selon le groupe auquel appartient le pays. D'une façon générale, il y a deux groupes : le premier comprend les pays riches (Argentine, Brésil et Venezuela), le second comprend les plus petits pays (Bolivie, Équateur, Paraguay et Uruguay). Ceci correspond à une capacité de prêts allant jusqu'à 60 milliards de dollars US, ce qui donne théoriquement à la Banque du Sud une capacité du même ordre de grandeur que celle de la Banque nationale de développement économique et social (*BNDES*) du Brésil qui est la plus grande banque en Amérique latine, bien qu'elle soit une banque nationale et non une banque multilatérale. Ses prêts équivalent à 55 milliards de dollars US, plus que les prêts à l'Amérique du Sud de la Banque mondiale (36 milliards de dollars US), ou de la Banque interaméricaine de développement (46 milliards de dollars US), et sept fois plus que ceux de la CAF (8,1 milliards de dollars US).

Encadré 3 : GOUVERNANCE ET ADMINISTRATION: Proposition de la réunion ministérielle de Buenos Aires (juin 2008)

Organes de gestion de la Banque du Sud :

1. Le Conseil des Ministres
2. Le Conseil d'administration
3. Le Conseil de Direction et son Bureau exécutif
4. Le Conseil d'audit

Le Sommet ministériel de Buenos Aires était consacré à la gouvernance et à l'administration de la Banque du Sud. La proposition faite a été que celle-ci soit constituée d'un Conseil des Ministres (le Conseil des Gouverneurs de toute banque de développement), d'un Conseil d'administration (le Conseil exécutif des IFI), d'un Conseil de Direction (en charge des opérations au jour le jour), et d'un Conseil d'audit. Les Ministres ont ratifié l'article V de l'Acte fondateur en acceptant que la règle pour les prises de décision soit e*n général* «un pays-un vote».

«En général» car il est proposé une exception à cette règle, en cas de divergence entre les pays membres sur une affaire courante. Certains des grands pays estiment que les plus gros contributeurs de la Banque doivent avoir plus de droits de vote au Conseil de Direction. Concrètement, il est proposé qu'ils disposent de droits de vote plus importants pour les opérations supérieures à 5 millions de dollars US, autrement dit sur pratiquement toutes les opérations, car 5 millions de dollars est un montant très faible

pour une banque. Cette discussion a compliqué les choses, dans la mesure où pour qu'une banque d'un nouveau type fonctionne, elle doit avoir une structure institutionnelle simple et des procédures légères, et que l'idée avait toujours été de réduire au minimum les formalités administratives et de ne pas avoir des conditions de fonctionnement différentes selon les niveaux ce qui ne peut qu'engendrer des complications bureaucratiques.

Les points de désaccord sur la Banque du Sud

Les différents sont nombreux. A l'évidence la *realpolitik* est différente pour un pays comme le Brésil, qui dispose déjà d'une puissante banque de développement, la BNDES, dont le portefeuille d'investissements est supérieur à celui de la Banque mondiale, et pour des petits pays qui ont un besoin urgent de fonds pour leur développement. Le problème auquel est confronté la Banque du Sud est celui de l'affrontement entre les petits pays et les grands.

1. **La gouvernance : «un pays-un vote» ou «un dollar-un vote"** ? En septembre 2008, le différent porte sur l'Article V de l'Acte fondateur, qui prévoit un système de fonctionnement démocratique sur la base de un pays-un vote. Ce système serait analogue à celui des Nations Unies où chaque pays, aussi petit soit-il, a un siège et un vote, mais fondamentalement différent de celui des banques multilatérales de développement (par exemple, la Banque mondiale) où les pays riches ont plus de droits de vote du fait que leurs apports sont plus importants. Parmi les pays dont les apports sont les plus importants (Argentine, Brésil et Venezuela), seul le Venezuela soutient la prise de décision démocratique à tous les niveaux. Le Brésil et l'Argentine penchent pour le modèle traditionnel des banques multilatérales ; bien qu'ils acceptent que les Conseils fonctionnent sur le principe un pays-un vote, ils considèrent que pour la gestion des affaires courantes, les pays dont les contributions sont les plus importantes devraient avoir plus de droits de vote.

2. **Les avantages fiscaux :** Certains suggèrent que toutes les opérations de la Banque, des achats ou acquisitions aux investissements et aux salaires du personnel soient exemptées de toute imposition et de tous droits de douane. Pour d'autres, cette mesure – copiée sur les IFI- est inappropriée et contraire aux efforts pour lutter contre l'évasion fiscale dans la région.

   Mais ceci n'est qu'un début. La question la plus sujette à controverse – l'utilisation des fonds – n'a pas encore été abordée. A quel type d'investissements la Banque du Sud donnera-t-elle la priorité ? Si c'est aux prêts bonifiés comme dans les autres banques de développement, quels seront les critères d'éligibilité ? Qui en bénéficiera ?

3. **L'utilisation des fonds :** Même s'il y a eu accord sur les différentes participations au capital des pays membres, aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne, entre autres, l'utilisation des réserves, l'origine des fonds spéciaux concessionnels ou le cofinancement.

4. **Les investissements.** Les infrastructures doivent-elles constituer une priorité ? Certains pays insistent pour que la Banque du Sud privilégie les investissements dans les infrastructures. Mais le graphique ci-dessous montre que c'est déjà dans ce domaine que

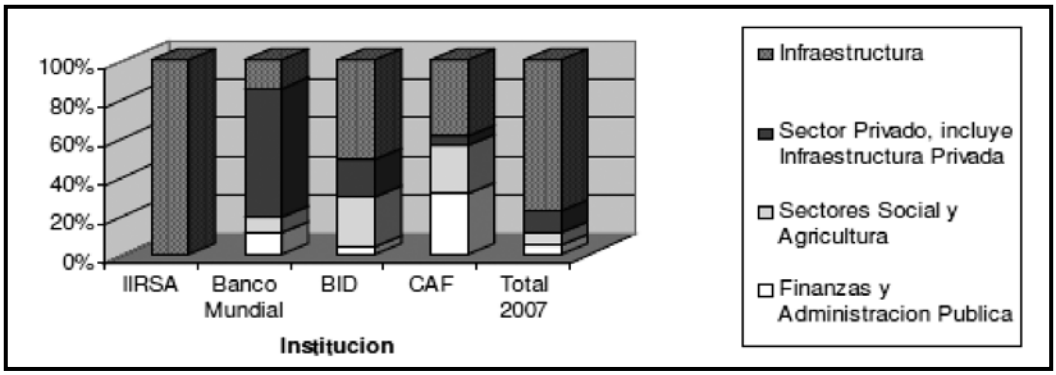
les investissements multilatéraux dans la région sont les plus importants et que c'est dans le secteur social et celui de l'agriculture qu'il est besoin d'investir.

Les pays membres de la Banque du Sud doivent s'occuper de façon urgente de la crise alimentaire. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPALC), depuis la récente augmentation de 15% des prix alimentaires, le nombre de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté est passé de 35% à 38%. Tous les efforts réalisés entre 2002 et 2007 pour réduire la pauvreté dans la région ont été anéantis en quelques mois.[1] Et les infrastructures ne réduisent pas la pauvreté. Par principe, les investissements de la Banque du Sud ne devraient pas être majoritairement destinés aux grands projets, souvent polluants, d'infrastructure, à moins que leurs objectifs ne soient en relation avec la pauvreté et les programmes nationaux et au bénéfice du développement social et de l'environnement.

Ceci ne signifie certainement pas que l'on doive exclure toute possibilité d'investir dans des raffineries de pétrole, mais la question de leurs impacts sur l'environnement doit être soigneusement prise en compte. Plus précisément, respecter la souveraineté dans tous les domaines où elle s'applique conduit à des investissements radicalement différents de ceux de la Banque mondiale, la BID ou la CAF. Par exemple :

- *La souveraineté alimentaire :* des investissements plus importants dans l'agriculture de la région comprenant des réformes agraires et une augmentation des revenus des agriculteurs ;
- *La souveraineté économique :* des activités pour développer la capacité de production de l'Amérique latine, assurer un travail décent pour tous, et un impôt de base qui pourrait être utilisé pour le développement communautaire ;
- *La souveraineté en matière de santé :* des investissements dans les médicaments génériques et l'accès universel aux services médicaux ;
- *La souveraineté relative aux ressources naturelles :* de façon à ce que les bénéfices/royalties puissent être utilisés pour des investissements publics plutôt que de profiter à de grandes entreprises.

Graphique. Investissements multilatéraux par secteur en Amérique latine en 2007



Sources : Rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement, Banque mondiale, Corporación Andina de Fomento, et page du site Internet de l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud (IIRSA).

5. **L'éligibilité par type d'institution –** La Banque du Sud doit-elle financer les grandes sociétés privées ? Bien qu'il y ait un accord collectif sur le fait que la Banque du Sud pourra effectuer des intermédiations financières pour les entreprises publiques, les PME, les coopératives et les associations, certains pays membres sont réticents à financer de grandes sociétés privées. D'autres considèrent qu'il faut faire des distinctions entre les différents types de grandes sociétés privées, certaines comme les fabricants de produits alimentaires, de médicaments génériques, de fertilisants, etc., étant importantes pour la société latino-américaine. D'autres mettent aussi en avant l'importance de promouvoir les entreprises régionales pour relancer l'économie de l'Amérique latine. Les minutes de la réunion ministérielle de Buenos Aires donnent une idée de ce qui va se passer : « *Il a été considéré que la Banque pouvait octroyer des prêts — outre aux secteurs public, semi-public et d'économie mixte — aux coopératives et au secteur privé, sous réserve de l'accord du secteur public. Le Venezuela estime que la Banque ne doit pas financer le secteur privé, sauf s'il s'agit de coopératives, d'entreprises sociales et de communautés.* »

6. **La répartition des investissements dans les pays membres et les termes des financements accordés : L'**Article I de l'Acte fondateur préconise un équilibre des investissements dans les différents pays membres. Mais tous les pays n'ont pas la même capacité d'absorption. De plus, tous les investissements seront-ils faits aux mêmes conditions ? Les banques multilatérales de développement octroient des prêts bonifiés (à des taux préférentiels) et font des dons (à titre gracieux) aux pays dont les PIB sont les plus bas. D'où une nouvelle dissension entre les grands pays et les plus petits, qui en principe devraient bénéficier de conditions de faveur puisqu'ils sont moins riches.

   Il y a deux possibilités pour éviter cette disenssion. La première est de différentier les conditions de prêt selon les secteurs (i.e. les investissements dans le secteur social pourraient être bonifiés quel que soit le pays), comme le font la Banque nationale de développement vénézuélienne et la BANDES. Une autre possibilité est le modèle de l'Union Européenne (UE). L'Europe a été confrontée au même problème que l'Amérique latine des grands vs les petits et l'a résolu en abandonnant l'idée de pays et en offrant des conditions de faveur aux zones plus pauvres, quels que soient les pays où elles sont situées. De cette façon, ce ne sont pas les pays les plus riches qui subventionneraient les plus pauvres, (i.e. le Brésil ne subventionnerait pas la Bolivie), ce sont les régions les plus riches qui subventionneraient les plus pauvres (i.e. les régions les plus pauvres du Brésil bénéficieraient aussi de taux préférentiels).

7. **La passation des marchés :** L'Acte fondateur de la Banque du Sud mentionne la préférence pour les biens et les services de la région. Mais comme il n'y a que 12 pays dans la région, en réalité, dans certains cas il peut ne pas être possible d'acheter les biens et les services localement. En pareil cas, on peut envisager les possibilités suivantes : a) permettre d'acheter des biens et des services à des pays non membres de la Banque, à condition que les entreprises qui s'en chargent appartiennent aux pays membres ; b) privilégier d'autres pays du Sud, à un certain seuil de prix ; c) faire des appels d'offres indépendants les uns des autres, ouverts à tous les pays du monde dont les prix sont compétitifs. A l'évidence, il existe une position intermédiaire entre

soutenir le Sud et faire jouer la concurrence pour chaque type de produit, qui n'a pas encore fait l'objet d'un accord.

8. **La participation et la transparence :** Jusqu'ici, la société civile a pris fait et cause pour la création d'une banque du Sud alternative, et elle a eu un rôle positif. Mais, il n'y a aucun accord sur la possibilité de lui faire une place à la Banque du Sud. Le niveau de participation de la société civile est l'un des sujets de désaccord entre les pays membres. Il existe un certain nombre de modèles institutionnels, analysés dans d'autres documents, qu'il faudra étudier avant de prendre la décision finale.

9. **Les règles de sauvegarde sociale et écologique :** Comment garantir que les principes de l'Acte fondateur de la Banque du Sud, de promouvoir la justice sociale et environnementale, soient respectés ? Les banques multilatérales de développement ont développé une série de règles de sauvegarde sociale et écologique, pour optimiser les impacts positifs dans le domaine de l'emploi, qui portent sur la répartition des avantages entre les sexes, les générations (jeunes, personnes âgées), les groupes ethniques et les personnes ayant des besoins particuliers, ainsi que dans le domaine de l'environnement. Toutefois, beaucoup de ces politiques de sauvegarde sont entrain de tomber à l'eau, étant donné le virage à droite des IFI. Pour la Banque du Sud, le défi est de trouver comment intégrer ces règles de sauvegarde de façon simple, sans excès de paperasse et sans allongement des délais, mais de façon à rendre effectif l'abandon du modèle de développement orthodoxe responsable de l'amplification de l'exclusion sociale et de la destruction de l'environnement.

C'est à cause de ces petits désaccords que le gouvernement équatorien a demandé son aide aux Nations Unies au début de 2008. Un Séminaire technique, sans pouvoir de décision, a été organisé à Quito, du 23 au 27 juin 2008. Plus de 60 personnes de différentes affiliations y ont participé: des experts internationaux dans le domaine de la banque et des finances, des universitaires, des membres des Commissions techniques nationales de la Banque du Sud et la société civile. Le débat a été intense ; l'objet du séminaire était d'analyser les possibilités, leurs avantages et désavantages, et de parvenir à un consensus sur l'édification d'une banque multilatérale alternative.

Le document final ne constitue pas une nouvelle proposition, il est plutôt une présentation des tenants et aboutissements des différentes options dans les domaines de : (i) la gouvernance et l'administration, (ii) l'utilisation des fonds, (iii) les politiques d'investissement, (iv) la passation des marchés, (v) les audits, (vi) le cycle des opérations, (vii) la participation, et (viii) les règles de sauvegarde sociales et écologiques.

Ce document est en ligne,[2] son objet est d'aider à la rédaction des statuts et des directives opérationnelles de la banque : ceci exigera de choisir entre les différentes options dans chacun des domaines ; ces options sont présentées de façon neutre dans le but de faciliter l'obtention d'un consensus.

La Banque du Sud doit aller de l'avant

La Banque du Sud avance si lentement que les pays les plus intéressés s'impatientent de ce retard. Une autre banque régionale alternative de développement est entrain de se constituer : la Banque de l'alternative bolivarienne pour les Amériques, ou Banque ALBA, pour soutenir l'intégration régionale entre la Bolivie, Cuba, le Honduras, le Nicaragua et le Venezuela. La Banque ALBA a déjà 2 milliards de dollars US en capital souscrit et elle a des bureaux à Caracas. C'est une autre voie et qui n'implique pas les membres de l'UNASUR, hormis la Bolivie. D'autre part, le 29 août 2008, les Présidents du Venezuela et de l'Équateur se sont mis d'accord sur la création d'une banque de développement pour la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela[3], sans pour autant relâcher leur soutien à la Banque du Sud. C'est indubitablement une façon de faire pression sur les grands pays. A Buenos Aires, on certifie que la Banque du Sud sera opérationnelle avant la fin de 2008. A Brasilia, c'est moins clair, dans la mesure où la BNDES existe.

Il est indispensable que la Banque du Sud commence à fonctionner, ne serait-ce qu'à minima, et qu'elle puisse donc commencer à émettre des obligations dans l'unité monétaire sud-américaine. Le principe du paiement en monnaie nationale dans les échanges commerciaux interrégionaux est adopté et lors de la prochaine réunion ministérielle de l'UNASUR, les ministres termineront le processus de l'élargissement de l'utilisation des monnaies nationales. La prochaine étape logique est de commencer à utiliser l'unité monétaire sud-américaine comme unité de référence. L'unité monétaire sud-américaine a été présentée lors d'une Conférence des Banques centrales à Buenos Aires en août 2008, et plus tard à Mexico en octobre 2008.[4]

S'il est vrai que la construction du système monétaire européen a duré six ans, les raisons d'accélérer le processus en Amérique latine sont évidentes à la lumière de l'augmentation des transferts Sud-Nord et de la crise financière mondiale. Pour cette raison, la Banque du Sud doit voir le jour dès que possible ainsi que son institution sœur, le Fonds de stabilisation du Sud, qui semble prendre forme depuis que les Banques centrales du Mexique, du Brésil, d'Argentine et du Chili se sont mises d'accord, à Bâle, pour gérer conjointement leurs réserves internationales.

Prenons un contre-argument : que se passerait-il si le projet de la Banque du Sud n'était pas finalisé à cause de petits désaccords et de mauvaises méthodes de travail ? Ceci profiterait énormément aux pays du Nord qui continueraient à recevoir l'épargne de l'Amérique latine. Et ce serait aussi terriblement préjudiciable aux citoyens latino-américains qui continueraient à souffrir de l'instabilité économique, de la précarité de l'emploi, de l'insécurité alimentaire et de l'insuffisance du progrès social.

Pour toutes ces raisons, les pays d'Amérique latine doivent essayer de parvenir à un consensus : mieux vaut une banque imparfaite que pas de banque du tout. Mais, si celle-ci n'est qu'une simple réplique des IFI et des banques multilatérales de développement existantes, l'Amérique latine passera à côté d'une occasion historique, importante non seulement pour la région mais aussi pour beaucoup d'autres pays du Sud qui observent l'expérience avec espoir. La Banque du Sud doit aller de l'avant.

Annexe

La signature de l'Acte d'incorporation de la Banque du Sud

Par Oscar Ugarteche[5]

Finalement, vingt mois après la fondation de la Banque du Sud à Buenos Aires, les Présidents ont signé l'Acte d'incorporation de la BANCOSUR à Porlamar, Ile de Margarita, le lundi 28 septembre 2009. L'Agrément contient le règlement négocié au niveau des Commissions des Ministères de l'économie et des finances, et recouvre le capital, les droits de vote, le recrutement du personnel, la jurisprudence, des considérations juridiques et fiscales concernant les personnels et les fonctionnalités de la banque. Dans quel but, exactement ?

La déclaration initiale

La Banque du Sud est la pleine propriété des dix pays membres de l'UNASUR. Le Venezuela et l'Argentine ont initié les pourparlers à son sujet en 2006, l'Équateur et le Brésil les ont rejoints en mai 2007 et quelque temps après, tous les autres pays ont fini par se joindre aux discussions. Contrairement à la Corporación Andina de Fomento (CAF), qui comporte 18 pays membres, dont certains sont d'Amérique centrale ou d'autres continents, la BANCOSUR est uniquement sud-américaine. En se sens, la position d'observateur du Chili, même si elle est cohérente avec sa position vis-à-vis de l'intégration latino-américaine depuis son retrait du Pacte andin en 1977, est un inconvénient si l'on songe à la modicité de ses 21 millions de dollars US de contribution à la CAF. Même si ce montant est symbolique, il est signe de sa présence à la CAF. Il n'y a rien de tel en ce qui concerne la BANCOSUR. Ceci fait penser à la politique britannique vis-à-vis de l'intégration économique européenne, lorsque la Grande-Bretagne est restée sur sa position d'observateur durant les décennies de la constitution de la Communauté économique européenne. Même après leur intégration à l'Europe, les Britanniques ont conservé une politique d'immigration autonome et leur monnaie. Les Anglais n'allaient pas autoriser l'Europe continentale à lui dicter sa politique monétaire, ni sa politique en matière d'immigration.

La Colombie, pour sa part, a joué un rôle ambivalent. Au départ, en 2006, elle a rejeté l'idée d'une banque du Sud, puis par la suite, dans la seconde moitié de 2007, elle a exprimé son accord. Et pourtant, la veille de la signature des statuts, elle s'est rétractée ; ce qui fait désordre dans le document officiel qui cite huit pays mais qui ne comporte que sept signatures. Le Pérou est le seul pays d'Amérique du Sud resté indifférent à l'idée (même s'il n'est pas exclu qu'avec le prochain gouvernement, il puisse rejoindre la banque). On peut comprendre les raisons du Pérou compte tenu de l'importance du rôle du Venezuela pour cette banque et des liens d'amitié entre le Président García et l'ex-Président vénézuélien Carlos Andrés Pérez du parti en disgrâce Acción Democrática. L'absence du Pérou montre le peu de poids qu'ont les Institutions dans sa politique étrangère. Le Pérou n'est pas un membre très actif de l'UNASUR comme le montre l'absence du Président à l'ile de Margarita lors du week-end du 26 septembre et auparavant à Santiago, au Chili.

Le Pérou et la Colombie s'alignent sur Washington et sur la politique des accords bilatéraux inaugurée par le précédent Président des États-Unis, Georges Bush. Les deux pays semblent ignorer l'intégration sud-américaine dans leurs politiques extérieures et adhérer au principe de Washington de «diviser pour mieux régner», compte tenu du fait que le pays gagnant dans l'intégration est un pays avec lequel leurs gouvernements ont peu d'affinités. Ils reprennent vis-à-vis de l'UNASUR et de la BANCOSUR le rôle qu'ils ont joué en 1984, lors du pic de la crise de la dette, pour le club des débiteurs qui a échoué à se constituer au mois de mai de cette année-là, par la faute de ces deux pays qui ont fait le jeu de l'opposition de Washington. Ceci est retracé dans un livre de l'Ambassadeur Alzamora Valdéz, alors Secrétaire Général du Système économique latino-américain et des Caraïbes (SELA).

La signature de l'Acte d'incorporation

Dans le cadre d'une réunion entre les Présidents d'Amérique du Sud et d'Afrique, sept des huit Présidents sud-américains qui y participaient (Hugo Chávez pour le Venezuela, Luiz Ignacio Lula da Silva pour le Brésil, Rafael Correa pour l'Équateur, Fernando Lugo pour le Paraguay, Evo Morales pour la Bolivie, Cristina Fernández pour l'Argentine et Tabaré Vázquez pour l'Uruguay), ont signé l'Acte d'incorporation de la Banque du Sud, fondée à Buenos Aires la veille du jour où Cristina Fernández a pris ses fonctions en décembre 2007. Il a fallu 20 mois pour mener à bien ce qui devait prendre 60 jours selon la sixième clause de l'Acte fondateur. Le processus a été beaucoup plus rapide que celui de la création du fonds multilatéral de l'ASEAN en mai 2009 qui a duré 9 ans ou que celui de la création des Institutions européennes qui a duré des décennies. Aujourd'hui comme en 2007, la Colombie n'a pas signé et le Pérou n'était même pas sur la photo.

Au cours de ces deux années, il a été décidé que la banque débutera avec un capital total de 7 milliards de dollars US et que chaque pays aura un droit de vote lors des décisions d'octroi de crédits au Conseil de Direction pour les montants inférieurs à 70 millions de dollars. Au-delà de cette somme, les droits de vote seront proportionnels aux apports en capital. La part des trois grands pays au capital est différente de celle des quatre autres plus petits dont l'apport s'élève à 400 millions de dollars chacun.

Le montant du capital initial souscrit de 7 milliards de dollars US est le double de celui de la CAF. Le capital social de la CAF est de 10 milliards de dollars US, alors que, comme l'a annoncé le Président Chávez, celui de la Banque du Sud est de 20 milliards de dollars US. Il est entendu que le capital souscrit de 7 milliards de dollars US sera utilisé dans les prochains mois pour recruter le personnel. L'idée est que le cœur de cible de la Banque du Sud ne sera la construction d'infrastructures qui est déjà celui de la CAF et de la BID, mais sera les projets qui visent à réduire le fossé de la pauvreté en Amérique du Sud.

Dr. Isabel Ortiz *est titulaire d'un doctorat de la London School of Economics, et a plus de 15 ans d'expérience dans 30 pays dans le domaine du développement économique and social. De 1999 à 2003 elle a été économiste en chef (réduction de la pauvreté) au Département Stratégie et Politique de la Banque de développement asiatique (ADB). Mme Ortiz a aussi été maître de conférences et chercheuse, elle a publié en Europe, en Asie et aux États-Unis. Ces derniers temps, elle a participé au groupe de réflexion «Initiative for Policy Dialogue» fondé par le prix Nobel Joseph Stiglitz.*

Dr. Oscar Ugarteche Galarza *est péruvien et titulaire d'un doctorat d'histoire et philosophie de l'Université de Bergen, en Norvège, d'un master en sciences de la School of Business de l'Université de Londres et d'un diplôme en Finances de la School of Administration de l'Université de Fordham à New York. Il est membre de l'Instituto de Investigaciones Económicas (IIEC) de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM) et Coordinateur de l'Observatorio Economico de América Latina (www.obela.org). Il est membre du Systema Nacional de Investigadores au Mexique et conseiller du Red Latinoamericana de Deuda, Desarrollo y Derechos (LATINDADD).*

Notes

1. CEPALC. Août 2008 : *Enquête économique en Amérique latine et Caraïbes.* Santiago, Chili. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies

2. http://mef.gov.ec/portal/page?_pageid=37,34898&_dad=portal&_schema=PORTAL

3. Voir : http://www.elcomercio.com/noticiaEC.asp?id_noticia=218399&id_seccion=6

4. Ugarteche, O; Y. Kitazawa and P. Dembinski. *Beyond Bretton Woods Conference.* UNAM Mexico DF, 15-17 octobre 2008. Voir: http://www.obela.org/conferencia

5. Voirhttp://alainet.org/active/show_author.phtml?autor_apellido=Ugarteche&autor_nombre=Oscar

La coopération Sud-Sud entre le Venezuela et Cuba

Carlos A. Romero
Universidad Central de Venezuela

Résumé

La coopération entre le Venezuela et Cuba présente un double caractère. D'une part, ce qui relève des relations de coopération classiques entre deux pays voisins. D'autre part, des relations politiques, sociales et culturelles entre Caracas et un pays qui en lui même représente pour l'autre beaucoup plus qu'une simple relation diplomatique et commerciale.

Aussi cette relation n'est pas et ne peut pas être une relation «normale» du type de celles qui existent entre beaucoup de gouvernements du Sud. En particulier, c'est une relation où le pétrole et la révolution sont considérés comme des variables indépendantes justifiant ce rapprochement. L'auteur tente d'analyser comment le Venezuela a donné la priorité à la coopération avec Cuba dans le contexte de la construction d'une politique étrangère indépendante des États-Unis.

Introduction

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, les relations entre le Venezuela et Cuba constituent un cas à part. Le propos ici est de comprendre l'ampleur et le pourquoi d'une relation qui porte sur 1% du Produit intérieur brut (PIB) du Venezuela, concerne des programmes qui au total se sont élevés à près de 1,5 milliards de dollars en 2009, comporte les interventions de 31 entités ou institutions cubaines dans plus de 157 projets bilatéraux, et où la croissance du commerce bilatéral a été de 81% entre 2008 et 2009. Ceci pour la coopération au titre des programmes régionaux du Venezuela tels que ceux de la Banque de l'ALBA, de la Banque du Sud, de PetroAmerica, de PetroCaribe, et celui de l'Accord sur le pétrole de San Jose ; et aussi au titre des programmes bilatéraux canalisés par des institutions publiques et excluant ou minimisant la participation des organisations multilatérales, le secteur privé, les coopératives et les organisations non-gouvernementales (ONG).

Ce cas de coopération s'inscrit dans le cadre de la rente de situation dont bénéficie le Venezuela comme on peut le constater en observant la façon dont le gouvernement du président Chavez contrôle les revenus pétroliers dans le but de promouvoir son leadership et de jeter les bases d'un modèle qui oscille entre le compromis solidaire et le clientélisme. Les acteurs publics et privés trafiquent l'aide vénézuélienne (un revenu géopolitique) sous forme de faveurs, de dons, de transferts, de paiements à un tiers, d'aide directe, de remise de dette, de financement, et d'investissements désintéressés. Ces acteurs s'emparent des revenus, en y accédant grâce à la vente du pétrole à des prix de faveur et à tempérament, aux programmes d'investissements financés de façon substantielle par le Venezuela et au paiement de services professionnels, et non plus au travers des moyens traditionnels du commerce (échanges) ou de l'économie (valeur ajoutée).[1]

La coopération économique, commerciale et sociale

Dans les relations entre le Venezuela et Cuba on peut distinguer deux phases. La première, essentiellement bilatérale, va de l'arrivée pour la première fois à la présidence de Hugo Chávez, en 1999, jusqu'à 2004. La seconde va de 2004 à aujourd'hui, dans le contexte de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, ALBA.

Durant la première phase, l'intérêt du Venezuela pour Cuba est inhérent à la convergence et la défense de deux projets idéologiques et politiques similaires ainsi qu'à un rapprochement économique et commercial pour établir une identité commune au niveau régional. Le but alors était de circonvenir l'embargo économique des États-Unis sur Cuba, de réactiver et d'amplifier la fourniture du pétrole vénézuélien, d'aider le régime de Castro à surmonter une crise économique sévère, de revigorer le mouvement de gauche international et de condamner l'action militaire des Américains en Afghanistan et en Iraq, ainsi que la protection par les États-Unis du terroriste anti-Castro Luis Posadas Carriles. Plus tard, les deux pays s'unirent pour condamner l'arrestation de cinq citoyens cubains accusés d'espionnage par les Américains.

Dans le domaine économique et commercial, le tournant décisif de cette relation a été la signature de l'Accord intégral de coopération entre Cuba et le Venezuela en octobre 2000. Le but était de promouvoir les échanges de biens et de services dans une optique de solidarité, et c'est ainsi que depuis 2002, le Venezuela a vendu à Cuba, à un prix fixe et préférentiel (27 dollars le baril), 53 000 barils de pétrole. Ces barils sont payés de la façon suivante : la moitié dans les 90 jours après l'achat et le reste sur 25 ans, avec un délai de grâce de 2 ans, frais de transport et assurances compris.

En échange, Cuba a envoyé plus de 13 000 travailleurs au Venezuela, appartenant majoritairement au secteur de la santé (médecins, infirmières et personnel paramédical) ou à celui du sport– d'abord dans le cadre d'une sorte de troc, puis ensuite à partir 2003, contre rémunération pour services professionnels dont le montant a atteint quelques 4,4 milliards de dollars en 2007. Ceci a conduit à une amplification de la coopération dans le secteur de l'énergie, à une participation massive des Cubains dans les missions sociales du gouvernement du Venezuela, et à une promotion mutuelle des deux pays sur tout le continent.

Fin 2004, la création de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de nos Amériques ALBA, devenue depuis 2009 l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Accord commercial des peuples (ALBA-TCP) a donné une tonalité plus régionale à la relation entre les deux pays. De fait, dans la Déclaration conjointe du 14 décembre 2004, il est fait mention de « *la recherche d'une convergence des positions à l'échelle internationale* » et l'accord signé le même jour qui est une modification et un élargissement de l'Accord intégral de coopération entre Cuba et le Venezuela comporte cet article : « *Le processus bolivarien s'étant consolidé après sa victoire décisive au Référendum révocatoire du 15 août 2004 et aux élections régionales du 31 octobre 2004, et Cuba étant en mesure de garantir son développement durable, la coopération entre la République de Cuba et la République bolivarienne du Venezuela se basera à partir de ce jour non seulement sur des principes de solidarité, lesquels seront toujours présents, mais aussi, dans la mesure la plus large possible, sur l'échange des biens et des services répondant le mieux aux besoins économiques et sociaux des deux pays.* » [2]

Cet élargissement de l'Accord est le point de départ d'une nouvelle phase dans la complémentarité économique au-delà de la coopération énergétique et de l'échange des ressources humaines. A cet accord sur la constitution de ce qui s'appelait alors l'Alternative bolivarienne pour les peuples de nos Amériques, ALBA, signé par Cuba et le Venezuela in 2004, se sont joints la Bolivie un peu plus tard dans l'année, le Nicaragua en 2006, la Dominique et le Honduras en 2008, et enfin Antigua-et-Barbuda, Saint Vincent-et-les-Grenadines et l'Équateur en 2009.

Cette alliance instaure la suppression des barrières douanières pour le commerce des biens entre ses pays membres, ce qui s'ajoute au Système unitaire de *compensation régionale* (SUCRE), l'unité de compte pour les transactions commerciales entre les pays membres, considéré comme la base d'un futur système monétaire commun. L'alliance favorise aussi la création de diverses entreprises appelées «*grand-nationales*» (*grannational*) telles que Constructora Alba, PDVSA-Cuba S.A., le projet Alba Aciérie, les parts de Cuba dans TeleSUR, l'aide au projet sur l'industrie sucrière, le programme cubain de construction de logements (PetroCasas), le projet binational cubain-vénézuélien de développement agricole endogène de Cienfuegos, le projet conjoint d'une compagnie ferroviaire, le projet conjoint de création d'entreprises dans le secteur technologique, des accords sur le financement en devises par l'intermédiaire de la Banco Industrial de Venezuela et de la Banco de Comercio Exterior de Venezuela, des accords concernant la promotion du tourisme et des services dans le domaine aérien et le domaine maritime (notamment un accord d'Open sky entre le Venezuela et Cuba pour les compagnies d'aviation nationales cubaines), un projet de 3,4 millions de dollars d'installation d'un câble sous-marin de 1 630 kilomètres de long entre La Guaira (Venezuela) et Siboney (Cuba) en cours de réalisation par la société Telecomunicaciones Gran Caribe, S.A (constituée de Telecom Venezuela et Transit de Cuba), et le projet conjoint de construire un aéroport international Saint Vincent et les Grenadines. Au total plus de 26 sociétés binationales, et 190 autres qui en sont au stade final de leur constitution.

De plus il y a l'Accord de coopération énergétique de Caracas ; TeleSUR ; le Forum des parlements et des peuples latino-américains pour la défense des économies nationales ; PETROAlba ; l'entreprise Gran nacional de Energía, Gas y Petróleo del ALBA S.A ; le Conseil énergétique de l'ALBA ; Ports de l'ALBA, S.A, compagnie créée pour moderniser, réaménager ou construire des ports au Venezuela et à Cuba; la joint-venture socialiste Guardián del Alba S.A., qui fabrique des logiciels pour assurer la souveraineté technologique ; Transalba, une joint-venture cubaine-vénézuélienne dont l'objet est de fournir des hydrocarbures aux pays de la région et qui contribue au développement d'une flotte marchande commune ; Alba Cultural ; la Banque de l'ALBA et la Banque du Sud, toutes deux soutenues par le Venezuela pour créer une intégration financière, et gérer de façon autonome la dette extérieure et un fonds de solidarité sociale (prêts à taux bonifié, prêts sans intérêts, dons, aide humanitaire et assistance technique non-remboursable).

Dans ce contexte, le montant des échanges commerciaux entre Cuba et le Venezuela est passé de 388,2 millions de dollars en 1998, à 464 millions de dollars en 1999, 912 millions de dollars en 2000, 2,5 milliards de dollars in 2005, 3,2 milliards de dollars en 2006 et à 7,1 milliards de dollars en 2007, près de 45% du commerce des biens et services de l'île. En 2007, la part

des biens dans les échanges commerciaux a été d'environ 2,7 milliards de dollars et celle des services d'environ 4,4 milliards de dollars.

En 2008, les échanges commerciaux de biens entre Cuba et le Venezuela se sont élevés à environ 5,375 milliards de dollars, 4,892 milliards de dollars pour les exportations du Venezuela à Cuba et 483 millions de dollars pour les exportations de Cuba au Venezuela. Si on l'on fait rentrer le paiement des services professionnels dans les échanges commerciaux entre les deux pays, le montant total de ces échanges commerciaux s'est élevé à 10,975 milliards de dollars, une augmentation de 35% par rapport à 2007.

Au total l'aide de Caracas à la Havane en 2008 s'est élevée à environ 9,970 milliards de dollars : 5,6 milliards de dollars en paiements de services professionnels, 2,5 milliards de dollars en subventions pour le pétrole vendu au prix fixe de 27 dollars le baril, et 1,87 milliards de dollars au titre des autres projets de la coopération bilatérale. (On a calculé que les montants cumulés de l'aide depuis 1999 atteignaient environ 18 milliards de dollars).

A l'heure actuelle, le Venezuela est le principal partenaire commercial de Cuba. Le 12 décembre 2009, dans le communiqué final de la 10e session de la commission intergouvernementale Cuba-Venezuela, les deux pays ont déclaré qu'ils avaient signé 285 nouveaux accords de coopération dans le domaine commercial, le domaine économique, le domaine énergétique et le domaine social dont le volume d'investissement est de plus de 3,185 milliards de dollars.

Le Venezuela exporte à Cuba du pétrole et des produits dérivés, des chaussures, du textile, des matériaux de construction, du plastique et des produits manufacturés. Il importe depuis Cuba des services experts en matière de savoirs, en particulier dans le domaine de la santé, et à un niveau moindre dans le domaine de l'éducation et dans celui des sports, de l'assistance technique, des produits biotechnologiques et pharmaceutiques, des programmes de radio et de télévision, du ciment, du fer, de l'acier, des machines, and des instruments de mesure. Depuis 2005, le pétrole exporté du Venezuela est passé à un total de 153 000 barils par jour, 98 000 barils au titre de l'Accord intégral de coopération (de caractère bilatéral) et 55 000 barils via Petrocaribe, ce qui correspond à 90% de la consommation journalière de Cuba qui est de 170 000 barils. De plus, la raffinerie Hermanos Díaz, dans la province de Santiago de Cuba, la raffinerie Nico López dans la province de la Havane, et la raffinerie de Cienfuegos ont été rénovées par la compagnie mixte PDV-Cupet, qui traite et le cas échéant réexporte une partie des 153 000 barils par jour que Cuba reçoit du Venezuela ; le pétrole est maintenant au 2e rang des exportations de Cuba. D'autres accords énergétiques ont été signés, en particulier la création d'une nouvelle raffinerie dans la province de Matanzas.

La dette totale relative au pétrole de Cuba envers le Venezuela était d'environ 4,975 milliards de dollars en juillet 2009, 24% de toutes les créances au titre de la coopération de Petróleos de Venezuela (PDVSA).[3]

En termes de coopération sociale, fin 2007, les autorités cubaines ont dit qu'il y avait 39 000 «collaborateurs» au Venezuela, 31 000 étant du personnel médical. Ce qui correspondait à environ 75% de tous les travailleurs cubains expatriés au titre de l'aide internationale qui étaient au total 52 000 cette année-là. Il est important de mentionner que les salaires payés à chacun des travailleurs au Venezuela ne représentent que 18% du paiement fait

directement au gouvernement cubain pour chacun d'entre eux. La coopération sociale entre le Venezuela et Cuba doit continuer in 2009 avec 137 projets en cours et 48 nouveaux, ce qui correspond à un investissement de 2 milliards de dollars.

C'est en 2000 que pour la première fois des patients vénézuéliens ont été transportés par avion à Cuba pour y être soignés. Mais le programme de coopération sociale a débuté en 2003, avec l'envoi d'une première brigade de santé cubaine de 53 personnes, dans le cadre de la première phase du programme de soins de santé gratuits de la «Misión Barrio Adentro», qui profite principalement aux segments les plus pauvres de la population. Depuis 2003, la Misión Barrio Adentro a fourni une assistance médicale à plus d'un million de Vénézuéliens et a sauvé plus de 736 000 vies au total -124 000 vies dans les dispensaires et 612 000 vies dans les centres de dépistage. Il a été réalisé 104 000 interventions chirurgicales auxquelles il faut ajouter les plus de 580 000 opérations de la «Misión Milagro» pour corriger des problèmes de vue. 5 778 248 Vénézuéliens ont bénéficié d'un *bilan ophtalmologique* gratuit. La «Misión José Gregorio Hernández» a visité 643 948 foyers dans 23 États, et elle y a découvert 337 317 personnes souffrant d'un handicap ; celles-ci sont maintenant pris en charge par ce programme.

La coopération cubaine a aussi bénéficié à 3 389 809 athlètes dans le cadre du programme sportif de la Misión Barrio Adentro. Sur les 109 Vénézuéliens qui ont pris part aux Jeux Olympiques de Pékin, 68 étaient entrainés par des coachs cubains. Dans les 355 municipalités vénézuéliennes, il y a 6 000 coachs cubains.

Depuis 2003, 1 663 661 Vénézuéliens ont appris à lire avec la méthode d'alphabétisation cubaine dans le cadre de la Misión Robinson. Avec la Misión Robinson II, la coopération cubaine a décerné leur certificat de fin d'études primaires à 437 171 adultes, dont 81 000 autochtones. En cinq ans, 1 412 167 ont suivi les cours de la Mision Ribas, et 510 503 d'entre eux ont obtenu leur diplôme de fin d'études secondaires. La Misión Sucre (au niveau des études supérieures) a impliqué 442 229 étudiants ; 206 230 dans les formations des éducateurs et 21 506 dans les formations médicales. La Misión Corazón Adentro créée en 2008 pour mener des activités culturelles dans les communautés touche 538 000 Vénézuéliens. En huit mois, elle a réuni 17 918 participants dans 1 398 ateliers et les artistes cubains ont donné plus de 300 spectacles culturels. Avec l'aide des Cubains, 119 stations de radio ou de télévision communautaires ont été créées. De plus, 1 400 experts agricoles cubains travaillent avec les agriculteurs vénézuéliens. A Cuba, il y a 3 800 étudiants vénezuelien en premier cycle et 71 étudiants en second ou en troisième cycle. Au Venezuela, 4 146 étudiants de second ou troisième cycle participent à la coopération Cuba-Venezuela. L'objectif de la Misión Barrio Adentro est que sur cinq ans 25 000 Vénézuéliens fassent des études de médecine sous la houlette de professeurs cubains. Il y a déjà 20 441 étudiants qui sont dans leurs trois premières années d'études.

Les gouvernements cubain et vénézuélien ont procédé, avec l'aide de spécialistes, à une évaluation de l'efficacité des accords de coopération sociale. Reconnaissant tous deux les impacts de ces accords sur le plan politique et sur le plan humanitaire, ils ont fait quelques réserves sur leurs coûts. Caracas et la Havane ont déclaré que les programmes seraient réorganisés en 2009, en donnant au gouvernement cubain plus de contrôle sur leur mise en œuvre, avec l'arrivée de 1 100 nouveaux médecins cubains dont les supérieurs seront nommés directement

par Cuba, ce qui portera le nombre de collaborateurs cubains au Venezuela à plus de 42 000 fin 2009.[4]

Les relations stratégiques et militaires

La coopération entre Venezuela et Cuba est effective aussi dans le domaine militaire. Depuis1999, les liens entre Cuba et le Venezuela se sont substitués aux relations historiques entre le Venezuela et les États-Unis. Une doctrine militaire a été adoptée pour tenir compte de l'éventualité d'une attaque américaine contre le Venezuela, surnommée «attaque en deux temps» (d'abord le Venezuela puis ensuite Cuba) et la possibilité d'une guerre asymétrique de quatrième génération. La stratégie cubaine-vénézuélienne s'interroge sur le besoin de proposer un bloc régional différent du Traité interaméricain de défense réciproque (TIAR), auquel participerait Cuba mais pas les États-Unis, qui aiderait les gouvernements amis et les mouvements révolutionnaires de la région.

Depuis 1999, l'armée vénézuélienne a fourni une assistance humanitaire à Cuba lors de catastrophes naturelles, et des délégations officielles ou des groupes appartenant aux forces armées vénézuéliennes se rendent régulièrement à Cuba pour des échanges professionnels ou des entraînements militaires. Les relations militaires entre les deux pays se développent : plusieurs détachements vénézuéliens ont été envoyés comme formateurs dans les écoles militaires cubaines sur des sujets qui vont du pilotage des avions de combats 'Sukhoi' que le Venezuela a achetés à la Russie, à la coordination des opérations d'espionnage.

L'attaché militaire vénézuélien à Cuba a pris ses fonctions en 2007. A ce jour, on ne peut donner aucune information fiable sur un éventuel traité militaire, des ventes d'armes, des exercices militaires communs ou l'utilisation par Cuba d'une base militaire vénézuélienne. Il y a des rumeurs concernant la possible présence de Cubains à certains postes clés des Forces armées vénézuéliennes, le fait que des organismes publics vénézuéliens aient été chargés du fichage des citoyens, et une coopération tripartite entre Cuba, le Venezuela et la Russie ou l'Iran pour le cas où il faudrait développer des programmes nucléaires militaires communs. Ce qui est manifeste, c'est l'adoption par le Venezuela d'une iconographie militaire d'inspiration cubaine, pour preuve les nouveaux uniformes de l'armée vénézuélienne et la nouvelle devise des Forces armées : « *La patrie, le socialisme ou la mort* ».[5]

En avril 2008, les pays membres de l'ALBA ont signé un Accord sur la mise en œuvre de programmes de coopération en matière de souveraineté et de la sécurité alimentaire et d'un Accord pour le soutien et la solidarité avec le peuple et le gouvernement de Bolivie. Tenant compte du fait qu'en mai 2006, le Venezuela avait signé un Accord militaire complémentaire à l'Accord de base de coopération technique entre la Bolivie et le Venezuela, les cercles spécialisés d'Amérique latine ont estimé que l'ALBA avait élargi son domaine de compétence pour y inclure les questions militaires. Durant le 7e Sommet des chefs d'États de l'ALBA, les pays membres ont décidé d'étudier la possibilité de créer, au titre de leur coopération militaire, un Conseil de sécurité et une école militaire régionale.[6]

Mais l'action stratégique et militaire ne se limite pas aux relations entre les États. La coopération entre les révolutionnaires repose aussi sur l'aide de Cuba en matière de planification stratégique, d'espionnage, de contre-espionnage, de mobilisation, et de surveillance des activités militaires des États-Unis. Et aussi sur le soutien aux mouvements radicaux au Venezuela, et ailleurs sur le continent, tels que la Coordination

continentale bolivarienne (rebaptisée en 2009 Mouvement continental bolivarien), le Mouvement national de solidarité et d'amitié mutuelles Venezuela Cuba, sur la présence de jeunes Vénézuéliens aux cours de formation politique à Cuba, sur le plan «Esperanza», sur la Brigade tri-nationale des jeunes de l'ALBA, le Front international Francisco de Miranda, le Forum social mondial, le Forum de Sao Paulo, le Forum de Porto Alegre, le Congrès bolivarien amphictyonique, et le Mouvement Alternatif des peuples. (7)

Conclusion

Durant les années 80, du fait de l'échec de l'expérience chilienne, de l'affaire de l'ile caribéenne de la Grenade, du recul de la gauche sur le continent et de la politique soviétique de réduire sa présence dans l'hémisphère, Cuba a cessé d'être un souci stratégique, et alors, a commencé à se répandre la critique de son modèle sociétal. Ceci a empiré dans les années 90, dite la «période spéciale», à cause du durcissement de la politique des États-Unis à son égard et de l'embargo économique de 1962, de son isolement dans la région et de la crise économique interne due à la chute de l'Union soviétique.

Entrant dans le 21e siècle, Cuba était capable de relier sa propre expérience à celles de la Nouvelle gauche émergente dans la région Amérique latine et Caraïbes, qui a fleuri d'abord au Venezuela et plus tard au Brésil, en Bolivie, en Équateur et à d'autres diverses et intéressantes occasions. Ceci a relancé le débat de savoir si Cuba constituait un problème de sécurité ou un modèle à suivre pour les Amériques. Il s'en est suivi des discussions dans toute l'Amérique latine sur la révolution, sur la prétendue ingérence de ces pays dans la politique intérieure des autres pays, et sur l'éventualité que le modèle politique vénézuélien suive les traces du modèle cubain.

En réalité, depuis 1999, le Venezuela a été un partenaire très important pour Cuba. L'expression « *Cuba et le Venezuela, deux drapeaux, une révolution* » est une exclamation qui traduit le rapprochement entre les deux pays, leur participation au dispositif d'intégration qu'est l'ALBA, le développement d'importants échanges socio-économiques, la mise en place d'un processus de coopération complexe, et la promotion du socialisme.

Avec la coopération, les relations commerciales et les investissements économiques conjoints, les relations bilatérales ont progressé du point de vue des complémentarités économiques entre les deux pays. Ce qui est le plus frappant dans cette relation est d'une part l'importance des volumes financiers en jeu dans l'expérience et d'autre part l'asymétrie de ce modèle de coopération où l'aide fournie par le Venezuela est conséquente. Dans ce contexte, trois questions se posent :

- Jusqu'à quel point cette coopération est-elle durable ? Dépend-elle des revenus du pétrole vénézuélien plutôt que de la génération d'un revenu cubain ?
- Comment peut-on évaluer l'efficacité et les résultats de ces programmes ? Jusqu'à quel point y a-t-il un espace pour rectifier les objectifs ou les instruments qui, selon certains analystes, ont présenté des déficiences ?
- Quel type de conséquences imprévues cette coopération peut-elle avoir pour l'équilibre de l'aide extérieure vénézuélienne ainsi que pour la société cubaine en termes de répartition des revenus, de détournement frauduleux des ressources et de disparités entre ceux qui ont accès à l'aide vénézuélienne et ceux qui n'y ont pas accès ?

Dans ce contexte, les relations de coopération entre le Venezuela et Cuba peuvent évoluer selon différents scénarios. Premièrement, un scénario où les relations continuent à s'amplifier à partir des principaux éléments de cette alliance : la complémentarité économique, la coopération énergétique et les accords politiques basés sur une combinaison de *hard power* (assistance militaire et coopération économique), de *soft power* (promotion idéologique) et de *social power* (aide sociale). (8)

Un deuxième scénario supposerait qu'il y ait une éventuelle ouverture politique et économique à Cuba, que les deux gouvernements prennent leurs distances, et que Cuba initie un débat autour des résultats de la coopération vénézuélienne et de ses rapports avec sa politique en matière d'aide sociale et de droits de l'homme que La Havane compte revoir dans le cadre de ses projets dans le domaine économique. La Havane dépendrait moins de Caracas et donnerait un coup d'arrêt aux effets «pervers» de la coopération entre les deux pays. Ces effets proviennent de l'arrière-pensée du Venezuela d'influer sur la politique intérieure cubaine, de l'impact de la dépendance à la rente vénézuélienne sur la dislocation de la société cubaine, de la corruption engendrée par la gestion de la coopération, de l'augmentation de la dette financière de Cuba envers le Venezuela, et des nouvelles inégalités sociales apparues au sein de la société cubaine du fait de l'aide du Venezuela. (9) Dans le même temps, Cuba chercherait à développer ses relations énergétiques, commerciales et financières avec d'autres pays tels que l'Algérie, l'Angola, le Brésil, la Guinée équatoriale, l'Iran, le Mexique et l'Azerbaïdjan. Le Venezuela devrait aussi réduire ses ventes subventionnées de pétrole à Cuba si le prix du baril venait à baisser notablement ou si sa production de pétrole diminuait.

Le troisième scénario repose sur l'idée de changements possibles dans les façons de procéder du Venezuela et de Cuba, qui les conduirait à reconsidérer les fondements et les instruments d'une coopération stratégique basée sur leurs engagements communs d'édifier le socialisme et de promouvoir une politique étrangère anti-impérialiste.

Carlos Antonio Romero *est un politologue vénézuélien, Professeur à l'Université centrale du Venezuela. Il est Docteur en sciences politiques. Depuis plus de 30 ans, le Dr. Romero étudie la politique étrangère du Venezuela, de Cuba et de la Colombie et il a écrit plus de dix livres et de nombreux articles sur ces sujets. Carlos A. Romero vit à Caracas.*

Notes

[1] Olson, Mancur and Satu Kahkonen (eds), *A Not-So Dismal Science. A Broader-View of Economies and Societies.* Oxford: Oxford University Press. 2000; Romero, Carlos. "Una Diplomacia sin Límites". *PODER*. Caracas: Edition 01- February, 2009, pp. 44-46.

[2] Ministerio de Relaciones Exteriores de Cuba, Acuerdo entre el Presidente de la República Bolivariana de Venezuela y el Presidente del Consejo de Estado de Cuba, para la aplicación de la Alternativa Bolivariana para las Américas. December 14, 2004. www.cucubaminrex.cu*, 14/12/2004*

[3] Ministerio de Relaciones Exteriores de Cuba, *Venezuela* www.cubaminrex.cu*, 2008;* Ministerio de Comercio Exterior de Cuba, "Portal de Contenidos". Disponible en: *w*ww.cubainformacion.tv/index *2008; Carmelo Mesa- Lago,"*La economía cubana en la encrucijada: el legado de Fidel, el debate sobre el cambio y las opciones de Raúl". *Real Instituto Elcano. Documento de Trabajo/Working Paper, nº 17/2007*, April 23, 2008; Jorge Pérez López, "Tiempo de cambios: tendencias del comercio exterior cubano". In: *Nueva Sociedad*, nº 216, July-August, 2008, pp. 168-179, 2008; Omar Everleny Pérez Villanueva, "La economía en Cuba: un balance necesario y algunas propuestas de cambio". In: *Nueva Sociedad*, nº 216, July-August 2008, p. 49-64, 2008. On the theoretical discussion on providing professional services, see: Anita Kon, "O Comércio Internacional da Indústria de Serviços: os Impactos no Desenvolvimento de Países da América Latina". *Cadernos PROLAM/USP. Brasilian Journal of Latin American Studies*. Year 5, Vol. 2, Jul/Dec 2006, p. 9-47, 2006. On commercial and cooperation between Venezuela and Cuba data, see: María Gabriela Aguzzi, "Venezuela pagó 5.6 millardos por personal cubano en 2008". Entrevista a Carmelo Mesa-Lago. *El Universal*. Caracas: October 5, 2009: 1-8, 2009 *Rolando H. Castañeda,* La ayuda económica de Venezuela a Cuba: Situación y Perspectivas. ¿Essostenible?*www.miscelaneasdecuba.net/.../Castañeda%20Ayuda%.*

[4] *Yolanda D Elía, Las Misiones Sociales en Venezuela: una aproximación a su comprensión y análisis. Caracas: ILDIS, 2006.*www.ildis.org.ve/website/administrador/.../DocumentoMisiones.pdf*;* Michael Penfold-Becerra, Michael, Clientelism and Social Funds: Evidence from Chávez's Misiones", *Latin American Politics & Society* - Volume 49, Number 4, Winter 2007, pp. 63-84, 2007;www.radiorebelde.icrt.cu/.../mundo1-020109.html*; www.radiomundial.com.ve/yvke/noticia.php?16112 –*

[5] *Carlos A. Romero,* **"**Venezuela y Cuba. Una seguridad diferente". *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Cuestiones del tiempo presente*, marzo-2009. Paris, France. *URL:http://nuevomundo.revues.org/index55550.html.*

[6] See: Líderes de la ALBA sellan declaración de solidaridad con Bolivia. EFE: 04/23/2008. See also: www.argentinaa.notiemail.com/noticia*/www.defesanet.com.br/y.;www.lostiempos.com/.../alba-predomina-lo-politico-en-la-cumbre_41100_69784.html*

[7] Lourdes Cobo, **V**enezuela y el mundo transnacional: Instrumentación de la política exterior venezolana para imponer un modelo en América Latina. *ILDIS - CEERI (Ed).* Caracas. 2008

[8] On the discussion around the role of social power in Venezuelan foreign policy, see: Javier Corrales, "Using Social Power to Balance Soft Power: Venezuela's Foreign Policy". Center for Strategic and International Studies. *The Washington Quarterly* • 32:4. October 2009, pp. 97-114.

[9] Haroldo Dilla Alfonso, "La dirección y los límites de los cambios'. In: *Nueva Sociedad*, nº 216, July-August 2008, p. 36-48:38; Jorge Díaz Polanco, "Salud y Hegemonía y Regional: Las relaciones Venezuela-Cuba, 1999-2006". In: *Foreign Affairs en español*, vol. 06, nº 04, (10-12), p. 99-101, 2006; Julie M. Feinsilver, "Médicos por petróleo. La diplomacia médica cubana recibe una pequeña ayuda de sus amigos". In: *Nueva Sociedad*, nº 216, July-August 2008, p. 107-122.

ANNEXE

Déclaration des OSC sur la coopération Sud-Sud

Présentée lors de la conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud

Nairobi, Kenya, 1-3 décembre 2009

Votre Excellence, M. le Président de la Conférence sur la coopération Sud-Sud
Chefs de délégations et représentants des États membres,
Collègues et représentants du secteur privé et des Parlements,
Chers et chères collègues de la société civile
Mesdames et Messieurs :

Nous, membres d'organisations de la société civile et de réseaux des pays du Sud, aimerions faire une déclaration à propos de la coopération Sud-Sud et de l'opportun débat qui lui est consacré.

Nous vous remercions de nous donner l'opportunité aujourd'hui de vous présenter brièvement nos sujets de préoccupations. Nous vous demandons instamment de nous écouter et de tenir compte des voix et des recommandations de la société civile dans vos discussions, vos conclusions et vos actions de suivi.

Aujourd'hui, le monde est en proie à une crise financière et à une crise climatique qui menacent non seulement la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les vies et les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes dans le Sud, mais aussi la stabilité des économies du monde. Les gouvernements du Nord et les systèmes financiers sont responsables des crises actuelles, mais c'est le monde entier, et en particulier les pays les plus pauvres, qui en paient les coûts et en subissent les effets.

Vaincre ces crises requiert des actions décisives et un leadership de la communauté internationale. Mais à ce jour, ce leadership fait cruellement défaut.

La réaction éclair et massive des gouvernements pour renflouer les banques et les institutions financières privées, avec plus de trois mille milliards de dollars US de fonds et de garanties publics contraste nettement avec l'échec à répondre de manière décisive à la crise de la pauvreté et à la marginalisation dont souffre la majorité des gens sur la planète. La coopération Sud – Sud doit donc prouver qu'elle est capable de lever les fonds nécessaires pour tacler la pauvreté.

Nous remarquons que la coopération Sud – Sud a catalysé le débat autour de la réforme concernant l'efficacité de l'aide et des réformes des structures de gouvernance du FMI et de la Banque mondiale. Ces 30 dernières années, ces Institutions ont poussé à augmenter les apports de capitaux et à libéraliser les marchés, ce qui a eu pour conséquences un effritement des espaces politiques des pays et la violation de leur souveraineté nationale. Elles font partie des grandes institutions responsables de la situation actuelle, et n'ont pas la légitimité ni la crédibilité de jouer un rôle dans la reforme du système financier international, encore moins de se lancer dans une auto-réforme. C'est avec cela en tête que nous appelons à intensifier et à renforcer la coopération Sud – Sud.

Mais cette coopération doit respecter la promotion des droits de l'homme, la solidarité et l'équité entre les partenaires, la durabilité environnementale et l'appropriation du développement.

Nous demandons que la coopération Sud – Sud favorise le développement de politiques et de structures économiques mondiales qui mettent les droits des peuples à la première place, qui respectent et promeuvent les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes ainsi que la justice sociale et la justice environnementale. Nous demandons des politiques qui assurent un travail décent quel que soit l'emploi occupé, le respect des droits du travail, la protection sociale, le dialogue social, des moyens de subsistance durables, la fourniture des services de base comme la santé, l'éducation, le logement, l'eau et des énergies propres, et qui prenne en compte l'économie des soins domestiques qui repose largement sur les femmes. Les peuples du Sud doivent avoir une meilleure maîtrise des ressources et des décisions qui impactent leur vie quotidienne.

M. le Président, éminents délégués, nous sommes convaincus que cette Conférence sur la coopération Sud – Sud est une initiative clé pour que soient trouvées des solutions durables aux crises que nous venons d'évoquer. Nous appelons les gouvernements à instituer un processus de suivi de la coopération Sud – Sud auquel participeraient ensemble tous les acteurs institutionnels, non seulement les organisations gouvernementales et intergouvernementales, mais aussi l'Organisation Internationale du Travail et la société civile.

M. le Président, éminents délégués, la société civile souhaite soulever les questions suivantes à propos de la coopération Sud – Sud :

Une coopération Sud-Sud reposant sur les peuples

La coopération entre les peuples du Sud est essentielle au soutien des activités et des initiatives de la coopération Sud – Sud. Malheureusement leur participation est actuellement limitée du fait de problèmes financiers et de divers problèmes de capacité. Nous appelons à une approche intégrée de la coopération Sud – Sud et à ce que les gouvernements du Sud s'engagent à donner aux OSC les ressources dont elles ont besoin pour pouvoir agir. Nous sommes convaincus que la société civile peut jouer un rôle important dans la réalisation des objectifs de la coopération Sud – Sud. Les gouvernements doivent encourager l'engagement de la société civile, lui apporter leur soutien financier et reconnaître son rôle clé dans la mise en œuvre et le suivi des programmes et des politiques. Nous vous pressons de l'inclure structurellement dans les futurs débats et programmes relatifs à la coopération Sud – Sud.

Sur l'aide

Sur la question de l'aide, notre position est que la coopération Sud – Sud doit améliorer la qualité de l'aide en renforçant l'appropriation démocratique, en donnant encore plus de priorité à la justice de genre et en mettant fin aux pratiques de lier l'aide à des conditions politiques. Ces conditions sapent l'appropriation, accroissent la pauvreté et sont contraires aux objectifs d'éradication de la pauvreté et d'amélioration de l'efficacité de l'aide.

Sur les investissements

Nous sommes convaincus de la nécessité d'instituer une approche holistique des investissements Sud - Sud qui prenne en compte, entre autres, les questions relatives au développement social et les transferts durables des technologies. Les investissements Sud - Sud doivent concerner des systèmes production durables sur le plan social et sur le plan de l'environnement, et aligner leurs opérations sur les économies nationales et locales.

Une règlementation appropriée doit être mise en place concernant l'obligation pour les entreprises de rendre des comptes à la lumière de la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale. Les investissements bilatéraux et les accords de libre échange doivent être négociés avec toutes les parties prenantes, notamment les Parlements, les partenaires sociaux et la société civile pour assurer une appropriation démocratique.

Sur la dette

Nous appelons à une annulation complète et inconditionnelle des dettes odieuses et à des actions décisives pour empêcher la réaccumulation de nouvelles dettes de ce type.

Les gouvernements impliqués dans la coopération Sud – Sud doivent mettre en place une nouvelle architecture de la dette, inclusive, participative et démocratiquement responsable vis-vis de tous ceux qu'ils ont pour but de servir. Les Nations Unies doivent jouer un rôle clé dans son développement, et les Institutions et mécanismes doivent être soumis aux normes et aux Traités internationaux concernant les droits de l'homme. Entre autres impératifs, le nouveau système institutionnel devra réviser le dispositif actuel concernant la viabilité de la dette afin de prendre en compte la dette interne ainsi que des considérations relatives au développement humain et à la justice écologique et climatique. Il est urgent aussi de créer des mécanismes équitables et transparents d'apurement de la dette qui soient indépendants des INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES.

En Conclusion, M. le Président, éminents délégués,

Face aux multiples crises, nous prions instamment les gouvernements de se mettre du côté des travailleuses et des travailleurs, des agriculteurs, des jeunes et des enfants du Sud pour promouvoir la durabilité de l'environnement en choisissant une voie économique alternative. Nous, réseaux de la société civile, représentant des millions de gens du Sud, appelons donc, ici à Nairobi, à un changement qui, dans les discours, les politiques et la recherche de solutions, fasse passer au premier plan le développement effectif, l'éradication de la pauvreté, les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes et la durabilité de l'environnement.

Nous vous remercions.

Signée par :

African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)
Reality of Aid Africa Network
IBON International
Reality of Aid Network
International Association for Community Development
Action Aid
Social Watch Network
Kenya Debt Relief Network (KENDREN)
South Asian Network for Social and Agricultural Development (SANSAD), India
South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), Nepal
Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE) /Aid Accountability Group, Bangladesh
Nepal Policy Institute (NPI)
Forum of Women's NGOs of Kyrgyzstan
Countryside Security and Sustainable Development Network (CSSD Network), Vietnam
Center for Research and Assistance the Children (CENFORCHIL) ,Vietnam
China Association for NGO Cooperation (CANGO), China
International NGO Forum for Indonesian Development (INFID), Indonesia

Liste des membres

ROA AFRICA

ANGOLA

Jubilee Angola
PO Box 6095, Luanda, Angola
Tel: (244)2366729
Fax: (244)2335497
Email: Jubileu2000.ang@angonet.org

BENIN

GRAIB-ONG
BP 66 AZOVE Benin
Tel: (229) 027662; 91 62 22
Fax: (229) 46 30 48

Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD)
c/1506I Maison DJOMAKON Jean VONS Guindéhou VEDOKO, Benin
Tel: (229) 21 38 01 72 / 21 38 48 83
Fax: (229) 21 38 01 72

BURUNDI

Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC)
Contact Person: Pacifique Nininahazwe
Email: pnininahazwe@yahoo.fr

CAMEROON

Centre for Promotion of Economic and Social Alternatives (CEPAES)
P. O. Box 31091 , Yaounde, Cameroon
Tel: (237) 231 4407

CONGO (DRC)

Habitat of Peace - Congo - DRC
Tel: (243) 99811818

COTE'D'IVORE

Forum National sur la Dette et la Pauvreté (FNDP)
BP 585 Abidjan cidex 03 Riviera, Abijan
Tel: (225) 05718222

GHANA

Foundation for Grassroots Initiatives in Africa (GrassRootsAfrica)
PMB MD 187
Madina- Accra, Ghana
Tel: (233) 21 50 23 24
Fax: (233) 21 50 23 24
Email: grassrootsafrica@grassrootsafrica.org.gh
www.grassrootsafrica.org.gh

KENYA

Kenya Debt Relief Network (KENDREN)
C/O EcoNews Africa, Mbaruk Road, Mucai Drive,
P.O. Box 76406, Nairobi, Kenya
Tel: (254) 020 2721076/99
Fax: (254) 020 2725171
Web: www.kendren.org

Kenya Private Sector Alliance (KEPSA)
2nd Floor, Shelter Afrique
Along Mamlaka Road, Next to Utumishi Co-op House
P.O. Box 3556-00100 GPO Nairobi, Kenya
Tel: (254) 20 2730371/2 and 2727883/936
Fax: (254) 2 2730374
Email: info@kepsa.or.ke
Web: www.kepsa.or.ke

Social Development Network (SODNET)
Methodist Ministry Center, 2nd Wing, 4th floor,
Oloitoktok Road, Off Gitanga Road, Kilimani Nairobi 00619 Kenya
Tel: (254) 20 3860745/6
Fax: 254) 20 3860746
Web: www.sodnet.org

MALAWI

Malawi Economic Justice Network (MEJN)
Centre House Arcade,
City Centre,
PO Box 20135,
Lilongwe 2
Malawi
Tel: (265) 1 770 060
Fax: (265) 1 770 068

Liste des membres

Email: mejn@mejn.mw
Web: www.mejn.mw

NIGERIA

Africa Leadership Forum
ALF Plaza, 1 Bells Drive, Benja Village,Km 9, Idiroko road, Ota, Ogun State, Nigeria
Tel: (234) 803 4543925
Email: info@africaleadership.org
Web: www.africaleadership.org

African Network for Environmental and Economic Justice (ANEEJ)
123, First East Circular Road Benin City Edo State Nigeria
Tel: (234) 802 3448216, (234) 709 3077565
Web: www.aneej.org

Centre for Peacebuilding and Socio-Economic Resources Development (CPSERD)
Lagos, Nigeria

Economic Community of West African States Network on Debt and Development (ECONDAD)
123 1st East Circular Road, Benin City, Edo State, Nigeria
Tel: (234)52 258748
Web: www.econdad.org

THISDAY
35 Creek Road , Apapa, Lagos
Tel: (234) 8022924721-2, 8022924485
Fax: (234) 1 4600276
Email: thisday@nova.net.ng
Web: www.thisdayonline.com

SENEGAL

Forum for African Alternatives
Contact Person: Demba Moussa Dembele
Email: dembuss@hotmail.com

SOUTH AFRICA

Economic Justice Network (EJN)
Church House 1, Queen Victoria Street, Cape Town
Republic of South Africa
Tel: (27) 21 424 9563
Web: (27) 21 424 9564
Email: ejnetwork@mweb.co.za; admin@ejn.org.za
Web: www.ejn.org.za

Institute for Security Studies/Institut D'Etudes de Securite
PO Box 1787
Brooklyn Square, Tshwane (Pretoria) 0075
South Africa
Tel: (27) 012 346 9500/2
Fax: (27) 012 346 9570
Email: iss@issafrica.org
Web: www.iss.co.za

Center for Economic Governance and Aids in Africa (CEGAA)
Room 1009, Loop Street Studios, 4 Loop Street, Cape Town 8001/ P.O. Box 7004, Roggebaai, 8012
South Africa
Tel: (27) 21 425 2852
Fax: (27) 21 425 2852
Web: www.cegaa.org

TANZANIA

Tanzania Coalition on Debt and Development (TCDD)
Swahili / Ndovu Street,
Kariakoo Area
Block No. 126
P.O Box 9193
Dar es Salaam,
Tanzania
Tel: (255)22 2181211
Fax: (255) 22 2124404
Email: ttcdd@yahoo.com
Web: http://ttcdd.org

Tanzania Association of NGOs (TANGO)
Off Shekilango Road, Sinza Afrika Sana
Dar es Salaam
P. O. Box 31147
Tanzania
Tel: (255) 22 277 4582
Fax: (255) 22 277 4582
Email: tango@bol.co.tz
Web: www.tango.or.tz

Liste des membres

UGANDA

Uganda Debt Network
Plot 424 Mawanda Road, Kamwokya Kampala / P.O. Box 21509 Kampala, Uganda
Tel: (256) 414 533840/543974
Fax: (256) 414 534856
Email: Info@udn.or.ug
Web: www.udn.or.ug

Uganda NGO National Forum
Plot 25, Muyenga Tank Hill Rd, Kabalagala,

PO Box 4636, Kampala, Uganda
Tel: +256 312 260 373/ 414 510 272
Email: info@ngoforum.or.ug
Web: www.ngoforum.or.ug

ZAMBIA

Jubilee Zambia
P.O. Box 37774, 10101 , Lusaka, Zambia
Tel: (260) 1 290410
Fax: (260) 1 290759
Email: debtjctr@zamnet.zm
Web: www.jctr.org.zm

Southern African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (SACCORD)
P.O. Box 37660 , Lusaka, Zambia
Tel: (260) 1 250017
Fax: (260) 1 250027
Email: saccord@zamtel.zm

ZIMBABWE

African Forum and Network on Debt and Development (AFRODAD)
31 Atkinson Drive, Harare, Zimbabwe
Tel: (263) 4 778531/6
Fax: (263) 4 747878
Email: afrodad@afrodad.co.zw
Web: www.afrodad.org

Institute of Development Studies (IDS) University of Zimbabwe
P.O. Box MP167, Mt Pleasant, Harare, Zimbabwe
Tel: (263) 4 333342/3
Fax: (263) 4-333345

Zimbabwe Coalition on Debt and Development (ZIMCODD)
5 Orkney Road, Eastlea, Harare, Zimbabwe
PO Box 8840, Harare, Zimbabwe
Tel: (263) 4 776830/1
Fax: (263) 4 776830/1
Email: zimcodd@zimcodd.co.zw
Web: www.zimcodd.org.zw

MOZAMBIQUE

Grupo Mocambicano da Divida (GMD) / Mozambican Debt Group
R. de Coimbra,91 - Malhangalene - Maputo - Mozambique
Tel: (258)21-419523
Fax: (258)21-419524
Email: divida@tvcabo.co.mz
Web: www.divida.org

Foundation for Community Development - Mozambique
Tel: (258) 213555300

ROA ASIA-PACIFIC

AUSTRALIA

Australian Council for International Development (ACFID)
14 Napier Close Deakin Australian Capital Territory (Canberra) 2600, Australia
Tel: (61) 2 6285 1816
Fax: (61) 2 6285 1720
Email: main@acfid.asn.au
Web: www.acfid.asn.au

Aid/Watch
19 Eve St Erskineville NSW 2043, Australia
Tel: (61) 2 9557 8944
Fax: (61) 2 9557 9822
Email: info@aidwatch.org.au
Web: www.aidwatch.org.au

BANGLADESH

UBINIG (Policy Research for Development Alternative)
22-13, Khilzee Road, Block # B,

Liste des membres

Mohammadpur, Shaymoli,
Dhaka 1207, Bangladesh
Tel: (880) 2 81 11465; 2 81 16420
Fax: (880) 2 81 13065

Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE)
House #67, 4th floor, Block-Ka, Pisciculture Housing Society, Shaymoli, Dhaka-1207 , Bangladesh
Tel: (880) 2-8158688
Fax: (880) 2-8158688
EmaiL info@voicebd.org
Web: www.voicebd.org

LOKOJ Institute
No. 706, Road No. 11, Adabor, Shamoli, Dhaka 1207, Bangladesh
Tel: (880) 28150669
Fax: (880) 29664408
Email: lokoj@aitlbd.net
Web: www.lokoj.org

Proshika
I/1-Ga, Section-2, Mirpur, Dhaka-1216, Bangladesh
Tel: (880) 8015812,(880) 8016015
Fax: (880) 2-8015811
Email: idrc@proshika.bdonline.com
Web: www.proshika.org

COAST
House# 9/4, Road# 2, Shyamoli, Dhaka 1207 Bangladesh
Tel: (880) 2-8125181
Fax: (880) 2-9129395
Email: info@coastbd.org
Web: www.coastbd.org

ANGIKAR Bangladesh Foundation
Sunibir, 25 West Nakhalpara, Tejgaon, Dhaka 1215 Bangladesh
Email: angikarbd@yahoo.com

Advancing Public Interest Trust (APIT)
107/ Ground Floor, Sher Sha Shuri Road, Mohammadpur, Dhaka 1216 Bangladesh
Tel: (880) 2-9121396,(880) 2-9134406 Ext-103
Email: info@apitbd.org
Web: www.apitbd.org

INCIDIN Bangladesh
9/11, Iqbal Road, Mohammadpur, Dhaka-1207 Bangladesh
Tel: (880) 2-8129733
Web: www.incidinb.org

Wave Foundation
3/11. Block-D, Lalmatia, Dhaka 1207, Bangladesh
Tel: (880) 2-8113383
Email: info@wavefoundation.org

CAMBODIA

Cooperation Committee for Cambodia (CCC)
House & Street Address: House #9-11,Street 476, Sangkat Toul Tom Poung I, Phnom Penh
Postal Address: PO Box 885, Phnom Penh, Cambodia
Tel: (855) 23 214 152
Fax: (855) 23 216 009
Web: www.ccc-cambodia.org

The NGO Forum on Cambodia
#9-11 Street 476, Toul Tompong, P.O. Box 2295, Phnom Penh 3, Cambodia
Tel: (855)23-214 429
Fax: (855)23- 994 063
Email: ngoforum@ngoforum.org.kh
Web: www.**ngoforum**.org.kh

CHINA

China Association for NGO Cooperation (CANGO)
C-601, East Building, Yonghe Plaza, 28# Andingmen Dongdajie, Beijing, 100007, P.R.China
Tel: (86) 10 64097888
Fax: (86)10 64097607
Email: info@cango.org
Web: www.cango.or

FIJI

Ecumenical Center for Research, Education and Advocacy (ECREA)
189 Rt. Sukuna Rd.
G.P.O 15473,
Suva, Republic of Fiji Islands
Tel: (679) 3307 588
Fax: (679) 3311 248
Web: www.ecrea.org.fj

Pacific Islands Association of Non Governmental Organisations (PIANGO)
30 Ratu Sukuna Road, Nasese, Suva, Fiji Islands;
Postal: P.O. Box 17780, Suva, Fiji
Tel: (679) 330-2963 / 331-7048
Fax: (679) 331-7046

Liste des membres

Email: piango@connect.com.fj
Web: www.piango.org

HONG KONG

Asia Pacific Mission for Migrants (APMM)
c/o Kowloon Union Church, No.2 Jordan Road,
Kowloon Hong Kong SAR
Tel: (852) 2723-7536
Fax: (852) 2735-4559
Email: apmm@hknet.com
Web: www.apmigrants.org

INDIA

Centre for Organisation Research and Education (CORE)
National Programme Office
A-5 Vienna Residency
Aldona Bardez 403 508, Goa, India
Tel: (91) 832-228 9318
Web: www.coremanipur.org

Public Interest Research Centre
142, Maitri Apartments, Plot No. 2, Patparganj,
Delhi – 110 092
Tel: (91) 222-4233; 243-2054; 222-1081
Fax: (91) 11-222-4233

South Asian Network for Social and Agricultural Development (SANSAD)
N-13, Second Floor Green Park Extension
New Delhi
India - 110016
Tel: (91) 11-4164 4845
Fax: (91) 11-4175 8845
Email: mail@sansad.org.in
Web: ww.sansad.org.in

Tamil Nadu Women's Forum
Kallaru, Perumuchi Village and Post Arakkonam 631 002, Vellore District,
Tamil Nadu, India
Tel: (91) 041421 70702
Email: tnwforum@gmail.com

Vikas Andhyayan Kendra (VAK)
D-1 Shivdham, 62 Link Road, Malad (West),
Mumbai 400 064 India
Tel: (91) 22-2882 2850 / 2889 8662
Fax: (91) 22-2889 8941
Email: vak@bom3.vsnl.net.in
Web: www.vakindia.org

INDONESIA

Forum LSM Aceh (Aceh NGOs Forum)
Jl. T. Iskandar No. 58 Lambhuk, Banda Aceh, Indonesia
Tel: (62) 651 33619; 081514542457
Fax: (62)65125391
Email: forumlsmaceh@yahoo.com
Web: www.forumlsmaceh.org

International NGO Forum on Indonesian Development (INFID)
JL Mampang Prapatan XI, No. 23 Jakarta 12790, Indonesia
Tel: (62) 21 7919-6721 to 22
Fax: (62)21 794-1577
Email: infid@infid.org
Web: www.infid.org

JAPAN

Pacific Asia Resource Center (PARC)
2, 3F Toyo Bldg., 1-7-11 Kanda-Awaji-cho, Asia Taiheiyo Shiryo Centre, Chiyoda-ku, Tokyo 101-0063, Japan
Tel: (81) 3-5209-3455
Fax: (81) 3-5209-3453
Email: office@parc-jp.org
Web: www.parc-jp.org

Friends of the Earth (FOE) Japan
International Environmental NGO, FoE Japan
3-30-8-1F Ikebukuro Toshima-ku
Tokyo 171-0014, Japan
Tel: (81)3-6907-7217
Fax: (81)3-6907-7219
Email: aid@foejapan.org ; finance@foejapan.org
Web: www.foejapan.org

Japanese NGO Center for International Cooperation (JANIC)
5th Floor Avaco Building, 2-3-18 Nishiwaseda,
Shinjuku-ku, Tokyo 169-0051, Japan
Tel: (81) 3-5292-2911
Fax: (81) 3-5292-2912
Email: global-citizen@janic.org
Web: www.janic.org.en

Japan International Volunteer Center (JVC)
6F Maruko Bldg., 1-20-6 Higashiueno,
Taito-ku, Tokyo 110-8605 Japan
Tel: (81) 3-3834-2388
Fax: (81) 3-3835-0519
Email: kiyo@ngo-jvc.net; info@ngo-jvc.net
Web: www.ngo-jvc.net

Liste des membres

Japan ODA Reform Network-Kyoto
Email: cy0325@mbox.kyoto-inet.or.jp

KOREA

ODA Watch Korea
110-240 #503 Dong-Shin Bldg.
139-1 Anguk-dong, Jongno-gu, Seoul, Korea
Tel: (82) 2-518-0705
Email: odawatch.korea@gmail.com; hanlight@hanmail.net
Web: www.odawatch.net

People's Solidarity for Participatory Democracy (PSPD)
Contact Person: Cha Eun Ha
Email: pspdint@pspd.org

KYRGYZSTAN

Forum of Women's NGOs in Kyrgyzstan
Isanova 147, kv. 7; 720033 Bishkek, Kyrgyzstan
Tel: (996) 312 214585; (996) 555 996612
Web: www.forumofwomenngos.kg

LEBANON

Arab NGO Network for Development (ANND)
P.O.Box: 5792/14, Mazraa: 1105 - 2070
Beirut, Lebanon
Tel: (961) 1 319366
Fax: (961) 1 815636
Web: www.annd.org

MALAYSIA

Third World Network (TWN)
131 Jalan Macalister, 10400 Penang, Malaysia
Tel: (60) 4 2266728/2266159
Fax: (60) 42264505
Email: twnet@po.jaring.my
Web: www.twnside.org.sg

MONGOLIA

Centre for Human Rights and Development (CHRD)
Room 310, Tsetsee-Gun Management University,
Chingeltei district, Sukhbaatar Street -6,
Ullanbaatar, Mongolia
Tel: (976) 11325721
Fax: (976)11325721
Web: www.owc.org.mn

NEPAL

Nepal Policy Institute (NPI)
60 Newplaza Marga, Putalisadak, Kathmandu,
Nepal
Tel: (977) 1-4429741
Fax: (977) 1-4419610
Email: npi.info@wlink.com.np
Web: npi.org.np

NGO Federation of Nepal
PO Box 7768, Budhanagar, Naya Baneshwor,
Kathmandu, Nepal
Tel: (977) 1 4782908
Fax: (977) 1 4780559
Email: info@ngofederation.org
Web: www.ngofederation.org

All Nepal Peasants' Federation (ANPFa)
PO Box: 273, Lalitpur, Nepal
Tel: (977) 1-4288404
Fax: (977) 1-4288403
Email: anpfa@anpfa.org.np
Web: www.anpfa.org.np

National Network of Indigenous Women (NNIW)
Kathmandu Metropolitan- 34, Baneshwor,
PO Box 7238, Nepal
Tel: (977) 1-4115590
Fax: (977) 1-4115590
Email: nniw@wlink.com.np
Web: www.nniw.org.np

NEW ZEALAND

Council for International Development (CID)
2/F James Smith's Building cnr. Manners Mall and
Cuba St., Wellington, New Zealand/ PO Box 24 228,
Wellington 6142, New Zealand
Tel: (64) 4 4969615
Fax: (64) 4 4969614
Email: david@cid.org.nz; pedram@cid.org.nz
Web: www.cid.org.nz

PAKISTAN

Lok Sanjh Foundation House
House 494, Street 47, G-10/4, Islamabad, Pakistan
Tel: (92) 51-2101043
Fax: (92) 51 221 0395
Email: lok_sanjh@yahoo.com
Web: www.loksanjh.org

Liste des membres

Pakistan Institute of Labor and Education Research (PILER)
ST-001, Sector X, Sub Sector - V, Gulshan-e-Maymar, Karachi – Pakistan
Tel: (92) 21 6351145-7
Fax: (92) 21 6350354
Email: piler@cyber.net.pk; info@piler.org.pk
Web: www.piler.org.pk

Peoples Workers Union
B-25, Bano Plaza, Garden East, Nishtar Road, Karachi, Pakistan
Tel: (92) 30-02023639

PHILIPPINES

Cordillera People's Alliance (CPA)
2 P. Guevarra Street, West Modern Site, Aurora Hill, 2600 Baguio City, Philippines
Tel: (63) 74 304-4239
Fax: (63) 74 443-7159
Email: cpa@cpaphils.org; pic@cpaphils.org
Web: www.cpaphils.org

Council for People's Democracy and Governance (CPDG)
Quezon City, Philippines
Tel: (63) 2 3741285
Email: cpdg.org@gmail.com

IBON Foundation Inc.
114 Timog Avenue, Quezon City,
1103 Philippines
Tel: (63) 2 9277060 to 62
Fax: (63) 2 929 2496
Email: research@ibon.org
Web: www.ibon.org

Mindanao Interfaith People's Conference (MIPC)
2F PICPA Bldg., Araullo St.,Davao City 8000 Philippines
Tel: (63) 82 225 0743
Fax: (63) 82 225 0743
Email: mmfat_mipc@meridiantelekoms.net

AidWatch Philippines
114 Timog Avenue, Quezon City,
1103 Philippines
Tel: (63) 2 927 7060 to 62
Fax: (63) 2 929 2496
Email: research@ibon.org

Solidarity for People's Advocacy Network (SPAN)
Cebu, Philippines
Email: gigilabra@yahoo.com

SRI LANKA

Green Movement of Sri Lanka (GMSL)
No 9 , 1st Lane, Wanatha Road, Gangodawila, Nugegoda, Sri Lanka
Tel: (94) 11 2817156
Fax: (94) 11 4305274
Email: office@greensl.net
Web: www.greensl.net

SEWALANKA Foundation
432 A, 2nd Floor, Colombo Road, Boralesgamuwa, Sri Lanka
Tel: (94) 11 - 254 5362- 5; 0773-863236, 0773 829948
Fax: (94) 11 - 254 5166
Email: south@sewalanka.org
Web: www.sewalanka.org

Law & Society Trust (LST)
No. 3, Kynsey Terrace, Colombo 8, Sri Lanka
Tel: 94 11 2684845 / 94 11 2691228
Fax: 94 11 2686843
Email: lst@eureka.lk , lstadmin@sltnet.lk
Web: www.lawandsocietytrust.org

THAILAND

Shan Women's Action Network (SWAN)
PO Box 120 Phrasing Post Office,
Chiangmai 50200, Thailand
Web: www.shanwomen.org

TIMOR LESTE

East Timor Development Agency (ETDA)
P.O. Box 30, Bairro Pite, Dili, Timor-Leste
Telephone: (670) 723 3674; (670) 723 3816
Email: etda@etda-dili.org

VIETNAM

Vietnam Union of Science & Technology Associations (VUSTA)
53 Nguyen Du Str. - Ha Noi - Viet Nam
Tel: (84)4 9432206
Fax: (84)4 8227593
Web: www.vusta.vn

Liste des membres

ROA LATIN AMERICA

ARGENTINA

Fundación para el Desarrollo en Justicia y Paz (FUNDAPAZ)
Calle Castelli 12, segundo piso "A", (C1031AAB) Buenos Aires, Argentina
Tel: (54) 11 4864-8587
Fax: (54) 11 4861-6509
Email: comunicacion@fundapaz.org.ar
Web: www.fundapaz.org.ar

Instituto de Desarrollo Social y Promoción Humana (INDES)
Pte Luis Sáenz Peña 277, 5 Piso Oficina 10, 1110 Buenos Aires, Argentina
Tel: (54) 11 4372-6358
Fax: (54) 11 4372-6358
Email: indes@arnet.com.ar
indesmisiones@arnet.com.ar
Web: www.indes.org.ar

Servicio Habitacional y de Acción Social (SEHAS)
Bv. del Carmen 680, Villa Siburu, (5003) Córdoba, Argentina
Tel: (54) 351 480-5031
Fax: (54) 351 489-7541
Email: sehas@sehas.org.ar; secretaria@sehas.org.ar
Web: www.sehas.org.ar

BOLIVIA

Centro de Educación Popular (QHANA)
Apartado postal 9989, La Paz, Calle Landaeta No. 522, La Paz, Bolivia
Tel: (591) 2 249-1447; 249 1494
Fax: (591) 2 212-4198
Email: qhana@qhana.org.bo
Web: www.qhana.org.bo

Centro de Investigación y Promoción del Campesino (CIPCA)
Calle Claudio Peñaranda Nº 2706 esquina Vicenti, Sopocachi, Casilla 5854, La Paz Bolivia
Tel: (591) 2-2910797; 2-910798
Fax: (591) 2-2910796
Email: cipca@cipca.org.bo
Web: www.cipca.org.bo

Fundación Taller de Iniciativas en Estudios Rurales (Fundación Tierra)
Apartado postal 8155, La Paz; Calle Hermanos Manchego No. 2576, La Paz, Bolivia, Casilla postal 3972 6022, Santa Cruz de la Sierra, Bolivia
Tel: (591) 2 243-0145 - 243-2263 /2683
Fax: (591) 2 211 1216
Email: fundaciontierra@ftierra.org
Web: www.ftierra.org

Productividad Biosfera Medio Ambiente - Probioma
Equipetrol calle 7 Este No 29 Santa Cruz de la Sierra, Bolivia
Tel: (591) 2 3431332
Fax: (591) 2 3432098
Email: probioma@probioma.org.bo
Web: www.probioma.org.bo

BRAZIL

Centro de Assessoria Multiprofissional (CAMP)
Porto Alegre - RS Brazil 90840 - 190,
Praca Parobé, 130-9o Andar Centro,
90030.170 Porto Alegre - RS Brasil
Tel: (55) 51 32126511
Fax: (55) 51 3233 7523
Email: camp@camp.org.br
Web: www.camp.org.br

Federacion de Organos para Asistencia Social Educaciónal (FASE)
Rua das Palmeiras, 90, Botafogo
22270-070, Rio de Janeiro - RJ
Tel: (55) 21 2536 7350
Fax: (55) 21 2536 7379
Email: fase@fase.org.br
Web: www.fase.org.br

Instituto de Estudos Socioeconomicos (INESC)
SCS Quadra 08 Bloco B-50, salas 433/441, Edificio Venâncio 2000, CEP 70333-970 Brasilia - DF, Brazil
Tel: (55) 61 3212-0200
Fax: (55) 61 3212-0216
Email: protocoloinesc@inesc.org.br
Web: www.inesc.org.br

Instituto de Estudos, Formacao e Assessoria em Politicas Sociais (POLIS)
Rua Araújo, 124 Centro, Sao Paulo - SP Brazil

Liste des membres

Tel: (55) 11 2174-6800
Fax: (55) 11 2174 6848
Email: polis@polis.org.br
Web: www.polis.org.br

CHILE

Corporación de Estudios Sociales y Educación (SUR)
José M. Infante 85, Providencia,
Santiago, Chile
Tel: (56) 2 235 8143; 236 0470
Fax: (56) 2 235-9091
Email: corporacionsur@sitiosur.cl
Web: www.sitiosur.cl

Juventudes para el Desarrollo y la Producción (JUNDEP)
Fanor Velasco 27, Santiago, Chile
Tel: (56) 3611314; 3611321
Email: jundep@jundep.cl; corpjundep@123.cl
Web: www.jundep.cl

La Morada
Purísima 251, Recoleta, Santiago, Chile
Tel: (56 2) 732 3728; 735 1779 / 1785 / 1820
Fax: (56 2) 732 3728; 735 1779 / 1785 / 1820
Email: secretaria@lamorada.cl
Web: www.lamorada.cl

COLOMBIA

Centro de Investigaciones y Educación Popular (CINEP)
Carrera 5 No. 33 A – 08
Bogotá, Colombia
Tel: (57) 1 245 61 81
Fax: (57) 1 287 90 89
Email: info@cinep.org.co
Web: www.cinep.org.co

Corporación Región para el Desarrollo y la Democracia
Apartado postal 67146 Medellín, Calle 55 No. 41-10
Tel: (57) 4 216-6822
Fax: (57) 4 239-5544
Email: coregion@region.org.co
Web: www.region.org.co

Corporación Viva la Ciudadanía
Calle 54, No. 10-81, piso 7, Bogotá, Colombia
Tel: (57) 1 348 0781
Fax: (57) 1 212 0467
Email: info@viva.org.co
Web: www.viva.org.co

Fundación Foro Nacional por Colombia
Carrera 4 A No 27 62 Bogotá D.C., Colombia
Tel: (57) 1 282-2550
Fax: (57) 1 2861299
Email: info@foro.org.co
Web: www.foro.org.co

COSTA RICA

Fundación Promotora de Vivienda (FUPROVI)
P.O. Box: 1738-2100, Guadalupe, San José, Costa Rica
Del Costado Norte de la Iglesia de Moravia, 700 Mts. Este, 100 Mts. Norte, 100 Mts. Oeste, Moravia, San José, Costa Rica
Tel: (506) 2 247-0000
Fax: (506) 2 236-5178
Email: fuprovi@fuprovi.org
Web: www.fuprovi.org

CUBA

Centro Félix Varela (CFV)
Calle 5ta. No 720 esq. a 10, El Vedado municipio Plaza de la Revolucion, C.P. 10400, Ciudad de la Habana, Cuba
Tel: (53) 7 836-7731
Fax: (53) 7 833-3328
Email: director@cfv.org.cu; cfv@cfv.org.cu
Web: www.cfv.org.cu

ECUADOR

Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas (CESA)
Apartado Postal 17-16-0179 C.E.Q. Inglaterra N3130 y Vancouver, Quito - Ecuador
Tel: (593) 2 2524830
Tel: (593) 2 503006
Email: cesa.uio@andinanet.net
Web: www.cesa.org.ec

Centro Andino de Acción Popular (CAAP)
Apartado postal 17-15-173-B, Martín de Utreras 733 y Selva Alegre, Quito
Tel: (593) 2 522-763; 523-262
Fax: (593)2 568-452
Email: capporg.ec@uio.satnet.nett
Web: www.ecuanex.net.ec/caap/

Centro de Investigaciones (CIUDAD)
Calle Arturo Meneses N24-57(265) y Av. La Gasca, Sector Universidad Central, Casilla 17 08 8311, Quito, Ecuador
Tel: (593) 2 2225-198; 2227-091; 2500322 ;

Liste des membres

2227091; 2227086 ; 098344757
Fax: (593) 2 500-322 ext 11
Email: ciudadinfo@ciudad.org.ec; confe@ciudad.org.ec
Web: www.ciudad.org.ec

Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio (FEPP)
Mallorca N24-275 y Coruña, La Floresta, Quito - Ecuador
Web: (593)2 2520-408; 2529-372; 2554-741; 2554-744
Fax: (593) 2 2504978
Email: fepp@fepp.org.ec
Web: www.fepp.org.ec

EL SALVADOR

Fundación Nacional para el Desarrollo (FUNDE)
Calle Arturo Ambrogi #411 entre 103 y 105 Av. Norte, Col. Escalón, San Salvador, El Salvador, P.O. BOX 1774, CENTRO DE GOBIERNO
Tel: (503) 2209-5300
Fax: (503) 2263-0454
Email: funde@funde.net
Web: www.funde.org

Fundación Salvadoreña para la Promoción y el Desarrollo Económico (FUNSALPRODESE)
17ª Avenida Norte y 27ª Calle Poniente No. 1434, Colonia Layco, San Salvador; Apartado Postal 1952. Centro de Gobierno, San Salvador. El Salvador, Centro América
Tel: (503) 22 25-2722; 22 25-0414; 22 25-0416; 22 25-1212
Fax: (503) 2225-5261
Email: funsal@telesal.net
Web: www.funsalprodese.org.sv

GUATEMALA

Centro para la Acción Legal en Derechos Humanos (CALDH)
6a. Avenida 1-71, Zona 1,
Ciudad de Guatemala
Tel: (502) 2251-1505 /2251-0555
Fax: (502) 2230-3470
Email: caldh@caldh.org
Web: www.caldh.org

Proyecto de Desarrollo Santiago-La Salle (PRODESSA)
Km. 15 Carretera Roosevelt, zona 7 de Mixco. 01057 Interior Instituto Indígena Santiago
Guatemala, Centro América
Tel: (502) 2435-3911; (502) 2435-3912
Fax: (502) 2435-3913
Email: codireccion@prodessa.net
Web: www.prodessa.net

HONDURAS

Instituto Hondureño de Desarrollo Rural (IHDER)
Colonia Presidente Kennedy, Zona No.2
Bloque No. 37, Casa #4416,
Supermanzana No. 5
Tegucigalpa, Honduras
Tel: (504) 230-0927
Fax: (504) 2300927
Email: ihder@sdnhon.org.hn

Comisión de Acción Social Menonita (CASM)
Barrio Guadalupe 21-22, Calle 3, Av. NE, 2114, San Pedro Sula, Cortés, Honduras
Tel: (504) 552 9469 / 70
Fax: (504) 552 0411
Email: casm@sulanet.net
Web: www.casm.hn

MEXICO

Asociacion Latinoamericana de Organizaciones de Promocion al Desarrollo, A.C. (ALOP)
Benjamin Franklin #186-Col. Escandon,
Del. Miguel Hidalgo,
Mexico D.F. C.P. 11800
Tel: (52) 55 5273 3400; 2614 3450
Fax: (52) 55 5273 3449
Email: corpregion@geo.net.co; info@alop.org.mx
Web: www.alop.or.cr

Deca-Equipo Pueblo
Francisco Field Jurado Nº 51, Col. Independencia, Deleg. Benito Juárez, México D.F. CP.- 03630
Tel: (52) 55 5539 0055; 5539 0015
Fax: (52) 55 5672 7453
Email: equipopueblo@equipopueblo.org.mx
Web: www.equipopueblo.org.mx

Enlace, Comunicación y Capacitación, AC (ENLACE)
Benjamín Franklin No. 186, Col. Escandón CP 11800, México, D.F
Tel: (52) 55 52 73 34 03; 52 73 44 86
Email: enlace@enlacecc.org
Web: www.enlacecc.org

Liste des membres

Servicios para la Educación Alternativa AC (EDUCA)
Escuadrón 201 # 203 Col. Antiguo Aeropuerto,
Oaxaca 68050, México
Tel: (52) 951 5025043; 513 6023
Email: educa@prodigy.net.mx
Web: www.educaoaxaca.org

Centro Operacional de Vivienda y Poblamiento (COPEVI)
1o. de Mayo No. 151, San Pedro de los Pinos,
México, D.F. C.P. 03800
Tel: (52 55) 5515 9627 / 4919
Fax: (52 55) 5271 4119
Email: copevi@prodigy.net.mx
Web: www.copevi.org

NICARAGUA

Asociación para el Desarrollo de los Pueblos (ADP)
Apartado postal 4627, Managua
C.S.T. 5 cuadras al Sur, 1 1/2; cuadra al Oeste
Managua, Nicaragua
Tel: (505) 2228-1360; 2228-3005
Fax: (505)2664878
Email: adp@turbonett.com
Web: www.adp.com.ni

Servicio de Información Mesoamericano sobre Agricultura Sostenible (SIMAS)
Lugo Rent a Car 1c al lago, Esq. Sur oeste parque El Carmen. Reparto El Carmen, Managua, Nicaragua
Tel: (505) 2268 2302
Fax: (505) 2268 2302
Email: simas@simas.org.ni
Web: www.simas.org.ni

PANAMA

Instituto Cooperativo Interamericano (ICI)
Apartado Postal 0834-02794
Ave. La Pulida, Pueblo Nuevo, Panamá
Tel: (507) 224-6019 ó 224-0527
Fax: (507) 221-5385
Email: icipan@cwpanama.net
Web: www.icipan.org

Programa de Promoción y Desarrollo Social (PRODESO)
Apartado postal 168, Santiago de Veraguas,
Calle 4, Paso de las Tablas,
Santiago de Veraguas, Panamá
Tel: (507) 998-1994
Email: prodeso@cwp.net.pa
Web: www.prodeso.org

PARAGUAY

Base, Educación, Comunicación, Tecnología Alternativa (BASE-ECTA)
Avenida Defensores del Chaco, piso 1 San Lorenzo,
Paraguay, Código Postal 2189 San Lorenzo
Tel: (595) 21 576-786; (595 21) 580-239
Email: basedir@basecta.org.py

Servicio Ecumenico de Promoción Alternativa (SEPA)
Apartado postal 23036 Fernando de la Mora,
Soldado Ovelar 604 Marcos Riera,
Asunción, Paraguay
Tel: (595) 21 515-855; 514-365
Fax: (595) 21 515855
Email: sepa@sepa.com.py

PERU

Asociación Arariwa para la Promoción Técnica-cultural Andina
Apartado postal 872, Cusco, Perú;
Avenida Los Incas 1606,
Wanchaq, Cusco, Perú
Tel: (51) 1 205 5730
Fax: (51) 1 205 5736
Email: arariwa_cusco@terra.com.pe
Web: www.arariwa.org.pe

Centro De Derechos Y Desarrollo (CEDAL)
Jr Talará No. 769, Jesús de María, Lima 11
Tel: (51) 1 433-3207 / 433-3472
Fax: (51) 1 433-9593
Email: cedal@cedal.org.pe
Web: www.cedal.org.pe

Centro de Estudios y Promoción del Desarrollo (DESCO)
Sede central: Jr. León de la Fuente 110 - Lima 17, Perú
Tel: (51) 1 613-8300
Fax: (51) 1 613-8308
Email: postmaster@desco.org.pe
Web: www.desco.org.pe

Centro Peruano de Estudios Sociales (CEPES)
Av. Salaverry No. 818 Jesús María, Lima 11, Perú
Tel: (51) 1 433-6610
Fax: (51) 1 433-1744

Liste des membres

Email: cepes@cepes.org.pe
Web: www.cepes.org.pe

REPÚBLICA DOMINICANA

Centro Dominicano de Estudios de la Educación (CEDEE)
Santiago 153, Gazcue (Apdo. Postal 20307)
Santo Domingo, Dominicana, Rep.
Tel: (1809) 6823302; 6882966
Fax: (1 809) 686-8727
Email: cedee@codetel.net.do; cedee@verizon.net.do

URUGUAY

Centro Cooperativista Uruguayo (CCU)
E. Victor Manuel Haedo 22-52, Montevideo, Uruguay, C.P. 11200
Tel: (598) 2 40-12541 / 4009066 / 4001443
Fax: (598) 2 400-6735
Email: ccu@ccu.org.uy; Info@ccu.org
Web: www.ccu.org.uy

Centro Latinoamericano de Economia Humana (CLAEH)
Zelmar Michelini 1220, 11100 Montevideo, Uruguay
Tel: (598) 2 900-71 94
(598) 2 900-7194 ext 18
info@claeh.org.uy
www.claeh.org.uy

VENEZUELA

Asociación Civil Acción Campesina
Calle Ayuacucho oeste No. 52, Quinta Acción Campesina, Estado de Miranda, Venezuela
Tel: (58) 212 364 38 72; 321 4795
Fax: (58) 212 321 59 98
Email: accicamp@cantv.net
Web: www.accioncampesina.com.ve

Grupo Social Centro al Servicio de la Acción Popular - (CESAP)
San Isidro a San José de Avila,
final Avenida Beralt (al lado de la Abadía) Edif. Grupo Social CESAP, Caracas,
Venezuela Santiago
Tel: (58) 212 862-7423/ 7182 - 861-6458
Fax: (58) 212 862-7182
Email: presidencia@cesap.org.ve
Web: www.cesap.org.ve/

ADDITIONAL MEMBER

Coordinacion de ONG y Cooperativas (CONGCOOP)
2a. Calle 16-60 zona 4 de Mixco, Residenciales Valle del Sol, Edificio Atanasio Tzul, 2do. Nivel
Guatemala, Centro America
Tel: (502) 2432-0966
Fax: (502) 2433-4779
Web: www.congcoop.org.gt

ROA EUROPEAN OECD COUNTRIES

AUSTRIA

Global Responsibility
Austrian Platform for Development and Humanitarian Aid
Berggasse 7/11, A-1090 Vienna, Austria
Tel: (43) 1 522 44 22-0
Email: office@globaleverantwortung.at
Web: www.agez.at

OEFSE- Austrian Foundation for Development Research
Berggasse 7, A-1090 Vienna, Austria
Tel: (43)1 317 40 10 - 242
Fax: (43) 1 317 40 15
Email: office@oefse.at
Web: www.oefse.at

BELGIUM

11 11 11 - Coalition of the Flemish North-South Movement
Vlasfabriekstraat 11, 1060 Brussels, Belgium
Tel: (32) 2 536 11 13
Fax: (32) 2 536 19 10
Email: info@11.be
Web: www.11.be

European Network on Debt and Development (EURODAD)
Rue d'Edimbourg, 18–26
1050 Brussels, Belgium
Tel: (32) 2 894 46 40
Fax: (32) 2 791 98 09
Email: bellmers@eurodad.org
Web: www.eurodad.org

Eurostep
Eurostep AISBL, Rue Stevin 115, B-1000 Brussels , Belgium

Liste des membres

Tel: (32)2 231 16 59
Fax: (32) 2 230 37 80
Email: admin@eurostep.org
Web: www.eurostep.org

DENMARK

MS Action Aid Denmark
Fælledvej 12
2200 Kbh N., Denmark
Tel: (45) 7731 0000
Fax: (45) 7731 0101
Email: ms@ms.dk
Web: www.ms.dk

IBIS Copenhagen
Norrebrogade 68B, 2200 Copenhagen N, Denmark
Tel: (45) 35358788
Fax: (45) 35350696
Email: ibis@ibis.dk
Web: www.ibis.dk

FINLAND

Service Centre for Development Cooperation-KEPA
Töölöntorinkatu 2 A, 00260 Helsinki, Finland
Tel: (358) 9-584 233
Fax: (358) 9-5842 3200
Email: info@kepa.fi
Web: www.kepa.fi

FRANCE

Coordination SUD
14 passage Dubail, 75010 Paris, France
Tel: (33) 1 44 72 93 72
Fax: (33) 1 44 72 93 73
Email: sud@coordinationsud.org
Web: www.coordinationsud.org

GERMANY

Terre Des Hommes - Germany
Hilfe für Kinder in Not
Ruppenkampstraße 11a
49084 Osnabrück, Germany
Postfach 4126
49031 Osnabrück, Germany
Tel: (05 41) 71 01 –0
Fax: (05 41) 71 01 –0
Email: info@tdh.de; gf@tdh.de
Web: www.tdh.de

Christoffel-Blindenmission Deutschland e.V. (CBM)
Christian Blind Germany e.V.,
Nibelungen Straße 124,
64625 Bensheim, Germany
Tel: (49) 6251 131-0
Fax: (49) 6251 131-199
Email: christian.garbe@cbm.org
Web: www.christoffel-blindenmission.de

IRELAND

Concern Worldwide
52-55 Lower Camden Street, Dublin 2 Ireland
Tel: (353) 1 417 7700; (353) 1417 8044
Fax: (353) 1 475 7362
Email: olive.towey@concern.net
Web: www.concern.net

ITALY

CeSPI - Centro Studi di Politica Internazionale
Via d'Aracoeli 11, 00186 Rome, Italy
Tel: (39) 06 6990630
Fax: (39) 06 6784104
Email: cespi@cespi.it
Web: www.cespi.it

Campagna per la Riforma della Banca (CRBM)
Mondiale (CRBM), via Tommaso da Celano 15,
00179 Rome, Italy
Tel: (39) 06-78 26 855
Fax: (39) 06-78 58 100
Email: info@crbm.org
Web: www.crbm.org

Action Aid Italy
ActionAid International - via Broggi 19/A - 20129 Milano
Tel: (39) 02 74 2001
Web: www.actionaid.it

UNITED KINGDOM

British Overseas NGOs for Development (BOND)
Regent's Wharf
8 All Saints Street,
London N1 9RL , UK
Tel: (44) 20 7520 0252
Fax: (44) 20 7837 4220
Email: bond@bond.org.uk; advocacy@bond.org.uk
Web: www.bond.org.uk

Liste des membres

UK Aid Network (UKAN)
UK Aid Network (UKAN)
ActionAid, Hamlyn House
Macdonald Road, London
N19 5PG, UK
Email: advocacy@bond.org.uk; ukan@bond.org.uk
Web: www.ukan.org.uk

Action Aid UK
Hamlyn House, Macdonald Road,
Archway, London
N19 5PG, UK
Tel: (44) 20 7561 7561
Fax: (44) 20 7272 0899
Email: mail@actionaid.org
Web: www.actionaid.org.uk

NORWAY

Norwegian Forum for Environment and Development (ForUM)
Storgata 11, 0155 Oslo, Norway
Tel: (47) 2301 0300
Fax: (47) 2301 0303
Email: forumfor@forumfor.no
Web: www.forumfor.no

Networkers South-North
Ullveien 4 (Voksenåsen), 0791 Oslo, Norway
Tel: (47) 93039520
Email: mail@networkers.org
Web: www.networkers.org

PORTUGAL

OIKOS
Rua Visconde Moreira de Rey,
37 Linda-a-Pastora
2790-447 Queijas, Oeiras - Portugal
Tel: (351) 218 823 649; (351) 21 882 3630
Fax: (351) 21 882 3635
Email: oikos.sec@oikos.pt
Web: www.oikos.pt

SPAIN

Intermón Oxfam
Calle Alberto Aguilera 15, 28015 Madrid
Tel: (34) 902 330 331
Email: info@intermonoxfam.org
Web: www.intermonoxfam.org

SWEDEN

Diakonia-Sweden
SE-172 99 Sundbyberg,
Stockholm, Sweden
Tel: (46) 8 453 69 00
Fax: (46) 8 453 69 29
Email: diakonia@diakonia.se
Web: www.diakonia.se

Forum Syd
PO Box 15407, S-104 65
Stockholm, Sweden
Tel: 0046 8-506 371 62
Fax: 46 8 506 370 99
Email: forum.syd@forumsyd.org
Web: www.forumsyd.org

SWITZERLAND

Alliance Sud
Monbijoustrasse 31,
PO Box 6735 CH-3001 Berne, Switzerland
Tel: (41) 31 390 93 33
Fax: (41) 31 390 93 31
Email: mail@alliancesud.ch
Web: www.alliancesud.ch

THE NETHERLANDS

Novib - Oxfam Netherlands
Mauritskade 9, P.O. Box 30919,
2500 GX The Hague,
The Netherlands
Tel: (31) 70 3421777
Fax: (31) 70 3614461
Email: info@oxfamnovib.nl
Web: www.novib.nl

ROA NON-EUROPEAN OECD COUNTRIES

AUSTRALIA

Australian Council for International Development (ACFID)
14 Napier Close Deakin Australian Capital Territory
(Canberra) 2600, Australia
Tel: (61) 2 6285 1816
Fax: (61) 2 6285 1720
Email: main@acfid.asn.au
Web: www.acfid.asn.au

Liste des membres

Aid/Watch
19 Eve St Erskineville NSW 2043, Australia
Tel: (61) 2 9557 8944
Fax: (61) 2 9557 9822
Email: info@aidwatch.org.au
Web: www.aidwatch.org.au

CANADA

Canadian Council for International Cooperation/ Conseil Canadien Pour La Coopération Internationale (CCIC/CCCI)
450 Rideau Street, Suite 200
Ottawa, Ontario, K1N 5Z4, Canada
Tel: (1) 613 241-7007
Fax: (1) 613 241-5302
Email: info@ccic.ca
Web: www.ccic.ca

JAPAN

Pacific Asia Resource Center (PARC)
2, 3F Toyo Bldg., 1-7-11 Kanda-Awaji-cho, Asia Taiheiyo Shiryo Centre, Chiyoda-ku, Tokyo 101-0063, Japan
Tel: (81) 3-5209-3455
Fax: (81) 3-5209-3453
Email: office@parc-jp.org
Web: www.parc-jp.org

Friends of the Earth (FOE) Japan
3-30-8-1F Ikebukuro Toshima-ku
Tokyo 171-0014, Japan
Tel: (81)3-6907-7217
Fax: (81)3-6907-7219
Email: aid@foejapan.org
Web: www.foejapan.org

Japanese NGO Center for International Cooperation (JANIC)
5th Floor Avaco Building, 2-3-18 Nishiwaseda, Shinjuku-ku, Tokyo 169-0051, Japan
Tel: (81) 3-5292-2911
Fax: (81) 3-5292-2912
Email: global-citizen@janic.org
Web: www.janic.org.en

Japan International Volunteer Center (JVC)
6F Maruko Bldg.,
1-20-6 Higashiueno, Taito-ku,
Tokyo 110-8605, Japan
Web: (81) 3-3834-2388
Fax: (81) 3-3835-0519
Email: info@ngo-jvc.net
Web: www.ngo-jvc.net

Japan ODA Reform Network-Kyoto
Email: cy0325@mbox.kyoto-inet.or.jp

KOREA

ODA Watch Korea
110-240 #503 Dong-Shin Bldg.
139-1 Anguk-dong, Jongno-gu, Seoul, Korea
Tel: (82) 2-518-0705
Email: odawatch.korea@gmail.com; hanlight@hanmail.net
Web: www.odawatch.net

People's Solidarity for Participatory Democracy (PSPD)
Contact Person: Cha Eun Ha
Email: pspdint@pspd.org

NEW ZEALAND

Council for International Development (CID)
2/F James Smith's Building
cnr. Manners Mall and Cuba St.,
Wellington, New Zealand
Tel: (64) 4 496 9615
Fax: (64) 4 496 9614
Web: www.cid.org.nz

USA

American Council for Voluntary International Action (InterAction)
1400 16th Street, NW, Suite 210 | Washington, DC 20036, USA
Tel: (1) 202 667-8227
Fax: (1) 202 667-8236
Email: ia@interaction.org
Web: www.interaction.org

Ce rapport du réseau Reality of Aid porte un regard critique sur la nature, les points faibles et le potentiel de la coopération Sud-Sud en matière de développement, du point de vue de la société civile du Sud.

Il est constitué d'une sélection d'études qui vont de l'émergence de nouveaux donateurs tels que l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, à la mise en place d'une nouvelle architecture financière internationale en Amérique du Sud, et à leurs effets sur différentes économies d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. Il décrit la situation générale des pays du Sud, ainsi que les cas particuliers du Zimbabwe, de l'Ouganda et des Philippines, et illustre la viabilité ainsi que les insuffisances de la coopération Sud-Sud en matière de développement. Le rapport contient également deux études relatives à Cuba, l'une sur son action remarquable au Timor Oriental et dans le Pacifique Sud Ouest, l'autre sur sa coopération actuelle avec le Venezuela.

Il contient des enseignements importants pour les acteurs du développement, non seulement pour l'amélioration de la coopération Sud-Sud, mais aussi pour le renforcement de l'efficacité de la coopération internationale en matière de développement dans son ensemble.

ISBN 978-971-0483-51-8